

SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

Fractures  
et frontières  
du Proche-Orient

LOFT STORY 2

Une manne financière  
pour M6 p. 25

FINANCE

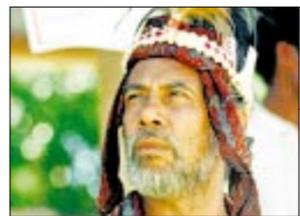
Les analystes  
financiers  
sous surveillance p. 22

BLANCHIMENT

La France, les banques,  
l'argent sale  
et la drogue p. 23

LA FIN D'AZF

TotalFinaElf  
ne rouvrira pas l'usine  
de Toulouse p. 24



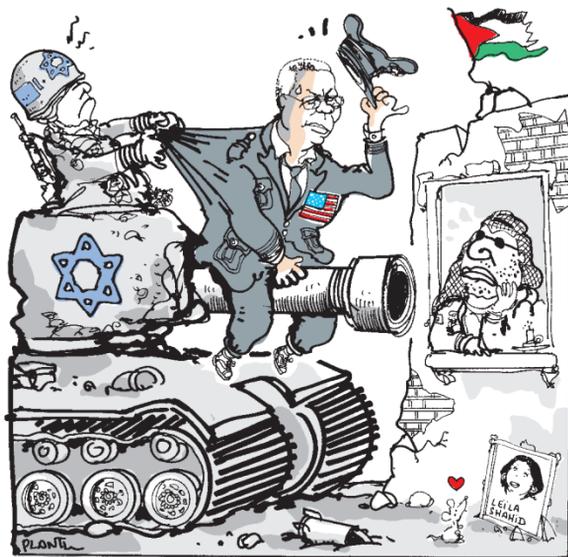
PORTRAIT

Xanana Gusmao,  
conscience  
de Timor p. 16

International.....	2	Abonnements.....	21
Union européenne.....	5	Entreprises.....	22
France.....	8	Communication.....	25
Société.....	11	Marchés.....	26
Régions.....	15	Aujourd'hui.....	28
Horizons.....	16	Météorologie-Jeux.....	32
Kiosque.....	17	Culture.....	33
Carnet.....	21	Radio-Télévision.....	37

## La solitude d'Israël face à la pression internationale

A LA VEILLE de l'arrivée en Israël du secrétaire d'Etat américain Colin Powell, qui était attendu jeudi soir 11 avril à Jérusalem, Ariel Sharon a demandé aux Etats-Unis de « ne pas exercer de pressions » sur son gouvernement pour mettre fin à l'offensive en Cisjordanie. « J'espère, a-t-il ajouté, que les Etats-Unis, nos grands amis, comprendront qu'il s'agit d'une guerre pour notre survie » et que la paix ne peut être possible « tant que le terrorisme existe ». Pour sa part, M. Powell a répété que « la meilleure façon d'avancer vers une solution est que les forces israéliennes se retirent » et qu'il était important pour lui de rencontrer Yasser Arafat, car il est « le partenaire avec lequel Israël devra négocier à un certain moment ». Les forces israéliennes sont entrées, dans la nuit de mercredi à jeudi, à Bir Zeit, près de Ramallah, où se trouve l'une des plus grandes universités palestiniennes.



► L'ONU, l'UE et la Russie appuient la mission de Powell

► Ils demandent le retrait israélien

► Sharon refuse de céder aux pressions

► Le Parlement européen demande la suspension de l'accord d'association avec Israël

Lire nos informations pages 2 à 5, le point de vue d'Edward Saïd page 18, l'éditorial page 20

## Enquête sur l'antisémitisme parmi des jeunes de banlieue

LE CONFLIT du Proche-Orient a fait apparaître une forte hostilité envers les juifs parmi les jeunes des banlieues françaises issus de l'immigration. Dans le quartier HLM de Trappes (Yvelines), où aucun acte antijuif n'a été commis malgré l'incendie accidentel d'une synagogue dont furent brièvement accusés six jeunes, notre enquête montre qu'un antisémitisme au quotidien imprègne les conversations et les échanges sur les sites Internet. « Les jeunes autour de moi, obligé, ils disent "à mort les juifs" », explique Farid, 22 ans. « Depuis que je suis petite, on me dit que les juifs sont dangereux, ajoute une mère algérienne. Je ne les connais pas et je ne veux pas les connaître. » Des responsables musulmans cherchent à endiguer ces réactions.

Lire page 11

## Sous la présidentielle, les législatives

LES 9 ET 16 JUIN, les Français éliront leurs 577 députés. La préparation des élections législatives qui suivront la présidentielle des 21 avril et 5 mai est largement engagée et, sur le terrain, la campagne bat son plein. Les socialistes ont pris de l'avance. Les accords avec les Verts et le PRG sont bouclés. En revanche, François Hollande et Robert Hue attendent, semble-t-il, les résultats de l'élection présidentielle pour commencer à négocier vraiment.

Jamais les Verts n'auront présenté autant de candidats aux législatives (480 ont déjà été investis). Le Pôle républicain de Jean-Pierre

Chevènement fait bande à part et annonce son intention d'être présent dans toutes les circonscriptions. A l'extrême gauche, LO a, pour la première fois, la même ambition.

La droite s'est moins rapidement préparée. Les candidats potentiels font campagne partout, mais sans être assurés d'une investiture. Aucun accord global précis n'a été, jusqu'à présent, conclu et les rivalités sont exacerbées entre RPR, UDF et DL. A l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret affirment qu'ils seront représentés dans les 577 circonscriptions.

► Législatives : 577 circonscriptions en campagne pour le scrutin des 9 et 16 juin

► Présidentielle : les campagnes de Chirac, Chevènement, Jospin et Mamère

Lire pages 8 à 10 et les chroniques pages 36 et 38

SCIENCES

## Protéger les pays du Sud contre les biopirates du Nord



LA CONFÉRENCE de La Haye, qui se tient du 7 au 19 avril, doit mettre en place un régime international assurant le partage équitable des ressources de la diversité biologique entre les pays du Sud et ceux du Nord. Ces derniers pratiquent la « biopiraterie » d'espèces rares et brevètent des composés naturels tropicaux. Lire page 28

## Une cuillerée à soupe de quarks qui pèse plus d'un milliard de tonnes

VOUS prendrez bien une cuillerée d'étoile à neutrons ? Frugal en apparence, le menu risque cependant de vous rester sur l'estomac car le contenu de ladite cuiller pèse rien de moins qu'un milliard de tonnes, soit l'équivalent de tous les camions, autocars et voitures de la planète. Les étoiles à neutrons naissent de l'explosion d'étoiles géantes lorsque celles-ci s'effondrent sur elles-mêmes, formant un cœur hypercompact dans lequel se concentrent les neutrons. Les astrophysiciens pensaient tenir là l'état le plus dense, le plus extrême, de la matière.

Ils se trompaient peut-être. Mercredi 10 avril, jugeant la nouvelle trop importante pour attendre la publication d'articles dans des revues scientifiques, la NASA a organisé une conférence de presse dans son quartier général de Washington pour annoncer que deux équipes de chercheurs américains avaient découvert deux étoiles dont la densité extraordinaire ne pouvait s'expliquer par la théorie classique. Combinant des observations

de deux télescopes spatiaux, Hubble et Chandra (qui détectent les rayons X), ces astronomes en ont déduit que le premier astre se révélait trop petit et le second trop froid pour n'être constitués que de neutrons.

Les deux équipes ont donc imaginé une nouvelle forme de matière, inexistante sur Terre : la « soupe » de quarks. Ceux-ci sont des particules élémentaires, les plus petits constituants de la matière. Un neutron, par exemple, est composé de trois quarks, deux down et un up. Les quarks, dont on n'a que des preuves indirectes de l'existence, n'ont jamais été vus librement, individuellement. Ils sont toujours regroupés au sein de particules plus grosses et semblent inséparables, du moins sur notre planète. Mais cette association peut-elle résister à des conditions extrêmes ? Là est tout l'enjeu de l'annonce de la NASA. « Il est possible que, dans une étoile à neutrons, ceux-ci se désagrègent en leurs constituants de base, les quarks, avance Michael Turner, cosmologiste à l'université de Chicago. Si cela arrive, les quarks peuvent se rap-

procher davantage les uns des autres que ne le font les neutrons. » Tout comme, à volume égal, un empilement de balles de tennis engendrerait moins de vide – ou perd moins de place – qu'un empilement de ballons de football, les étoiles à quarks seraient donc automatiquement plus denses que les étoiles à neutrons.

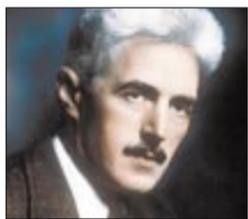
Une cuillerée à soupe de quarks pèserait donc davantage qu'une cuillerée de neutrons... Encore faut-il prendre tout cela au conditionnel. « J'aimerais insister sur le fait qu'il s'agit d'un indice, et non d'une preuve, d'une nouvelle forme de matière », a dit, prudente, Anne Kinney, responsable de l'astronomie et de la physique à la NASA. Michael Turner, lui, a une vision différente. « Peu importe la façon dont seront résolus ces mystères, dit-il. Ces observations démontrent que nous pouvons utiliser l'Univers comme un laboratoire pour étudier certaines des questions les plus fondamentales de la physique. »

Pierre Barthélémy

ÉDITION

ANALYSE

## Les mille et une lettres de Hammett



LA CORRESPONDANCE de celui qui avait été détective privé avant d'être un maître du roman policier paraît en librairie. Lire page 33

## La mise à mort de l'Autorité palestinienne

LA FIN ESPÉRÉE des offensives militaires israéliennes, décidées le 29 mars, laisse planer une menace sur la visite du secrétaire d'Etat américain Colin Powell dans la région : l'illusion cynique ou hypocrite d'un possible retour en arrière, d'une parenthèse qui pourrait être refermée à la suite de molles admonestations. Les blindés de Tshahal ont mis un terme à un processus engagé concomitamment au soulèvement palestinien, il y a déjà des mois : la mise à mort de l'Autorité palestinienne.

Créée de toutes pièces par les accords d'Oslo conclus en 1993,

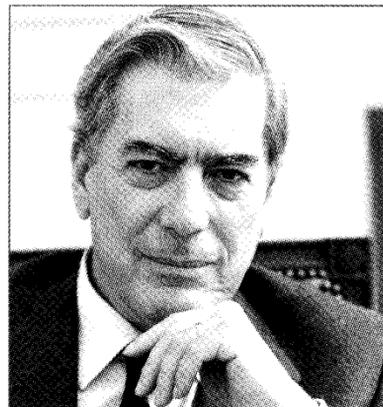
cette Autorité était l'outil permettant d'accompagner les discussions qui devaient conduire à la proclamation négociée d'un Etat palestinien. Cette Autorité, en fait, n'est plus. Dès le début de l'Intifada, les institutions palestiniennes ont été privées de ressources par Israël, qui refuse désormais de rétrocéder la part qui leur revient des taxes douanières perçues sur les produits à destination des territoires occupés et autonomes. Plus personne ne déplore, depuis longtemps, ce coup de force. Cet argent constituait pourtant une part essentielle du budget de

l'Autorité, lui permettant de faire fonctionner ses ministères et d'en rétribuer ses agents. Elle en tirait une légitimité quotidienne, en dépit de pratiques de corruption. L'Union européenne puis les pays arabes se sont progressivement engagés pour éviter un effondrement des institutions, qui précipiterait à la rue des centaines de fonctionnaires, mais il ne s'agit que d'une perfusion, d'une assistance démobilisatrice.

Gilles Paris

Lire la suite page 20

## MARIO VARGAS LLOSA



## La fête au Bouc

roman  
traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan

DU MONDE ENTIER  
GALLIMARD

INTERNATIONAL  
PROCHE-ORIENT

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, devait arriver, jeudi soir 11 avril, en Israël. La veille, **LE TON** est vivement monté entre l'administration Bush et le gouvernement de M. Sharon. A Madrid, les Etats-Unis,

l'Union européenne, l'ONU et la Russie ont demandé un **RETRAIT IMMÉDIAT** des troupes israéliennes, insistant sur la dégradation de la situation humanitaire en Cisjordanie. De son côté, le Parlement européen

a voté en faveur de **SANCTIONS** commerciales à l'encontre d'Israël. Visitant ses troupes à Jénine, où les combats ont été les plus violents, M. Sharon a assuré que l'armée « doit finir le travail » et qu'il s'agissait

d'une question de « **survie** » pour l'Etat d'Israël. Le premier ministre s'interroge sur les **INTENTIONS RÉELLES** de l'administration Bush et sur les objectifs de M. Powell, qui se dit déterminé à rencontrer M. Arafat.

## Israël dénonce les pressions de la communauté internationale

Face aux demandes renouvelées des Américains d'un retrait de Tsahal, Ariel Sharon s'insurge et se déclare déterminé à accélérer l'opération « Mur de protection ». Colin Powell estime qu'il est nécessaire de rencontrer Yasser Arafat, toujours bouclé à Ramallah

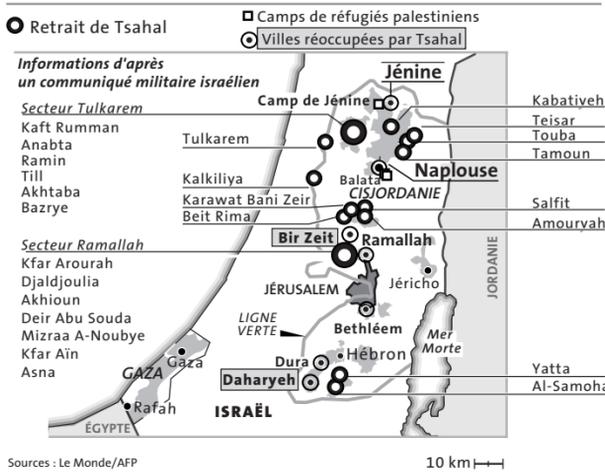
**LES FORCES** israéliennes sont entrées dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 avril à Bir Zeit, une localité proche de Ramallah où se trouve l'une des plus importantes universités palestiniennes. Tsahal a occupé les locaux des forces de police et de sécurité. Des dizaines de chars et d'engins blindés ont également pénétré, jeudi matin, dans la localité de Daharyeh, près de Hébron, ainsi que dans le camp de réfugiés de Beit Elma. Ces nouvelles opérations ont été lancées alors que les soldats israéliens se sont retirés de vingt-quatre localités et villages, « après avoir achevé leurs opérations contre les infrastructures terroristes dans ces endroits », a indiqué le ministre de la défense. Ariel Sharon continue de ne pas tenir compte des injonctions américaines et des pressions de la communauté internationale et il poursuit l'opération « Mur de protection » lancée le 29 mars selon les objectifs qu'il s'est fixés.

► **Ariel Sharon a demandé** aux Etats-Unis de ne pas « exercer de

pressions » sur Israël pour mettre fin à son offensive en Cisjordanie. « Vous pouvez parler beaucoup de la paix, mais vous ne pouvez pas y parvenir tant que le terrorisme existe. J'espère que les Etats-Unis, nos grands amis, comprendront qu'il s'agit d'une guerre pour notre survie », a déclaré le premier ministre lors d'une visite à Jénine, indiquant : « Nos merveilleux soldats doivent être à même de pouvoir poursuivre cette lutte. Une fois qu'elle sera achevée, nous n'avons aucune intention de rester dans aucune zone (autonome palestinienne). Nous devons faire cela aussi vite que possible, mais nous devons achever le travail. » M. Sharon a ajouté : « Le peuple juif a un petit pays. C'est le seul endroit du monde où il a le droit de se défendre par lui-même, et nous devons préserver ce droit. » Le cabinet de sécurité, réuni mercredi, a décidé que « l'offensive va se poursuivre là où c'est nécessaire ».

► **Le secrétaire d'Etat américain** Colin Powell devait arriver jeudi 11 avril à Jérusalem. Interrogé

## PLUSIEURS LOCALITÉS "LIBÉRÉES" SELON TSAHAL



sur les déclarations d'Ariel Sharon, il a affirmé comprendre « la situation critique dans laquelle se trouve Israël », précisant toutefois : « Nous considérons que la meilleure

façon d'avancer vers une solution est que les forces israéliennes se retirent. » Le président George W. Bush « est conforté dans ce point de vue chaque jour », a-t-il précisé,

ajoutant que Yasser Arafat est « le partenaire avec lequel Israël devra négocier à un certain moment ».

► **A Bethléem, le siège de la basilique** de la Nativité entrepris le mardi 2 avril se poursuit. L'armée a indiqué avoir arrêté quelque 600 Palestiniens dans la ville, en avoir relâché 480 et vouloir en poursuivre 20 pour activités terroristes. Un moine arménien a été blessé dans le complexe de bâtiments sur le site et un civil palestinien a été tué aux abords de la ville. Dans le camp de réfugiés de Jénine, l'armée israélienne est, semble-t-il, venue à bout de la résistance acharnée des combattants palestiniens après avoir enregistré des pertes sévères (23 tués au total). Un chef de la branche armée du Hamas a été tué et un responsable du Fatah ainsi qu'un dirigeant du Jihad islamique ont été capturés. Le Hamas a également annoncé que le chef de sa branche armée pour la région d'Hébron avait été tué.

► **Le ministre palestinien des collectivités** locales, Saëb Erakat,

a accusé l'armée israélienne d'avoir tué quelque « 500 Palestiniens au cours des douze derniers jours en Cisjordanie. Israël est en train de perpétrer un crime majeur en Cisjordanie contre notre société », a-t-il ajouté, estimant qu'Ariel Sharon était devenu « fou ». A Naplouse, 14 cadavres ont été retirés des décombres. Cependant, il est impossible d'établir un bilan sérieux de cette offensive en raison de l'interdiction faite aux sources indépendantes de se rendre sur place.

► **Le Conseil de sécurité** de l'ONU a annoncé, mercredi, soutenir la déclaration commune faite à Madrid par les Etats-Unis, les Nations unies, la Russie et l'Union européenne appelant Israël à un « retrait immédiat » de toutes les zones palestiniennes occupées. La déclaration de Madrid exprime également un soutien à la mission de Colin Powell et souligne sa « grande préoccupation » face à la situation humanitaire et à « l'énorme souffrance des populations civiles » dans le conflit. - (AFP, Reuters.)

## Le camp de Jénine est tombé aux mains de Tsahal et les réfugiés racontent « une tragédie inhumaine »

## JÉNINE

de notre envoyé spécial

D'une étroite forêt d'oliviers, Ahmad Jaradat, 48 ans, regarde d'un œil sombre le camp de réfu-

## REPORTAGE

Depuis le 6 avril, de furieux combats auraient fait deux cents morts

giés de Jénine qui allonge ses bâtiments blancs sur les hauteurs. « C'est une tragédie inhumaine, commente-t-il. Quand on pense que les Israéliens bombardent des gens qu'ils avaient déjà forcé à fuir de leurs villages en 1948 et qui, aujourd'hui, sont de nouveau leurs victimes ! »

Depuis que le 6 avril Tsahal a pénétré dans ce camp, ville en dur d'une quinzaine de milliers d'habitants joutant la cité proprement dite, l'armée israélienne a infligé une terrible punition aux « terroristes » palestiniens. On parle de 200 morts. On dit que les rues sont jonchées de cadavres et toutes les personnes interrogées à l'entrée de Jénine, mercredi 10 avril, sont catégoriques : l'armée et l'aviation de l'Etat juif n'ont, selon eux, pas fait

dans le détail, bombardant le cœur du camp, où combattants et « soldats » de l'Autorité palestinienne et miliciens de groupes armés auraient opposé une farouche résistance. Les Palestiniens affirment en choeur que les victimes sont civiles et « militaires », ce qui est impossible à confirmer, l'accès aux lieux des combats étant interdit.

## POIGNETS ROUGIS

En début de soirée, trois hélicoptères Apache bourdonnent à haute altitude. L'un d'eux s'immobilise en vol stationnaire, actionne sa mitrailleuse en direction du camp. Un énorme char Merkava, de fabrication israélienne, s'avance lentement sur une route. Plus loin sur la gauche, d'autres tanks et véhicules blindés sont alignés dans les oliveraies, encerclant la grande cité du nord de la Cisjordanie. Une fumée grise s'élève, quelque part en ville. « Je suis parti du camp ce matin vers 10 heures, raconte Ahmad. Durant cinq jours, j'ai vu les bulldozers israéliens détruire ou raser des maisons. J'ai observé le bombardement incessant des hélicoptères. J'ai vu les soldats progresser dans les rues. La résistance des combattants palestiniens a été forte, au début. Une fois, j'ai vu un Apache tirer sur une maison occupée par des civils. » Il désigne au loin la flèche d'un minaret : « Les soldats occupent cette mosquée. J'ai aperçu l'un d'entre

eux juché en haut du minaret tenant la rue sous son feu. Mais quand donc Sharon comprendra-t-il qu'il n'y pas de solution militaire à la question palestinienne ? »

Plus tôt, aux portes de Jénine, devant un barrage de l'armée israélienne qui empêche les journalistes d'entrer en ville, distante d'une dizaine de kilomètres, un militaire

utilisées pour leur lier les mains et à l'âme meurtrie par leur triste aventure. Taha, 19 ans, a été relâché la veille. Il a été emmené du camp en compagnie de 200 autres personnes, « des hommes de 15 à 45 ans ». Les soldats l'ont interrogé, l'obligeant à avouer que « j'étais un terroriste. J'ai dit : non, je ne suis pas un combattant. Mais ils insistent pour me faire avouer des mensonges ».

Taha et ses compagnons ont pour la plupart subi ce qui semble être un traitement systématique infligé à tous les Palestiniens appréhendés au hasard dans le camp. Ils sont forcés de se dévêtir, de rester en sous-vêtements, sans chaussures et les yeux bandés. « Ils m'ont pris mes papiers et m'ont photographié avec un Polaroid », raconte Omar, un serveur dans un restaurant de Jénine. Il montre un cliché où on le voit torse nu. Au verso, un numéro est inscrit au feutre, celui de sa carte d'identité confisquée. Pourquoi les force-t-on à se dévêtir ? « Pour nous infliger le maximum d'humiliation », répond l'hôte.

Assis dans une vaste pièce où se sont entassés « ces réfugiés du camp de réfugiés », comme certains se désignent eux-mêmes avec humour, un jeune homme blessé raconte son histoire : « Ma maison a été la cible d'un hélicoptère, explique Moudjahed. Quand la roquette

## Deux bus de prisonniers, yeux bandés

Deux grands bus aux vitres grillagées se sont arrêtés au barrage, venant de Jénine. A l'intérieur, des prisonniers sont assis, yeux bandés, torse nu. Seul un vieil homme en keffiyeh a gardé les yeux libres. Les autres sont prostrés ; l'un d'eux a fait glisser son bandeau et contemple la foule des journalistes et des soldats d'un œil hagard. Devant, le chef d'un char se dresse, les bras en « V » en signe de victoire. Ariel Sharon est attendu plus tard pour bien marquer la victoire.

Un tankiste barbu, queue de cheval roulée en catogan, boucle d'oreille, casquette de base-ball vissée sur la tête, boit de l'eau à une bouteille en plastique. De jeunes appelés s'arrachent les pages du quotidien *Yediot Aharonot*, où les « exploits » de leurs camarades sont relatés avec force croquis. « Nous avons frappé fort, constate Jacob Edery. Mais il va bien falloir négocier avec les Palestiniens. Avec Arafat. Il est mauvais, on ne peut pas avoir confiance en lui, mais c'est un interlocuteur obligé. » - (Corresp.)

israélien contestait la version des Palestiniens : « Si nous avions voulu bombarder le camp comme les Américains l'ont fait en Afghanistan, il y aurait beaucoup de victimes et nous n'aurions pas perdu 14 soldats en 24 heures. C'est parce que nous veillons à protéger la vie des civils que notre progression a été très lente, maison par maison, rue par

l'armée, plusieurs centaines de réfugiés et des personnes récemment libérées, après des rafles en masse, ont trouvé refuge dans le petit village de Roumana. Les Israéliens ont interpellé tous les habitants de sexe mâle soupçonnés de collusion avec les « terroristes ». Il y a ici des hommes aux poignets rougis par les cordes en plastique

a explosé, je me suis enfui dans la rue mais j'ai été touché par des éclats à la tête, dans le dos et à la jambe. Quand les soldats sont arrivés, ils ont refusé de me conduire à l'hôpital et je suis resté trois jours sans soins ». La plupart des témoignages indiquent que l'armée a progressé quartier par quartier, livrant de sanglants combats de rue contre le dernier noyau de résistance palestinienne. « Les combattants étaient aussi bien des membres de la police palestinienne que des miliciens des brigades des martyrs d'Al-Aqsa [un groupe appartenant à la mouvance du Fatah, parti de Yasser Arafat], du Hamas [Mouvement de la résistance islamique] et du Jihad [autre organisation fondamentaliste musulmane]. Ils étaient tous unis dans le combat », soutient Moudjahed.

La nuit, dans le ciel de Jénine et des environs, les hélicoptères continuent de tourner. Dans le lointain, on entend parfois la sourde rumeur des chars en patrouille. La bataille de Jénine est gagnée pour Israël, mais les opérations militaires continuent. Mercredi, en début de soirée, un officier supérieur annonçait aux journalistes : « C'est fini. Le camp a été défait. Nous avons arrêté 600 terroristes. Peu restent à l'intérieur mais nous allons y aller tout détruire ! »

Bruno Philip

## Dans le QG d'Arafat : « La ligne rouge, c'est nous »

**MERCREDI** 10 avril semble avoir été un jour d'une certaine solennité pour les membres de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien, malgré la destruction par l'armée israélienne d'un des bâtiments du complexe présidentiel palestinien de Ramallah, où ils se trouvent depuis treize jours. Jointe au téléphone en fin d'après-midi, Claude Léostic, membre de France-Solidarité Palestine, raconte :

« Ce matin, vers midi, nous étions en réunion et nous avons entendu une explosion très forte. Il y en avait eu d'autres le matin, beaucoup moins fortes, et il était évident qu'elles étaient extérieures au complexe. Le colonel Ismaïl, qui est le chef d'état-major pour la Cisjordanie, m'a dit que c'est son quartier général à l'intérieur du complexe qu'ils ont fait sauter. »

Les Israéliens disent qu'ils l'ont fait parce qu'ils y ont trouvé des explosifs. Le bâtiment dynamité est à quelques centaines de mètres à peine de notre. Je pense qu'ils vont essayer de détruire un maximum avant de se retirer.

► Aujourd'hui, les négociateurs

palestiniens qui ont été autorisés à venir voir le président Arafat sont venus en compagnie du consul de Norvège. Après s'être entretenus avec M. Arafat, ils sont venus nous rencontrer, nous les internationaux qui sommes ici. Il y avait Yasser Abed Rabbo [le ministre de l'information et de la culture] Saëb Erakat [ministre des collectivités locales] Abou Mazen [numéro deux de l'OLP] et Mohammad Dahlan [le chef de la sécurité préventive pour la bande de Gaza].

## « LE DÉSERT DES CARCASSES »

« Il y a eu un échange de discours et le consul de Norvège a réaffirmé que son pays reconnaissait la légitimité de M. Arafat. Il a rendu hommage à notre présence et jugé que, dans la situation dramatique actuelle, Israël ne s'était défini aucune ligne rouge, que la ligne rouge c'est nous. »

M. Arafat a lui aussi souligné à quel point notre présence est importante et s'est dit convaincu que sans nous la situation aurait été radicalement différente. Les négociateurs palestiniens nous ont dit que Colin Powell allait venir rencontrer le président Arafat ici. Je vois à travers les

persiennes que leurs véhicules sont toujours là. Il y a aussi un chien pauvre qui erre dans le désert de carcasses de voitures aplaties par les Israéliens.

« Ici, il n'y a aucun changement. La délégation nous a apporté de l'eau potable, mais il n'y a toujours pas d'eau courante... Ça devient dangereux et l'état des toilettes est apocalyptique. Les Israéliens ont dit qu'ils acceptaient qu'une équipe de réparateurs vienne, à la condition qu'eux-mêmes soient autorisés à prendre position sur le bâtiment. Les Palestiniens ont évidemment refusé. »

Depuis dimanche, il n'y a pas eu de nouvel approvisionnement en vivres. Nous savons qu'une ambulance chargée de vivres et de vêtements attend à Ramallah une autorisation des Israéliens. En vain jusqu'à maintenant.

Le corps du cuisinier du complexe tué apparemment avant le siège a été retrouvé aujourd'hui. Les Israéliens ont accepté qu'une ambulance l'évacue, mais ils ont quand même retenu l'ambulance pendant des heures. »

Propos recueillis par Mouna Naïm

## Sur Al-Jazira : des voix plus fortes que les images

**CE N'EST PAS** la première fois que l'armée israélienne est en guerre avec les populations palestiniennes, mais cette fois, à travers la chaîne de télévision satellitaire Al-Jazira et ses « correspondants en Palestine », « l'insupportable calvaire du peuple palestinien » peut être partagé, heure par heure, par tous les Arabes.

La chaîne qatarie d'information en continu, très crédible dans le monde arabe, possède quatre correspondants permanents sur place. Deux hommes et deux femmes, toujours dans le feu de l'action. Le chef du bureau, Walid Al-Omri, est un Israélien arabe (ou « un Palestinien de 1948 », pour reprendre la terminologie politiquement correcte des médias arabes). Sa citoyenneté lui permet d'être relativement libre de ses mouvements, et sa notoriété n'est pas un handicap pour négocier avec des soldats israéliens le droit de travailler dans les « zones en guerre ».

## UN PÈRE FOU DU CHE

La semaine dernière, Walid Al-Omri filmait au plus près des étudiants palestiniens de Beir Zeit ligotés et rafles par l'armée israélienne, n'hésitant pas à leur tendre le micro avant qu'ils ne soient embarqués et transférés dans un camp de rétention. Mais ce sont les témoignages de ses deux confrères palestiniens qui bouleversent le plus les téléspectateurs d'Al-Jazira.

Chérine Abou Aklah, à Ramallah, et Guevara Al-Boudiri, à Bethléem, sont en passe de devenir les porte-parole de la nouvelle détresse palesti-

nienne. L'une est calme et porte dans ses yeux tout le malheur de son peuple, l'autre est vive et porte bien son prénom hérité d'un père fou du Che.

Quand elles n'ont pas l'autorisation de sortir filmer, elles se contentent de raconter au téléphone leur vie d'assiégées : « Dans cet immeuble, cela fait quatre jours qu'on est bloqués... » Ces deux voix au téléphone, qui relient intimement et en direct tous les Arabes de la planète à l'actualité dramatique palestinienne, semblent plus fortes que toutes les récentes images du terrain, pourtant désastreuses pour Tsahal.

Dans les commentaires des journalistes palestiniennes d'Al-Jazira, la colère est toujours dignement retenue pour relater les « drames causés par une armée d'occupation », en appelant toujours qu'ils sont perpétrés « au détriment des deux peuples » et « avec la bénédiction des Américains, l'indifférence de la communauté internationale et le silence complice des Arabes ».

Le 8 avril, de Ramallah, Chérine Abou Aklah apparaissait les traits tirés pour résumer un jour de guerre à Jénine et à Naplouse. « C'est une catastrophe humanitaire qui menace un camp sans eau ni électricité. Les gens ne peuvent même plus sortir pour enterrer les cadavres de leur proches en état de décomposition... » « Depuis des jours, l'unique ambulance qui restait à l'hôpital de Naplouse n'avait pas l'autorisation de circuler ; aujourd'hui, un char israélien est venu l'écraser. »

Tewfik Hakem

# Ariel Sharon hausse le ton et martèle que l'armée doit « finir le travail »

Le premier ministre israélien s'inquiète des intentions réelles de Washington

## JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, était attendu en Israël, jeudi soir 11 avril. Sa venue a été précédée par une tension publique croissante entre Américains et Israéliens.

Dans un premier temps, Ariel Sharon avait posé des « conditions » à une rencontre alors seulement « envisagée » par M. Powell avec Yasser Arafat, confiné à Ramallah par l'armée israélienne. Le président palestinien devait accepter le cessez-le-feu concocté par l'envoyé américain Anthony Zinni et livrer à Israël les assassins du ministre Rehavaam Zeevi et les « chefs terroristes » enfermés avec lui, avait déclaré le premier ministre israélien. M. Powell ayant ensuite annoncé qu'en tout état de cause il rencontrerait le président palestinien. M. Sharon y avait vu une « erreur tragique ».

## UN NOUVEAU PAS

Mercredi, les dirigeants américains ont franchi un nouveau pas. M. Powell a affirmé qu'il était pour lui « important de rencontrer le président Arafat, leader du peuple palestinien » – que le premier ministre israélien traite de « chef du gang des terroristes ». Qui plus est, M. Powell s'est joint à « la déclaration de Madrid » (lire page 4) exigeant d'Israël « le respect des principes humanitaires internationaux » et le « retrait immédiat » de ses troupes. Les mots comptent, puisqu'ils remettent en cause la politique systématique d'Ariel Sharon de destruction de l'Autorité palestinienne depuis son arrivée au pouvoir.

Parallèlement, le porte-parole de la Maison Blanche indiquait que George Bush, tout en reconnaissant qu'Israël « est un pays souverain, (...) pense qu'il est de son meilleur intérêt qu'Israël entende » ce que dit le président des Etats-Unis, à savoir, que « l'avenir des

Palestiniens ne peut être basé sur la poursuite de l'occupation et les attentats » et que l'attentat palestinien du matin même en Israël « n'en rend que plus pressante la nécessité d'un retrait » israélien. Ce qui va à l'encontre du point de vue des responsables israéliens, qui depuis le matin, expliquaient que cet attentat démontait que la « lutte contre le terrorisme doit se poursuivre jusqu'au bout ».

La réaction israélienne ne s'est pas faite attendre. « C'est terrible, a déclaré M. Sharon, en visite chez des soldats. Nous sommes les victimes du terrorisme et c'est nous qui

dont les rangs gonflent régulièrement – le spectre du Liban ; autrement dit les conséquences désastreuses pour les relations israélo-américaines de la guerre menée en 1982 au pays du Cèdre par Ariel Sharon, alors ministre de la défense.

Pour les tenants de cette vision, comme après le massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, la Maison Blanche va tourner le dos à l'opération militaire en cours, après ce qui sera peut-être bientôt connu sous le vocable de « massacre de Jénine ». Au ministère israélien des affaires étrangères, cette thèse n'est pas

Une ligne de défense d'Ariel Sharon, indiquait jeudi matin la presse israélienne, pourrait consister à accepter de reprendre des discussions politiques avec les Palestiniens « après un cessez-le-feu » dûment constaté, mais avec d'« autres représentants » que Yasser Arafat, dont on veut croire ici que, quelle que soit l'attitude circonstancielle du Département d'Etat, le président Bush n'attend en réalité plus rien.

## DES VERTUS REDÉCOUVERTES

Il reste qu'on admet, à Jérusalem, ne pas connaître exactement les intentions de Colin Powell. Entend-il rester jusqu'à l'obtention d'un retrait réel – sans se contenter d'un « début de retrait » – et d'avancées politiques substantielles, auquel cas la « tension » pourrait se transformer en contentieux, ou se contenterait-il d'un cessez-le-feu formel, lui-même très aléatoire ?

Il reste aussi que la référence, dans la déclaration de Madrid, à la conférence de 1991 qui avait lancé le processus de paix, plaide pour une reprise des négociations politiques. C'est le signe, admet-on à Jérusalem, que Washington redécouvre les vertus d'un règlement « global » du conflit à l'échelle régionale. Qui dit règlement global dit, aujourd'hui, « plan saoudien » : la reconnaissance d'Israël par l'ensemble du monde arabe, accompagnée d'une normalisation des relations, en contrepartie d'une évacuation totale des territoires arabes encore occupés en 1967.

Ariel Sharon, dans l'impossibilité de lui opposer un refus public, avait exprimé lundi son « scepticisme ». Beaucoup, dans la classe politique israélienne, craignent que Colin Powell profite de ses rencontres avec Ariel Sharon pour lui faire part de tout le bien qu'il pense de la proposition saoudienne.

Sylvain Cypel



LEFTIS PITAKIS/AP



MOSHE MILLNER/REUTERS



HEZBOLLAH/AP

## SUD LIBAN

Des membres du Hezbollah tenant un drapeau se faufilent dans les montagnes alors que la fumée des explosions noircit le ciel au-dessus d'une position israélienne dans le secteur des fermes de Chebaa, au sud du Liban. Depuis une semaine, le Hezbollah pilonne cette région, s'attirant des répliques israéliennes.

## Au kibboutz Yagour, l'enfer de l'attentat-suicide

A trois cents mètres de là, l'explosion du bus 960 a fait huit morts

YAGOUR (près de Haïfa)  
de notre envoyée spéciale

Du verre brisé sur les bas-côtés de la route. C'était, mercredi après-midi 10 avril, la seule trace restant

### REPORTAGE

« La violence ne sert à rien. Arafat aussi doit comprendre ça »

de l'attentat-suicide commis le matin même par un Palestinien venu de Jénine, et qui a tué huit personnes et en a blessé vingt-deux autres, passagers du bus 960 et de quelques voitures proches.

Du verre brisé et, plus rare, de minuscules billes métalliques et morceaux de ferraille : intégrés aux explosifs, ils en démultiplient l'effet meurtrier. Quelques-uns ont échappé à l'œil acéré des artificiers. Les équipes de secours et de police ont dû travailler très vite afin que la circulation soit rouverte le plus rapidement possible sur la 70, une route à quatre voies très empruntée par les habitants de la région de Haïfa.

A trois cents mètres de là se trouve la première maison du kibboutz Yagour, créé en 1923. L'entrée des lieux est un peu plus loin. Autrefois libre, elle est désormais sous surveillance renforcée. Près de la barrière, le gardien, armé d'un fusil court, laisse passer les résidents qu'il reconnaît.

Les autres personnes sont interrogées sur la raison de leur visite et les voitures systématiquement fouillées. Quant aux journalistes, même munis de leur carte, ils ne sont pas les bienvenus. Le responsable de la sécurité, un beau jeune homme né au kibboutz, vient prendre le relais quelques minutes. Comme tout le monde ici, il a entendu l'énorme bruit de la déflagration, mais il refuse d'en dire

plus. Il ne veut pas parler, ni de ça, ni du kibboutz, ni du parc d'attractions à vingt mètres de là. Et il n'est pas question d'entrer pour rencontrer les habitants.

Finalement, la directrice, seule habilitée à parler, se déplace. Yaël Sat-Rechef précise que « le système de sécurité a été mis en place il y a un mois, quand les attentats sont devenus de plus en plus fréquents ». En revanche, le filtrage des médias a été décidé à la suite de l'attentat. « On tient autant que possible à préserver la routine et le calme qui règne ici », dit-elle en souriant.

L'endroit, comme la plupart des kibboutz, est un havre de paix, une sorte de petit paradis au pied du mont Carmel. Ce matin, l'enfer n'était pas loin. Yaël, comme tous les Israéliens qui depuis quelques mois entendent une déflagration, a pensé ou d'abord voulu croire

## Parmi les victimes, Noa Shlomo, 18 ans

Parmi les huit victimes de l'attentat-suicide perpétré par un Palestinien, mercredi 10 avril près de Haïfa, figure la nièce de l'ambassadeur d'Israël auprès des Nations unies, Yehuda Lancry. M. Lancry a aussitôt quitté New York pour assister aux funérailles de sa nièce Noa Shlomo, 18 ans. L'homologue palestinien de M. Lancry lui a présenté ses condoléances. « Nous avons toujours été opposés à ce que l'on vise des civils des deux côtés dans ce conflit, ce qui est arrivé à la nièce de l'ambassadeur Lancry est monstrueux », a déclaré Nasser Al-Kidwa, qui entretient une longue relation d'amitié avec le diplomate israélien (Le Monde du 11 avril).

Par ailleurs, à l'ONU, le groupe arabe, qui avait présenté un projet de résolution appelant à la présence dans la région d'une « tierce partie », a accepté de différer le vote afin de donner plus de temps aux efforts diplomatiques sur le terrain. (Corresp.)

qu'il s'agissait d'un avion qui avait passé le mur du son.

Quelques minutes après, elle a entendu les ambulances. « Là, j'ai compris. J'ai eu très peur. Le bruit de l'explosion était tellement fort que j'ai cru que c'était dans le kibboutz », dit-elle.

## LIÉS AUX TRAVAILLISTES

Aucun des mille trois cents habitants du kibboutz n'était dans le bus 960. La proximité de l'horreur n'a pas modifié les convictions de Yaël. « Il faut sortir des territoires, il y a longtemps que j'en suis convaincue. La violence ne sert à rien, elle n'amène que plus et plus de morts. Arafat aussi doit comprendre ça. Il faut revenir aux négociations le plus vite possible. Si on n'y arrive pas, alors il faut faire une clôture, mais il ne faut pas rester là-bas », assure-t-elle.

Yaël n'est pas seule à penser ainsi au kibboutz Yagour, historiquement lié au Parti travailliste : la majorité des habitants y ont voté pour Ehoud Barak lors des dernières élections, qui ont donné une victoire écrasante à Ariel Sharon. Certains pensent aujourd'hui que l'opération « Mur de protection » est inévitable, mais la majorité considère qu'elle génère plus de mal que de bien.

La deuxième Intifada n'a rien changé non plus aux habitudes d'embauche du kibboutz. Sur les quelque deux cents personnes qui, chaque jour, viennent de l'extérieur pour travailler à l'usine de conserves, dans les champs de coton ou dans les étalles, une trentaine sont des Arabes israéliens. « Ils travaillent ici depuis très longtemps, on a confiance en eux », remarque Yaël. Puis, la voix teintée de doute, elle ajoute : « J'espère qu'on ne sera pas déçus. » A la sortie, Sharon, le gardien, est toujours là. Il continue de faire son travail, la tête ailleurs. Il pense à Miki, Mikaël Weissman, 21 ans, son ami, mort ce matin dans l'attentat.

Catherine Dupeyron

## Une manifestation de colons contre George Bush

### JÉRUSALEM

correspondance

Pendant deux heures mercredi soir 10 avril, devant le consulat américain de Jérusalem-Ouest, quelque mille cinq cents personnes, juifs religieux nationalistes venus des colonies, de Jérusalem, Haïfa et d'ailleurs, se sont rassemblées pour hurler leur colère et leur amertume, contre un pays qu'elles croyaient leur allié. « Bush, don't push », indiquaient des banderoles et panneaux en rouge et noir, en référence aux « pressions » américaines également dénoncées par Ariel Sharon. Sur un grand carton écrit à la main, on pouvait lire aussi : « Merci pour ton amitié, elle nous a déjà été très utile...pendant la Shoah. »

### « NOUS NE SOMMES PAS DES OCCUPANTS »

« On ne peut pas sortir des Territoires maintenant », explique Adina. « Nous ne céderons pas à la pression, l'armée doit agir plus longtemps et plus fort. » L'attentat qui a eu lieu le matin même près de Haïfa n'a introduit aucun doute dans les esprits. Ce serait même le contraire. « C'est justement la preuve qu'il faut rester », remarque Tal, 15 ans. « Il y a eu un attentat parce que Tsahal, cédant à la pression, est sortie de Tulkarem. Du coup, le terroriste

est passé sans problème. » Régulièrement, la foule crie « Nous voulons le transfert » (des Palestiniens), « Pas d'Arabes, pas d'attentat », ou encore « Les Arabes dehors ». A la tribune, Shlomo Riskin, rabbin et fondateur de la colonie d'Efrat, rappelle le lien biblique qui rattache les Juifs à Israël. « Nous ne sommes pas des occupants, nous avons un droit légitime sur cette terre », répète-t-il. Derrière lui, les portraits du président palestinien Yasser Arafat et du terroriste Oussama Ben Laden, sont surmontés d'une appellation : « les jumeaux ».

Shaul Goldstein, l'un des principaux responsables du Conseil des implantations de Judée-Samarie-Gaza, qui a organisé cette manifestation, s'en explique. « Il n'y a pas deux terreurs. La terreur que nous subissons est la même que celle qui a frappé les "tours jumelles" le 11 septembre dernier. Si Powell rencontre Arafat, alors Pères doit voir Ben Laden. » Yaacov, un habitant de Jérusalem, exprime le même sentiment. « Les Américains ont une double morale par rapport à la terreur. Quand il s'agit d'eux, ils ont tous les droits, mais quand il s'agit de nous ils ne sont pas d'accord. Quant à l'Europe, elle n'a pas de morale du tout. »

C. Du.

**Anthony Giddens  
Tony Blair**

LA TROISIÈME  
VOIE

Le renouveau de la social-démocratie

PRÉFACE DE  
JACQUES DELORS



SEUIL

**Anthony Giddens  
Tony Blair**

**LA TROISIÈME VOIE**

La lecture de cet ouvrage est essentielle pour tous ceux dont l'ambition reste de créer une société qui combine le dynamisme économique avec la solidarité sociale.

Jacques Delors

Seuil

# Colin Powell veut penser que sa mission n'est pas en danger

L'ancien général, fils d'immigrés jamaïcains, est devenu l'homme auquel l'administration Bush a recours pour éviter de se fâcher avec la moitié du monde. Il arrive jeudi soir à Jérusalem alors que Washington prend ses distances avec un Ariel Sharon par trop intransigeant

## WASHINGTON

de notre correspondant

« Je ne pense pas que ma mission soit en danger », assurait Colin Powell, mercredi 10 avril, à Madrid, après le refus répété d'Ariel Sharon de mettre fin aux opérations israéliennes en Cisjordanie et celui des pays arabes de condamner les attentats suicides. Il est vrai qu'il venait de réussir ce qui était, peut-être, sa vraie mission : non pas ramener les Israéliens et les Palestiniens à une table de négociations, mais combler le fossé qui se creusait entre les Etats-Unis et leurs alliés, amis ou partenaires.

La déclaration commune du « quartet » formé par les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et les Nations unies signifie que la démarche américaine, engagée par le discours du président George Bush le 4 avril, bénéficie d'un large appui. L'Amérique échappe à l'isolement dont elle était menacée du fait de la politique menée jusqu'alors par l'administration républicaine.

Depuis le 11 septembre, la mission quasi permanente du secrétaire d'Etat est de maintenir ou rétablir les ponts avec les pays que la politique de M. Bush contrarie, choqué ou rend furieux. Ce rôle correspond au poste qu'il occupe et convient, aussi, à sa formation, sans doute à son tempérament. L'ancien général, fils d'immigrés jamaïcains, monté en grade à force de travail, n'est pas en phase avec une partie du camp républicain ; mais les républicains, dans leur ensemble, ont besoin de lui pour ne pas se fâcher avec la moitié du monde. Naturellement, ses efforts ont un prix.

## RENCONTRE AVEC ARAFAT

Mercredi, à Madrid, le secrétaire d'Etat a confirmé qu'il entend rencontrer, en Palestine, Yasser Arafat. Comme il l'avait expliqué, la veille, au Caire, il espérait, initialement, qu'en réponse à la demande adressée par les Etats-Unis au gouvernement israélien de mettre fin à son opération militaire en Cisjordanie,

les pays arabes exerceraient une pression sur M. Arafat pour qu'il fasse, de son côté, ce que les Israéliens et les Américains lui demandent de faire : appeler, en arabe, à cesser les attentats suicides et « revenir sur la voie politique ». Il pourrait alors aller à Jérusalem « avec un message puissant pour le premier ministre Sharon et pour le président Arafat ». Or, ses interlocuteurs ont pu mettre en avant l'attitude israélienne pour justifier leur refus de condamner les attentats dirigés contre des civils.

Le fait que M. Powell se prépare à rencontrer M. Arafat, sans que celui-ci ait rempli les conditions mises jusqu'à maintenant à une telle rencontre, a provoqué, à Washington, des commentaires critiques pour le secrétaire d'Etat. Il est accusé d'offrir une victoire politique au chef palestinien, de s'écarter des consignes de M. Bush et de vider de son sens la guerre contre le terrorisme. Ces critiques, toutefois, ne peuvent aller très loin, car M. Sharon a

refusé d'entendre l'appel américain, et personne n' envisage, pourtant, que M. Powell ne rencontre pas le premier ministre israélien. En outre, si le secrétaire d'Etat ne parvenait à aucun résultat, l'échec pourrait bien être au moins partagé par M. Bush, puisque c'est à lui que M. Sharon a dit « non ».

De ses précédents voyages au Proche-Orient, en février et en

juin 2001, M. Powell n'a pas gardé un bon souvenir. Il lui est arrivé de laisser entendre, dans des conversations à bâtons rompus, qu'il n'éprouve pas de sympathie particulière pour M. Sharon, ni pour M. Arafat. Il n'a pas oublié, en outre, la façon dont la conférence de l'ONU sur le racisme, organisée à Durban début septembre 2001 et qui devait être un de ses grands

moments, avait été torpillée par les pays arabes, qui l'avaient transformée en tribunal de mise en accusation d'Israël.

Rien ne permet d'affirmer que M. Powell serait moins « pro-israélien » ou plus « pro-arabe » que les autres ministres de M. Bush ou que le président lui-même. Chef d'état-major interarmes de 1989 à 1993, sous le premier président George Bush, M. Powell ne partage pas les convictions idéologiques du fils, lui-même plus engagé que son père, pour des raisons notamment religieuses, en faveur d'Israël.

## « DEUX ETATS »

Le secrétaire d'Etat est souvent critiqué, aussi, par les néoconservateurs, qui ont une vision très structurée du rôle de l'Amérique et de ses alliés les plus proches, dont Israël, face à des ennemis qui rejettent fondamentalement ses valeurs. Pragmatique, M. Powell pense que l'intérêt des Etats-Unis, dans cette région du monde, est d'entretenir de bonnes relations avec les régimes arabes dits « modérés », dont ils ont besoin pour combattre le terrorisme, tenir en respect Saddam Hussein, équilibrer la puissance iranienne et assurer leurs approvisionnements en pétrole.

Cela ne l'empêche pas d'affirmer avec insistance, comme il l'a fait encore mardi au Caire, que la politique des Etats-Unis a pour objectif la création de « deux Etats », et que le deuxième d'entre eux devra s'appeler « Palestine ». La vraie ligne de partage, à ses yeux, est entre ceux des Palestiniens et des Arabes pour qui ne pourra s'appeler Palestine qu'un Etat ayant fait disparaître Israël et ceux qui sont prêts à reconnaître le droit de ce dernier à l'existence. « Israël ne disparaîtra pas », répétait le secrétaire d'Etat, dimanche, avant de commencer sa mission.

P. J.

Patrick Jarreau

## Manifestations pro-palestiniennes sur plusieurs campus américains

### WASHINGTON

de notre correspondant

Les manifestations pro-palestiniennes ne sont pas fréquentes aux Etats-Unis. Mardi 9 avril, la cause palestinienne a été défendue sur les campus de plusieurs universités par des étudiants défilant et distribuant des tracts. Ils étaient plusieurs centaines à Berkeley, près de San Francisco, où tout mouvement à caractère politique entraîne inévitablement le rappel des années 1960 et 1970, de la lutte contre la guerre du Vietnam et de la « contre-culture ».

« Etudiants pour la justice en Palestine », le groupe qui organisait la manifestation, avait choisi à dessein le 9 avril, jour de la commémoration de la Shoah en Israël et dans les communautés juives, pour dénoncer l'action du gouvernement

de M. Sharon. Les tracts montraient des photos des persécutions nazies en Pologne, avec cet appel : « Ne permettez pas que cela se reproduise ! » Une étudiante de 23 ans, Sarah Weir, expliquait que ce jour devrait être « celui de la prévention de l'Holocauste ». Sous-entendu : pas celui du souvenir du génocide perpétré en Europe il y a soixante ans.

### « C'EST COMME ÇA QU'ILS NOUS VOIENT »

Des étudiants juifs ont protesté en criant : « Arrêtez les attentats-suicides ! C'est une honte ! » Soixante-dix-neuf manifestants, qui avaient envahi un bâtiment pour accrocher un drapeau palestinien à une fenêtre, ont été interpellés par la police.

Des rassemblements moins importants ont eu lieu à l'université Ann Arbor, dans le Michigan, et à celle de l'Ohio, à Colum-

bus, ainsi qu'à Chicago et à l'université Columbia de New York. Un étudiant palestinien de Berkeley, Abdul Zahzah, expliquait que, depuis les attentats du 11 septembre à New York et à Washington, ses amis et lui ont le sentiment d'être regardés « comme les Palestiniens que l'on a vus alors, à la télévision, danser dans les rues ». « C'est comme ça qu'ils nous voient par rapport à Israël », ajoutait-il, suggérant que la manifestation était destinée à rétablir la vérité. D'autres étudiants palestiniens se plainaient d'être mis en cause et accusés d'antisémitisme.

Le groupe qui organisait le rassemblement de Berkeley appelle, sur son site Internet, à participer, du 19 au 22 avril, à une conférence prévue à l'université américaine de Washington sur le thème : « La mondialisation, le militarisme américain et

le combat pour la justice en Palestine ». Cette conférence a pour initiateurs Students for Global Justice, un groupe antimondialisation, qui dénonce « les guerres soutenues par les Etats-Unis en Palestine, en Irak, en Colombie et aux Philippines ». Ce groupe et plusieurs autres manifesteront, le 22 avril, contre la réunion, dans un hôtel de Washington, du Comité d'action politique Amérique-Israël (Aipac), qui regroupe des organisations juives soutenant Israël.

A Chicago, une étudiante juive et un étudiant arabe assuraient tous deux qu'ils croyaient la paix possible. Puis l'étudiant arabe expliquait qu'Israël « occupe la Palestine depuis cinquante-quatre ans », et sa voisine juive répondait : « Yasser Arafat n'a jamais été autre chose qu'un terroriste. »

P. J.

Patrick Jarreau

## Les Etats-Unis, l'ONU, les Quinze et la Russie demandent un « retrait immédiat de l'armée israélienne »

### MADRID

de notre correspondante

« Il ne peut en aucun cas y avoir de solution militaire au conflit israélo-palestinien » : l'idée n'est pas nouvelle, mais, réaffirmée avec force et exprimée d'une seule voix, dans une déclaration commune des Etats-Unis, de l'Union européenne, des Nations unies et de la Russie, elle a pris un poids et une résonance qu'il sera désormais difficile d'ignorer.

Cette déclaration commune a été publiée à l'issue de la réunion, mercredi 10 avril, qui a regroupé dans la capitale espagnole le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, le haut représentant pour la politique extérieure de l'Union européenne, Javier Solana, et les ministres des affaires étrangères espagnol, Josep Piqué, et russe, Igor Ivanov.

Le texte adopté par les quatre parties et lu par le secrétaire gé-



A l'issue de leur réunion, mercredi 10 avril à Madrid, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, entouré, à sa droite, d'Igor Ivanov et, à sa gauche, de Josep Piqué, Colin Powell et Javier Solana, a lu une déclaration commune exigeant un « retrait immédiat des forces israéliennes des villes palestiniennes ».

ral des Nations unies, Kofi Annan, exige clairement « un cessez-le-feu immédiat, ainsi que le retrait immédiat des forces israéliennes des villes palestiniennes, dont Ramallah, et en particulier le quartier général du président Arafat ».

Injonction est faite au gouvernement israélien de cesser ses « opérations militaires ». Elle est assor-

pression sur Israël donc, mis au pied du mur, mais également mise en garde au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, même s'il est désigné avec une précision politique insistante comme « le leader reconnu et élu du peuple palestinien ». Le « quatuor » réaffirme ainsi le rôle indispensable d'interlocuteur de M. Arafat, en

nien que tous les attentats contre des Israéliens doivent cesser. Le terrorisme, y compris les attentats-suicides, est illégal et immoral et a fait beaucoup de tort aux aspirations légitimes du peuple palestinien », souligne le texte. Survenant quelques heures à peine après le dernier attentat-suicide à Haïfa, cette condamnation trouvait pleinement sa justification.

L'autre crainte évidente qui s'est fait jour dans cette rencontre de Madrid, à l'heure où se multiplient également les attaques du Hezbollah libanais, est celle de voir le conflit s'étendre et « menacer la stabilité régionale ». D'où l'appel lancé au gouvernement libanais et à toutes les parties concernées pour « respecter la ligne bleue Liban-Israël, y compris dans le secteur des fermes de Chebaa » et sur le plateau du Golan occupé.

Quant au seul moyen qui, dans l'immédiat et « avec l'appui total et absolu » de la Communauté internationale, permettra de parvenir à cet embryon de paix exigé des deux parties, il réside, d'après le « quatuor », dans le succès de la mission du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, qui devait se rendre jeudi en Jordanie et vendre en Israël. La seule intervention du ministre russe des affaires étran-

gères, Igor Ivanov, présent à la réunion, ira d'ailleurs dans ce sens : la Russie, dira-t-il en substance, appuie la mission Powell et ne « présentera aucune autre alternative pour sa part ». Son homologue espagnol, Josep Piqué, qui a essuyé récemment, avec MM. Solana et Moratinos et au nom de l'Europe, l'échec d'une visite dans la région, en raison de l'intransigeance israélienne, sera plus clair encore : « Le fait de s'être tous mis d'accord sans réserve sur notre succès ou notre échec à tous. »

Interrogé sur les initiatives politiques en cours comme le « plan » en sept points proposé par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, le projet français de « force d'interposition », l'examen de possibles sanctions envers Israël, ou encore la résolution adoptée le jour même par le Parlement européen demandant la suspension de l'accord d'association UE-Israël, M. Powell est resté très évasif. Pour ne pas l'embarrasser, la présidence espagnole de l'UE, qui, comme l'a expliqué M. Solana, « n'est pas si timorée



« Le fait de s'être tous mis d'accord sans réserve est un fait important qu'il ne faut pas minimiser » JOSEP PIQUÉ

Mitchell et les récentes propositions de cessez-le-feu du général Anthony Zinni). Il faut, a-t-il dit, provoquer « la volonté de s'en servir ».

Enfin, interrogé de nouveau en fin de journée sur les chances de sa mission, après les déclarations du premier ministre israélien, Ariel Sharon, demandant aux Etats-Unis « d'éviter de trop accentuer la pression car nous sommes engagés dans une véritable guerre de survie », Colin Powell a choisi de se montrer optimiste. Confirmant qu'il avait bon espoir de rencontrer Yasser Arafat, il n'a pas hésité à ajouter : « Je comprends la situation critique dans laquelle se trouve Israël, mais c'est important pour moi de rencontrer le président Arafat. Si nous devons avancer, cette rencontre est cruciale. M. Arafat est le partenaire avec lequel Israël devra négocier à un moment ou à un autre. »

Marie-Claude Decamps

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDÉS**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans  
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 71/7**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

### Kofi Annan « franchement horrifié »

Dans le petit communiqué qu'il a lu en préambule de la déclaration commune, Kofi Annan s'est déclaré « franchement horrifié par la situation humanitaire. (...) Le respect des lois humanitaires et des organisations humanitaires est une des exigences de base pour toute nation qui se veut démocratique et se dit membre de la communauté internationale ». Le secrétaire général des Nations unies est revenu à la charge, lors de la conférence de presse commune, en affirmant, en réponse à une question sur la crédibilité pouvant être attachée aux témoignages sur des excès militaires israéliens : « J'ai idée que nous serons choqués par ce que nous verrons. Nous avons suffisamment de rapports de sources indépendantes pour leur donner crédit. » - (Corresp.)

tie de considérations, elles aussi sans équivoque, sur la préoccupation internationale devant le peu de considération accordé par les troupes israéliennes aux droits de l'homme sur le terrain : « Nous exhortons Israël, poursuit la déclaration commune, à s'abstenir de l'usage excessif de la force et à faire tous les efforts possibles pour garantir la protection des civils. »

faveur duquel il plaide auprès de la communauté internationale et des pays arabes pour qu'ils l'aident financièrement à restaurer « ses infrastructures détruites ». Mais il le somme aussi « d'utiliser tous les moyens possibles pour démanteler le réseau terroriste y compris son financement (...) et d'user de son autorité politique pour convaincre le peuple palesti-

que cela sur le Proche-Orient », va sans doute attendre lundi pour mettre à l'ordre du jour des Quinze une éventuelle convocation extraordinaire de l'accord d'association entre l'Europe et Israël. Premier petit pas vers d'éventuelles mesures de rétorsions.

Aussi, se contentant d'expliquer qu'« aucune sanction n'a été discutée » à la réunion de Madrid et qu'il pourrait envisager le moment venu « l'envoi sur le terrain d'observateurs civils américains », le secrétaire d'Etat américain a réaffirmé que toutes les initiatives politiques en faveur de la paix existent déjà (à commencer par les plans Tenet et

**esec.edu/**

**ESEC**

Diplôme homologué par l'État

images/ cinéma/  
numérique/ sons/

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

**www.esec.edu/**

**01 43 42 43 22**  
21, rue de Citeaux 75012 Paris  
enseignement supérieur libre

# Le Parlement demande des sanctions contre M. Sharon

Balayant les réticences des gouvernements et d'une partie des dirigeants politiques, les eurodéputés ont adressé un avertissement au gouvernement israélien en demandant la suspension de l'accord d'association avec l'Etat hébreu

## STRASBOURG

de notre bureau européen

L'aile gauche du Parlement européen n'en revenait pas de son succès : une majorité de députés s'est clairement prononcée, mercredi 10 avril à Strasbourg, pour la suspension de l'accord d'association qui lie l'Union européenne à Israël. Une partie de la droite s'est ralliée à la motion, adoptée par 269 voix contre 208 et 22 abstentions. « Nous venons d'envoyer un signal politique très fort à Sharon », commentait à la sortie de l'Hémicycle Daniel Cohn-Bendit, président du groupe des Verts. Le communiste Francis Wurtz, président du groupe GUE (gauche unitaire), affirmait que « la Commission et le Conseil n'ont plus d'excuses pour ne pas prendre de sanctions à l'égard d'Israël ».

Le Parlement européen, que les traités n'ont pas doté de compétences en matière de politique extérieure, ne peut qu'émettre des vœux. Ce sont les ministres des affaires étrangères des Quinze qui, sur proposition de la Commission, sont habilités à prendre une décision telle que la suspension de l'accord d'association avec Israël. Ils doivent le faire « à l'unanimité », comme l'avait rappelé aux parlementaires, dans le débat, l'Espagnol Ramon de Miguel, secrétaire d'Etat aux affaires européennes,

qui exerce la présidence tournante de l'Union, après avoir précisé que son pays était d'accord pour le proposer.

Le vote du Parlement européen ne peut donc qu'influencer les exécutifs. Encore faut-il que son lobbying soit réussi. Or, il est vite apparu qu'il serait difficile d'obtenir une motion unanime, tant les eurodéputés sont divisés sur la question proche-orientale. A droite, le général Morillon, coordinateur en matière de politique étrangère du groupe du Parti populaire européen (PPE), le plus important de l'Assemblée, avait accepté de signer une proposition de résolution commune à l'ensemble des groupes parlementaires. Celle-ci préconisait, timidement, l'éventuelle suspension de l'accord d'association dans le cas où le gouvernement israélien continuerait de ne pas respecter les der-

nières résolutions de l'ONU. Il a été désavoué par son président, Hans-Gert Pöttering : celui-ci a trouvé que ce texte ne dénonçait pas assez fermement la responsabilité palestinienne dans le terrorisme proche-oriental. Dans l'Hémicycle, il a expliqué qu'« il aurait fallu réclamer qu'Arafat demande en arabe aux Arabes qu'ils mettent un terme au terrorisme ». Il aurait « aussi fallu s'interroger sur la légitimité des crédits que l'Union européenne dépense pour les territoires palestiniens », a-t-il ajouté.

M. Pöttering a imposé que le PPE rédige une proposition de résolution autonome. Celle-ci mettait sur un pied d'égalité les deux parties au conflit, auxquelles elle demandait un arrêt de la violence. Ce texte a été rédigé à la demande, principalement, des délégations allemande, autrichienne et an-

glaise. « Les Allemands et les Autrichiens ont du mal à condamner Israël, pour des raisons historiques », a expliqué Daniel Cohn-Bendit lors d'une conférence de presse, rappelant leur responsabilité dans l'Holocauste. « Pour cette



« Nous venons d'envoyer un signal politique très fort à Sharon »  
DANIEL COHN-BENDIT

raison, a expliqué M. Cohn-Bendit, il faut bien préciser que nous ne voulons pas condamner l'Etat d'Israël, mais le comportement du gouvernement d'Ariel Sharon ».

A l'appui de cette condamnation, plusieurs députés des Verts et de la GUE ont témoigné des exac-

tions commises par les soldats israéliens contre la population civile palestinienne, notamment Luisa Morgantini, députée communiste, qui avait passé la semaine de Pâques à Ramallah. Enrique Baron Crespo, le président du groupe socialiste, a dénoncé le refus de M. Sharon de laisser une délégation de responsables européens rencontrer Yasser Arafat. Chez les socialistes, les Français ont quelque peu louvoyé, estimant d'abord qu'ils devaient s'aligner sur la position de leur ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, au motif que des sanctions seraient « contre-productives », avant de se prononcer, majoritairement, pour ces sanctions.

A droite, des députés du PPE ont, malgré leurs consignes, voté la résolution commune, qui avait au préalable été durcie : les Verts ont imposé un vote phrase par phrase qui a permis d'expurger le texte de toutes sortes de circonlocutions. Ils ont aussi exigé que le vote final se fasse dans le secret des urnes.

Le vote du Parlement a été aussitôt considéré comme « un sommet de la campagne menée contre Israël » par l'ambassadeur israélien en France, Elie Barnavi, en visite à Strasbourg. Le président du Parlement, Pat Cox, a répondu, lors d'une conférence de presse, qu'il ne s'agit pas d'un « acte d'hostilité envers Israël, mais de l'expression très franche d'une profonde inquiétude » : or, a-t-il précisé, « il faut parler en toute franchise avec ses amis ».

Rafaële Rivais

## L'accord d'association

Signé le 20 novembre 1995, l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2000. Il entend refléter « une vision commune de la société, basée sur les mêmes valeurs de démocratie, de respect des droits de l'homme et des principes de l'économie de marché ».

● **Aspects commerciaux.** L'UE est

le premier partenaire commercial d'Israël, dont 27,2 % des exportations et 43,3 % des importations (en 2000) s'effectuent avec l'Union. L'accord prévoit des dispositions s'agissant de la liberté d'établissement, la libéralisation des services, la libre circulation des capitaux, le renforcement de la coopération économique dans

nombre de domaines. Le conseil d'association se réunit une fois par an (en décembre) au niveau ministériel.

● **Aspects politiques.** L'accord fait référence à la Charte des Nations unies sur les droits de l'homme, insiste sur « la nécessité de renforcer la stabilité politique et le développement économique dans la région » et sur l'importance de la lutte contre « la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme ». Les deux parties conviennent de « promouvoir la coopération entre Israël, d'une part, les pays de la région, ainsi que la Cisjordanie et Gaza, d'autre part ».

## Israël accepte une concertation avec les Quinze

### BRUXELLES

de notre bureau européen

« Il ne faut pas accorder à ce vote trop d'importance. D'abord, parce que le Parlement s'est divisé et que les groupes conservateurs n'ont pas adopté cette résolution, qui est manifestement déséquilibrée. Le Parlement européen a souhaité réduire la marge de manœuvre des ministres européens des affaires étrangères, mais ceux-ci vont comprendre qu'aller dans ce sens serait contre-productif par rapport aux objectifs que poursuit l'Europe au Proche-Orient. » C'est en ces termes que Harry Kney-Tal, ambassadeur d'Israël auprès de l'Union européenne, a réagi au vote du parlement européen demandant une suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël.

Si les Quinze décidaient de convoquer le Conseil d'association, ce forum où s'expriment leurs relations avec Israël, le gouvernement de Tel-Aviv ne s'y opposerait pas : « Sur le fond, nous ne pouvons pas dire non, indique M. Kney-Tal, nous devons nous en tenir aux règles : en tant que partenaires de l'Union, nous devrions préparer cette rencontre. »

Reste à savoir si cette convocation serait présentée comme s'inscrivant dans le cadre des échanges entre Israël et son premier partenaire commercial ou en référence à la clause de l'accord qui concerne « les droits de l'homme et la démocratie ». Dans ce cas, la démarche serait sans ambiguïté : les Quinze se placeraient dans une logique de condamnation. Mercredi 10 avril, nombreux étaient toutefois les

diplomates à insister sur la nécessité de ne pas entraver la mission du secrétaire d'Etat américain Colin Powell.

Lors de la réunion du Coreper, qui réunit les ambassadeurs des Quinze auprès de l'UE, mercredi après-midi, un flottement était perceptible. L'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Danemark ne veulent pas de posture antagoniste face à Israël. D'autres, dont la France, sont sceptiques quant à l'efficacité de sanctions.

Les diplomates israéliens sont par avance ulcérés à l'idée de telles sanctions. Certains d'entre eux n'hésitent pas à dire qu'il s'agirait

de « casus belli, de véritable déclaration de guerre » contre l'Etat hébreu. L'incompréhension paraît totale devant une « politique européenne qui applique en permanence un double standard, critiquant systématiquement les atteintes aux droits de l'homme dont Israël serait coupable, mais se taisant lorsqu'il s'agit de pays arabes ».

### « QU'AUURIEZ-VOUS FAIT ? »

Les critiques des Européens, estiment nos interlocuteurs, reviennent à « délégitimer l'Etat d'Israël, comme le souhaite le lobby arabe qui s'exprime à Bruxelles, et qui demande la suspension de l'accord d'association ». « Qu'auriez-vous fait à notre place, confrontés à une telle vague de terrorisme ? », s'insurge ce haut diplomate israélien qui, curieusement, ne rejette pas a priori la perspective d'une force internationale dans la région.

« En tout état de cause, cela ne serait possible qu'après que nous ayons atteint un certain degré d'accord, pas avant : nous ne voulons pas voir des observateurs internationaux quitter Israël dans un cercueil », explique-t-il.

Notre interlocuteur ne sait pas s'il sera possible de reconstruire une coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens. Mais une chose lui paraît sûre : tôt ou tard, le monde entier découvrira l'étendue des destructions dans les villes palestiniennes et, reconnaît-il, « ce jour-là, nous allons avoir un sérieux problème d'image »...

Laurent Zecchini

## Paris exprime son scepticisme

La France n'est pas favorable à des sanctions économiques contre Israël. Le Quai d'Orsay a rappelé, mercredi 10 avril, à la suite du vote du Parlement européen, la doctrine française « généralement réservée vis-à-vis de l'efficacité des sanctions économiques ». L'Afrique du Sud, du temps de l'apartheid, constitue une exception. En tout état de cause, une suspension de l'accord d'association avec Israël, qui se fonderait sur le préambule du texte relatif au respect des droits de l'homme, devrait être décidée à l'unanimité des Quinze, ce qui paraît exclu, étant donné le rapport de forces au sein de l'Union européenne.

On rappelle d'autre part à Paris que la France ne vend pas de matériel militaire à Israël, contrairement à l'Allemagne, qui a freiné ses livraisons.

## La Tchétchénie ne mobilise pas les eurodéputés

Une résolution s'abstient de condamner fermement la Russie

### STRASBOURG

de notre bureau européen

Le Parlement européen s'est saisi de la question tchétchène, mercredi 10 avril, juste avant que sa délégation pour les relations avec la Fédération de Russie ne se rende à Moscou. Mais cette délégation ne pourra pas s'appuyer sur un texte qui condamnerait fermement la Russie, le Parlement ayant opté pour un ton très modéré, sous l'influence de ses deux principaux groupes politiques que sont le PPE, divisé sur cette question, et le PSE.

Le président du groupe du PPE, Hans-Gert Pöttering, a dû peser de tout son poids pour que le texte soit inscrit à l'ordre du jour de la session d'avril. « Le Parlement européen ne peut se taire alors qu'il y a plus de morts en Tchétchénie qu'au Proche-Orient », a-t-il expliqué, avant d'ajouter que « les droits de l'hom-

me sont indivisibles ». Mais il n'a pas réussi à modifier le contenu de la résolution, qui a été rédigée par un eurodéputé néerlandais de son groupe, Arie Oostlander.

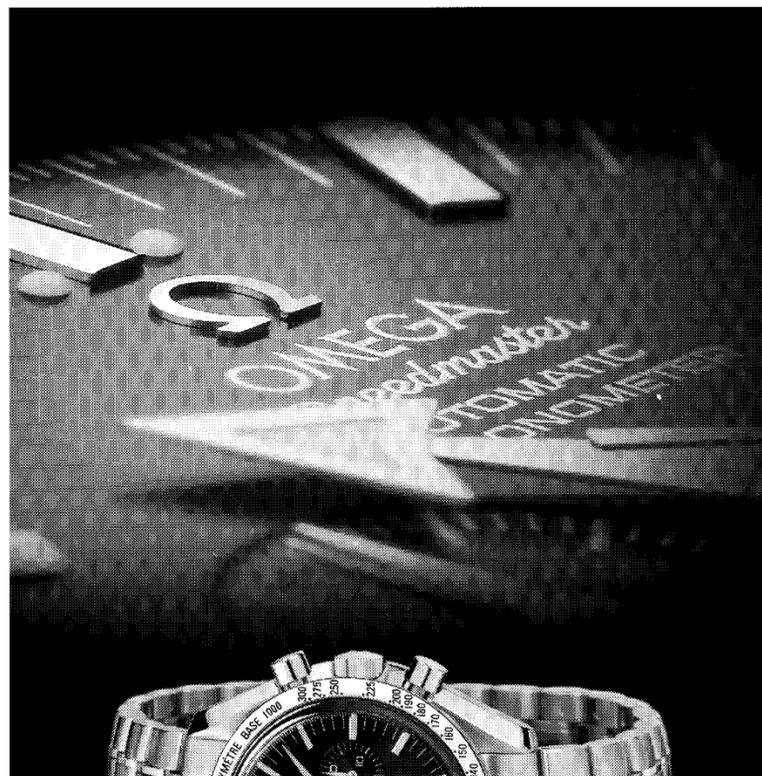
Ce texte se contente de demander aux parties de « négocier une solution politique au conflit », dans la mesure où « aucune issue militaire ne résoudra les problèmes en Tchétchénie ». Olivier Dupuis, eurodéputé élu sur la liste d'Emma Bonino et membre du groupe des non-inscrits, a vivement critiqué cette formulation : « Pour la première fois, on "invite" la Russie à bien se comporter, alors qu'il fallait demander que le Conseil de l'Union européenne exerce une pression forte sur elle, afin qu'elle négocie la paix avec le président Maskhadov ». M. Dupuis s'est indigné du fait que le texte se contente d'évoquer une « violation des droits de l'homme »,

alors qu'« il se commet un génocide ». De même, Bernd Posselt, député PPE, a-t-il affirmé que « lorsqu'un cinquième de la population est assassinée, on doit parler de génocide ».

M. Dupuis s'en est pris, en séance, au commissaire chargé de l'aide humanitaire, Poul Nielson, qui n'aurait « pas trouvé le temps de faire le déplacement en Tchétchénie ». Il lui a lancé : « Vous pouvez peut-être rencontrer le ministre de la santé, qui est là dans la tribune du public ! Il a été reçu par les présidents de groupes du Parlement, il n'est pas pestiféré ! » M. Nielson n'a pas répondu. Son porte-parole a indiqué au Monde que le commissaire a essayé de se rendre en Tchétchénie, mais qu'il a été bloqué à la frontière, malgré des démarches auprès du président Poutine.

R. Rs

## SPEEDMASTER, LA LÉGENDE QUI DÉFIE LE TEMPS



SPEEDMASTER  
BROAD ARROW

Broad Arrow est le nom donné aux aiguilles qui indiquent l'heure de l'Omega Speedmaster 1957. Devenu une légende, ce chronographe est la seule et unique montre portée sur la lune. Son aventure se poursuit avec la très exclusive Speedmaster Broad Arrow, dotée d'un mécanisme de type à roue à colonnes, marque d'un chronographe de qualité exceptionnelle.

OMEGA

ROYAL QUARTZ 10, RUE ROYALE • 75008 PARIS

# Au Sri Lanka, le chef des Tigres tamouls veut la paix mais réclame toujours l'indépendance

L'espoir d'un règlement du conflit, qui a fait 65 000 morts, n'a jamais été aussi grand

NEW DELHI

de notre correspondante  
en Asie du Sud

Pour sa première apparition depuis douze ans devant la presse, mercredi 10 avril dans son fief de Kilinochchi, à 435 km au nord de Colombo, le chef des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), Velupillai Prabhakaran, n'a fait aucune concession de nature à apaiser les soupçons qui pèsent sur la sincérité de sa conversion à la paix. A moins d'un mois de l'ouverture en Thaïlande des négociations de paix, initiées par la Norvège, entre son mouvement et le gouvernement sri-lankais, il a ainsi réitéré son objectif d'Etat indépendant pour les Tamouls (majoritairement hindous, ils constituent 18 % des 20 millions de Sri-Lankais, dont 73 % sont Cinghalais bouddhistes).

« Les conditions ne sont pas réunies pour que le LTTE abandonne sa politique d'Etat indépendant », a dit leur chef, avant d'ajouter : « L'indépendance est la revendication du peuple tamoul, non pas [seulement] celle du LTTE. » Tout en réaffirmant son engagement à la paix et à la nécessité d'une solution politique, il a posé ses conditions en affirmant que le gouvernement devait reconnaître le droit de la minorité tamoule à disposer d'un pays, d'une nation et de l'autodétermination. « Une fois que cela aura été accepté ou qu'une formule relative à ces questions essentielles, et acceptable par le peuple tamoul, aura été mise en avant, alors nous la prendrons en considération », a déclaré M. Prabhakaran. Il a précisé qu'il ne se rendrait pas lui-même en Thaïlande, mais qu'il dirigerait les négociations afin d'obtenir la mise sur pied d'une administration intérimaire

dans le nord et l'est de l'île, où vit la majorité tamoule.

Réagissant aux propos du chef des Tigres, le premier ministre sri-lankais, Ranil Wickremesinghe, a voulu voir dans cette dernière affirmation la volonté du LTTE « de travailler dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays. Ils ne l'ont pas définie, mais Prabhakaran a dit que, si il y a une autodétermination interne, ce serait une alternative acceptable à un Etat séparé ». Le premier ministre a affirmé que son gouvernement réfléchirait avant de décider la levée de l'interdiction du LTTE, un préalable posé par M. Prabhakaran à l'ouverture des négociations en Thaïlande.

## « ORGANISATION TERRORISTE »

L'interdiction du mouvement avait été décrétée en janvier 1998, au lendemain d'un attentat suicide meurtrier contre le temple le plus sacré pour les bouddhistes, à Kandy. Sa levée risque de déclencher une réaction bruyante du clergé bouddhiste. En outre, le LTTE a été déclaré organisation terroriste aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, en Australie et en Inde. M. Prabhakaran est officiellement recherché en Inde pour l'assassinat, en mai 1991, de l'ancien premier ministre, Rajiv Gandhi. Interrogé sur ce point, mercredi, le chef du LTTE n'a pas formellement nié la responsabilité de son organisation, se contentant de dire que « c'est une vieille affaire ».

Plus diplomate, son conseiller politique, Anton Balasingham, qui traduisait en anglais les réponses de son chef – ce dernier s'exprimait exclusivement en tamoul –, a précisé : « C'est un tragique incident qui s'est déroulé il y a dix ans. » Demandant toutefois à New Delhi de lever l'interdiction du LTTE, M. Prabhakar-

## 18 ANS DE GUERRE

- Zone contrôlée par les rebelles (LTTE)
- 95 % de Tamouls à majorité hindouiste
- Zone tamoule avec 1/3 hindouistes et 1/3 bouddhistes
- Zone à majorité cinghalaise



ran a souligné que « la participation de l'Inde est cruciale pour le processus de paix ». Dans une première réaction, mercredi soir, les autorités indiennes ont rejeté toute médiation dans le conflit, alors que le Parti du Congrès a accusé le gouvernement de ne rien faire pour obtenir l'extradition de M. Prabhakaran.

Signé le 22 février, l'accord de cessez-le-feu qui prévaut depuis au Sri Lanka a ouvert la voie aux futures négociations de paix. Pour la première fois depuis sept ans, il a donné l'espoir aux Sri-Lankais de la fin d'un conflit qui a déjà fait environ 65 000 morts et troublé à jamais les relations des trois principales communautés, cinghalaise, tamoule et musulmane, du pays. Il est vrai que, en quelques semaines, le paysage politique du Sri Lanka a changé,

avec, notamment, la fin de l'embargo sur les zones tenues par le LTTE, la visite à Jaffna du premier ministre Ranil Wickremesinghe, la réouverture de la route liant la presqu'île de Jaffna au reste de l'île. D'une importance stratégique considérable, cette route est la plus sanglante du pays ; plus de 3 500 soldats y ont été tués et 10 000 blessés dans une offensive infructueuse entre 1997 et 1999, au cours de laquelle les Tigres avaient aussi souffert de lourdes pertes.

Si, pour l'instant, les Sri-Lankais soutiennent dans leur grande majorité les efforts de paix, le scepticisme n'est pas moins largement partagé. A plusieurs reprises, déjà, M. Prabhakaran a renié ses engagements lors de précédentes négociations de paix dont il s'était avant tout servi pour renforcer son mouvement. Certes, la présence de la Norvège, témoin indépendant, est un gage de sérieux. Mais il est sans doute trop tôt pour juger de la réelle volonté du LTTE.

Du côté du pouvoir, les choses ne sont pas non plus garanties, compte tenu de l'antagonisme qui règne entre la présidente Chandrika Kumaratunga, dont l'approbation est nécessaire pour des décisions importantes, et le premier ministre. Issue des élections anticipées de décembre, la cohabitation des représentants des deux grands partis cinghalais n'est pas un avantage, dans un moment aussi important, alors que de tous temps les politiciens sri-lankais ont utilisé le conflit pour leurs intérêts politiques, sans craindre des surenchères meurtrières. Le chemin risque d'être encore long, même si la paix se profile pour la première fois depuis longtemps.

Françoise Chipaux

# La famine se poursuit en Corée du Nord

**PÉKIN.** Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a lancé, mercredi 10 avril, un appel d'urgence pour une aide à la Corée du Nord. « Sans contributions supplémentaires, nous n'aurons plus de nourriture [à distribuer] en juillet ou en août », a déclaré, à Pékin, John M. Powell, directeur du PAM pour l'Asie. « Il faut de deux à quatre mois pour qu'une promesse de don atteigne l'estomac d'un enfant en Corée du Nord. » Les besoins d'aide alimentaire du pays ont été estimés pour cette année à 611 000 tonnes de céréales. Pour satisfaire ces besoins, il manque actuellement 368 000 tonnes en promesse d'aide. Selon les Nations unies, 6,4 millions de personnes sur 22 millions d'habitants reçoivent une aide alimentaire, et plus de la moitié de la population est sous-alimentée. Sans aide supplémentaire, les plus vulnérables (enfants, femmes et vieillards) devront subsister avec 300 grammes de céréales par jour distribués par le gouvernement. « C'est moins que ce que reçoit un réfugié n'importe où ailleurs dans le monde », a expliqué M. Powell. L'an dernier, la ration distribuée par le gouvernement était tombée à 125 grammes par jour. – (AFP.)

# Le FMI presse l'Argentine de réduire ses dépenses publiques

**BUENOS AIRES.** Le Fonds monétaire international a conditionné, mercredi 10 avril, une reprise de son aide à l'Argentine en demandant au gouvernement d'Eduardo Duhalde de baisser les dépenses, y compris celles des provinces, maîtriser l'inflation à l'image du Brésil et laisser flotter librement le peso. Le FMI a également demandé d'adopter des réformes pour équilibrer les intérêts des industriels et permettre aux investisseurs étrangers de recevoir un traitement identique à celui des investisseurs nationaux, selon un communiqué diffusé par la mission technique du Fonds dirigée par l'Indien Anoop Singh. « La raison de la crise réside dans les erreurs de la politique fiscale. La structure des finances publiques de l'Argentine – gouvernements fédéral et provinciaux – a augmenté les dépenses à un niveau qu'il n'est plus possible de financer de façon ordonnée », a indiqué le FMI. La mission du FMI présente à Buenos Aires a assuré que le Fonds est « fermement décidé à aider l'Argentine pour qu'elle puisse sortir de la crise et retrouver une croissance soutenue », avec une aide financière « une fois que sera adopté un programme solide ». – (AFP.)

## DÉPÊCHES

■ **VENEZUELA : la grève nationale qui paralyse depuis deux jours** l'industrie pétrolière du Venezuela a été reconduite pour une durée illimitée, a annoncé mercredi 10 avril à Caracas le président de la centrale syndicale (CTV), Carlos Ortega. La journée de mercredi a été marquée par de violents incidents et des manifestations dans tout le pays, notamment dans la capitale, à Caracas. – (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS : les appels à la démission du cardinal de Boston**, Mgr Bernard Law, se sont multipliés, mercredi 10 avril, après la publication de documents montrant qu'il avait « couvert » pendant des années les agissements d'un prêtre pédophile, Paul Shanley, accusé d'agressions sexuelles sur au moins 26 enfants. Aujourd'hui âgé de 70 ans, le prêtre est à la retraite en Californie. – (AFP.)

# Israël : le droit de légitime défense

Depuis un an et demi, l'Autorité palestinienne a lancé une guerre d'un genre nouveau qui transforme les hommes, dans leur corps et leur esprit, en armes de mort programmées pour semer la désolation dans les populations civiles israéliennes. Les kamikazes japonais jetaient leurs avions contre des bâtiments de guerre et non contre des civils mais les légions d'Arafat ont promu les assassinats de masse dans des théâtres extérieurs au champ de bataille : cafés, restaurants, écoles, hôtels, discothèques, centres commerciaux, lieux de culte, tous les lieux où s'exerce une vie démocratique.

Durant cette période, 163 massacres et 15 lynchages ont été perpétrés par les Palestiniens, 415 Israéliens ont été assassinés dont 300 civils, 3 000 Israéliens ont été blessés, rendus infirmes à vie. Ce sont de véritables crimes de guerre qui violent le droit international, des crimes pourtant glorifiés et béatifiés par les voies officielles palestiniennes, justifiés par tout un courant de l'opinion européenne.

L'apparence de guérilla que Yasser Arafat a donnée à cette guerre ne peut tromper aucun démocrate. Elle n'a rien de progressiste. Ces hécatombes sont maîtrisées et calculées en fonction d'une stratégie qui vise à disculper l'Autorité palestinienne d'actes monstrueux qu'elle feint de ne pas contrôler et à rendre Israël responsable aux yeux de l'opinion occidentale du désespoir des Palestiniens, ajoutant l'opprobre aux pertes sanglantes qu'elle lui inflige. Le réseau éducatif palestinien, financé malgré ses fautes par l'Union Européenne, a par exemple pour finalité d'enrôler la jeunesse palestinienne dans ces brigades de la mort, quitte à leur offrir le paradis pour seul avenir.

Ce plan de guerre explique rétrospectivement pourquoi Yasser Arafat a rejeté l'offre de paix d'Israël en juillet 2000. Il aurait pu créer un Etat avec Jérusalem-est pour capitale, chose impensable jusque là dans la société israélienne. Il projetait, au contraire, avec ces attentats, de détruire le peuple israélien en brisant son moral tout en l'accusant d'inhumanité, afin de mettre l'Etat d'Israël au ban de la vie internationale. La conférence de Durban et bien d'autres événements dans des instances internationales ont relevé cette manœuvre.

La conscience européenne est coupable si elle se tait. Toute complaisance envers ce tueur crée un dangereux précédent. La même violence meurtrière pourrait demain faire irruption en Europe. L'Europe démocratique défendra-t-elle ses valeurs ? Rappelons que du Maroc au Pakistan, Israël est la seule démocratie dans un univers despotique.

Demain comme aujourd'hui, face à la formidable campagne d'intoxication menée par le puissant lobby d'associations pro-palestiniennes, nous en appelons à tous les démocrates !

**Collectif « Vérité »,**

**59, rue de Ponthieu - 75008 Paris.**

**Email : vraiment\_trop@hotmail.com**

**PREMIERS SIGNATAIRES :** Philippe Abbaz Professeur, William Abou PDG, Sandrine Abou-Saada Docteur, Sylviane Abitbol Chargée de clientèle, Roger Abitbol PDG, Sabine Abitbol Institutrice, Fabrice Abitbol Commercial, Jean-Jacques Abitbol Restaurateur, Thierry Accos PDG, Emmanuelle Achour Responsable marketing, Eric Achour Directeur d'activités, Stephane Aisenberg Directeur, Catherine Aisenberg Avocate, Dominique Alessandri Infirmière, Joëlle Allouche-Benayoum Maître de conférences, Daniel Alter Ingénieur, Pierre Amanou PDG, Jeannine Amar Informaticienne, Gilles Amoyal Financier, Nicole Amoyal Assistante sociale, Eric Amoyal Commercial, Laurence Amoyal-Kouhana Avocate, Alexandre Amram-Sultan, Sarah Amselem Juriste, Stéphane Angles Maître de conférences, J-P Aouizerate, Eve Arki Chirurgien dentiste, Esther Askenazy, Salomon Assedou Dessinateur, Isabelle Assedou Agent, Richard Assouline, René Assouline Commerçant, Louise Assouline Professeur, Elie Assouline Commerçant, Sylvia Assouline, Didier Atlan PDG, Joel Atlan PDG, Roger Atlani PDG, Rudy Atlani PDG, Thierry Atthar PDG, Philippe Attia, Danielle Attias Avocate, Anouk Benlolo Etudiante, Brigitte Benoit Bibliothécaire, Denis Bensaïd Fonctionnaire, Emmanuel Bensiôn Etudiant, Guy Benismon Maître de conférences, Patrick Berberby Chirurgien dentiste, Patricia Berberby Infirmière, Pierre Bessinaou Président de société, Ruth Besseki, Laurence Biava, Maurice Biderman PDG, Lydia Bijoumi PDG, Guy Birenbaum Dirigeant d'entreprises, Patricia Birenbaum Peintre, Yaël-Axiël Birenbaum Etudiante, Maurice Bismuth, Lydia Bismuth, Denis Bismuth Directeur commercial, Danièle Bismuth Crautnot Avocat, Betty Biton Pédiatre, Richard Biton Ingénieur, Patrick Bloch Professeur, Alain Boccara PDG, Guillaume Boccara Portfolio manager, Jacques Bokobsa PDG, Patric Bouchenah Informaticien, Michel Boukoba Ingénieur informaticien, Jérémie Boulay, Joseph Boumendil Maître de conférences, Rachelle Boury, Stéphane Boury, Isaac Brakkha Chef d'entreprise, Jean-Louis Brancheau Professeur, Bernard Brayzhat Informaticien, Murièle Camby Designer, Albert Capino Consultant, Simon Cattan Cardiologue, Jean Caune, Edy Cavalier, Catherine Chalier Maître de conférences, Sydney Charbit Expert-comptable, Paul Charbit Informaticien, Sophie Charrier Artiste, Michel Chemtov Ingénieur, Jaqueline Chemtov, Murielle Cherbit Psychothérapeute, Annie Chetrit Cadre de banque, Sabine Chetrit Educatrice, Antoine Chiche Etudiant, Patric Choffrut Maître de conférences, Jean-Paul Chouchan Juriste, Isabelle Chouraqi Chef d'entreprise, Salomon Yves Cohen Ophtalmologiste, Laurent Cohen PDG, Richard A. Cohen Professeur d'université, Mikael Cohen PDG, Patrice Cohen Broker, Marc Cohen Biologiste, Virginie Cohen, Richard Cohen, Juliette Cohen, Prosper Cohen PDG, Brigitte Cohen Assistante de direction, Serge Cohen Informaticien, Isaac-Cohen Cohen, David Cohen-Skali PDG, Paul Cohen-Solal PDG, Varda Dadoom Orthophoniste, Nadine Dales Enseignante, René Daninos Expert comptable, Colette Daninos Institutrice, Henri Danon Chirurgien, Déborah Danon Etudiante, Eliaf Danon Etudiant, Rachel Danon, André Darmon Rédacteur en chef, Muriel Darmon Médecin, Daniel Darmon Administrateur de sociétés, Renée Darmon Fonctionnaire, Alexandra Dayan Comédienne, Benoit Decourt, Alexandre Del Valle Chercheur, Marc Delcourt Comptable,

Danielle Delmaire Professeur d'université, Henri Dijan PDG, Raphaël Draï Professeur d'université, Richard Dray PDG, Marianne Dreppe Professeur de Français, Claudine Dreyfus Architecte, Françoise Drouein Professeur, Claire Dubois Animatrice, Ileana Duda Historien, Laurent Duhal, Annie Egenbaum Chef d'entreprise, Yves El Beze Cardiologue, Marc Elalouf Directeur, Nelly Elalouf Employée de banque, Selma Elalouf, Elie Elalouf Directeur commercial, Ilan Elbaze Etudiant, Jose Elbaze Directeur commercial, Edgard Elbaz Professeur d'université, Esther Elbassy Commerçant, Simon Elbassy Commerçant, Georgette Elharar Assistante maternelle, Albert Elharar Comptable, Denis Elkoubi Correspondant de presse, Irène Elster, Irène Elster Traductrice, Daisy Faure, Renée Fdida Formatrice, Maurice Fdida Représentant, Lionel Fellous Directeur commercial, Sonia Fellous, Colette Finitzer Animatrice, Michel Finitzer animateur, Lisa Fitoussi Juriste, Samuel Fitoussi Etudiant, Irma Fitoussi Assistante de direction, Meyer Fitoussi Concessionnaire auto, Maghy Forte Secrétaire de direction, Claude Frydman Ingénieur, Georges Gachmochi Psychiatre, Eric Galam Médecin, Karine Gamarasi Avocat, Richard Garcin Directeur de magasin, Jean-Paul Gavard-Perret Maître de conférences, Catherine Geismar Médecin, Gérard Gerbi PDG, Paul Germon, Hervé Ghaoui PDG, Eliane Gluckman Professeur de médecine, Jacques Golan-Goldblum, Corine Goldberg Journaliste, William Goldnadel Avocat, Yacov Gorsd PDG, Michael Gourion, Jacky Gozlan Commerçant, Laurent Grinberg, David Gritz Etudiant, Benjamin Gross Professeur, Laurent Guezan PDG, Janine Grunbaum, Nicole Guezi Avocat, Norbert Guellet Avocat, Freddy Guet PDG, Olivier Guland Journaliste, Philippe Gumplowicz Musicologue, Fabrice Haccoum, M. Hadas-Lebel Professeur d'université, Lise Haddad Professeur, Brigitte Haddad PDG, Jean-David Hamou Producteur, Abraham Hamu Etudiant, Felix Hassine PDG, Stephanie Hassine Juriste, Danielle Hassine Représentant, Jean-Pierre Hassoun Directeur de recherche, Véronique Hauptschein Professeur, Emmanuelle Hurvois, Viana Hutman Scénariste, Olivier Hutman Musicien, Frédéric Hutman Avocat, Rachel Israel Psychanalyste, Jacques Israel Administrateur de sociétés, Gérard Israël Médecin, Solange Israël Commerçante, Olivier Itan Avocat, Elizabeth Jersalimi Professeur, Joel Jersalimi Directeur de société, Hervé Jiaoui PDG, Gilles Jospa Géographe, Jacques Joud Inspecteur, Joëlle B. Justo Traductrice, Agnès Kaminski Juriste, Benjamin Kanovitch Avocat, Laurent Kern Ingénieur, William Kesbi VPR, Paul Kieuweisan Victimologue, Beate Klsarsfeld, Serge Klsarsfeld Avocat, Patrick Kneber Médecin, Elie Kling Enseignant, Albert Knobel, Marc Knobel Chercheur, Bernard Koch, Pierre Kogan Médecin, Pinhas Konopnicki Psychologue, Marc Korenbajzer Hussier, Joseline Korenbajzer Professeur, Simon Kouhana Chirurgien dentiste, Geneviève et Franck Koutchinsky, Messaoud Krief Commercial, Rivon Krygier Rabbini, Thierry Lachkar Médecin, Bertrand Laidman Webmaster, André Lalloum PDG, Gabriel Latimier Ingénieur, Tal Laury Directeur commercial, Michèle Laury Fonctionnaire, Catherine Lazard Gordon Avocat, Eric Le Roy Historien, Marc Lefevre Physicien, Bruno Lellouche Chirurgien, Raphaël Lellouche Philosophe, Michel Lemaitre Journaliste, Murielle Lemoine Cadre financier, Catherine Leuchter, Roland Levy Chercheur, Philippe Levy, Laurence Levy Commercial, Michelle Levy, Gabriel Levy, Philippe Levy Médecin, Jean-Paul Lévy, Marc Lévy Avocat, Sandrine Levy-Rozental, Catherine Lewi Responsable marketing, Stéphane Liti Avocat, Norbert Lipszyz, Jacqueline Lipszyz Artiste-peintre, Joseph Lupu Pharmacien, Serge Makowski Chef d'entreprise, Sandrine Malem Psychanalyste, Jean Mani Radiologue, Claire Maratier, Colette Martinez, Eric

Marty Professeur d'université, Rémy Mashal Chef d'entreprise, Linda Mashal, Daniel Mashal Etudiant, Lisa Mashal Etudiante, Raphael Mashal Etudiant, Léon Mashah Directeur, Cesar Masri, Hélène Mass-Waysonson Chirurgien dentiste, Laurence Mazza-Poutet Psychanalyste, Michaël Meguira Courtier, Yvonne Melcher Journaliste, Jean-Claude Melka Dirigeant de société, Laurence Meller Directeur de production, Alain Meller Directeur, Odile Mezrahi Assistante juridique, Clairette et Willy Mis, Marie Thérèse Mittelman, Rosette Mittelman, Carène Moos Avocat, David Moos Financier, Christian Mosbah Docteur, Thomas Moskowitz Directeur de société, Rachel et Robert Moutacel, Nathalie Mrejen Directeur Marketing, Bernard Musicant, Damien Nabet Etudiant, Marc Nacht Psychanalyste, Gérard Nahon, Philippe Nahon Dirigeant d'entreprise, Patrice Napanstek Administrateur de sociétés, Emmanuel Navon Professeur d'université, Charlotte Naym, Joseph Naym, Yvonne Niro Assistante R.H., Dany Oren Restaurateur, Hélène Oren Commerçante, Henri Ourman Inspecteur de l'E.N., Corinne Oyer Cadre supérieur, Christophe Oyer Directeur commercial, Benjamin Oyer Directeur Commercial, Paulette Paltyy, Elie Papiernik Directeur de création, Madeleine Partouche, Antoine Peillon Journaliste, Simon Phima PDG, Lionel Piaskowski Gérant De Société, Franz Pinto Etudiant, Françoise Planet Secrétaire, Henri Planet Expert, Nidra Poller Ecrivain, Gérard Rabinovitch Chercheur, F. Raïskup Médecin, Sara Rebourg Enseignante, Marc Reisinger Psychiatre, Gérard Rescholsky, Patricia Ribnik Médecin, Marianne Ronvaux Psychanalyste, Luc Rosenzweig Journaliste, Cécile Rothschild Designer, Marc Rozenberg Directeur financier, Karine Rozenblum Avocat, Serge Rozenblum, Emmanuelle Russo-Achour Responsable marketing, François Saada Ingénieur, David Saada Physicien, Ilanit Sabban Opticienne, Hubert Saksik Directeur, Werner Salmon Cadre Supérieur, Suzanne Salmon Chercheur, Laurent Samuel Journaliste, Gérard Sander Chirurgien, Sonia Sarah Lipszyz, Maryse Sava Sava Professeur, Alain Sayagh, Josiane Siero Chef d'établissement, Raoul Siero Conseiller pédagogique, Robert Scemama Chirurgien dentiste, Jean-Luc Scemama Expert-comptable, Paul et Jackie Schaffer, Jeanne Scheroun Cadre, Aviva Sebag Assistante de direction, Dann Sebag Informaticien, Benjamin Sebag, Fabrice Sebag Avocat, Patricia Sebag Employée de banque, Richard Sebban Avocat, Renée Sebban Ingénieur, Michel Serfaty Professeur d'université, Liliane Singer Gynécologue, Ilana Skurnik Médecin, Simone Slama Médecin, Gilles Slama Représentant, Corinne Smadja Pharmacien, Lior Smlowicz Ingénieur, Miryam Sobel, Hagay Sobol Professeur de médecine, Benjamin Srebnik Chirurgien dentiste, Nicole Srebnik, Philippe Gabriel Steg Professeur de médecine, Nicole et Jacques Stern, Yoni Szpiro Consultant, Béatrice Szvec Chargée de communication, Pierre-André Taguieff Universitaire, Gil Taieb Chirurgien-dentiste, Stéphane Moshe Talby Ecrivain, Simon Tamsot Chauffagiste, Michael Tapiro Directeur de société, François Tarragano Cardiologue, Amanda Tartour Avocat, Sandrine Tavares Directrice de publicité, Gérard Teller, Laurie Ter-Minassian, Daniël Ter-Minassian, Laurent Tourdjeman PDG, Michèle Tribelat, chercheur, Shmuel Trigano Professeur d'université, Edmond Van Moer, Avraham Vanvetter Sociologue, Michel Vassilief Chef de bataillon, Sabina Volcut-Freeman Orthodontiste, Bernard Waysonson Chirurgien, Johanna Weil Chargée de clientèle, Pierre Weil Président de société, Clément Weil-Raynal Journaliste, Aude Weil-Raynal Avocat, Evelyn Weyl, Guy Weyl Physicien, Michel G.Wolkowicz Psychanalyste, Daniel et Jenta Wrobel, Betty Zakine-Tartour Avocat, Nathan Zana, Yves Charles Zarka Directeur de recherches, Eddie Zeitoun Médecin, Zeitoun Hubert PDG, Benjamin Zenuou Analyste, Meyer Zenuou PDG, Sylvain Zenuou Fonctionnaire, Francis Zerah Enseignant, Jacqueline Zerah Assistante sociale, Marc Zerbib Psychanalyste, Patrick Zerbib PDG, Bernard Zimbri Architecte, Laurence Zipstein-Maigrot. **Des milliers de personnes ont signé et signent encore cette pétition.**

Philippe Kirsch, président de la commission préparatoire pour la Cour pénale internationale

## La justice internationale, « c'est une question de temps, de persévérance »

Les pays européens y sont les plus nombreux, mais d'autres régions du monde devraient prendre une place croissante dans l'instance créée par le traité de Rome

En juillet 1998 à Rome, quand 120 Etats ont voté en faveur du traité sur la Cour pénale internationale, on pensait qu'il faudrait de très longues années pour réunir les 60 ratifications nécessaires à son entrée en vigueur. Comment expliquez-vous que les choses soient allées aussi vite ?

Moi-même je ne m'y attendais pas car la conférence de Rome s'est achevée dans une atmosphère de relative division, malgré l'appui substantiel recueilli par le texte. Progressivement cependant, le processus a été mieux compris. Il y a eu un effort d'explication, qui a porté ses fruits. A mesure que la commission préparatoire avançait ses travaux, des Etats ont pris conscience que l'objectif des pays qui la prônaient était d'en faire une institution judiciaire, pas un instrument politique. J'ai toujours été soucieux d'aborder le processus de continuation de la conférence de Rome de façon aussi englobante que possible, de viser à une Cour qui soit vraiment un jour une Cour universelle. Je suis satisfait des résultats : on est passé des 120 votes en faveur de l'adoption du statut, à Rome, à 139 signatures à la fin de l'année 2000, ce qui est tout à fait exceptionnel.

On est encore loin de l'universalité. Certains pays-clés et des régions entières n'ont pas adhéré au traité...

Oui. L'Europe est très présente : l'Union européenne y sera bientôt dans sa totalité, l'Europe centrale est plus lente mais elle s'installe. La crainte qu'on n'ait réussi à construire qu'une « Cour européenne » est néanmoins sans fondement ; l'appui est beaucoup plus large. Il y a parmi les Etats parties au traité une douzaine de pays africains, et d'autres les rejoindront ; même chose pour l'Amérique latine et les Antilles, déjà représentées par une douzaine de pays. Les grands absents sont les Etats-Unis et l'Asie (notamment la Chine, l'Inde, le Pakistan). Pour ce qui est des pays arabes, à la conférence de Rome ils avaient dans l'ensemble exprimé des réserves à l'égard du statut ; or, à la fin de l'année 2000, douze pays arabes avaient signé le statut, ce qui reflète une très nette évolution. La Russie, quant à elle, a voté en faveur du statut à Rome, puis



WALTER VERNUTI/AP

elle l'a signé en toute connaissance de cause ; elle deviendra partie au traité quand elle sera prête. D'ici l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet, on peut s'attendre à davantage encore de ratifications, augmentant d'autant l'appui de plusieurs régions du monde à la Cour.

La Cour pénale, ce n'est pas du café instantané. Il a fallu plus de cinquante ans pour y arriver. Sa création est un signal du passage d'une culture de l'impunité à une culture de la responsabilité, mais cette culture a besoin de temps pour s'installer partout. La Cour n'a pas seulement pour fonction de punir, elle aura un effet dissuasif sur le comportement des dirigeants ; cet effet s'imposera plus vite dans certaines régions que dans d'autres, c'est une question de temps, de persévérance.

Des Etats réputés peu démocratiques ont ratifié le traité, comment l'expliquez-vous ?

Parmi les motifs d'appuyer la Cour, il y a la défense de valeurs humanitaires et aussi, pour certains pays, le sentiment d'être vulnérables aux crimes qui figurent au statut. Si un pays estime que son voisin est susceptible de venir commettre ces crimes sur son territoire, il adhère au traité. Encore une fois, la punition des individus n'est pas le seul objet de la Cour, qui devrait être aussi un facteur de plus grande stabilité concourant au maintien de la paix internationale. On a dit souvent que la Cour est l'instrument international le plus important depuis la Charte des Nations unies et beaucoup de pays la voient comme cela, comme une institution dont tout le monde tôt ou tard fera partie ; mieux vaut

donc, dès aujourd'hui, être dedans que dehors.

L'absence des Etats-Unis, leur opposition au projet, ne font-elles pas peser une lourde hypothèque ?

Les Américains ont poussé pour la création des tribunaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et pour d'autres. En ce qui concerne la Cour, leurs demandes ne pouvaient pas être acceptées. Ils voulaient (du temps de la précédente administration car l'actuelle maintient davantage de distance à l'égard du dossier) que la Cour ne puisse exercer sa compétence sans le consentement du pays de l'accusé, du moins si ce dernier était un agent de l'Etat, autrement dit un militaire, un fonctionnaire, un politique. Beaucoup d'accords ont été consentis aux Américains, à Rome et après, mais ça, c'était impossible ; cela revenait à subordonner l'intervention de la Cour à un changement de régime dans le pays concerné.

Les dirigeants américains expriment la crainte que les poursuites soient inspirées par des considérations politiques. Or, on ne peut que constater que le statut four-

mille au contraire de clauses de protection pour l'accusé et l'Etat dont il vient, comme par exemple les dispositions qui subordonnent les décisions du procureur à une chambre préliminaire.

Les Etats-Unis ne sont pas sur le

par son statut, c'est-à-dire judiciaire et non politique, plus on devrait assister à une décriation en sa faveur. L'important sera de juger en fonction du comportement de la Cour et pas en fonction des affaires qui lui seront soumi-

sons que des crimes soient commis quelque part, et que les membres du Conseil de sécurité aient tous un intérêt à les voir punis. Il serait complètement illogique de créer un nouveau tribunal international ad hoc, puisque la Cour existe. La France et le Royaume-Uni peuvent dans ce cas demander que le Conseil saisisse la Cour. Pour que cette demande échoue, il faudrait que l'un des trois autres oppose son veto, ce qui selon les circonstances n'est pas évident politiquement.

L'autre cas de figure est celui dans lequel la Cour est saisie par un Etat partie, ou par le procureur de sa propre initiative. Le Conseil de sécurité a alors la possibilité de suspendre la compétence de la Cour pendant douze mois ; mais il ne peut le faire que par une décision positive, ce qui suppose que ni le Royaume-Uni ni la France n'opposent son veto. Je pense que le rôle du Conseil de sécurité sera fonction de la façon dont la Cour sera perçue en général. Il n'est pas exclu que, graduellement, le Conseil agisse de concert avec elle.

Propos recueillis par Claire Tréan

### La recherche de consensus

Philippe Kirsch, Canadien, a été président de l'assemblée plénière de la conférence diplomatique sur la Cour pénale internationale, qui s'est tenue à Rome en 1998. L'adoption par 120 pays du traité définissant le statut de la Cour, au terme de longs et virulents débats, doit beaucoup à l'habileté et à la patience avec lesquelles il a assumé cette fonction. Il a ensuite présidé la commission préparatoire pour la CPI, dont la mission était de rédiger les textes complémentaires au traité : le règlement de procédure et de preuves, les éléments constitutifs des crimes, l'accord entre la Cour et l'ONU, le règlement budgétaire. Là encore, il est parvenu à dégager des consensus sur des sujets dont certains étaient a priori très conflictuels. La commission tient actuellement sa dernière session à New York.

point de ratifier. Mais il existe de multiples moyens par lesquels ils pourraient devenir des alliés objectifs de la Cour : consentir à une décision du Conseil de sécurité de laisser la Cour se saisir d'une affaire, fournir des renseignements au procureur, etc. Il faut laisser l'institution se développer : plus elle fonctionnera selon la ligne dictée

ses, ce qu'elle ne peut pas contrôler à la source.

Ne tenez-vous pas malgré tout pour un lourd handicap de départ le fait qu'au sein du Conseil de sécurité de l'ONU deux des cinq membres permanents seulement (la France et le Royaume-Uni) ont ratifié le traité ?

Il y a deux cas de figure. Suppo-

## Srebrenica : une commission d'historiens exonère les Pays-Bas

LA HAYE

de notre envoyé spécial

Tout le monde est un peu responsable, nous ne sommes pas coupables. Ainsi peut-on résumer la conclusion principale du rapport « Srebrenica, reconstruction, antécédents, conséquences et analyses de la chute d'une zone de sécurité » publié, mercredi 10 avril, par l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIOD). Ce document de 6 800 pages avait été commandé par le gouvernement, après la publication de nombreuses informations accusant le « Dutchbat », le bataillon de 400 casques bleus néerlandais, et le gouvernement de La Haye, d'avoir fait peu de cas des musulmans qu'ils étaient censés protéger devant l'armée bosno-serbe du général Mladic en juillet 1995. Sous les yeux des casques bleus, plus de 8 000 réfugiés avaient été assassinés en quelques jours.

### « MISSION IMPOSSIBLE »

Le rapport conclut six ans d'enquêtes menées par une douzaine d'historiens et d'universitaires. Il apparaît pourtant comme une tentative d'exonérer les Néerlandais de toute faute grave. Si erreur il y a eu, c'est dans la décision d'envoyer des casques bleus pour une « mission impossible ». « Les Pays-Bas voulaient rehausser leur prestige (...) Dans leur désir d'arriver à un consensus, le Parlement a suivi aveuglément la politique du gouvernement », notent les historiens.

Le ministère de la défense a été accusé de s'être désintéressé du sort des réfugiés. Responsable de la recherche, Hans Blom botte en touche : « Le gouvernement néerlandais n'avait aucun pouvoir. Tout passait

par la hiérarchie onusienne. » L'ONU, voilà la véritable responsable de la débâcle : « Le mandat du Dutchbat et la définition de la zone protégée n'étaient pas clairs, il fallait maintenir la paix là où il n'y avait pas de paix, les soldats n'étaient pas formés, les ressources en terme de renseignement étaient inexistantes, et il n'y avait aucune stratégie de sortie », résumant les chercheurs. L'ONU, « avait complètement exclu toute attaque aérienne massive » des soldats bosno-serbes, affirment-ils, en confirmant la conclusion de la Commission parlementaire française selon laquelle il n'y a pas eu de marché secret entre le général français Bernard Janvier, commandant des forces de l'ONU en ex-Yougoslavie, et le général Mladic. A propos de la France, Hans Blom épingle « son manque de coopération. Nous avons demandé un accès aux archives : refusé. Nous avons envoyé un questionnaire : les réponses étaient lapidaires. Janvier et le général Morillon ont refusé de nous voir ».

Les chercheurs n'ont « pas trouvé de piste politique ou militaire allant de Srebrenica à Belgrade. Même l'implication de Karadzic dans les exécutions de masse est incertaine. Mladic était le véritable commandant de l'opération ». Ces conclusions ont de quoi surprendre à l'heure du procès de Slobodan Milosevic devant le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Srebrenica est sur la liste des crimes reprochés à l'ancien président. L'accusé aura beau jeu d'utiliser pour sa défense les avis des historiens. Mais ceux-ci reconnaissent qu'ils n'ont eu qu'un accès « très restreint » aux archives yougoslaves.

Alain Franco

**ET SI L'ERREUR AUJOURD'HUI ÉTAIT DE CHOISIR UN CDD PLUTÔT QU'UN INTÉRIMAIRE CLEF VEDIORBIS ?**

Parce que, grâce aux programmes CLEF (Charte Liberté Emploi Formation), VediorBis vous offre la garantie d'avoir des intérimaires motivés, formés et qualifiés. Et parce que la nouvelle Loi de Modernisation Sociale ne présente plus de raisons financières de choisir un CDD plutôt qu'un Contrat de Travail Temporaire. Pour plus d'informations, tapez [www.vediorbis.com](http://www.vediorbis.com).

On va vous faire changer d'idée sur l'intérim.

# FRANCE

## ÉLECTIONS

Les élections législatives des 9 et 16 juin mobilisent les partis au même titre, sinon plus, que la présidentielle. Au **PARTI SOCIALISTE**, où de nombreux ministres partiront à la conquête d'une circonscription, les

accords avec la majorité plurielle ont été reconduits. Ainsi les Verts se sont vu réserver 42 circonscriptions. A droite, de **NOMBREUSES PRIMAIRES** pourraient avoir lieu, le RPR, l'UDF et DL n'ayant toujours

pas abouti à un accord définitif. Ce sera ainsi le cas à Nice. Ces élections devraient être marquées par un **RECORD DE CANDIDATURES**, de nombreux partis, notamment à l'extrême gauche, ayant l'intention de

présenter des candidats dans toutes les circonscriptions. Une affluence qui s'explique en parti par **L'AIDE BUDGÉTAIRE PUBLIQUE** dont bénéficient les formations politiques en fonction des voix obtenues.

## Sur le terrain, la campagne des législatives a déjà commencé

Pendant que se déroule la bataille de la présidentielle, les partis préparent les scrutins des 9 et 16 juin. Enjeux : garantir une majorité au président qui sera élu et préserver leur source de financement. La plupart des ministres du gouvernement Jospin convoitent une circonscription

**UNE CAMPAGNE** peut en cacher une autre : cinq semaines après le second tour de l'élection présidentielle auront lieu les législatives. Les 9 et 16 juin, les Français éliront 577 députés. Pourtant, la campagne législative a déjà lieu, sur le terrain et dans les états-majors. Chez les socialistes, les députés sortants et les nouveaux candidats font, pour la plupart, campagne pour... Lionel Jospin, forts de ce credo : en travaillant à l'élection du candidat du PS, ils augmenteront leurs chances de conserver ou d'arracher un siège à l'Assemblée, si ce dernier est élu. Du coup, les législatives ont été pensées très en amont, de manière à libérer les esprits pendant la campagne présidentielle.

Secrétaire national chargé des élections, Bruno Le Roux a préparé le « terrain » dès le mois de juin 2001 : outre l'objectif de présenter 40 % de candidates, parité oblige, le PS devait négocier des accords avec ses partenaires. Tout est désormais bouclé : 42 circonscriptions sont réservées aux Verts et 33 au Parti radical de gauche.

En comparaison, les partenaires de la majorité plurielle semblent

s'activer davantage. Si tout se passe comme prévu, en juin, jamais les Verts n'auront présenté autant de candidats aux législatives. Ils en ont déjà investi dans environ 480 circonscriptions. En échange des 42 circonscriptions que les socialistes leur ont réservées, les écologistes ne présenteront pas de candidat dans une trentaine d'autres.

### UN GROS POINT NOIR

Les Verts ont beaucoup misé sur la préparation des législatives, leur objectif étant d'obtenir 20 élus, afin de créer un groupe à l'Assemblée. Les militants se sont jetés à corps perdus dans les législatives : « *Tractage, boitage, affichage, meetings depuis des semaines* », raconte un élu de l'Hérault. Ils ont même défini leur plate-forme électorale lors d'une convention, à Paris, les 23 et 24 mars. Reste un point noir, et de taille : estimant que le PS ne lui a pas proposé de circonscription gagnable, Jean-Luc Bennahmias, directeur de campagne de Noël Mamère, prévoit de se présenter contre Elisabeth Guigou en Seine-Saint-Denis.

Officiellement, au Pôle républi-

caïn de Jean-Pierre Chevènement, on se dit entièrement concentré sur le scrutin présidentiel. Le candidat à l'Élysée a annoncé qu'il présenterait, dans toutes les circonscriptions, des candidats estampillés de sa nouvelle formation. Problème : le MDC ne compte que sept députés sortants. Réciproquement, le PS investi des candidats dans la quasi-totalité des circonscriptions actuellement détenues par le MDC, à deux exceptions – notables – près : en attendant un éventuel retour au bercail de M. Chevènement, la 6<sup>e</sup> cir-

### 1,68 euro par voix obtenue

La représentativité et l'influence de chaque parti ne constituent pas l'unique enjeu des élections législatives. C'est en effet sur les résultats de celles-ci que s'appuient les services du ministère de l'intérieur chargés de répartir chaque année l'aide publique au financement des partis. La loi du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique, dispose que « *les partis ou groupement politique ayant présenté des candidats dans au moins 50 circonscriptions* » bénéficient de cette manne.

Le calcul est indexé sur le nombre de voix obtenu au premier tour du scrutin législatif, à raison d'environ 1,68 euro par voix. En 2002, 23 formations se partagent chaque année 39 694 645,04 euros. Avec 10 571 821,30 euros de subvention, l'association Parti socialiste, Radicaux-socialistes et apparentés touche la plus grosse part. La plus modeste revient au Parti de la loi naturelle avec 18 846,30 euros.

conscription de Paris, dont le député sortant est Georges Sarre, président du MDC et maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a été gelée, de même que la 2<sup>e</sup> circonscription de la Haute-Saône, où est élu Jean-Pierre Michel (MDC). Du côté du PC, qui présente traditionnellement des candidats dans toutes les circonscriptions, on affirme qu'il n'y a pas encore eu de « *négociations* ».

A l'extrême gauche, on se prépare également. LO, fort du succès escompté d'Arlette Laguiller, présentera pour la première fois un

candidat dans toutes les circonscriptions, et la LCR prévoit d'être présente dans 400 circonscriptions.

La droite, elle, ne paraît pas tout aussi prête. Les négociations RPR-UDF-DL ont pris du retard par rapport au calendrier initialement prévu. Ce n'est pas faute, pour les trois chefs de parti, Michèle Alliot-Marie (RPR), François Bayrou (UDF) et Alain Madelin (DL), de ne pas y avoir travaillé, poussés par la crainte de voir l'UEM estampiller elle-même leurs candidats : après avoir installé une commission nationale d'investiture commune, le 5 décembre 2001, les trois chefs de file se sont vus une seconde fois, le 18 février, afin d'entériner, avec six semaines de retard, un premier accord pour des candidatures uniques dans 239 circonscriptions – soit la quasi-totalité de celles détenues par la droite. Il ne s'agit pas d'une liste, sans noms, avec des étiquettes.

Depuis, le RPR rend public quelques noms de temps à autre, au cas par cas, ce qui a le don d'irriter l'UDF et DL. Les experts électoraux – Bernard Accoyer (RPR), Hervé Marseille (UDF) et Xavier Chinaud

(DL) – se réunissent chaque semaine, mais sans succès. La réunion du mardi 9 avril s'est conclue sans qu'un accord ait été trouvé sur les désistements. Selon M. Chinaud, « *un nombre record de primaires* » se profile, qui pourrait, selon lui, représenter plus du double de la soixantaine enregistrées en 1993. Un chiffre qui pourrait être revu à la hausse en cas de défaite de Jacques Chirac. Alors qu'à l'automne 2001, l'UDF était régulièrement accusée de traîner les pieds – François Bayrou étant obnubilé par la présidentielle –, c'est désormais au tour des gaullistes d'être soupçonnés de « *freiner* », comme l'affirme M. Chinaud. « *Si Chirac gagne, le RPR voudra pousser son avantage. S'il perd, il voudra se compter.* » « *Tant que les étiquettes RPR ne sont pas toutes distribuées, les candidats à la candidature se dévouent pour M. Chirac, dans l'espoir d'être investis* », se rassure M. Accoyer.

Jean-Marie Le Pen (FN) et Bruno Mégret (MNR) annoncent, eux aussi, leur intention d'être représentés partout.

Service France

## Baskets aux pieds, Elisabeth Guigou arpente la Seine-Saint-Denis

**ELLE** serre des mains, distribue des bises aux enfants, s'enquiert des problèmes de chacun. « *C'est qui, maman ?* », interroge, interloquée, une petite fille. « *Je te montrerai à la télé* », répond la mère en pressant le pas. Ce vendredi 22 mars, dans un quartier tranquille de Romainville coincé entre deux bretelles d'autoroute, les familles découvrent avec étonnement Elisabeth Guigou à la sortie des écoles de la rue Aubin.

La discussion se poursuit avec une quinzaine de personnes, autour d'un café, dans le salon de la maison, toute proche, du responsable local de la Fédération de parents d'élèves (FCPE). L'on y parle concret, espaces verts ou transports, tous problèmes relevés consciencieusement par M<sup>me</sup> Guigou, un bloc-notes posé sur les genoux.

C'est que la ministre de l'emploi et de la solidarité mène une « double » campagne. Celle du candidat socialiste à l'élection présidentielle, mais aussi la sienne, pour le poste de député dans la neuvième circonscription de Seine-Saint-Denis, qui englobe trois communes : Bondy, Noisy-le-Sec et Romainville. Ce triangle, plutôt ancré à gauche, est autant convoité par les alliés PCF et Verts que par la droite.

Aussi, après l'expérience douloureuse d'Avignon et son échec aux élections municipales, M<sup>me</sup> Guigou ne néglige plus rien. Ses proches l'ont incitée sinon « *à fendre l'armure* », du moins à aller au contact des électeurs, le plus simplement possible. Bonne élève, l'intéressée a d'abord pris soin de conquérir les militants socialistes en excipant de ses origines piémontaises et modestes. « *On attendait la bourgeoisie coincée, mais en fait pas du tout. On l'emène dans les pizzerias, elle aime ça, elle en redemande même* », s'amuse le secrétaire de la – petite – section PS de Romainville, Philippe Guglielmi, ancien grand maître du Grand Orient de France.

On peut ainsi croiser M<sup>me</sup> Guigou sur les marchés le week-end, à la sortie des écoles en semaine, un jour dans une maison de quartier

participant à un loto, un autre encourageant les « *foulées bondynoises* » (une course d'enfants). Et tous les dimanches soir, elle fait le point avec le comité local de soutien à Lionel Jospin qu'elle préside.

C'est également en Seine-Saint-Denis qu'elle effectue son dernier déplacement officiel, le 21 mars, suivant en cela la règle qui veut que les ministres s'astreignent à la réserve un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle. Venue en Safrane bleue, elle repart du Stade de France où se tient un salon de l'apprentissage, dans une Renault Espace anonyme immatriculée « 93 ». Direction le collège Jacques-Prévert de Noisy-le-Sec où l'attendent des représentants du personnel administratif et des enseignants. L'échange, dans une salle où un buffet-apéro a été dressé, est un peu convenu. M<sup>me</sup> Guigou écoute poliment les doléances et promet de

transmettre à « *Jack* ». Et comme toujours, lorsqu'elle est interpellée sur le thème de la sécurité, M<sup>me</sup> Guigou assure qu'elle sera celle qui changera « *l'image dégradée du département* ».

### FAIRE LA COUPURE

Quatre, cinq, dix fois par semaine, elle fait ainsi le trajet entre son ministère parisien et son nouveau territoire de prédilection. Comme pour mieux faire la coupure, elle troque ses escarpins contre des baskets de cuir noir. Cela dure depuis septembre, date à laquelle, elle a loué un appartement à Bondy, s'est inscrite à la section locale du PS avec son mari, Jean-Louis, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et s'est choisi pour suppléante Anna Lecœur, maire adjoint de Noisy-le-Sec et enseignante à Bondy.

Double campagne oblige, les mili-

tants PS locaux distribuaient, samedi 23 mars, sur le marché de Bondy, à la fois le programme du candidat Jospin et des tracts sur l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), mise en œuvre par M<sup>me</sup> Guigou, tandis que cette dernière, panier en main, pilotée par le maire socialiste, Gilbert Roger, abordait commerçants et chalands. « *Vous avez reçu ma lettre ?* », s'enquiert-elle auprès d'une femme, sous l'œil glacial de militants d'Alain Madelin. Ce courrier, diffusé à 46 000 exemplaires est un parfait résumé de sa mission. Elle y expose sa candidature, rappelle qu'« *en tant que ministre de l'emploi et de la solidarité*, [elle est] *confrontée quotidiennement à des enjeux nationaux* » et incite les électeurs à « *se mobiliser pour faire de Lionel Jospin le prochain président de la République* ».

Isabelle Mandraud

## A Blois, le PS n'a toujours pas digéré la défaite de Jack Lang

### BLOIS

de notre envoyé spécial

Un an après sa victoire surprise face à Jack Lang, Nicolas Perruchot (UDF) entend doubler la mise. Celui qui, lors de la campagne des municipales, clamait sa volonté d'être un « *maire à plein temps* » s'est en effet senti pousser des ailes. « *Il faut aller chercher à Paris ce qui manque à Blois* », explique cet homme de trente-cinq ans, en assurant par avance qu'en cas de victoire en juin il ne passera que « *deux jours par semaine* » à l'Assemblée nationale, et abandonnera son mandat de conseiller général. Confiant, le maire de Blois attend de connaître l'identité de son adversaire.

Le ministre de l'éducation nationale, qui avait été élu dans la circonscription en 1986 – trois ans avant d'emporter la mairie de

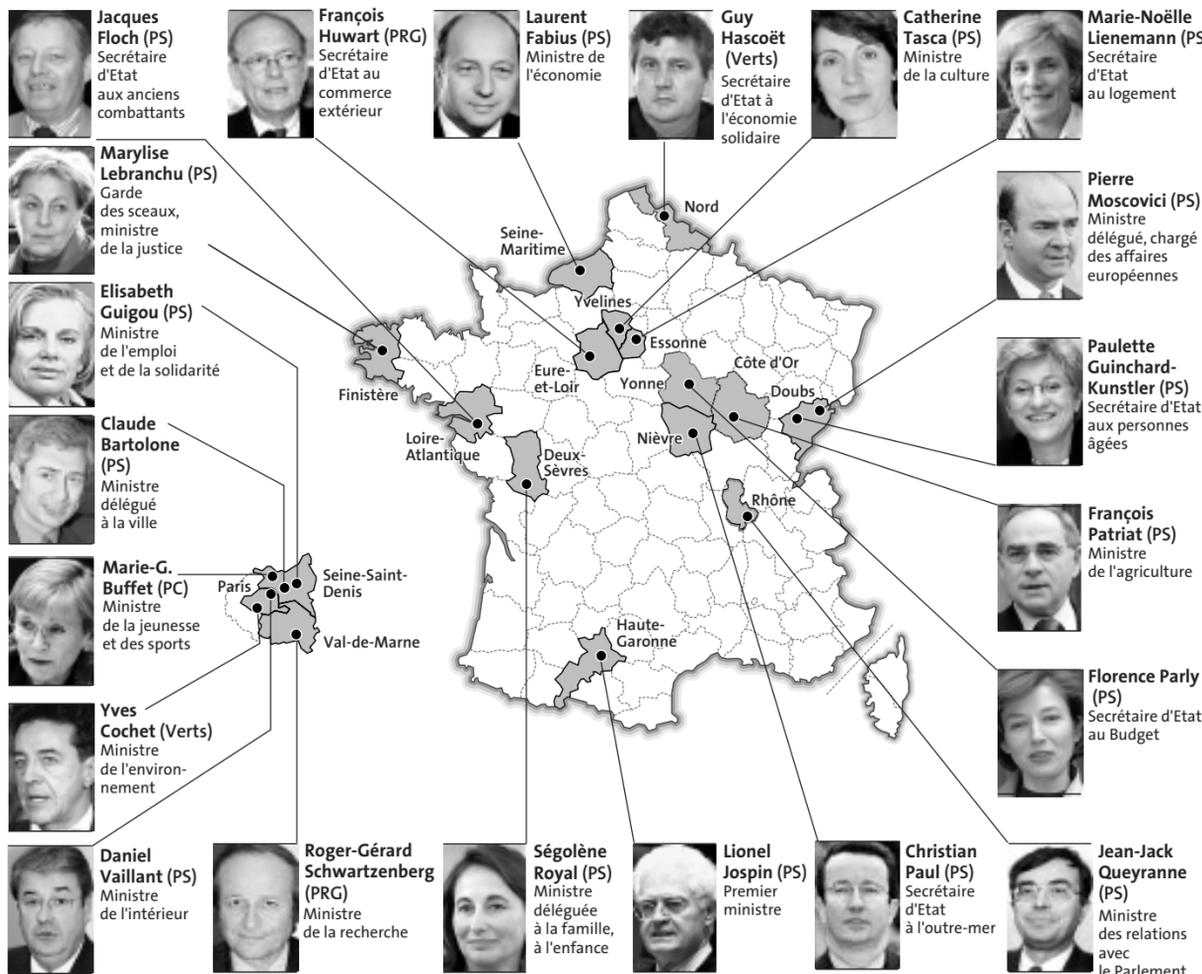
Blois –, n'a toujours pas fait connaître sa décision. M. Lang fait aujourd'hui savoir qu'il se consacre exclusivement à sa fonction de ministre et à la campagne de Lionel Jospin. A la direction nationale du Parti socialiste, on se borne à souligner que l'investiture, dans cette circonscription, ne sera délivrée qu'au lendemain de l'élection présidentielle. A Blois, nul n'imagine un retour de M. Lang. Ses proches, qui s'attendent à une déclaration publique de sa part dans les prochains jours, le disent encore « *meurtri* » par sa défaite. « *Il a été très affecté par ce vote, ainsi que par certaines absences de reconnaissance et de loyauté* », confie ainsi le vice-président PS du conseil général, Bernard Valette, à qui le ministre avait confié le fauteuil de maire de Blois au moment de sa nomination au gouvernement, en mars 2000.

Principal visé : l'ancien premier adjoint de M. Lang et député (PS) sortant, Bernard Fromet. Déçu de ne pas avoir alors été choisi par le ministre pour assurer l'intérim à la mairie, M. Fromet a entrepris de labourer le terrain de sa circonscription après la victoire de M. Perruchot. Profitant de la campagne présidentielle pour enchaîner marchés et réunions publiques, M. Fromet attend la décision de M. Lang en évitant tout affrontement public avec son ancien mentor. « *Je pense avoir des chances de garder le siège au PS. Je ne suis pas sûr que ce soit la même chose dans l'hypothèse où Lang reviendrait* », dit-il en retenant ses mots. Dans cette hypothèse, M. Fromet indique qu'il ne serait pas candidat contre M. Lang... simplement parce que le code électoral interdit à tout ancien suppléant d'un député entré au gouvernement de se porter candidat contre lui.

Si M. Perruchot peut espérer bénéficier des séquelles laissées au PS bloisais par la défaite et l'indécision de M. Lang, le maire centriste n'est pas encore parvenu à déblayer le terrain dans son camp. Son premier adjoint RPR, Jacques Chauvin, qui avait conduit une liste dissidente au premier tour des municipales, lui a certes assuré qu'il ne serait pas lui-même candidat. Mais, sous sa casquette de président départemental du RPR, M. Chauvin refuse, à ce stade, de départager M. Perruchot et Guy Vasseur, le président du groupe RPR au conseil régional, qui a également fait acte de candidature auprès de sa formation politique. Le résultat de l'élection présidentielle contribuera à lever les dernières incertitudes.

Jean-Baptiste de Montvalon

### 21 MINISTRES ET 20 CIRCONSCRIPTIONS



**ebs**  
European Business School

3<sup>e</sup> CYCLES MASTER SPÉCIALISÉS  
Finance / International / Ressources Humaines / Communication-Marketing

Ingénieurs, IEP, Maîtrises, Médecins,...

12 mois dont 5 mois de stage  
Option Internationale aux USA

EBS - 169, quai de Valmy - 75010 Paris  
Tél : 01 53 35 84 84  
www.masterebs.com

## A Nice, trois candidats chiraquiens revendiquent leur « légitimité »

Chacun s'affiche comme « le plus niçois de tous »

### NICE

de notre envoyé spécial

Nice, la ville qui, en 1995, plébiscita l'actuel président de la République en lui réservant 64,71 % des suffrages, se prépare à vivre une bataille fratricide. Des trois candidats chiraquiens en lice dans la 2<sup>e</sup> circonscription du département des Alpes-Maritimes, un seul affiche désormais une totale satisfaction : Muriel Marland-Militello, officiellement investie par Michèle Alliot-Marie sous les couleurs RPR-UDF-DL et qui s'est empressée d'en alerter la presse locale. Une façon de prendre de vitesse ses concurrents. Car cette circonscription du nord de Nice, traditionnellement acquise à la droite, est l'objet d'autres convoitises.

Jacqueline Mathieu-Obadia, toujours apparentée RPR à l'Assemblée nationale, exclue du RPR il y a plus d'un an pour s'être présentée contre le maire RPR, Jacques Peyrat, aux municipales de 2001, n'entend pas céder son siège. Et son suppléant, le conseiller général RPR Jean-Pierre Mangiapan, vise également la succession. Leur point commun ? Tous trois mènent campagne sur le thème « Je suis le plus niçois de tous ». Et tous s'affichent derrière Jacques Chirac. Au-delà commencent les différences.

Ainsi M<sup>me</sup> Marland-Militello – « la seule Niçoise de naissance », glisse-t-elle dans un sourire – se déclare aussi la seule candidate estampillée « Union de la droite ». Du moins l'était-elle jusqu'au 27 mars, date à laquelle Alain Madelin a menacé de lui retirer son soutien si un de ses poulains libéraux n'obtenait pas l'investiture dans la première circonscription. Epouse du préfet de la région Alsace, Philippe Marland, ancien membre des cabinets d'Alain Juppé et d'Edouard Balladur, M<sup>me</sup> Marland-Militello n'a rejoint le RPR qu'il y a quelques semaines. « Les instances locales du RPR cherchaient une femme. Des amis m'ont poussée à me présenter, puis Jacques Peyrat et Christian Estrosi ont

défendu ma candidature à Paris », explique-t-elle.

D'où la fureur de M<sup>me</sup> Mathieu-Obadia. Elue sous l'étiquette RPR en 1998, en remplacement de Jacques Peyrat, devenu sénateur, elle voit désormais dans le soutien accordé à sa rivale la main de son ancien mentor. Longtemps proche de l'actuel maire de Nice, celle qui fut son adjointe à la mairie, mais aussi sa suppléante lors des élections législatives de 1993, quand il se présenta sous les couleurs du Front national, dénonce aujourd'hui « son autoritarisme et sa vision pharaonique de la ville ». Déjà candidate – sans succès –, elle ne renonce pas : « Je ne reconnaîtrai comme verdict que celui du suffrage universel. »

### AU CÔTÉ DE MARTINE MÉDECIN

De son côté, Jean-Pierre Mangiapan arpente la circonscription au côté de Martine Médecin – fille aînée de Jacques Médecin, l'ex-maire plusieurs fois condamné – en clamant qu'il est le « candidat naturel ». Fort de ses soutiens dans les milieux sportifs – il est président de la commission départementale des sports –, il fait état de l'appui des militants RPR de la circonscription – « La base est derrière moi » – et ne mâche pas ses mots à l'égard de ses adversaires. Jacqueline Mathieu-Obadia ? « Je l'ai déjà battue aux cantonales de 1994, quand elle se présentait pour le Front national. » Muriel Marland-Militello ? « Elle ignore tout de la circonscription où elle vient d'être parachutée par des dirigeants du RPR proches de son mari. »

Cette pléthore de candidatures « droite chiraquienne » ne semble pourtant pas affecter Christian Estrosi, le patron local du RPR. « Au départ, nous avions fait le choix de désigner une femme, mais pour l'heure nous sommes en campagne présidentielle », lance-t-il, comme pour renvoyer à plus tard le règlement de ce conflit interne.

Yves Bordenave

## En Bresse, la candidature de Francis Szpiner trouble la droite

### MÂCON

de notre correspondante

La droite a l'embarras du choix en Bresse. Depuis que René Beaumont (DL), adversaire prioritaire d'Arnaud Montebourg (PS) dans la 6<sup>e</sup> circonscription de Saône-et-Loire aux élections législatives, a déclaré forfait, deux autres prétendants se sont portés candidats. L'avocat parisien Francis Szpiner, proche de l'Élysée, avait annoncé son intention d'en découdre avec le député socialiste quelques semaines après l'annonce de la candidature de Patrick Forêt (RPR) (*Le Monde* du 9 février). Le premier vice-président du conseil général, adjoint au maire (RPR) de Chalon-sur-Saône, Dominique Perben, s'était déclaré dès janvier, si M. Beaumont ne se représentait pas.

Le RPR n'a pas, semble-t-il, l'intention de départager les deux hommes avant le second tour de la présidentielle. « J'ai reçu une lettre de Michèle Alliot-Marie confirmant mon investiture, assure M<sup>e</sup> Szpiner. Soit Patrick Forêt respecte la décision de son parti et se retire, soit il se

lance dans une entreprise individuelle. Dans ce cas, c'est son affaire. » Une hypothèse qu'envisage effectivement M. Forêt : « Je suis fermement décidé à aller jusqu'au bout, même sans l'aval de Paris. On n'a pas besoin, en Bresse, d'une bataille entre avocats parisiens. Je suis convaincu de l'emporter contre Montebourg. Je suis pour cela soutenu par l'ensemble de la majorité départementale et tous les élus de droite de la Bresse, y compris Dominique Perben. »

Le député et maire de Chalon-sur-Saône, qui avait soutenu la candidature de son adjoint, à Paris, se montre aujourd'hui plus prudent : « J'ai dit ce que j'avais à dire. Maintenant... je serai discipliné », dit-il sans enthousiasme. Un manque de ferveur à l'égard de M. Szpiner aussi ressenti en terre bressane. La présence de deux candidats désorientent un électeurat à la recherche d'un nouveau champion, qui devra faire le plein de voix face au député socialiste sortant.

Agnès Larose

## ÉCHOS DE CAMPAGNE

► **Les ralliements sont déjà au centre des préoccupations de la droite.** Jeudi 11 avril, les chiraquiens de DL, Jean-Claude Gaudin et Jean-Pierre Raffarin, ont invité Alain Madelin à déjeuner afin de discuter des bases d'un rassemblement, au second tour, autour de la candidature de Jacques Chirac. Les UDF chiraquiens ont pris la même initiative et devraient déjeuner avec François Bayrou, la semaine prochaine.

### ILS ONT DIT

■ **Corinne Lepage** (candidate de Cap 21) est-elle prête à redevenir ministre de l'environnement, en cas de réélection de Jacques Chirac ? « Oui, à condition que je puisse vraiment faire des choses. Sinon, je préfère rester dans la société civile et agir pour transformer les choses. » (RTL, 11 avril.)

■ **Alain Juppé** (député RPR) : « Je suis de très bonne humeur parce que ça se passe plutôt bien et, comme en face, ils font la gueule, ça me met encore plus de bonne humeur. » (Meeting à Chalon-sur-Saône, 10 avril.)

■ **Bernadette Chirac** : « Le plus énervant [des défauts de son mari] est d'être un zappeur impénitent ! Sur le moindre événement, il veut connaître l'interprétation de chaque chaîne. » (*Paris Match*, 11 avril.)

## Les amis de Jean-Pierre Chevènement l'invitent à ne pas prendre position au second tour

Le candidat du Pôle républicain se refuse toujours à envisager l'hypothèse de la défaite. Il affirme vouloir se déterminer « en fonction de l'intérêt de la République »

DEPUIS le mois de janvier, Jean-Pierre Chevènement répète inlassablement : « Je ne roule ni pour Chirac ni pour Jospin. » Et le candidat du Pôle républicain de distribuer très équitablement les coups, sans jamais évoquer explicitement le second tour et l'éventualité de son échec au premier. Depuis, malgré l'entrée en campagne de ses deux concurrents, et son tassement dans les sondages, M. Chevènement continue de refuser de se placer « dans l'hypothèse de la défaite », comme il l'a exprimé, mardi, sur France Inter. Mardi 9 avril, à une lectrice du *Parisien* qui lui demandait pour qui il se « désisterait » s'il n'était pas au second tour, il a livré sa réponse habituelle : « Un citoyen est libre de penser et d'agir par lui-même. Je ne me sens pas propriétaire des voix qui se porteraient sur moi. » Puis il a ajouté : « En ce qui me concerne, je me déterminerai en fonction d'un seul critère : l'intérêt de la République. »

A en croire plusieurs participants, le sujet de son éventuel désistement n'aurait pas été abordé à la réunion de direction de campagne qui s'est tenu mercredi matin. Et il n'en a pas été davantage question au cours du déplacement qui a suivi, à Clichy-Montfermeil, où le candidat, après une tournée sur le marché de la cité des Bosquets, a longuement parlé « relève de l'école », « revalorisation du travail », « retour de l'Etat » et intégration, avec des habitants et des responsables associatifs.

ge question au cours du déplacement qui a suivi, à Clichy-Montfermeil, où le candidat, après une tournée sur le marché de la cité des Bosquets, a longuement parlé « relève de l'école », « revalorisation du travail », « retour de l'Etat » et intégration, avec des habitants et des responsables associatifs.

### TROIS POSSIBILITÉS

Dans le premier cercle de ses partisans, cette ligne de conduite paraît faire l'unanimité. En cas d'échec au premier tour, Jean-Yves Autexier, sénateur MDC et proche conseiller du candidat, énonce trois possibilités : « Chevènement peut, dit-il, appeler à voter blanc, laisser les citoyens décider en conscience ou bien poser trois ou quatre questions centrales et attendre que les candidats du second tour se prononcent. » Mais il s'empresse d'ajouter que cette dernière solution est, « évidemment », une hypothèse d'école. « Chevènement, poursuit-il, ne dira rien avant le soir du 21 avril, qui reste notre premier objectif. Cibler les indécis en montrant notre détermination sans infléchir la ligne : voilà ce à quoi nous devons

employer les dix jours à venir. »

« Tout est ouvert pour un résultat significatif, voire une présence au second tour, se rassure encore, pour sa part, Jean-Loup Coly, secrétaire général du groupe RCV à l'Assemblée nationale et membre de la direction de campagne. Ce n'est pas le moment de changer de ligne, notamment vis-à-vis des électeurs qui hésitent et qui peuvent encore nous rejoindre. » Catherine Cotard, élue (MDC) dans la Drôme et membre du bureau du Pôle républicain, exclut toute alliance ou négociation entre les deux tours. « Sinon, on double l'abstention, craint-elle. Si Chevènement réalise un score à deux chiffres, il pourra se poser en recours. » Y compris pour la présidentielle de 2007 ? « Évidemment ! », répond-elle.

### L'ENJEU DES LÉGISLATIVES

Pour sa part, William Abitbol, représentant remuant d'une fraction de la droite souverainiste ralliée à M. Chevènement, se préoccupe essentiellement d'une échéance moins lointaine : les législatives de juin. La consigne de deuxième tour pour laquelle il plaide est nette : « Au moins la liberté de vote, au

mieux l'appel au vote blanc. » Pour l'ancien conseiller de Charles Pasqua, le Pôle républicain « doit sortir de cette élection avec un président de la République ou un parti d'opposition ». Il invite donc M. Chevènement à « passer crâne » l'échéance présidentielle et à concentrer ses forces sur les législatives, « véritable enjeu de cette double élection », juge-t-il. « Il faut jouer la période qui s'ouvre, estime M. Abitbol, anticiper sur le fait que le président qui sortira des urnes, que ce soit Chirac ou Jospin, ne bénéficiera pas du moindre état de grâce. » « Il faut parler aux villégiéristes et aux pasquais orphelins », réclame encore le député européen.

Cet appel déguisé à « dragner » à droite a été écarté par M. Chevènement qui tient, désormais, M. Abitbol en lisière. Le candidat a bien annoncé qu'il y aurait des candidats du Pôle républicain aux législatives « dans les 577 circonscriptions ». Mais il l'a fait lors de la présentation de son projet, le 22 mars, sans y insister et sans préciser où il irait les chercher. Depuis, il n'a pas relancé le sujet.

Christine Garin

NE PAS  
REGARDER LES  
PRESIDENTIELLES  
DE CANAL+  
PEUT ENTRAÎNER  
UN PRÉSIDENT  
GRAVE.

LES PRESIDENTIELLES DE CANAL+  
Le Vrai Journal des Présidentielles  
de Karl Zéro à 19H40,  
Les Guignols de l'Info à 19H55.  
Du lundi au vendredi en clair.  
CANAL+  
ET TELLEMENT + ENCORE

## Jacques Chirac invoque l'« unité de la République » pour s'opposer à une consultation des Corses

Le président-candidat propose néanmoins une révision constitutionnelle pour redéfinir l'« architecture des pouvoirs », qui inclurait des référendums locaux

ROUEN

de notre envoyée spéciale

Près de 4 000 élus étaient venus l'écouter. Il y avait là, réunis au Zenith de Rouen, mercredi 10 avril, des barons du RPR, trois premiers ministres – Jean-Pierre Raffarin, Philippe Douste-Blazy et François Fillon – et même les époux Balkany, Patrick et Isabelle, placés un peu en retrait, car les chiraquiens ne veulent pas que leur champion apparaisse auprès d'un élu marqué par les « affaires ». C'est devant cette assemblée que le président-candidat a présenté son « projet global et cohérent » pour une nouvelle « architecture des pouvoirs » locaux qui nécessitera, s'il est réélu, une révision constitutionnelle soumise aux Français par référendum.

Avant de se rendre en Corse le 15 avril, M. Chirac a dénoncé « l'entêtement » des socialistes « à vouloir modifier les fondations même de la République avec une improvisation et une irresponsabilité qui sont tout à fait condamnables ». Lionel Jospin s'est engagé à « réviser » la Constitution afin de permettre une

consultation des Corses eux-mêmes sur leur avenir institutionnel, et a promis d'étendre à « l'ensemble des régions » ce mode de consultation.

« Modifier la Constitution, a dit M. Chirac, pour pouvoir interroger des Français sur leur appartenance à la République ou pour leur permettre de donner à des assemblées régionales le pouvoir de modifier les lois qui ont été votées par le Parlement serait un acte extrêmement grave [...]. Pas plus que la forme républicaine de nos institutions, l'unité de la République ne saurait être mise en cause. La loi doit rester la même pour tous les Français partout en France. » Le chef de l'Etat a ajouté : « L'unité, ce sont les mêmes droits pour tous les Français, sur l'ensemble du territoire national. Personne, chez nous, ne comprendrait que ce qui est un délit à Strasbourg ne soit pas puni de la même façon à Nantes, Ajaccio ou Lille », a-t-il dit.

Le président-candidat propose cependant une « importante révision » constitutionnelle qui porterait sur le titre XII de la Constitution, relatif aux collectivités territo-

riales. Cette réforme devrait porter, selon lui, sur « cinq questions essentielles » : une plus grande participation des citoyens, notamment par le référendum local ; un statut constitutionnel pour les régions ; la garantie de l'autonomie financière des collectivités locales ; le droit à l'expérimentation ; et le renforcement du rôle du Sénat comme représentant des territoires – M. Jospin entend, lui, rapprocher le mode d'élection des sénateurs de celui des députés.

SÉDUIRE GIRONDINS ET JACOBINS

Certes, M. Chirac cherche encore à séduire les girondins, en introduisant plus de « souplesse » et en rompant « avec l'étatisme centralisateur ». Mais les jacobins peuvent trouver leur compte dans l'affirmation de l'unité nationale. Il peut ainsi, à quelques minutes d'intervalle, souligner le « nombre excessif » des collectivités locales – « 36 000 communes, dit-il, là où quelques milliers suffisent à nos grands voisins » ; et affirmer l'avantage de ces « centaines de milliers d'élus locaux, directement au contact de nos citoyens »

en promettant de s'opposer à toute tentative d'en réduire le nombre.

Les propositions de M. Chirac reflètent cependant une évolution sensible par rapport aux idées autrefois soutenues par les gaullistes. Philippe Douste-Blazy ne s'y est pas trompé, qui évoquait, mercredi, une « grande victoire » pour sa famille politique, l'UDF. Ce sera en tout cas l'une des bases permettant de justifier le ralliement, au second tour, de François Bayrou et d'Alain Madelin. Ce dernier a d'ailleurs aussitôt déclaré, mercredi soir sur France 2 : « Jacques Chirac va dans le même sens que moi. J'applaudis. » En précisant : « J'ajoute avec un peu de malice : on aurait pu y penser plus tôt. »

Invité de Radio Beur, jeudi matin, M. Chirac s'est par ailleurs prononcé contre la suppression de la double peine, préconisée sous certaines conditions par M. Jospin, et contre le droit de vote aux étrangers non communautaires pour les élections locales.

Raphaëlle Bacqué

## Le premier ministre-candidat demande à ses troupes de cesser d'« étaler leurs états d'âme »

Sur France 2, il a confirmé son « virage » à gauche

EN « JOSPINOLOGIE », on appelle cela un rappel à l'ordre. Mercredi 10 avril, lors de la réunion hebdomadaire de son conseil politique, à son « atelier » de campagne, Lionel Jospin a donné de la voix contre ses propres amis. Etaient visés ceux qui se livrent à des petites phrases – comme les membres du club jospino-rocquardien Socialisme et démocratie de Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, qui, le 2 avril, avaient critiqué une campagne « trop brouillonne et trop bureaucratique » – mais aussi ceux qui, ensuite, « font des commentaires sur les commentaires ». « Cessez d'étaler vos états d'âme », a gromméché le premier ministre-candidat à l'intention des premiers. « Arrêtez de gloser sur la glose », a-t-il averti les seconds.

A l'issue de ce conseil politique, François Hollande a réitéré devant la presse son appel à la mobilisation pour le premier tour. « Rien n'est joué pour nous et beaucoup doit se jouer au premier tour », a affirmé le premier secrétaire du Parti socialiste.

Au conseil des ministres qui a précédé, M. Jospin et ses ministres ont découvert avec surprise que Jacques Chirac rédigeait une déclaration qu'il a lue ensuite solennellement. Le président de la République a souhaité que la France « reprenne l'initiative » dans la lutte contre « la disparition rapide des forêts primaires dans le monde », à la conférence de l'ONU sur la biodiversité qui se tient à La Haye. « Beaucoup d'entre nous ont réprimé un fou rire », raconte un participant.

A l'heure du déjeuner, c'est le premier ministre qui a réuni ses ministres pour un séminaire bimensuel qui pourrait être le dernier, sous réserve d'une initiative similaire avant le second tour, d'ici au 5 mai.

« L'ambiance était très bon enfant », assure un ministre. Le débat a porté sur le Proche-Orient qui a donné lieu à une analyse d'Hu- bert Védrine et à plusieurs interventions, dont celles de Marie-George Buffet et de Jean-Claude Gaysot. Elisabeth Guigou a présenté une campagne contre les discriminations raciales. Seule allusion à la campagne présidentielle, M. Gaysot a mis en garde contre une amnistie trop large des infractions au code de la route. « J'ai dit à... Robert [Hue] qu'il fallait faire attention ! », a lancé le ministre communiste des transports, s'attirant plus d'un sourire autour de la table...

« LA GAUCHE QUI AGIT »

Devenu candidat, M. Jospin, qui se rend, jeudi 11 avril, à Bordeaux pour un meeting, où l'invité d'honneur sera Luiz Inacio « Lula » da Silva, leader du Parti des travailleurs au Brésil, a réadopté, mercredi soir sur France 2, une posture de gauche.

M. Jospin a distingué les candidats qui, « notamment à l'extrême gauche », peuvent « marquer des injustices », « exprimer une révolte » et celui – lui-même – « qui peut porter le progrès ». « Je suis la gauche qui agit », a-t-il affirmé. Sur les conseils d'Alain Vidalies, député des Landes, il a fait état de « menaces » sur les retraites complémentaires « si le Medef n'accepte pas finalement de signer un accord avec les organisations syndicales ». Il faisait allusion à l'accord qui expire le 31 décembre 2002 et dont la conclusion avait déjà provoqué de fortes tensions entre le patronat et les syndicats. « Moi, je prends l'engagement de les garantir par la loi si cet accord n'était pas renouvelé », a-t-il souligné.

Michel Noblecourt

## M. Cohn-Bendit prépare déjà le second tour pour M. Jospin

« Dany » affirme qu'il a pris sa part dans la campagne présidentielle de Noël Mamère

BEAU LINGE promis, jeudi 11 avril, au Réservoir, à Paris, pour soutenir Noël Mamère : Khaled, Marcel Amont et Pierre Barouh pour la chanson, Romain Goupil, Dan Franck, Geneviève Brissac, du côté des intellectuels, de nombreux dessinateurs, dont Martin Veyron et Soulas, des comédiens, parmi lesquels Luis Rego, Emmanuelle Laborit et Philippine Leroy-Beaulieu. Philippe Torreton, un des premiers soutiens du candidat des Verts, est retenu par un rôle au théâtre.

Daniel Cohn-Bendit, lui, ne sera pas là, car il a « un vote au Parlement européen ». Ne dites pas au président du groupe Verts à Strasbourg qu'il est absent de la campagne, cela l'agace. « Je n'allais pas tout laisser tomber à Strasbourg et à Bruxelles, une présidentielle c'est personnel », lâche l'ancienne tête de liste écologiste aux élections européennes de juin 1999. Il affirme avoir fait son quota de meetings, d'interventions dans les médias et souligne qu'il a eu l'idée d'organiser le débat Mamère-Kouchner, le 15 avril, à la Mutualité.

L'ancien leader de mai 68 rappelle aussi qu'il a soutenu la candidature de M. Mamère contre Alain Lipietz. C'est vrai, même si le député européen, qui ne voulait pas s'aliéner le vote de son collègue Lipietz pour la présidence du groupe Vert à Bruxelles, n'est pas monté tout de suite en première ligne. Il avait laissé son frère Gaby tirer une salve spectaculaire dans Libération, avec une tribune intitulée « Il faut changer de candidat ». Le candidat finalement désigné et « Dany » se sont aussi beaucoup



L'équipe de campagne de Noël Mamère a éprouvé quelque difficulté à caler les apparitions de Daniel Cohn-Bendit (tous deux sont ici en discussion lors d'un meeting à Montpellier, le 28 mars). « Dany » se défend néanmoins de toute « absence » et fait valoir son emploi du temps de député européen.

téléphonés, en le faisant savoir aux journalistes. « Oui, Dany, je suis en train de parler de l'Europe », disait Noël Mamère sur son portable, le 8 février, devant le tunnel du Mont-Blanc.

« VIDER L'ABCÈS »

Il n'en reste pas moins que l'équipe de campagne a eu du mal à caler les apparitions du député européen. « Il y avait toujours un rendez-vous chez le dentiste, un débat à Bruxelles, c'était un peu compliqué », confie l'un d'eux. Surtout, la rencontre des intellectuels organisée par M. Cohn-Bendit, fin janvier, pour discuter du soutien à M. Mamère, s'est révélée catastrophique pour le candidat, certains marquant leur préférence pour Jean-Pierre Chevè-

nement (Le Monde du 1<sup>er</sup> février). Après ce désastre, M. Cohn-Bendit avait publié une tribune dans Le Monde, expliquant pourquoi il fallait voter Mamère. Depuis, André Glucksmann et Romain Goupil ont écrit au candidat pour lui dire que leur désaccord avec lui ne portait que sur l'Afghanistan.

Tout va donc pour le mieux. « Il fait une campagne qui s'améliore sur la fin, il a trouvé sa place et son rythme », estime même M. Cohn-Bendit, qui ne veut pas revenir sur le dîner raté avec les intellectuels, sauf à dire qu'« il fallait vider l'abcès de l'Afghanistan, tout mettre sur la table dans la transparence ». En revanche, il ne veut pas s'exprimer sur sa rencontre, le 4 avril, avec François Hollande.

Organisée par le truchement de Jacques Séguéla, la rencontre avait pour objectif de caler le principe d'une participation de « Dany » à la campagne de second tour de Lionel Jospin. « Il s'est montré très loyal avec son candidat, pour lequel il souhaite le score le plus haut possible », raconte le premier secrétaire du PS. « Mais il souhaite aussi la victoire de Lionel Jospin, ce dont on ne peut que se réjouir. A condition que des gestes soient faits, notamment sur le nucléaire », ajoute le chef de file des socialistes. Il est vrai que le premier ministre-candidat s'est laissé, sur ce sujet, une belle marge de discussion en affichant son refus de sortir du nucléaire.

Béatrice Gurrey

## Les douaniers déçus par les discussions avec Bercy

LA RENCONTRE n'a pas produit de « résultat concret », ont déploré, mercredi 10 avril, les syndicats de douaniers, à l'issue d'une séance de travail à Bercy. « Le ministre [Laurent Fabius] a pris une lourde responsabilité sur ce qui risque de se produire », a affirmé à l'AFP Christian Pech, secrétaire général de la CGT-Douanes (majoritaire). Les agents de la surveillance douanière (9 000 sur un total de 19 500 douaniers) revendiquent une revalorisation de leur prime de risque et une bonification de leur retraite d'une année pour 5 ans de service actif, considérant la pénibilité de leur travail égale à celle des policiers ou des gendarmes, qui, eux, en bénéficient. L'indemnité de risque « pourra être abordée », a indiqué le ministère en renvoyant la question des retraites « dans le cadre (général) des réflexions à conduire ». Jacques Chirac, qui a reçu une délégation à l'issue d'un meeting à Rouen, s'est dit « étonné de la fin de non-recevoir » opposée par Bercy aux douaniers.

DÉPÊCHE

■ HÔPITAUX : les médecins hospitalo-universitaires ont commencé, mercredi 10 avril, une « grève administrative illimitée » dans tous les CHU de France, allant du « boycott des commissions médicales » au « non-rendu des résultats d'examen », a annoncé Claude Degos, président du Syndicat national des médecins des hôpitaux publics (SNAM-HP). Les syndicats réclament une prime de fin de carrière, l'augmentation des émoluments hospitaliers et la réévaluation des premiers échelons de la carrière.

Le Monde

Chaque week-end avec Le Monde, le meilleur du New York Times.

la sélection en V.O. du New York Times, le nouveau supplément du Monde chaque samedi avec le Monde, daté dimanche - lundi

# SOCIÉTÉ

## ANTISÉMITISME

Le **CONFLIT DU PROCHE-ORIENT** a fait apparaître une forte hostilité envers les juifs parmi les jeunes des banlieues françaises. Dans la zone HLM de Trappes (Yvelines), où aucun acte antisémite n'a eu lieu, malgré

l'**INCENDIE ACCIDENTEL** d'une synagogue, dont furent brièvement accusés des jeunes du quartier, les conversations, les échanges sur les sites Internet révèlent un antisémitisme au quotidien. « Les jeunes

autour de moi, obligé, ils disent "à mort les juifs" », explique Farid, 22 ans. « Depuis que je suis petite, on me dit que les juifs sont dangereux, renchérit une mère algérienne du quartier. Je ne les connais pas et je ne veux

pas les connaître. » De nombreux responsables musulmans cherchent toutefois à s'opposer à cette tendance en **CONDAMNANT LES ACTES ANTIJUIFS** et en expliquant aux jeunes qu'ils font le jeu des extrémistes.

## Comment des jeunes de banlieue sont gagnés par la judéophobie

A Trappes (Yvelines), aucun acte antisémite n'a été commis, mais le conflit du Proche-Orient fait apparaître une forte hostilité envers la communauté juive, dans les conversations ou les discussions sur Internet. « Les jeunes autour de moi, obligé, ils disent "à mort les juifs" », explique Farid, 22 ans

COMME tous les jours, Farid, 22 ans, est venu faire un tour à la Maison des jeux, ce jeudi de début avril. Perchée sur une dalle de béton entre le square Léo-Lagrange et

### REPORTAGE

Mamadou, de Trappes : « Partout où je passe, on m'appelle "le brûleur de synagogue" »

celui de la Commune-de-Paris, au milieu de la zone HLM de Trappes (Yvelines), la petite salle municipale est le refuge des jeunes du quartier. Entre deux parties de baby-foot, Farid - lunettes de soleil sur le front et montre tape à l'œil au poignet - « squatte » la borne Internet pour glaner les dernières nouvelles sur le conflit israélo-palestinien. Sur Carmail, un site de discussion en ligne particulièrement prisé par les jeunes internautes de banlieue, 35 personnes sont déjà connectées sur le forum consacré à Israël. Les provocations et les insultes fusent à un rythme soutenu. « Israël est aux Arabes et les feujis [juifs] sont des conards », lance un participant, visiblement pro-palestinien. « Je suis en train de brûler une Torah », lâche un autre. « Sharon a raison. Sharon, je t'aime », clame un inconditionnel du premier ministre israélien. « T'pd ? [tu es pédé ?] », lui demande Farid, histoire d'abaisser un peu plus le niveau du débat, tandis qu'un excité au pseudonyme vengeur mitraille le forum de slogans antisémites. « Vive la Gestapo ! Vive Auschwitz ! A mort les youpins ! », scandent « Arafatenforce ».

Même Farid est étonné par la vigueur de ces propos. « Ça tape fort. D'habitude, on ne laisse pas passer des trucs comme ça sur les forums, commente le jeune homme, au chômage en attendant de passer un diplôme d'animateur. En ce moment, c'est chaud. Tout le monde est révolté par ce qui se passe là-bas. » Internet, journal télévisé, discussions en famille ou entre copains : à Trappes comme ailleurs, les jeunes d'origine maghrébine ou de confession musulmane en général s'informent et commentent la situation au Proche-Orient, en prenant le plus souvent fait et cause pour les Palestiniens. « Les jeunes autour de moi, obligé, ils disent "à mort les juifs" », explique Farid. Quand on regarde la télé avec des copains et que des Israéliens sont tués dans un attentat, il y en a qui sont contents. »

### INSCRIPTIONS PROVOCATRICES

Malgré les paroles passionnées, aucun incident antisémite n'a eu lieu à Trappes. Vaguement provocatrices, quelques inscriptions « Ramallah de 78 » - évoquant Ramallah, la ville palestinienne où se trouve Yasser Arafat - constituent les seules répercussions visibles du conflit israélo-palestinien dans cette ville

### A Paris, jets de pierres sur le car d'une école juive

Un car transportant des élèves de CM1 et des enseignants d'une école juive a été la cible de jets de pierres, mercredi 10 avril, à Paris. Les faits se sont déroulés vers 17 heures, rue Piat (20<sup>e</sup>), près de l'école maternelle et primaire Sinaï, appartenant au mouvement ultra-orthodoxe Loubavitch. Une vitre du car a été brisée, blessant légèrement à la joue un élève. Selon le directeur de l'école, interrogé par l'AFP, les élèves se seraient fait « traiter de sales juifs par des adolescents d'origine maghrébine » au moment de monter dans le car. Le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, s'est déclaré « profondément choqué par [cette] agression intolérable ». Le maire (PS) du 20<sup>e</sup> arrondissement, Michel Charzat, s'est également dit « profondément indigné ». M. Charzat a souhaité que l'enquête, confiée à la deuxième division de police judiciaire « aboutisse dans les meilleurs délais et que les coupables soient arrêtés rapidement ».

## « La peur de la communauté juive n'est pas toujours justifiée »

LA PALESTINE est devenue leur sujet de discussion quotidien. Behija Ouzini, employée tunisienne d'une société d'import-export, rentre chez elle à Massy (Essonne), l'oreille attentive aux informations de Radio-Orient. « Il est devenu difficile d'écouter la radio. Depuis quelques jours, je ne regarde plus la télévision », avoue cette mère de famille de 46 ans. Cette violence presque banalisée la « déprime ». « Ça fait trop longtemps que ça dure. Les Etats-Unis veulent pourrir la situation, l'Europe et la France laissent faire. » Cette impuissance « révolte » son mari, Tarek, agent des impôts.

Behija sait la détresse des Palestiniens à trouver une terre. Elle en a connu des dizaines, des réfugiés arrivés à Bizerte où elle réside, avec ses parents, dans le nord de la Tunisie, en 1982. « Ils ne rêvaient que d'une chose : rentrer. » Aujourd'hui, cette femme investie dans une association pour femmes migrantes - Citoyennes des deux rives - tente de décrypter ces images, trop brutes pour des jeunes « qui n'ont plus de lecture politique ». Elle vient d'organiser une soirée-débat dans la cité, « pour expliquer ce qu'est la guerre là-bas et

dire qu'ici on n'y est pas impliqué, on vit en France ». « Beaucoup de gens voudraient voir un prolongement communautaire du conflit en France, mais ce n'est pas le cas », renchérit Tarek.

Dans le quartier des grands ensembles, où résident une importante communauté maghrébine et une autre, juive, M<sup>me</sup> Ouzini n'a senti que peu de tensions. « On ressent la peur de la communauté juive, mais elle n'est pas toujours justifiée. Je comprends leur volonté de sécurité en Israël mais ici, leur peur n'est pas fondée. Le sentiment antiarabe y est beaucoup plus fort que la judéophobie », assure-t-elle. Les actes antisémites ne seraient donc que « passagers ». Sa fille, Zeineb, opine timidement. « Quand on en parle entre copines, on veut toutes la paix. C'est vrai qu'on évite le sujet en groupe, entre musulmans et juifs. Certains copains, sous la colère, ont parfois des propos anti juifs mais ce n'est pas sérieux. Moi, j'identifie pas ce qui se passe en Palestine avec les juifs d'ici », raconte cette lycéenne.

Son frère, Ziad, 16 ans, s'est enfermé dans sa chambre. Il dit se sentir loin de « tout ça ». Il y a deux jours, pourtant, quand ses parents

sont allés manifester à Paris en solidarité avec les Palestiniens, il les a apostrophés : « Pour quoi vous ne défendez pas aussi les civils israéliens ? » Une réaction que Zeineb comprend : « Il a raison. Ce n'est pas parce qu'ils sont musulmans qu'ils doivent soutenir les Palestiniens ! » Derrière les silences, « l'émotion partagée », le fossé entre les deux générations semble béant. Ici, Zeineb et Ziad se sentent d'abord français, de Massy. « Je ne me sens pas plus concernée par les Palestiniens que par une autre cause. Mais je trouve leur situation injuste. Je ne comprends pas ce que cherche Sharon en entrant avec ses chars dans les territoires », poursuit la jeune fille.

Dans la cité, la vie semble rester conviviale. Au café du coin, il y a bien la table des Tunisiens, celle des juifs, celle des jeunes, raconte Tarek. « Parfois, on entend des réflexions anti-juifs. Mais cela n'a rien à voir avec ce qu'on a vécu au lendemain du 11 septembre. Là, c'était plus chaud, avec des gens choqués et d'autres qui approuvaient Ben Laden. »

S. Z.



été médiatisé, on serait pas tombés. »

Comme beaucoup, Farid, lui, évoque la « solidarité musulmane » à l'égard des « frères » palestiniens, mais il condamne les actes commis ces dernières semaines contre les synagogues. « C'est pour se la jouer, pour faire comme si c'était des héros, explique le jeune homme à propos des auteurs de ces actes. Mais c'est s'abaisser et nous mettre en tort alors que les Palestiniens ont raison. » Djamel, son copain de baby-foot, évoque le sentiment d'injustice et de partialité créé par les événements du Proche-Orient et fait la comparaison avec ceux du 11 septembre. « Sharon veut détruire les Palestiniens et les faire fuir. Il n'aurait jamais fait ça avant le 11 septembre, analyse Djamel, vingt ans. On a accusé Ben Laden sans aucune preuve alors qu'aujourd'hui Israël a tort et

que personne ne fait rien, et ils continuent à bombarder les Palestiniens. »

Entre exprimer son aversion contre « l'oppresser » israélien et faire l'amalgame avec la communauté juive en général, il y a un pas qu'un certain nombre de jeunes franchissent, en affichant ouvertement un sentiment anti juif. « Je ne suis pas raciste contre les juifs mais les massacres que je vois à la télé, ça provoque une haine à l'intérieur de moi à l'égard de la communauté juive », reconnaît Djamel, qui fait appel à la religion pour justifier ses sentiments. « Dans le Coran, Allah dit que nos pires ennemis sont les juifs. De toute façon, ils ont toujours causé la perte des gens », soutient-il. Certains préjugés ou clichés antisémites semblent profondément ancrés. « Quand on veut insulter quelqu'un, on dit "espèce de juif". C'est une habitude, on pense pas en

mal, tente d'expliquer Farid. Au baby-foot, on va dire que tu tires en feuj. Ça veut dire vite fait, par derrière. »

Certains parents affichent des sentiments similaires. « Depuis que je suis petite, on dit que les juifs sont dangereux. Je ne les connais pas et je ne veux pas les connaître », affirme une mère de famille algérienne d'un quartier HLM de Trappes. Aux différends politiques ou religieux entre Juifs et Arabes s'ajoutent une méconnaissance de l'autre et une tendance générale au repli sur soi, estime une autre habitante. « Dans la société actuelle, on reste entre communautés et, même à l'intérieur d'une communauté, on laisse les portes fermées, explique-t-elle. On est devenu beaucoup plus égoïstes. Ici, dans les cités de Trappes, on raisonne par squares, et les juifs, on n'en connaît pas. »

### UNE QUÊTE D'IDENTITÉ

Pour les plus jeunes, la passion suscitée par les événements au Proche-Orient et le sentiment anti juif qui en découle parfois relèvent, en partie, d'une quête d'identité. « Ils se raccrochent à des événements comme le 11 septembre ou le conflit israélo-palestinien pour revendiquer leur identité arabo-musulmane », estime Saïd Oujibou, ancien responsable jeunesse de la mission populaire de Trappes, dans le quartier Paul-Langevin. « Dans cette affaire, c'est la fibre musulmane qui joue, souligne Jaouad Alkhaliki, président de l'Union des musulmans de Trappes. Il y a une espèce de retour à l'identité d'origine, par le biais de la religion des parents : je suis musulman et je retrouve ce lien notamment avec ce qui se passe au Proche-Orient. »

Frédéric Chambon

## Des responsables musulmans condamnent les « attaques lâches »

ILS ONT TOUS entre 30 et 40 ans. Ils se reconnaissent dans l'appellation de « jeunes musulmans ». Ils sont assez proches de Tariq Ramadan, cet universitaire suisse qui sillonne la France depuis huit ans pour prêcher la bonne parole de la pratique religieuse et de l'engagement citoyen. Ils habitent aux quatre coins de la France et exercent des responsabilités dans des associations. Ils connaissent bien la base musulmane. Et ils se jugent plus représentatifs de l'islam que les « muftis auto-proclamés », comme ils disent.

Ils ont pris l'initiative de lancer un appel solennel pour condamner les « attaques lâches et scandaleuses contre les lieux de culte juif ». Le texte est signé d'Ali Rahni, de l'association Rencontre et dialogue à Roubaix, de Fouad Imarraïne, imam au centre Tawhid de Saint-Denis, de Yamin

Makri, de l'Union des jeunes musulmans de Lyon, et de Zoubir Daoud, de Nîmes. « S'attaquer à des lieux de culte quels qu'ils soient, d'une manière ou d'une autre, est inacceptable, écrivent-ils. Nous entendons bien des voix s'élever en France pour condamner les attaques de l'armée israélienne et appeler à une paix juste et durable, mais ces voix ne sont pas assez nombreuses pour mettre fin à ce drame qui fait souffrir deux peuples depuis trop longtemps. Nos démocraties nous donnent les moyens d'agir pour exprimer notre soutien ou notre désaccord à telle ou telle cause. Aussi est-il inconcevable que des individus (qui pourraient être des jeunes de banlieue, mais aussi des nerfs d'extrême droite ou d'autres extrémistes) profitent de cette situation pour commettre des actes criminels. »

Fouad Imarraïne a pris l'initiative de cet appel : « Je me suis dit qu'il fallait réagir, raconte-t-il. Sinon, nous paraissions cautionner les événements par notre silence. » Les tags anti juifs, Fouad les connaît. Il a effacé des « Mort aux juifs » dans les cages d'escalier de la cité de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) dans laquelle il vit. « On n'a pas hésité à intervenir, insiste-t-il, et à essayer de parler aux jeunes. Sans les accuser, on leur a expliqué que ça ne servait à rien de réagir par des injures, qu'eux-mêmes ne supporteraient pas qu'on les insulte. Que ces inscriptions faisaient le jeu des extrémistes. »

A Lille, Ali Rahni dénonce à la fois « la politique d'apartheid de Sharon » et les incendies de synagogues : « Quand on s'attaque à une synagogue, c'est comme si on s'attaquait à une mosquée ! lance-t-il. Chez nous, il n'y a pas eu de synagogues incendiées, Dieu merci. Mais une mosquée a été taguée avec des croix gammées à Lomme, près de Lille. Un cocktail Molotov a été lancé sur une salle de prière à Escadain, à côté de Valenciennes. Et personne n'en a parlé... »

Propos recueillis par Sylvia Zappi

Xavier Ternisien

## « L'humiliation des Palestiniens, ils la transposent sur leur situation »

Avec la multiplication des agressions judéophobes, des institutions juives mettent en cause l'antisémitisme dans les banlieues. Comment l'expliquez-vous ?

Ces tensions existent depuis au moins dix à quinze ans sous des formes intercommunautaires et intra-communautaires. Il y a une dizaine d'années, lors d'un travail de recherche à Sarcelles, j'avais constaté les mêmes tensions entre la communauté juive et les jeunes Maghrébins et Antillais. Ce n'est donc pas si récent que cela. Mais à chaque fois qu'un événement extérieur intervient, comme aujourd'hui avec ce qui se passe dans les territoires palestiniens, cela attise et radicalise des phénomènes latents. Quand les politiques parlent de communautarisme, ils se trompent. Ces jeunes ne sont pas intégrés dans une communauté. Ils sont beaucoup plus destructurés. Si on parle des « jeunes », et non pas des

Algériens ou des Marocains, c'est précisément parce que l'identification à la communauté des parents a totalement disparu. Leur référence communautaire reste le quartier, l'immeuble ou la bande.

### Qu'y a-t-il de nouveau dans les événements actuels ?

C'est le dérapage de la guerre. On est passé à une phase du conflit où les enjeux se déclinent, de façon détournée, en termes religieux : la focalisation sur Jérusalem, lieu trois fois saint ; les attentats perpétrés par le Hamas, parti religieux ; l'évocation de défense de la Terre sainte par les Israéliens. Du coup, les jeunes d'ici, qui, dans leur grande majorité, n'ont aucune pratique religieuse, ont le sentiment que l'islam est en danger. Ils se sentent symboliquement, imaginairement, partie prenante. L'autre facteur qui intervient, c'est la radicalisation d'une grande partie de la communauté juive en

France, pro-Likoud, qui commence à dire haut et fort sa solidarité avec Israël et Sharon. Cela crée une tension supplémentaire avec les jeunes Maghrébins qui pensent que Sharon est l'acteur essentiel dans la conflagration au Proche-Orient.



« Quand les politiques parlent de communautarisme, ils se trompent »

FARHAD KHOSROKHAVAR

### Pour eux, que signifie l'identification à la Palestine ?

Elle montre tout d'abord qu'il n'y a aucune traduction de leurs aspirations sur la scène politique française. J'ai été frappé par l'indignation massive des jeunes issus de l'immigration lors de la réoccupation des territoires palestiniens. Paradoxale-

ment, ils n'ont pas été si nombreux à manifester cette indignation quand ils ont pu le faire ouvertement, par exemple lors des défilés du 6 avril. En revanche, dans des actes isolés, quelques jeunes peuvent se rassembler et aller « casser du juif », symboliquement ou non, en profanant des cimetières ou en jetant des petits explosifs devant les synagogues. La grande majorité des Maghrébins, jeunes ou moins jeunes, condamnent ces actes mais, en même temps, ils ne peuvent rien faire contre cette petite minorité de vandales qui se radicalise, faute de structures ou par désespoir et apathie.

### Cette judéophobie est-elle ancienne ?

Il faut rappeler que la proportion des dérapages, des passages à l'acte, compte tenu de l'importance de l'immigration maghrébine, est extrêmement faible. Même si trois cents par an, c'est trois cents de trop. Ensuite,

## Un tiers des personnes ayant reçu l'agrément ne peuvent pas adopter

Un rapport sera remis le 16 avril à Ségolène Royal

**UN TIERS** des détenteurs d'agrément préalable à l'adoption ne se verront pas confier d'enfant. Livré pour la première fois, ce chiffre, qui risque d'inquiéter bien des postulants à l'adoption, figure dans un rapport sur « L'accompagnement de l'adoption », qui sera remis, mardi 16 avril, à la ministre déléguée à la famille et à l'enfance par la magistrate Marie-Christine Le Boursicot.

« Un tiers, et peut-être demain près de la moitié, des candidats français à l'adoption dûment agréés auront entre les mains ce que d'aucuns considèrent comme un permis d'adopter, comme donnant droit à un enfant, sans pouvoir aboutir dans leurs démarches, écrit la magistrate. Il est à craindre que la frustration engendrée par cette situation n'engendre des situations difficilement gérables. » Déjà, les conseils généraux, chargés, depuis les lois de décentralisation, de gérer les demandes d'adoption, sentent monter la pression. Une enquête de la direction générale de l'action sociale réalisée auprès de 74 départements, et rendue publique mardi

### Les célibataires privés du droit d'adopter ?

« La possibilité, pour une personne seule d'adopter pleinement un enfant doit être supprimée », estime l'Académie des sciences morales et politiques, dans un rapport sur le droit de la famille rendu public mardi 9 avril. Raison invoquée pour justifier cette demande de révision de l'article 343-1 du code civil, qui, depuis 1966, ouvre aux célibataires de plus de 28 ans le droit à l'adoption plénière : « De nombreuses demandes d'adoption par des couples demeurent non satisfaites en raison du peu d'enfants adoptables. Surtout, il est de l'intérêt de l'enfant d'avoir un père et une mère, comme le reconnaît la Convention universelle des droits de l'enfant de 1990. »

Réagissant négativement à cette proposition, l'association Enfance et familles d'adoption remarque que « l'adoption des enfants grands, et des enfants handicapés, a été initiée par les célibataires ». L'APGL (Association des parents et futurs parents gays et lesbiens) y voit « la réponse de la droite à la montée du débat sur l'accès des homosexuels à l'adoption ».

9 avril, montre ainsi que les deux tiers des départements « observent une augmentation du nombre de candidats à l'adoption, parfois très forte ». Augmentation que le ministère de la famille attribue à « une reprise forte des projets familiaux dans un pays où la situation économique s'améliore ».

### TROIS ANS D'ATTENTE

On recense quatre fois plus de familles ou d'individus désireux d'adopter que d'enfants à adopter. Au 31 décembre 1999, on comptait ainsi 19 660 agréments en cours de validité. La même année,

4 800 enfants ont été adoptés. « Le nombre d'accueil d'enfants en vue de leur adoption, qui n'a jamais atteint celui des agréments, est de plus en plus en distorsion avec ce dernier », s'inquiète Marie-Christine Le Boursicot. Le nombre de pupilles de l'Etat français, orphelins ou délaissés par leur famille de naissance, n'a cessé de diminuer depuis quatre décennies tandis que, dans le même temps, celui des enfants adoptables dans le monde demeurerait stable (35 000 par an).

### DES SERVICES SOCIAUX DÉBORDÉS

La durée moyenne d'attente avant la réalisation d'un projet d'adoption s'approche donc dorénavant des trois ans – environ deux ans pour un enfant étranger, quatre ans pour un pupille de la nation. Débordés, les services de l'aide sociale à l'enfance des conseils généraux ne respectent pas toujours le délai maximal de neuf mois prévu par la loi entre le dépôt du dossier par les postulants et l'obtention (ou le refus) de l'agrément. En 2000, seules 61 % des décisions ont été prises dans les délais prévus par la loi. Par ailleurs, certains départements octroient l'agrément « avec désinvolture », déplore M<sup>me</sup> Le Boursicot dans son rapport : « Pourquoi refuser un passeport pour adopter alors que, de toute façon, il est certain qu'en aucun cas un enfant pupille de l'Etat ne sera confié à ce couple ou à ce célibataire ? »

Selon elle, une « redéfinition » de la procédure d'agrément s'impose d'autant plus que cette procédure varie grandement d'un département à l'autre. Les modalités d'accueil et d'information des candidats, ainsi que d'évaluation de leurs capacités éducatives, n'ont jamais été harmonisées. Quand 38 départements proposent aux postulants des entretiens personnels, 33 départements offrent des réunions collectives. Moins d'un tiers des départements convient des associations à l'information des postulants. Dans les documents qu'ils remettent, seuls une quinzaine de départements abordent les aspects psychologiques et culturels...

« Je vais adresser cette enquête aux présidents des conseils généraux, avec des exemples de bonnes procédures d'agrément, afin de les inciter à faire évoluer leurs pratiques », explique Ségolène Royal. Autre urgence à ses yeux : « Débloquer l'adoption internationale pour que tout postulant agréé ait un enfant au bout d'un an. »

Le décret de réforme des OAA, organismes agréés pour l'adoption (Le Monde du 10 janvier), sera publié d'ici au début du mois de mai. L'action diplomatique doit s'intensifier, estime la ministre, qui a convaincu la Fondation de France de servir d'intermédiaire pour régler le délicat problème des contributions financières à apporter aux pays d'origine.

Pascale Krémer

## Trois enquêtes mettent en évidence l'utilité des aides-éducateurs

Les enseignants soulignent le rôle positif des emplois-jeunes

**VOICI** des études qui mettront du baume au cœur des quelque 65 000 emplois-jeunes de l'éducation nationale. Depuis plus de quatre ans qu'ils œuvrent dans les écoles, collèges et lycées, les aides-éducateurs n'ont de cesse de clamer le peu de reconnaissance (statutaire, financière, professionnelle) que l'Etat accorde à leur travail. A intervalles réguliers, ils manifestent, pétitionnent ou se mettent en grève, comme ce fut le cas dans toute la France le 21 mars ou en Corse la semaine dernière. Le ministère de l'éducation nationale, qui a rendu publiques, mercredi 10 avril, lors d'une conférence de presse, trois études sur les fonctions et l'image des aides-éducateurs, leur fournit lui-même des arguments.

La première enquête, menée par la direction de la programmation et du développement (DPD) du ministère, conclut que les directeurs d'école, les principaux de collège et les enseignants qui travaillent avec les aides-éducateurs jugent « positifs » et « utiles » les changements intervenus grâce à la présence des emplois-jeunes. Le climat général s'est amélioré, « jusqu'à l'intérieur des salles de classe », rapporte la DPD. Un directeur et un principal sur deux soulignent l'amélioration des résultats de leurs élèves. L'aide individualisée peut plus souvent être mise en œuvre, l'intégration des handicapés se trouve facilitée, les élèves se sentent mieux écoutés. La contribution des aides-éducateurs se révèle essentielle pour l'utilisation des nouvelles technologies ainsi que l'aide à la documentation. En outre, la moitié des instituteurs interrogés assurent que certaines

activités « ne pourraient avoir lieu » sans eux. Deux autres études, universitaires celles-là, corroborent ou complètent ce tableau, avec une approche plus qualitative que statistique.

### « RÉELLES COMPÉTENCES »

Le travail mené par le centre de recherche en éducation de l'université Toulouse-II - Le Mirail indique notamment que les aides-éducateurs, en dépit d'une grande polyvalence, puisque chacun assume « en moyenne plus de trois types de tâches », ont acquis des compétences. Joël Clanet, qui a coordonné la recherche, estime que ceux d'entre eux qui sont chargés du soutien scolaire, surtout au collège, font preuve d'une « professionnalité avérée » et d'un « bon niveau de communication avec les élèves ». Plus largement, des aides-éducateurs soumis à des situations fictives, comme « enseigner le "copier-coller" à 16 élèves qui disposent d'un ordinateur pour deux », ont des réactions proches de celles d'enseignants et bien différentes de celles d'étudiants sans expérience éducative. C'est donc de « réelles compétences ont été construites » par les aides-éducateurs, estime l'équipe toulousaine, tout en présageant qu'« ils auront des difficultés à les faire valider, parce qu'elles ne sont pas faciles à montrer ». « Le programme aides-éducateurs aura fondamentalement reposé sur une utilisation plus que sur une volonté de promotion de ces jeunes », résume de son côté l'étude menée par le centre de recherche en éducation (CRE) de l'université de Saint-Etienne, à l'issue de deux années d'entre-

tiens et d'observations. On a su mettre à profit « le flou de leur statut » pour leur demander, à côté des fonctions régulièrement décrites, une multitude de « petites tâches prévues nulle part », allant du « remplacement impromptu d'un enseignant » au « coup de main à l'administration ». Cette souplesse, « que l'on ne retrouve pour aucune autre catégorie de personnel », met du « lubrifiant dans le système éducatif », constate Dominique Glasman, qui a dirigé le travail du CRE stéphanois. « On ne peut plus se passer des aides-éducateurs », assure-t-il, à la fois pour ces « innombrables » petits travaux, mais aussi pour les fonctions principales qu'ils remplissent (informatique, soutien scolaire, prévention de la violence, rapports avec l'extérieur), et qui correspondent peu ou prou aux « nouvelles missions qui incombent à l'école depuis quelques années ». L'équipe stéphanoise y voit une « forme de déstabilisation » du système éducatif vers ses emplois-jeunes, notamment à propos des élèves en difficulté.

Les trois études convergent finalement vers les mêmes interrogations : comment pérenniser ces bénéfices ? Cherche-t-on à définir ces « nouveaux emplois » que le programme de Martine Aubry avait vocation à faire émerger ? L'annonce faite par Jack Lang il y a dix mois (Le Monde des 5 et 8 juin 2001) de proroger les postes (et pas les personnes, qui quittent l'éducation nationale à l'issue de leur contrat) pour cinq ans a repoussé ces choix politiques.

Marie-Laure Phélippeau

## Les professeurs du second degré estiment travailler autant que les autres salariés, selon un sondage

Pour 63 % d'entre eux, la RTT n'est cependant pas une priorité

**LES ENSEIGNANTS** du second degré disent travailler autant que les autres et souffrir même plus de stress quotidien. Pourtant, négocier une réduction du temps de travail (RTT) n'est pas une priorité pour eux. Le sondage Sofres rendu public jeudi 11 avril, réalisé par téléphone pour le SNES-FSU (syndicat majoritaire dans le second degré) auprès de 600 professeurs, révèle la complexité du thème de la RTT – dont ils ont été d'emblée écartés – dans la tête des enseignants.

Seuls 8 % des professeurs interrogés estiment avoir un rythme de travail inférieur aux autres catégories de salariés de niveau de qualification comparable. Selon le sondage, les professeurs passent en moyenne chaque semaine 27 heures et 22 minutes dans leur établissement, temps de repas compris. Ils dispensent 18 heures et 27 minutes de cours devant les élèves, dont 3 heures en effectif réduit. A cela s'ajoutent nécessairement la préparation des cours et la correction des copies, éventuellement des recherches, de la formation...

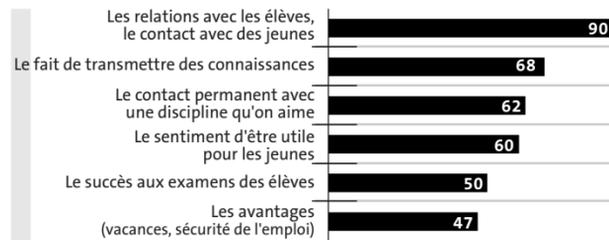
Une bonne proportion des enseignants interrogés affirment travailler « très souvent » le soir (69 %), le week-end (46 %) et pendant les congés scolaires (28 %). Au final, la réalité contraste, selon eux, avec l'opinion qu'a le grand public de leur profession : 94 % estiment que les Français ont une image « plutôt injuste » de la charge de travail des enseignants. Une étude du ministère, réalisée en 1999, estimait à 39 heures et demie le temps de travail hebdomadaire des professeurs des collèges et lycées pendant les semaines travaillées.

### DAVANTAGE DE STRESS

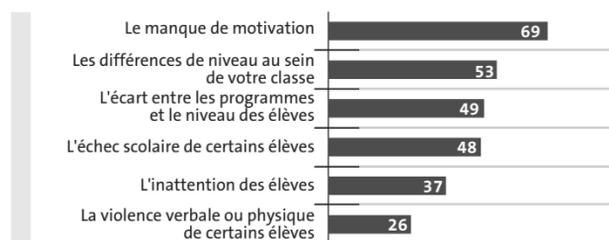
Selon le sondage de la Sofres, qui porte aussi sur les difficultés et les satisfactions du métier d'enseignant, 67 % des personnes interrogées pensent en outre que leur stress est plus important que dans d'autres métiers. Ce sentiment croît nettement avec l'âge (53 % chez les moins de 30 ans mais 73 % chez les plus de 40 ans). « Les plus jeunes connaissent sans doute mieux le monde du travail actuel, qu'ils ont souvent fréquenté avant de rejoindre l'éducation nationale. Ils relativisent

### SATISFACTIONS ET DIFFICULTÉS DU MÉTIER D'ENSEIGNANT

Qu'est-ce qui est, pour vous, le plus satisfaisant dans votre métier ? en %\*



Qu'est-ce qui est le plus difficile, pour vous, dans la relation avec les élèves ? en %\*



\* Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Source : SOFRES - Opinion

donc davantage », avance Didier Witkowski, qui a mené l'étude de la Sofres.

Pourtant, malgré cette importante charge de travail que 77 % estiment mal relayée par les médias, les enseignants sont assez partagés lorsqu'est évoquée une stricte réduction du temps de travail : 55 % trouvent « plutôt injuste » que l'on dise que les enseignants n'ont pas à demander de RTT, mais 43 % estiment que c'est « plutôt compréhensible », avec, là encore, de fortes disparités selon les âges (59 % des moins de 30 ans le comprennent très bien, mais seulement 32 % des 40-49 ans). Au final, 63 % déclarent que ce sujet n'est « pas prioritaire » (73 % chez les moins de 30 ans).

Une majorité émet en fait le souhait de voir alléger la charge de travail par d'autres voies que la pure réduction horaire. 54 % estiment que la RTT doit s'entendre comme « la prise en compte de tâches nouvelles dans le service des enseignants », telle la concertation avec des collègues, par exemple. Alors que les professeurs semblaient traditionnellement attachés à l'actuel-

le organisation de leur travail, défini par le nombre d'heures de cours devant les élèves, un basculement se fait jour : 56 % considèrent qu'intégrer des tâches autres que d'enseignement ne constituerait pas « une remise en cause des missions de l'enseignant ». 42 % pensent encore le contraire.

M.-L. P.

Fabrice Lhomme

## Pierre Moscovici entendu dans l'affaire Falcone

**LE MINISTRE** des affaires européennes, Pierre Moscovici, a été interrogé en qualité de témoin, mardi 2 avril, par le juge d'instruction parisien Philippe Courroye, qui enquête avec Isabelle Prévost-Desprez sur les ventes d'armes vers l'Angola. Le 21 mars, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait été questionné par les magistrats sur les démarches qu'aurait effectuées l'ancien conseiller de François Mitterrand, Jacques Attali – poursuivi depuis mars 2001 pour « recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence » –, en faveur de l'homme d'affaires Pierre Falcone. M. Attali serait intervenu dans le contentieux qui opposait au fisc la société slovaque ZTS-Osos, qui avait vendu 633 millions de dollars d'armes au gouvernement angolais en 1993 et 1994. Considérant que ces ventes avaient été réalisées par l'intermédiaire de Brenco, une société française dirigée par M. Falcone – ce que ce dernier conteste –, le fisc lui réclamait environ 3 milliards de francs.

Dans un rapport d'octobre 2001, la brigade financière estimait que le ministère des affaires étrangères avait « pris en compte » les arguments soulevés par l'avocat de M. Falcone, M<sup>me</sup> Allain Guilloux, que M. Attali avait présenté à M. Védrine en septembre 1998. Les policiers soulignaient que le Quai d'Orsay avait demandé, le 18 mars 1999, à l'ambassadeur de France en Slovaquie « de retourner les commandements de payer concernant la société ZTS-Osos afin que l'administration fiscale reconsidère sa position dans ce dossier ».

Au cours de son audition, M. Moscovici a indiqué ne pas avoir eu connaissance du litige fiscal concernant ZTS-Osos, si ce n'est par la presse, après que l'affaire a éclaté publiquement, à la fin de l'année 2000. Le ministre, qui a déclaré ne connaître ni M. Falcone ni son associé Arcadi Gaydamak, a renvoyé le magistrat vers sa conseillère technique chargée des relations avec l'Europe centrale, Anne-Marie Descotes. M. Moscovici a par ailleurs contesté que le déplacement qu'il avait effectué en Slovaquie, les 29 et 30 mars 1999, ait pu avoir un lien avec le contentieux fiscal. Lors de son interrogatoire, M. Védrine avait déclaré, à propos de ce voyage : « Pierre Moscovici et moi nous étions réparti les pays européens pour effectuer des déplacements réguliers. Je n'ai pas abordé avec lui ce déplacement en Slovaquie. Il ne m'a parlé de la société ZTS-Osos. » M. Védrine avait également précisé que M<sup>me</sup> Descotes avait été « destinataire » de la note rédigée le 26 février 1999 par la directrice de l'Europe centrale au ministère des affaires étrangères, Christine Moro, qui concluait au « caractère fallacieux d'un éventuel remboursement des sommes exigées » [par le fisc]. C'est sur la base de cette note que le Quai d'Orsay avait décidé d'abandonner la procédure contre ZTS-Osos. « M<sup>me</sup> Moro a fait un travail d'évaluation diplomatique et politique sur cette procédure de recouvrement », a expliqué M. Védrine au juge, concédant toutefois qu'il « ne rent[rait] pas dans [les] attributions [de M<sup>me</sup> Moro] de s'interroger sur le bien-fondé du recouvrement ». Concernant le télégramme du 18 mars 1999, ordonnant le retour des commandements de payer, le ministre a assuré : « Je maintiens qu'il n'y a pas eu d'instruction du cabinet et encore moins de moi. »



publications judiciaires

47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

A la demande de Monsieur Serge BLANCO : Par jugement du 28 février 2001, le Tribunal de Grande Instance de Saint Etienne a jugé que la société DISTRIBUTION CASINO France, partiellement garantie par la société UNION TEXTILE LYONNAISE a, en commercialisant des polos dont elle a fait un produit d'appel, commis des actes de contrefaçon de marque et dessins déposés ainsi que des actes de concurrence déloyale et parasitaire au préjudice de Monsieur Serge BLANCO, et l'a condamnée à réparation.

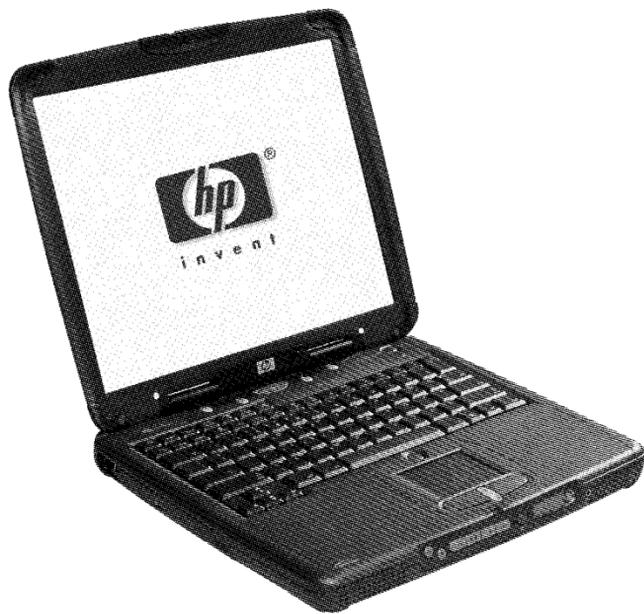
**OSP publications judiciaires**  
47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

### UFC QUE CHOISIR C/S.FR

Par arrêt du 19 octobre 2001, statuant sur appel à l'encontre du jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de NANTERRE le 17 mars 1999, après assignation à l'initiative de l'Union Fédérale des Consommateurs, QUE CHOISIR, (siège PARIS), compte tenu des clauses abusives contenues au contrat de téléphonie portable proposé aux consommateurs par la société SFR, la Cour d'Appel de VERSAILLES a :

- Confirmé le jugement imposant la suppression des clauses abusives et concernant :
  - La faculté discrétionnaire réservée à l'opérateur de modifier sans préavis le numéro d'appel,
  - La faculté d'émettre des factures intermédiaires ou de faire varier la périodicité de leur émission, normalement mensuelle,
  - Les renseignements relatifs à la taxation S.F.R., servant de mode de preuve en cas de litige avec l'abonné,
  - Le versement d'un dépôt de garantie, pouvant varier en fonction de nouvelles techniques de gestion,
  - L'exonération de responsabilité pour tout dysfonctionnement ayant pour origine ses agissements ou ceux des tiers,
  - Les cas de résiliation sans indemnisation en faveur de l'abonné.
- Condamné la Société Française de Téléphone à lui verser 100.000 F de dommages et intérêts en réparation du « préjudice causé à l'intérêt collectif des consommateurs... » outre les dépens.
- Condamné encore le professionnel à supporter le coût de la présente publication.

Cela se voit,  
il a tout pour lui, même le processeur  
Intel® Pentium® III-M et  
Microsoft® Windows® XP Professionnel.



**hp omnibook xe3** (F3969JT)

La commodité du tout-en-un intégré.

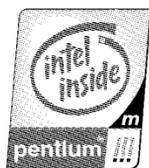
- Equipé du processeur Intel® Pentium® III-M 933 MHz
- Mémoire 128 Mo, disque dur 20 Go
- Lecteur DVD intégré
- Modem 56k
- LAN
- Ecran 14.1" TFT XGA
- Microsoft® Windows® XP Professionnel (avec CD de réinstallation Microsoft® Windows® 2000 Professionnel)

**1 599 €ht\***



**0826 800 400** (0,15 €ttc / la min) en précisant le code "avril"

**www.hp.com/fr**



Les PC HP utilisent une version originale de Microsoft® Windows®.  
[www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)

©Hewlett-Packard 2002. Tous droits réservés. HP Invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Intel®, le logo Intel® Inside et Celeron™ sont des marques déposées de Intel® Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis ou dans les autres pays. Microsoft® et Windows® sont des marques de Microsoft® Corporation 2000. Toutes les autres marques sont fournies à titre de simple information et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre valable du 01/04/02 au 30/04/02 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération. \*Prix conseillés. Les prix varient fréquemment et sont sujets à réajustement sans préavis. Photo non contractuelle.

Offre exclusivement réservée aux professionnels.

## Patrick Dils assure que ses aveux de 1987 lui ont été suggérés par la police

« Si je suis ici, c'est à cause d'un mensonge », a déclaré l'accusé, qui avait reconnu le double meurtre de Montigny-lès-Metz avant de se rétracter



**COUR D'ASSISES DES MINEURS DU RHÔNE**  
3<sup>e</sup> audience d'appel du procès en révision

LYON

de notre envoyé spécial

Patrick Dils n'a pas été condamné deux fois, en 1989 et 2001, par le fruit du hasard. Les phrases que lisent successivement, mercredi 10 avril, la présidente de la cour d'assises d'appel des mineurs du Rhône, Yvette Vilvert, puis l'avocat général, François-Louis Coste, semblent l'accabler et heurtent ses protestations d'innocence. Placé en garde à vue sept mois après le double meurtre de Montigny-lès-Metz, fin avril 1987, l'apprenti cuisinier de 16 ans a livré de tels détails – apparemment circonstanciés – sur la façon dont les petits Alexandre et Cyril ont eu le crâne défoncé, qu'ils font lâcher à la présidente nombre d'exclamations d'incrédulité. Au point qu'on pourrait presque croire la religion de celle-ci faite, si, après avoir écouté l'accusé se défendre, elle ne précisait : « Si ce que vous dites est vrai, c'est terrifiant. »

Mais que dit Patrick Dils à ses juges ? D'abord, qu'il est innocent. « C'est dans mes tripes, dans mon cœur. Vous avez peut-être un homme en face de vous, mais c'est une enveloppe. J'ai gardé le cœur d'un enfant, les yeux d'un enfant, les paroles d'un enfant. » Puis qu'il faut tenter de se mettre à la place qui était la sienne, justement celle d'un

enfant obéissant : « Les policiers me disaient qu'il y avait un trou de dix minutes dans mon emploi du temps. Alors ils disaient : "Imagine, garçon, ce ne sont vraiment que des suppositions." Souvent, les réponses étaient dans les questions (...). Pour moi, c'était un scénario. J'aurais pu dire : oui, c'est pas moi. Mais j'avais 16 ans. J'étais complètement paniqué, terrorisé. J'avais peur, je ne peux pas parler de pression. J'avais l'impression que je ne pouvais pas ressortir sans leur vérité. J'ai simplement raconté ce qui m'a été suggéré. »

### « SCÉNARIO TERRIBLE »

Pour la précision de certains détails, il affirme qu'un plan était accroché au mur, supportant des indications. Il évoque aussi la lecture des journaux. Cependant, la présidente remarque qu'il a attribué à chacune des quatre pierres ensanglantées récupérées non loin des corps un usage que l'expertise des prélèvements sanguins n'a confirmé que plus tard. Patrick Dils : « Malheureusement pour moi, je ne me suis pas trompé. »

La présidente rappelle encore que deux autres suspects, avant lui, ont avoué les mêmes faits, avant d'être relâchés. Elle s'étonne, cependant, de ce qu'il n'a jamais protesté ni à la fin de sa garde à vue (bien que mineur, il est entendu sans adulte), ni lorsqu'il a avoué à sa mère (en présence des policiers), ni lors de sa première comparution devant le juge d'instruction (sans avocat mais en présence des poli-

ciers), ni au moment de la reconstruction, ni jusqu'au 30 mai, date à laquelle il a écrit à son avocat. Ni même dans les soixante-dix lettres successives qu'il a envoyées à sa famille.

« Vous n'êtes pas crédible, Dils ! lance M<sup>e</sup> Jacques Parisot, pour la partie civile. On n'agit pas comme ça ! » Patrick Dils : « Ça, c'est votre caractère ! Demandez à mes parents qui j'étais. » « Au fond, vous nous expliquez que vous avez joué un rôle, observe l'avocat général. J'ai le sentiment d'être en face de celui qui joue l'innocent qui joue le rôle d'un coupable, comme un personnage en quête d'une vérité insaisissable. » L'accusateur public replonge dans les aveux. « Avec un scénario aussi terrible, comprenez-vous que vous ayez été condamné par deux cours d'assises ? » « Aujourd'hui, oui. Mais sur le moment, non. »

Alors, à ses avocats, qui relèvent des manques ou distorsions dans ses déclarations de 1987 avec les constatations, Patrick Dils, qui n'a jamais été suivi psychologiquement en détention, déclare : « Personne ne peut imaginer ce que je vis aujourd'hui. Il y a des choses que je n'arrive pas à comprendre moi-même. Si je suis ici, c'est à cause d'un mensonge. A Reims [pour le premier procès en révision], c'est vrai, je n'ai pas réussi à parler. Tout est là [il montre sa poitrine]. Et entre ressentir et dire, il y a un pas. C'est pas de la mauvaise volonté. »

Jean-Michel Dumay

## La compagne de Didier Schuller rentre à son tour en France

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Un peu plus de deux mois après Didier Schuller, sa compagne, Christel Delaval, a décidé à son tour de rentrer en France. Elle a pris, mercredi soir 10 avril, le vol d'Air France qui a quitté Saint-Domingue pour Paris, où devait lui être notifié, dès son arrivée, jeudi matin, le mandat d'arrêt international qui la vise depuis 1995. Elle devait ensuite être conduite au tribunal de Créteil (Val-de-Marne), afin d'être mise en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence » par le juge Philippe Vandingenen, chargé de l'enquête sur les HLM des Hauts-de-Seine.

« Christel Delaval veut se mettre à la disposition de la justice et nous souhaitons que ce retour se fasse conformément à l'esprit de dédramatisation assumé par la défense », a déclaré au Monde l'avocat de M. Schuller et de sa compagne, Jean-Marc Férida, peu avant l'embarquement, ajoutant que le couple souhaitait « revenir le plus tôt possible en République dominicaine », où il s'était réfugié à la fin de 1997, après un premier exil aux Bahamas.

Recherchée depuis le 23 juin 1995, Christel Delaval est soupçonnée d'avoir été rémunérée pour des études, en partie fictives, facturées à des entreprises travaillant pour l'office HLM des Hauts-de-Seine, dont l'ex-conseiller général (RPR) avait été le directeur général. Elle devrait aussi être interrogée sur les contreparties éventuelles aux publicités vendues par Le Clichois, le journal électoral de M. Schuller, dont elle était la cheville ouvrière, ainsi que sur un prêt de 1 million de francs consenti par une société suisse pour l'achat d'un appartement à Clichy.

Depuis le départ de M. Schuller, Christel Delaval était revenue dans la villa que le couple louait au « Sea-Horse Ranch », un luxueux lotissement situé sur la côte nord de la République dominicaine. Elle n'avait pas repris son activité professionnelle, vouée à la promotion immobilière. Confiées à leur grand-père maternel, les deux filles du couple, âgées de 8 et 11 ans, sont restées sur place pour poursuivre leur scolarité.

Jean-Michel Caroit

## Le meurtrier d'un policier à Vannes mis en examen

JEAN-CHARLES DENIS, l'éleveur qui a tué un policier au commissariat de Vannes (Morbihan), dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 avril, a été mis en examen mercredi pour « homicide volontaire aggravé sur officier de police », « tentatives d'homicides aggravés sur des fonctionnaires de police », « tentatives d'homicides volontaires », « conduite en état d'ivresse » et « détention illégale d'armes ». Blessé à l'épaule par un policier, l'éleveur était toujours hospitalisé jeudi 11 avril au matin. Dès que son état de santé le permettra, il devrait être placé en détention provisoire.

« Jean-Charles Denis a reconnu les faits, mais n'a pas marqué de signes de regret », a indiqué le procureur de la République de Vannes, Guy Chassot. L'avocat de Jean-Charles Denis a au contraire indiqué que son client avait exprimé « de la compassion à l'égard de la famille de la victime ».

## Sept établissements scolaires expérimentaux vont être créés

LE CONSEIL NATIONAL de l'innovation pour la réussite scolaire (CNIRS) a émis, pour la rentrée 2002, un avis favorable pour seize « structures expérimentales » existantes ou à venir, de l'école au lycée, selon le rapport d'activité communiqué mercredi 10 avril par le ministère de l'éducation nationale.

Au titre des créations, quatre collèges et lycées accueillant des élèves qui ont décroché de l'enseignement scolaire ont été ouverts à la rentrée 2000, et trois collèges expérimentaux en 2001. En 2002, quatre collèges (à Bordeaux, Nantes, Oullins, Vannes), deux lycées (Lycée de la solidarité internationale à Paris, Lycée virtuel à Ajaccio) et un collège-lycée (en région parisienne) pourraient être financés par le ministère de l'éducation nationale.

## La commission de la première année des études de santé mise en place

JACK LANG, ministre de l'éducation nationale, et Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, devaient installer, jeudi 11 avril, la « commission nationale pédagogique de la première année des études de santé ». Présidée par Bernard Belloc, responsable de la Conférence des présidents d'université (CPU), cette commission sera chargée de créer une première année universitaire commune aux professions médicales et paramédicales.

Cette réforme, évoquée depuis longtemps, prévoit d'apporter une « culture commune » aux futurs professionnels de la santé (Le Monde du 6 novembre 2001). Cette commission, composée de doyens de faculté, de professionnels de santé et d'étudiants, devra notamment « définir les programmes et objectifs pédagogiques communs », « les enseignements optionnels pour chaque filière » et « les modalités de sélection ».

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : une contre-expertise confirme la similitude de l'ADN de l'auteur du meurtre et du viol de la jeune Britannique Caroline Dickinson**, en juillet 1996, dans une auberge de jeunesse de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine), avec celle du principal suspect, Francisco Arce Montes. Demandée par le suspect lui-même, cette expertise est conforme aux premières analyses effectuées en 2001 par la police scientifique à Paris.

■ **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : le décret portant création du nouveau diplôme de master a été publié au Journal officiel du mercredi 10 avril**. Sont également parus les textes qui appliquent au système français l'organisation de l'espace européen d'enseignement supérieur. Les cursus sont découpés en unités d'enseignement composées de crédits capitalisables et transférables.

# Castres et Mazamet relancent leur expérience pilote sur le haut débit

Le contrat signé, le 5 avril, avec Cegetel pour alimenter en services de télécommunications le réseau de ces deux villes devrait leur permettre d'attirer les activités et les entreprises, qui, depuis dix ans, ont un peu boudé ce projet

LA MAYONNAISE du réseau à haut débit commence-t-elle enfin à prendre à Castres et à Mazamet ? Les signes positifs s'accumulent, presque dix ans après les débuts d'un projet d'infrastructures de télécommunications censé être la clé du renouveau industriel de cet ancien grand pôle lainier et textile du Tarn.

Vendredi 5 avril, Philippe Germond, PDG de l'opérateur Cegetel, est venu y signer un contrat engageant son entreprise à fournir pendant dix ans des services de télécommunications s'appuyant sur le réseau mis en place. Ce dernier représente une infrastructure haut de gamme, 30 kilomètres de fibres optiques enterrées, 155 Mbits/s de débit ; « comme à la Défense », a-t-on coutume de dire sur place.

Par ailleurs, dès septembre prochain, une partie du cursus ingénieur de l'Institut national des télécommunications pourrait quitter Evry (Essonne) pour s'installer au château du Causse, près du cœur technique du réseau, entre Castres et Mazamet. Autant de points qui permettent à ces villes de prendre aujourd'hui la tête des « beaux exemples » des réseaux métropoli-



tains français, devant Besançon ou Nancy. Si les ingrédients d'un embryon de technopole sont là, Thierry Bardy, mandataire d'Intermédiastud, la société anonyme d'économie mixte qui administre le réseau, ne se berce pas d'illusions. Les fantasmes, c'était bon pour la fin des années 1990, quand la boucle en fibre optique en était encore à sa phase expérimentale. A l'époque, les réseaux métropolitains étaient à la mode. On saluait l'audace de ces communes qui construisaient leurs autoroutes de l'information pour pallier le peu d'empiètement commercial de France Télécom.

La réalité s'est révélée beaucoup plus complexe. La seule vertu d'un réseau ne suffit pas pour développer rapidement un territoire. La preuve : les pépinières d'entreprises de l'agglomération, créées pour les plus anciennes il y a douze ans, ne sont encore remplies qu'aux deux tiers. Les PME – de l'éditeur de logiciels de cartographie au commerçant en gros de poissons exotiques – sont autant là pour les hauts débits que pour les loyers subventionnés, à l'exception peut-être de Benne SA, un fabricant de courroies de transmission, souvent mis en avant pour avoir développé son activité grâce à l'infrastructure high-tech disponible.

## ABSENCE D'OPÉRATEURS

La principale désillusion vient de l'absence des opérateurs de télécommunications. Les responsables locaux s'attendaient à les voir se précipiter au pied de la Montagne noire, qui leur offrirait un réseau haut de gamme sur lequel ils n'avaient plus qu'à installer quelques équipements terminaux pour « arroser » un bassin de 130 000 habitants, un tissu industriel de plus de 3 000 entreprises, dont quelques poids

lourds, comme les Laboratoires bioMérieux-Pierre Fabre, Valeo ou Renault Automation.

Les prix des services de télécom, connexion à Internet, transport des communications téléphoniques, auraient alors baissé par le seul jeu de la concurrence acharnée qu'ils se seraient livrée. Et les PME innovantes auraient afflué à leur tour. Mieux : d'autres services seraient apparus dans la foulée, comme des offres de télé-médecine, de télévision numérique, qui auraient suscité de nouveaux besoins. Mais l'année 2001 fut très difficile pour les opérateurs, aucun n'ayant d'argent à investir à Castres, « qui ne leur offre pas, il est vrai, des perspectives de gains mirifiques », note, réaliste, Thierry Bardy. Cegetel, seul présent aujourd'hui, n'a pas été très offensif commercialement et ne compte aujourd'hui qu'une dizaine de PME clientes.

Le patron d'Intermédiastud assure qu'il peut patienter, les Laboratoires bioMérieux-Pierre Fabre et la municipalité leur assurant la moitié de leurs revenus. De plus, ses actionnaires – principalement les Laboratoires Fabre, les communes de Castres, de Mazamet et la chambre

de commerce et d'industrie – restent en terrain d'entente. La multinationale, premier employeur privé du bassin, ne pourrait plus se passer de ce réseau qu'elle utilise pour faire communiquer entre elles ses 17 implantations locales. Les autres considèrent toujours le haut débit comme un projet mobilisateur qui donnera consistance à la communauté d'agglomération. Les vagues menaces de délocalisation des Laboratoires Fabre finissent d'assurer la cohésion des partenaires. De plus, l'alternance municipale de l'année dernière n'a pas bouleversé la donne, Pascal Bugis, nouveau maire (divers droite), reprenant à son compte le travail du socialiste Arnaud Mandement. Au contraire de Parthenay, où les ambitions multimédias de la commune reposaient entièrement sur les épaules du maire, Michel Hervé, et se sont délitées depuis son départ, l'année dernière.

L'agglomération va encore devoir connecter sa plate-forme avec les réseaux, en chantier ou déjà opérationnels, du département du Tarn, de la région Midi-Pyrénées, des villes de Pau (que le sénateur PS André Labarrère a lancé en fanfare fin mars) et de Toulouse, afin que

Castres ne soit pas un jour prochain perdue dans un des trous du maillage à haut débit du territoire.

Mais pour le nouveau maire, tous les hauts débits du monde ne valent pas une bonne route à quatre voies, bien traditionnelle, qui manque encore aux Castrais, alors qu'Albi, équidistante de Toulouse, est déjà équipée et tellement moins enclavée. Ce ne sont pas les petits avions de ligne qui assurent un Paris-Castres quotidien à 470 euros qui vont résoudre le problème. Alain Fournier, directeur des pépinières de l'agglomération, pense aussi que le haut débit ne suffira pas : « Nous redoutons les PME chasseuses de subventions qui grandissent ici en profitant de nos infrastructures et qui, une fois grandes, filent à Toulouse. En effet, notre valeur ajoutée, le haut débit, est encore trop peu déterminante par rapport à Toulouse : entre les hauteurs de Toulouse et ici, la qualité de vie est la même. C'est pour cela que j'essaie d'aller recruter des PME parisiennes, qui apprécieront davantage la différence entre la banlieue et Castres. »

Cécile Ducourtioux  
(Le Monde interactif)

## Une large utilisation

● **Performances.** Les hauts débits de circulation de l'information dépassent les 512 Kbits/s. Avec de telles performances, les particuliers, qui se contentent encore pour beaucoup des 56 Kbits/s imposés par le modem de leur micro-ordinateur, peuvent désormais naviguer avec fluidité sur internet, et consulter des images ou des vidéos. Les entreprises et les administrations peuvent échanger de « gros paquets » d'informations, notamment de l'imagerie médicale ou de la cartographie.

● **Entreprises et administrations.** En se connectant directement au réseau, celles-ci peuvent créer des « réseaux privés virtuels », c'est-à-dire propres

à leur organisation, sans transiter par de gros nœuds de réseaux, à Paris ou à l'étranger.

Une mairie peut ainsi interconnecter ses bâtiments municipaux. A Castres, 500 des 900 employés de mairie sont équipés d'un PC connecté au réseau, et l'administré peut obtenir des renseignements en envoyant un simple courriel sur le site Web municipal.

● **Grand public.** Les « hauts débits métropolitains » sont encore au stade expérimental et requièrent des moyens considérables. La mise en réseau des 33 écoles maternelles et primaires de Castres-Mazamet pourra peut-être permettre de tester la formation à distance pour les enfants, mais aussi, pourquoi pas, pour les adultes.

## TROIS QUESTIONS À... STÉPHANE VINCENT

**1 En tant que consultant chez Pro-Position, cabinet spécialisé dans les nouvelles technologies et l'aménagement du territoire, comment expliquez-vous que les collectivités locales se dotent de leurs propres infrastructures ?**

Près de la moitié des départements et des régions ont un réseau de télécommunications interurbain en projet. C'est pour ne pas être exclus par la « fracture numérique », qui sépare aujourd'hui les grandes villes, où la connexion à l'Internet à haut débit est possible, et les 20 % du territoire (les zones rurales jugées pas assez rentables) non couverts par France Télécom. Or, sans hauts débits au niveau local, il n'existe aucune chance pour que des sociétés de haute technologie viennent s'installer.

**2 Pourquoi les premières expériences démarrent-elles si difficilement ?**

Les collectivités ne sont pas autorisées à devenir opérateur de télécommunications. Le gouvernement, par une circulaire aux préfets de région et de département envoyée fin mars, les maintient dans le rôle d'installateur de la

« fibre noire », c'est-à-dire de la fibre optique nue. Elles n'ont pas le droit d'investir dans les routeurs, les autocommutateurs, les salles blanches dans lesquelles les opérateurs viennent interconnecter leur réseau au leur. Or il est de plus en plus avéré que les opérateurs de télécommunications ne se déplaceront que si les collectivités prennent davantage d'équipements à leur charge. Les mauvaises langues évoquent le lobby de France Télécom, pour qui toutes les initiatives locales sont des concurrents potentiels.

**3 Le fait que le rôle des différents échelons administratifs ne soit pas clairement défini ne constitue-t-il pas un frein à ce développement ?**

Aujourd'hui, rien ne dit que c'est à la région de construire telle partie du réseau, au département ou aux communes telle autre. Si toutes les collectivités bâtissent leur réseau chacune dans son coin, cela ne marchera évidemment pas : le territoire sera plein de « trous » non desservis. Elles doivent donc s'entendre.

Propos recueillis par C. Du.

## DÉPÊCHES

■ **RÉGIONS : onze présidents de région de droite critiquent**, dans un texte rendu public, mercredi 10 avril (*Le Monde* du 11 avril), la réforme du mode de scrutin des conseillers régionaux qui s'appliquera pour la première fois en 2004. Selon eux, l'élection à la proportionnelle dans le cadre de la circonscription régionale « favorise le seul choix des appareils parisiens pour la composition des listes au détriment des candidats de terrain ».

■ **PARIS : la Maison du plan local d'urbanisme (PLU) a été inaugurée**, mercredi, dans le Pavillon de l'Arsenal. C'est un lieu permanent d'information sur la préparation de ce document, qui doit être élaboré d'ici à 2005 (*Le Monde* du 7 février).

■ **BRETAGNE : la préfecture du Finistère a annoncé**, mercredi, la levée de l'interdiction de pêche de coquillages dans l'anse de Camaret, décrétée le 29 mars en raison de la présence d'algues toxiques dinophysis. L'algue dinophysis apparaît régulièrement depuis quelques années dès le début du printemps le long des côtes bretonnes.

# Offre spéciale

## Iberia

vous offre

# l'Amérique

à partir de

# 473 € ttc <sup>(1)</sup>

Caracas

Buenos Aires

Mexico

Santiago du Chili

Rio de Janeiro

Sao Paulo

New York

<sup>(1)</sup>Prix TTC aller retour Paris / New-York  
Valable jusqu'au 10 juin 2002  
Conditions spéciales d'application  
Taxes variables sujettes à modifications.

Contactez votre agence de voyage  
ou Iberia au 0 820 075 075 (0,118 € / mn)  
ou [www.iberia.fr](http://www.iberia.fr)




## XANANA GUSMAO

Figure de la résistance à l'occupant indonésien, l'ancien maquisard s'apprête à devenir chef de l'Etat de l'ancien territoire portugais

**P**ENDANT la seconde guerre mondiale, les atrocités japonaises ont fait plus de quarante mille victimes au Timor-Oriental. Mais, chez moi, on m'a appris à détester non les Japonais, mais la guerre. » Calé dans un fauteuil, tirant de temps à autre une bouffée de cigarette, Xanana Gusmao s'explique sur son appétit de réconciliation, de paix civile. Héros de la résistance anti-indonésienne, adulé par des foules qu'il serre dans ses bras, jouant le paradoxe peut-être malgré lui – « à la fois intuitif et impulsif », juge quelqu'un qui le connaît bien –, Xanana se veut un homme de messages. « Je passerai mon temps non à réunir un consensus, mais à éveiller les esprits, les consciences. La route est longue mais les gens, peu à peu, comprennent », dit-il.

En novembre 2001, il s'est installé dans une petite propriété neuve sur une colline qui domine Dili, capitale de l'ancien territoire portugais, qui sera proclamé indépendant le 20 mai, à l'issue de deux années et demie de gestion onusienne. Trois modestes constructions aux toits de tôle ondulée, dont un studio aux murs nus mais à la vue superbe sur la mer et l'île de Kaming, qui, au large de Dili, fait l'effet d'une montagne au milieu des eaux. « Oui, c'est notre oasis de paix », reconnaît Kirsty Sword, son épouse, jeune Australienne qui est également son assistante, tout en s'occupant d'œuvres sociales. Petite tête blonde, Alexandro, leur enfant âgé de dix-huit mois, fait une apparition au bras d'une nourrice.

Le calme de cette habitation plutôt isolée ferait presque oublier le reste. Xanana a passé dix-sept ans à se battre contre – ou à fuir –, l'occupant indonésien, de 1975 à sa capture, en 1992. Sa condamnation à perpétuité a créé, à l'époque, un tel tollé international que Suharto, alors au faite de sa puissance, l'a ramenée à vingt ans de prison. Il a été libéré en septembre 1999, huit jours après le référendum du 30 août, au cours duquel 80 % des Timorais orientaux ont choisi l'indépendance. Dans l'intervalle, les nervis locaux de l'armée indonésienne ont mis à sac l'ancien territoire portugais, incendiant, tuant et contraignant le tiers de la population à prendre le chemin de la moitié occidentale et indonésienne de l'île.

« Je sors d'un long combat. Dans les années 1980, quand j'ai pris la direction de la résistance, c'était très difficile. Nous ne disposions pas, moralement comme politiquement, des capacités de nous battre. Quand je passais dans les villages, je demandais donc aux gens : "Que voulez-vous nous voir faire ?". Ils me répondaient : "Retournez dans la jungle et battez-vous." Je crois en la prise de conscience », dit Xanana. Vingt-quatre années d'occupation indonésienne ont fait deux cent mille victimes, soit le quart de la population.

José Ramos-Horta, l'infatigable pèlerin de la cause indépendantiste timoraise, confirme cette inébranlable confiance. « A la veille du référendum du 30 août, nous étions inquiets. L'armée indonésienne et les milices tenaient le pays. Les gens avaient peur. Mais Xanana était catégorique. "Demain, répondait-il, Dieu va prendre par la main chaque Timorais et le conduire à l'urne." Et Xanana ne s'est pas trompé », raconte le Prix Nobel de la paix 1996, honneur qu'il a partagé avec Mgr Carlos Belo, évêque de Dili.

Excellent orateur, aux rapports très émotionnels avec ses auditoires timorais, poète à ses heures, Xanana s'est découvert, voilà plus d'un an, une passion – passagère ? –, pour la photo. « Lors d'une manifestation, j'étais assis à la tribune, ma caméra sur les genoux. Il me l'a empruntée et ne me l'a rendue que voilà trois mois », rapporte José Ramos-Horta. Depuis, même lors de défilés officiels, Xanana circule entre la tribune et les rangs des photographes, ignorant le protocole. Il parle également d'élever du bétail et ou de cultiver des potirons. Son attitude suscite parfois l'étonnement de ses partisans et l'irritation croissante de ses adversaires. Certains disent qu'il joue sur les deux tableaux, car son immense popularité lui permettrait ce qu'ils jugent comme des écarts. « Dans une société qui a le sens de la hiérarchie, il n'a pas le comportement de sa fonction et les gens se plaignent », dit même l'un d'entre eux, qui le soutient pourtant depuis toujours. Il y a, toutefois, une autre explication.

En septembre 1999, au lendemain de sa libération, Xanana se rend à New York et à Washington avant de regagner Dili. Il y est reçu avec les honneurs réservés à un chef d'Etat. « J'ai peur de m'y habituer », confie-t-il à l'une des personnes qui l'a accompagné pendant cette tournée. « Mais il a également compris, ajoute-t-elle, qu'il ne peut pas fuir le bateau alors qu'il préférerait demeurer sur la touche. » Xanana répète, à

qui veut l'entendre, qu'un ancien résistant ne fait pas forcément un bon président. N'est-il donc, comme le répètent volontiers certains de ses amis, que le puissant « symbole » du Timor-Oriental ? Ou plutôt, comme disent d'autres, agacés par ses menaces de démission qui leur donnent des sueurs

fois que nous aurons gagné, notre tâche sera terminée. » Aujourd'hui, je préside une association de vétérans de dix-huit mille membres. Ils se plaignent. La plupart n'ont pas d'emploi. A leurs "mais", je répète toutefois "non". » « Si j'avais su, au lieu de faire la guerre, j'aurais appris l'informatique », ajou-

« En décembre 1986, j'ai transformé le Falintil en une force non partisane », a-t-il rappelé le 15 mars, dans sa plate-forme pour l'élection présidentielle du 14 avril, en ajoutant que son objectif avait toujours été de faire « fleurir le pluralisme des idées au Timor-Oriental ».

« Il a peur du monolithisme politique. Il ne fait pas la guerre au Fretilin, mais veut éviter la formation d'un parti dominant », dit une personne qui a travaillé pendant trois ans à ses côtés. « Il craint l'hégémonie du Fretilin », renchérit un Timorais dont les fonctions en font un vieil acteur de la vie politique. Xanana lui-même réitère, sans être sollicité, qu'il « n'a rien contre le Fretilin ». « Je le respecte mais je veux empêcher l'émergence d'un système de parti dominant », explique-t-il. Comme, aux yeux de la population, Fretilin, Falintil et Xanana tenaient des blancs bonnets et bonnets blancs, sa ligne de conduite a, au moins pour un temps, jeté le trouble dans les esprits.

Lors de l'élection, le 30 août dernier, d'une Assemblée constituante et législative dont le mandat est de cinq ans, Xanana Gusmao, logique avec lui-même, n'a pas été candidat et a soutenu deux nouvelles peti-

tes formations politiques, le Parti social démocrate (PSD) et le Parti démocrate (PD). Sur quatre-vingt-huit sièges, le Fretilin en a obtenu cinquante-cinq, le PD sept et le PSD six. « Je suis satisfait de ce résultat : le Fretilin est fort mais de nouveaux partis politiques sont apparus et les vieilles formations ont été battues. Un nouveau paysage politique se dessine dans le pluralisme », affirme Xanana, en précisant toutefois qu'une Constitution « n'est pas une pierre », qu'elle doit s'adapter avant de rejoindre son destin qui est d'« appartenir à l'histoire ».

La Constitution adoptée le 22 mars, d'inspiration portugaise, instaure un système parlementaire tout en reconnaissant une prééminence du chef de l'Etat dans deux domaines, la diplomatie et la défense du territoire. « Un système présidentiel fort est dangereux et je pense qu'un régime parlementaire est la meilleure solution », dit Xanana, tout en ajoutant qu'il fera, une fois élu chef de l'Etat, « de son mieux » dans le cadre d'un « effort collectif ». Le pédagogue – « il a la tête dure », reconnaît une ancienne assistante –, est donc logique jusqu'au bout.

Mais les obstacles ne manquent pas. Premier ministre sous l'ONU et personnalité la mieux placée pour diriger le premier gouvernement de l'indépendance, Mari Altkiri, secrétaire général du Fretilin, a estimé que Xanana avait fait « le mauvais choix » en ne se présentant pas à la présidence sous la bannière du Fretilin, mais sur proposition de neuf autres formations politiques. Les deux hommes ne s'entendent pas et se parlent peu. Altkiri doit encore ménager Xanana mais, nous a-t-il dit, « nous avons besoin d'un gouvernement fort, dans sa légitimité et ses capacités, pendant la phase de transition ». Cette crise, qui a transpiré pendant la campagne pour la présidence, risque de déboucher sur des élections générales anticipées.

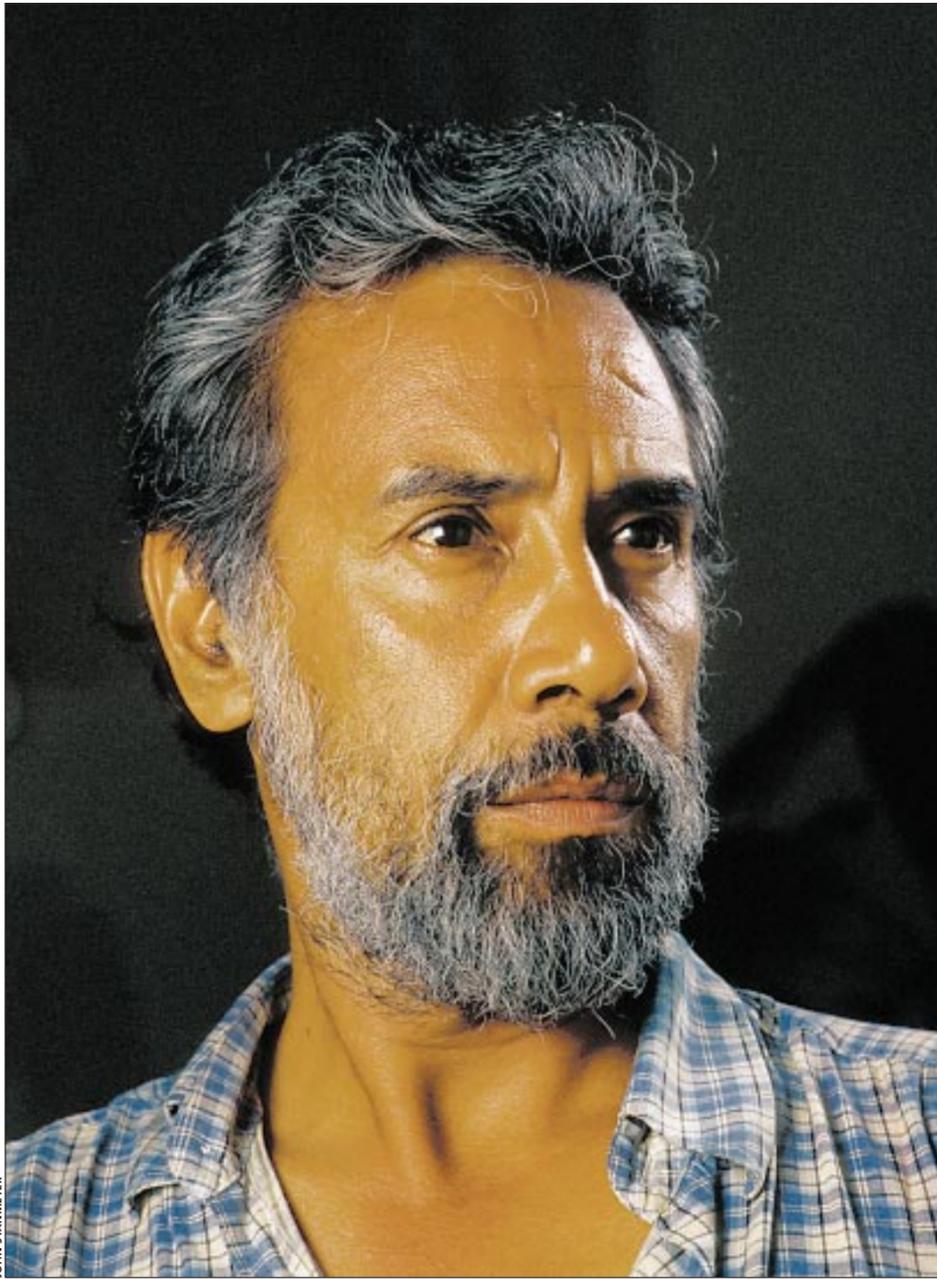
Relevé des cendres de 1999 par l'ONU, l'ancien territoire portugais n'en appartient pas moins au quart-monde, avec une économie agricole de subsistance, un revenu quotidien par tête de 1 euro et une moitié d'analphabètes parmi ses quelque huit cent mille habitants. Une jeunesse désœuvrée y parle l'indonésien, appris à l'école de l'occupant, le tetun, *lingua franca* du futur Etat, et un dialecte local. Le dollar, monnaie officielle, tente de remplacer, dans la pratique, la roupiah indonésienne. En attendant la rente d'une production de gaz off-shore, qui se réalisera au mieux dans trois ou quatre ans, le Timor-Oriental est condamné à vivre d'une assistance internationale tout en créant sa propre identité.

Xanana y a longuement réfléchi. « Nos ethnies, en dépit d'une hétérogénéité culturelle, disposent d'un fonds commun. Le système éducatif indonésien a été un désastre. Il va nous falloir de cinq à dix ans pour que notre propre système réponde à nos propres besoins. Mais le jour où l'on commencera à créer des emplois dans le cadre de la construction, nos gens seront davantage prêts à trouver ce qui les définit et les unit », dit-il.

Le fardeau d'un passé récent si tragique ? Xanana Gusmao réfute, sur ce plan-là, toute comparaison avec le Cambodge : « Le traumatisme n'est pas général. Nos souffrances se sont faites au nom d'une cause. Certes, il y a de la colère, de l'amertume. Mais, en fin de compte, les gens peuvent dire : "Nous avons gagné." » Après un temps de réflexion, il ajoute : « Aujourd'hui, la principale aspiration est de vivre en paix. Les gens sont prêts à oublier le passé. Fin 1999, à mon retour, j'ai sillonné le pays. Je ne voyais que de la peine et mon devoir était un message d'espoir. Une fois, lors d'un meeting, un homme qui avait les deux bras brisés m'a demandé la permission de prendre le micro. J'étais inquiet, j'avais peur qu'il jette de l'huile sur le feu. Mais, à sa cinquième tentative, j'ai cédé. Il a dit aux gens : "Regardez-moi ! Regardez mes blessures ! Mais si je réclame revanche, cela va-t-il changer la forme de mes bras ? Depuis vingt ans, j'endure la souffrance, et je ne peux plus vivre dans la souffrance." »

« De mon côté, poursuit-il, je dis aux gens : "Si la revanche vous anime, allez-y ! Mais les enfants aux parents emprisonnés seront montrés du doigt. Comment pourront-ils grandir ?". C'est pourquoi je prône le dialogue, la réconciliation et, une fois justice rendue, le pardon. Dans une dizaine d'années, nous serons capables de dire : c'est le passé. »

Jean-Claude Pomonti



JOHN STANMEYER

## LA CONSCIENCE DE TIMOR

« Je prône le dialogue, la réconciliation et, une fois justice rendue, le pardon. Dans une dizaine d'années, nous serons capables de dire : c'est le passé »

froides, un personnage un peu velléitaire et gâté par son extraordinaire charisme ?

Xanana ne semble pas s'y arrêter. « Mugabe », rétorque-t-il en citant l'exemple de celui qui fut le plus brillant et le plus séduisant des leaders indépendantistes africains avant de se transformer, une fois au pouvoir, en redoutable autocrate. « Pendant la résistance, dit Xanana, nous écoutions les nouvelles sur nos transistors. En pensant à Mugabe, j'ai dit à mes hommes : "Une

te-t-il en plaisantant. Trop de guerres de libération du tiers-monde ont produit des régimes monolithiques d'anciens combattants, et le mot-clé du discours politique de l'ancien maquisard timorais est le pluralisme.

Dans les années 1980, il a imposé une coupure entre l'armée de libération qu'il commandait – les Falintil –, et le Fretilin, ou Frente revolucionaria do Timor Leste independente, organe politique de la résistance.

# Des lendemains difficiles pour Israël

Les images montrant la dimension des destructions et le nombre des victimes civiles palestiniennes feront bientôt le tour du monde. Alors, craint « Yediot Aharonot », l'Etat hébreu risque de se retrouver au banc des accusés

DEPUIS LE DÉBUT de l'opération « Mur de protection », l'opinion publique israélienne, exaspérée par la multiplication des attentats-suicides palestiniens, a, dans son immense majorité, soutenu la décision du premier ministre Ariel Sharon d'investir les territoires occupés dans le but de « se débarrasser des infrastructures du terrorisme ».

Dans un vaste élan de patriotisme, de très nombreux citoyens se sont portés volontaires, qui pour rejoindre une unité de réserve combattante, qui pour « aider », d'une manière ou d'une autre, au succès de la campagne militaire. Reflets de cette opinion, quand ils ne la précédaient pas, les médias radiotélévisés israéliens publics et les quotidiens populaires ont rivalisé de patriotisme, acceptant sans rémorer la décision de Tsahal d'éloigner journalistes et cameramen des villes investies, décré-



tées « zones militaires fermées ». Mardi 9 avril, trois faits ont concouru à faire tourner le vent. D'abord, l'intensité exceptionnelle des frappes sur le camp de réfugiés de Jénine. Ensuite, la mort de treize réservistes, tombés d'un coup dans une embuscade meurtrière. Enfin, le soir, pour la première fois, la télévision a montré au pays des images, terribles, des destructions dans la ville de Naplouse.

Mercredi matin, les éditorialistes du quotidien Yediot Aharonot ont, pour la première fois égale-

ment, manifesté quelques inquiétudes. Ainsi Alex Fishman, le spécialiste militaire du journal, a-t-il exprimé l'inquiétude que le secrétaire d'Etat américain « Colin Powell reparte [à l'issue de sa visite qui devait commencer jeudi en Israël] en nous laissant seuls avec les chèques en blanc que distribuera Arafat et avec le nouveau mythe du Jéninegrad. Ce mythe va nous coûter cher, dès les jours à venir, lorsque les images des destructions dans le camp de réfugiés commenceront d'être diffusées dans le monde entier ».

## ÉPISODE CAUCHEMARDEQUE

Sa consœur Sima Kadmon, qui est éditorialiste politique, se montre encore plus catégorique. « Pendant que l'on comptera nos morts, les Palestiniens montreront au monde entier les images de leurs morts à eux. Et si, jusqu'à présent, nous n'avons entendu parler

que de grands succès, à partir de maintenant nous allons aussi entendre parler de nos bavures », a-t-elle écrit. Et de poursuivre : « Le sentiment difficile quant au nombre de morts, les photos aériennes des camps de réfugiés surpeuplés [bombardés], les images et les rapports qui nous attendent nous ramèneront à une autre époque. » Laquelle ? Celle du Liban, bien sûr, en 1982, la précédente « guerre » dont le général Sharon avait été le grand ordonnateur.

Le Liban, tel est aussi le souvenir, avec l'épisode cauchemardesque du massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, commis par les milices chrétiennes alliées de l'Etat hébreu, qu'agitte Nahoum Barnéa, principal éditorialiste de Yediot.

« Lorsque l'armée sortira des villes, les Palestiniens chercheront à en faire payer le prix à Israël. Ils ont l'intention, pronostique-t-il,

de rassembler les corps de leurs morts et de les ensevelir dans des fosses communes, pour les présenter comme les victimes d'un massacre de masse, du type de Sabra et Chatila. Leurs regards sont tournés vers Jénine. Ils sont convaincus qu'ils vont y trouver, sous l'œil des caméras, des centaines de cadavres. Et Israël sera montrée dans le monde entier comme un criminel de guerre de la dimension des Serbes en Bosnie. »

M. Barnéa explique ainsi que « la hiérarchie militaire israélienne a commencé à discuter de cet inquiétant problème. Sa conclusion générale est qu'il faut absolument que ces cadavres soient raménés en territoire israélien. Si Israël ne trouve pas le moyen de les enterrer honorablement, ce sont ces cadavres qui nous enterreront ».

Sylvain Cypel

★ www.ynet.co.il

## SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse [www.lemonde.fr/surlnet](http://www.lemonde.fr/surlnet)

## Justice internationale

La Cour pénale internationale (CPI) de La Haye doit naître officiellement le 11 avril. La cérémonie sera diffusée sur Internet.

[www.un.org/law/icc/](http://www.un.org/law/icc/)

Les pays membres devaient accepter le statut de Rome créant la Cour.

[www.un.org/law/icc/statute/french/rome-f.htm](http://www.un.org/law/icc/statute/french/rome-f.htm)

Le site des Nations unies en recense les dates de signature et de ratification par les Etats, ainsi que les exigences additionnelles de chaque pays.

[http://untreaty.un.org/French/Status/Chapter\\_xvii/treaty0.asp](http://untreaty.un.org/French/Status/Chapter_xvii/treaty0.asp)

La Fédération des droits de l'homme (FIDH) a publié en septembre 2001 un rapport sur la loi française d'adaptation au statut de Rome.

[www.fidh.org/justice/rapport/2001/fr/cpi312.pdf](http://www.fidh.org/justice/rapport/2001/fr/cpi312.pdf)

La Coalition pour la Cour pénale internationale regroupe les documents officiels gouvernementaux et intergouvernementaux ayant trait à l'instauration de la CPI.

[www.igc.org/icc/français/doc\\_offi.htm](http://www.igc.org/icc/français/doc_offi.htm)

La section française de l'organisation donne accès à des fiches clarifiant le fonctionnement de la Cour.

[www.cfcpi.org/fr/mieux-comprendre.htm](http://www.cfcpi.org/fr/mieux-comprendre.htm)

Outre Israël, la Chine, la Russie ou les Etats arabes qui n'ont pas ratifié le traité, les Etats-Unis s'opposent vigoureusement à la CPI. Le Washington Times explique cette position.

[www.washington.com/world/20020301-1130696.htm](http://www.washington.com/world/20020301-1130696.htm)

La loi sur la protection des forces armées autorise le président des Etats-Unis à utiliser tous moyens pour libérer un citoyen américain qui serait détenu par l'institution.

[www.house.gov/rules/delay\\_003.pdf](http://www.house.gov/rules/delay_003.pdf)

vincent.truffay@lemonde.fr

## L'extrême droite vue par la presse néerlandaise

Le mouvement du populiste Pim Fortuyn secoue la campagne pour les législatives du 15 mai

LE 6 MARS, le nouveau parti Leefbaar Rotterdam (Rotterdam viable) du populiste Pim Fortuyn créait la surprise en remportant 17 des 45 sièges au conseil municipal du port néerlandais. Avec 26 % des voix à l'échelle du pays, l'ensemble des mouvements réunis sous le sigle « Leefbaar » devenait, du jour au lendemain, le premier courant politique aux Pays-Bas. Si le *NRC Handelsblad*, le journal intellectuel du centre gauche, parlait alors de « tremblement de terre », *De Volkskrant* (gauche) estimait que « les électeurs [s'étaient montrés] sensibles aux "solutions" simplistes avancées par Fortuyn pour résoudre le problème des listes d'attente dans la santé publique, ainsi que ceux des demandeurs d'asile et de l'éducation ».

Selon *Algemeen Dagblad*, journal populaire du centre, la percée de la nébuleuse populiste en dit plus sur « l'impuissance des partis traditionnels que sur la force politique de Fortuyn ». A Amsterdam, le quotidien *Het Parool* observe que les autres dirigeants « ont fait preuve d'arrogance, ce qui est précisément l'un des comportements auxquels les adeptes de Pim Fortuyn désirent mettre fin » au sein de la politique néerlandaise. Le quotidien chrétien *Trouw* explique quant à lui que cette même politique était traditionnellement « exempte de toute rhétorique, car celle-ci est considérée comme du verbiage ». Les hommes politiques « préfèrent le langage formel et pragmatique » et sont donc très mal préparés à « contrer le canon rhétorique » de Pim Fortuyn.

Comme ce dernier se présente également aux élections législatives du 15 mai 2002 avec son « parti Pim Fortuyn », les formations traditionnelles retiennent leur souffle. Un commentateur du *Volkskrant* souligne que la plupart des voix des électeurs qui ne votaient pas d'habitude sont revenues à Pim Fortuyn à l'occasion des municipales. « C'est un avantage pour Fortuyn en vue des législatives, car cette frange de l'électorat ne l'échangera pas contre un autre parti. » Le programme électoral du candidat populiste, qui a été publié le 14 mars sous la forme d'un livre, est devenu un best-seller. *Trouw*

estime que « l'ordre établi » devrait prendre exemple sur ce succès populaire, tout en stigmatisant « l'absence de raison et d'exactitude » dans ce qu'il qualifie de « document autobiographique ».

## LE « MODÈLE DES POLDERS » ÉCORNÉ

Les partis de gauche ont indiqué qu'il était hors de question pour eux de former un gouvernement de coalition avec Pim Fortuyn. Les chrétiens-démocrates (CDA) et les libéraux (VVD) sont les seuls à ne pas avoir exclu cette

## « AL HAYAT AL JADEEDA » (Palestine)



Soutien partiel. Dans le cercle : Ligue arabe. Les pays arabes réaffirment leur soutien à leurs frères palestiniens, mais sans prendre de mesures concrètes. Dessin d'Omaya.

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

possibilité. *Algemeen Dagblad* s'interroge sur les motifs du CDA qui, exclu du gouvernement depuis huit ans, « soupire après le rétablissement de sa position de force ». *Trouw* indique, dans un éditorial, que jusque-là « les partis traditionnels ont trop ménagé le juste milieu », attitude qui « favorise le consensus, mais qui est impropre à représenter l'électorat dans son ensemble ». Le « modèle des polders » aurait-il été poussé trop loin ? « Si notre culture politique était moins axée sur le consensus, une lutte politique plus dure aurait été menée à propos des listes d'attente dans la santé publique et de l'immigration. » Egalement dans *Trouw*, le commentateur Hans Goslinga déplore la place marginale qu'occupe le débat dans la politique néerlandaise : « La nécessité de former des coalitions et de les maintenir aplanit les différends. »

Bonne nouvelle pour les partis établis, après le tumulte du scrutin municipal, le danger que représente le mouvement personnalisé par Pim Fortuyn semble se réduire. A en croire les derniers sondages, il ne remporterait que 16 des 150 sièges de l'Assemblée nationale, contre 39 pour les sociaux-démocrates, 31 pour les chrétiens-démocrates et 27 pour les libéraux. La personnalité même de Pim Fortuyn semble perdre de son éclat. D'après une enquête publiée dans *De Volkskrant*, seuls 13 % des électeurs néerlandais lui feraient confiance en tant que premier ministre. Dans *NRC Handelsblad*, l'historien Thomas van der Dunk estime que « Pim Fortuyn est seulement un peu excentrique, extraverti et exalté : il n'est pas malin et calculateur comme [le leader de l'extrême droite flamande] De Winter ou [l'Autrichien] Haider ». Enfin, dans *Trouw*, Klaas den Tek affirme qu'une coalition éventuelle obligerait M. Fortuyn à mettre de l'eau dans son vin. Pour ce journaliste, il serait « insensé » de penser que la droite traditionnelle puisse « se laisser dominer » par un tel personnage.

Courrier international.com pour Le Monde

## AU COURRIER DES LECTEURS

### PROCHAINE COHABITATION

L'histoire enseigne que les hommes épris de liberté craignent plus l'abus du pouvoir que son inefficacité, l'exemple le plus éclatant étant celui de la vertueuse République romaine, du moins en sa période ascensionnelle. Le pouvoir exécutif (l'imperium) y était exercé non pas par un mais par deux consuls, égaux, donc astreints à la cohabitation, de plus nommés pour le temps très court d'une seule année et non rééligibles. (...)

Pour ce qui concerne la France contemporaine, notre Constitution est agencée de telle sorte que les deux têtes de l'exécutif ne peuvent guère faire autrement que se détester cordialement. (...) Dans la V<sup>e</sup> République gaullienne, le président révoquait à sa guise son premier ministre par une décision de nuance autocratique souvent obscure. Aujourd'hui, en période de cohabitation, il est obligé d'accepter démocratiquement le choix du Parlement, ce qui rassure l'opinion. D'autant plus que, dans ce cas de figure, les nominations des titulaires aux postes influents (...) sont partagées entre les deux sensibili-

tés demanderesses, et cela vaut quand même mieux que les accaparements par un seul parti ou une seule chapelle.

Une campagne présidentielle plutôt ennuyeuse et assez vide, où il est beaucoup question de personnes mais peu de programmes politiques, ne peut que renforcer cette tolérance vis-à-vis de la cohabitation. Les citoyens risquent peut-être d'aborder les deux scrutins législatifs dans la lassitude, avec l'envie soit de rester chez eux, soit d'opter pour l'équilibre : une nouvelle cohabitation, pour cinq ans.

Gabriel Périn

Motey-Besuche (Haute-Saône)

### LES PARRAINS

Lorsque vous titrez « La grève des signatures n'a pas eu lieu » (*Le Monde* du 6 avril) en évoquant le comportement des notables face aux candidatures à la présidence de la République, (...) vous vous appuyez sur le nombre de signatures recueillies en 2002 (17 815), qui dépasse largement le record de 1981 (16 444). La différence est en effet de 1 371 parrainages. Vous semblez cependant oublier que, depuis 1981, date du précédent record, le nombre de personnes ayant la qualité de parrains a été

augmenté à quatre reprises (deux fois en 1988, puis en 1995 et en 2001). La progression cumulée suite à ces quatre réformes est approximativement de 4 560 nouveaux parrains, avec plus de 2 500 nouveaux signataires potentiels pour la seule réforme de 2001. Ainsi, plutôt que de remarquer, comme vous le faites, que le nombre de signatures en 2002 dépasse largement le score de 1981, il serait plus exact de constater que, proportionnellement au nombre de signataires potentiels, le nombre de signatures tend en réalité à chuter. Alors que les 16 444 signatures de 1981 représentaient 46,4 % des quelque 35 440 signataires potentiels, les 17 815 signatures de 2002 ne représentent plus en effet que 44,5 % des quelque 40 000 signatures possibles. Ainsi, même si l'on ne peut pas parler d'une « grève des signatures », on est encore loin d'un zèle des signatures.

Jean-Molf Taillefer

Sucy-en-Brie (Val-de-Marne)

### DÉRISOIRE RURALITÉ

Quand M. Jean Saint-Josse, candidat à l'élection présidentielle de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), lira le portrait qui lui est

consacré (*Le Monde* du 9 avril), (...) il aura un petit sourire de satisfaction. Car ce texte démontre le bien-fondé de son combat et ne pourra que renforcer le camp de ses partisans, les ruraux, qui se verront confortés dans l'idée qu'il y a en France deux catégories d'incorables : les Parisiens et les journalistes, qui ont en commun cette insupportable prétention, cette condescendance envers le monde rural qu'ils étalent sans cesse au motif qu'ils expriment nécessairement la réalité, le progrès et la vérité.

On pourrait attendre, de la part de celui dont le métier est de chercher, la curiosité minutieuse de l'entomologiste ou la sympathie de l'ethnologue, mais on ne trouve que raillerie et mépris. (...) Pourquoi passer une journée en haut d'une palombière pour rapporter trois pigeons ? Pourquoi rester entre copains alors qu'on a Patrick Sébastien à la télé ? Pourquoi, quand on a passé une semaine sur le tracteur, retourner le dimanche dans les champs ? Pourquoi y cueillir un peu de mâche sauvage, saluer en passant le lièvre qu'on a vu la veille, vérifier que le chevreuil a bien traversé la haie comme toutes les nuits ? Pourquoi noter, en passant, que les génisses du voisin

ont changé de pâture ? Ces faits minuscules ne sauraient-ils intéresser le journaliste que pour les traiter par la dérision ?

Pierre Muckensturm

Orléans (Loiret)

### REPENSER LE NUCLÉAIRE

Hubert Reeves et Noël Mamère se sont exprimés sur l'avenir de l'énergie nucléaire civile (*Le Monde* du 2 avril). (...) Certes, ils ont raison d'affirmer que l'énergie nucléaire n'a pas d'avenir à long terme puisque les ressources d'uranium sont épuisables ; que les centrales nucléaires présentent un énorme danger potentiel ; que la gestion des déchets n'a pas trouvé de solution fiable ; (...) que le démantèlement des réacteurs est long et coûteux, et qu'enfin le lobby nucléaire s'est trop longtemps entouré d'une regrettable opacité qui a joué dans la méfiance du grand public.

Mais il est très contestable d'affirmer que le nucléaire « est coûteux pour l'économie française », alors que celui-ci fournit une électricité bon marché dont bénéficie toute notre industrie, avec un prix du kWh hors taxe le plus bas d'Europe ; il est abusif de dire que « l'exception française stupéfie nos voi-

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

Ce qui vient de se passer en France avec les différentes manifestations du week-end dernier est, dans l'ordre du symbolique et de la signification, d'une exceptionnelle gravité. Des actes antisémites, sous-estimés par nous tous au début, se sont multipliés. Leurs cibles de choix ont été des synagogues. C'est révoltant. Insupportable. Déshonorant. Mais voilà qu'au moment même où leur cause était le plus entendue et où une manifestation immense et unanime se serait imposée pour montrer au monde le vrai visage de la France, les représentants du CRIF ont préféré s'exposer au risque de se couper de la communauté nationale. La raison, on la connaît, c'est la prétendue solidarité avec Israël. Non pas la solidarité naturelle, légitime, spontanée avec un peuple vaillant dont le petit Etat a été et serait encore menacé dans son existence, mais avec un gouvernement précis, sans vision stratégique ni objectif politique. D'un autre côté, il est aussi inadmissible qu'une manifestation de solidarité avec les Palestiniens puisse tolérer dans ses rangs des militants qui traitent d'assassins non seulement l'ensemble des Israéliens, mais tous les juifs. Là, nous sommes dans une autre démesure, et même une autre démesure communautaire. Il y a longtemps que nous voyons le poison communautaire gagner du terrain. Décisons de croire que ce mouvement n'est pas irréversible.

### L'EXPRESS

Denis Jeambar

La tentation est forte de dire à tous les candidats : qu'avez-vous fait de cette longue campagne ? Jamais nous n'avons été abreuvés d'autant de paroles et pourtant rôté ce sentiment, désespérant, que l'essentiel n'a jamais été abordé : quelle peut être la France de demain ? Notre pays n'est pas éternel. Son avenir n'est pas écrit. Mais il n'est pas non plus décrit par les présidentiales. Qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui ? Jusqu' alors, c'était partager une formule gravée sur tous les frontispices de la République : « Liberté, Egalité, Fraternité ». La France était un tout et la citoyenneté identique pour tous. Sous nos yeux, jour après jour, cette unité et cette égalité, si patiemment conquises et apprises, se défont dans l'étalage des fractures françaises et la rivalité de communautés sociales, économiques, territoriales, ethniques ou religieuses. Comme si nous n'étions plus un peuple, mais un agrégat de peuples rivaux : peuple des fonctionnaires, peuple des salariés du privé, peuple corse, peuple breton ou basque, peuple des actionnaires, peuple des retraités, peuple arabo-musulman, peuple juif, etc. Chacun revendique et tire la couverture à lui. Avec leurs programmes fourre-tout, les candidats à la présidentielle ont plus cultivé les égoïsmes et les peurs que défini les raisons du vivre-ensemble français. Le vainqueur le regrettera un jour ou l'autre.

René Cottin  
Idron (Pyrénées-Atlantiques)

# Au-delà du massacre *par Edward Said*

**Q**

UICONQUE a des liens avec la Palestine éprouve aujourd'hui colère et consternation. La guerre coloniale totale contre le peuple palestinien dans laquelle Israël vient de se lancer avec le soutien de George Bush, dont l'incompétence et les contradictions laissent pantois, semble répéter ce qui s'était passé en 1982. Mais elle est bien plus grave que les précédentes invasions de 1971 et 1982. Car, aujourd'hui, le climat politique et moral est devenu plus brutal et plus simpliste. Les médias ont accentué leur travail de sape en faveur de la version israélienne des choses, focalisant l'attention sur les attentats-suicides, soigneusement isolés du contexte des trente-cinq ans d'occupation des territoires palestiniens en violation du droit international. La « guerre contre le terrorisme » a envahi l'actualité mondiale. Le monde arabe est plus inconsistant et éclaté que jamais.

Tout cela, si le mot convient, n'a fait qu'exalter et déchaîner les instincts meurtriers de Sharon. Il peut faire beaucoup plus de mal et plus impunément qu'avant. Mais cela signifie aussi que ses entreprises sont vouées à l'échec, et toute sa carrière politique menacée de faillite, tant il est vrai que l'obstination dans la destruction et dans la haine ne conduit jamais ni au succès politique ni même à la victoire militaire. Des conflits entre peuples comme le conflit israélo-palestinien recèlent plus d'éléments déterminants qu'on n'en peut éliminer avec des tanks et des avions, et quelle que soit l'insistance avec laquelle Sharon continue de claironner ses incantations dénuées de sens contre le terrorisme, une guerre contre des civils désarmés ne produira pas le résultat politique durable dont il rêve. Les Palestiniens ne partiront pas. Et Sharon a toutes les chances de finir honni et rejeté par son peuple. Son seul projet est de détruire tout ce qui touche à la Palestine et aux Palestiniens. Sa fixation incontrôlée sur Arafat et sur le terrorisme ne fait rien d'autre que d'accroître le prestige de son adversaire, et de mettre en lumière ce que sa position a d'aveugle et de dément.

Au bout du compte, Sharon est le problème des Israéliens, ce n'est

Nous sommes un peuple, parce que notre société continue de vivre, (...) malgré toutes les violences, toutes les vicissitudes cruelles de l'Histoire

pas le nôtre. Ce qui nous importe avant tout, désormais, c'est de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la suite, en dépit de l'immensité des souffrances et des destructions qu'une guerre criminelle nous fait subir. Quand un homme politique, retiré des affaires, aussi connu et respecté que Zbigniew Brzezinski, déclare à la télévision qu'Israël se comporte comme le régime raciste d'Afrique du Sud, on peut imaginer qu'il n'est pas seul de son avis, et qu'en Amérique et ailleurs de plus en plus de gens sont déçus et même dégoûtés de la façon dont Israël joue les avant-postes de la puissance américaine. Les Israéliens pompent beaucoup trop d'argent, ils isolent les Etats-Unis diplomatiquement, ils nuisent sérieusement à la réputation morale de la nation américaine auprès de ses alliés et de ses propres citoyens. Mais dans la détresse qui est aujourd'hui la nôtre, la question est aussi de savoir ce que nous, Palestiniens, avec notre raison, pouvons conclure de la crise pour en nourrir nos projets d'avenir.

Ce que je voudrais proposer

maintenant n'a aucune prétention à l'exhaustivité, mais c'est le fruit d'années d'engagement pour la cause palestinienne, venant de quelqu'un qui appartient justement aux deux mondes : le monde arabe et le monde occidental. Les quatre points sur lesquels je veux insister, liés entre eux, ne couvrent pas tout. Ils sont ma modeste contribution à notre réflexion commune dans cette heure difficile.

**1. Pour le meilleur et pour le pire, la cause palestinienne n'est pas seulement une cause arabo-**

niens, de s'installer à Washington et d'y être prêts à venir sur CNN ou sur d'autres chaînes pour raconter l'histoire de la Palestine, restituer le contexte et les éléments de compréhension nécessaires, et nous assurer une présence morale, un poids de récit qui nous valorise au lieu de nous dévaloriser sans cesse – rien de plus, mais rien de moins. Dans l'avenir, il nous faudra des dirigeants qui comprennent cette leçon élémentaire de la politique moderne à l'âge des mass media audiovisuels. Ils ne

La fixation incontrôlée de Sharon sur Arafat et sur le terrorisme ne fait rien d'autre que d'accroître le prestige de son adversaire, et de mettre en lumière ce que sa position a d'aveugle et de dément

**musulmane, elle est devenue cruciale pour plusieurs mondes différents, mutuellement conflictuels mais entrelacés.** Agir pour la Palestine impose de prendre conscience de cette complexité et d'en réfléchir soi-même les différents aspects. Il nous faut pour cela des dirigeants d'un haut niveau d'instruction, de vigilance, d'intelligence, et qui jouissent d'un large soutien démocratique. Il faut, comme Nelson Mandela ne s'est jamais lassé de le répéter à propos de son propre combat, avoir la conscience du fait que la Palestine est l'une des grandes causes morales de notre temps, qui exige d'être défendue comme telle. Il ne s'agit pas de marchander, de trouver d'habiles compromis, ou de faire carrière. Il s'agit pour les Palestiniens de se hisser à la hauteur de leur propre cause, et de s'y maintenir.

**2. La puissance à plusieurs formes, et la forme militaire n'est que l'une d'entre elles.** Si l'Etat d'Israël a pu faire ce qu'il a fait aux Palestiniens depuis cinquante-quatre ans, c'est grâce à une campagne d'opinion permanente, scientifiquement organisée, destinée à légitimer les actes des Israéliens, tout en noircissant et en occultant les actes des Palestiniens. Il ne s'agit pas ici de l'entretien d'une puissante armée, mais du conditionnement de l'opinion publique, en particulier aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Un tel pouvoir a été acquis par un travail de longue haleine, portant méthodiquement sur les points qui permettent de favoriser l'identification avec les positions israéliennes et de présenter les Palestiniens comme des gens dangereux et répugnants, qui menacent Israël et qui par conséquent « nous » menacent. Depuis la fin de la guerre froide, l'importance de l'Europe en termes de formation de l'opinion par l'image et par les idées est devenue pratiquement insignifiante. C'est l'Amérique qui est le champ de bataille (hors de la Palestine elle-même). Or nous n'avons tout simplement jamais compris l'importance d'un travail politique de masse, systématiquement organisé, dans ce pays, en sorte que par exemple l'Américain moyen cesse de penser immédiatement « terrorisme » quand le mot « Palestinien » est prononcé. Pourtant, seul ce type de travail protégerait, au sens strict du terme, les victoires que nous remportons sur le terrain dans notre résistance à l'occupation israélienne.

Ce qui a assuré l'impunité à l'Etat d'Israël, c'est donc le fait qu'aucun mouvement d'opinion pour notre défense ne soit en mesure d'arrêter Sharon au moment de commettre ses crimes de guerre sous le prétexte de « combattre le terrorisme ». Quand on voit la puissance insidieuse et universelle qu'exercent les émissions diffusées par CNN, par exemple, dans lesquelles l'expression « attentat-suicide » répétée des centaines de fois par heure glace d'effroi le consommateur et contribuable américain, on se dit que c'est une négligence impardonnable de ne pas avoir demandé à des gens comme Hanane Ashraoui, Leïla Shahid, Ghassan Khatib ou Afif Safié, pour n'évoquer qu'un petit groupe d'intellectuels palesti-

l'ont pas compris et cela fait partie de la tragédie actuelle.

**3. Dans un monde qui domine une seule superpuissance, les Etats-Unis d'Amérique, on ne peut agir politiquement de**

**façon responsable si on n'a pas une profonde intelligence de ce qu'est cette superpuissance, si on ne connaît pas bien son histoire, ses institutions, ses luttes politiques, sa culture.** Et surtout si on ne maîtrise pas bien sa langue. A entendre nos porte-parole et ceux des autres nations arabes énoncer les pires âneries sur l'Amérique et se placer eux-mêmes à sa merci, tantôt la couvrant d'anathèmes, tantôt l'appelant au secours, toujours dans un anglais trébuchant et déficient, c'est à pleurer devant tant d'incompétence. L'Amérique n'est pas tout d'une pièce. Nous y avons des amis, ou des amis en puissance. Nous pouvons cultiver, mobiliser nos communautés et les communautés proches de nous pour en faire un moyen de notre politique de libération, comme firent les Sud-Africains dans le monde, ou les Algériens en France pendant leur guerre de libération. Il nous faut des plans, de la discipline, de l'organisation. Nous n'avons rien compris à la politique de la non-violence. Et nous avons moins compris encore le pouvoir que nous conférerait le fait de nous adresser directement aux Israéliens, comme l'ANC s'est adressée aux colons blancs d'Afrique du Sud, dans un langage d'accepta-

tion et de respect mutuels. A la politique d'exclusion et de guerre des Israéliens, il nous faut répondre par une politique de coexistence. Il n'y a là aucune recule, mais un effort pour créer des solidarités, pour isoler les purificateurs, les racistes, les intégristes au sein de leur propre peuple.

**EDWARD SAID** est professeur de littérature anglaise et comparée à l'université Columbia de New York.

**4. La plus importante des leçons que nous devons tirer de la tragédie pour nous-mêmes, c'est ce qu'Israël est en train de faire dans les territoires occupés qui nous l'enseigne.** Le fait est que nous sommes bel et bien un peuple, une société, et malgré les attaques sauvages de l'Etat d'Israël contre l'Autorité palestinienne cette société n'est pas morte. Nous sommes un peuple parce que notre société continue de vivre, comme elle a continué de vivre depuis cinquante-quatre ans, malgré toutes les violences, toutes les vicissitudes cruelles de l'Histoire, tous les revers de fortune, toutes les tragédies auxquelles notre peuple a été exposé. C'est là notre plus grande victoire sur Sharon : lui et ses semblables sont

incapables de le voir, c'est pourquoi ils sont condamnés en dépit de leur puissance et de leur inhumanité. Nous avons surmonté le souvenir des tragédies de notre passé, à la différence d'Israéliens comme Sharon. Il mourra comme un massacreur d'Arabes, comme un politicien failli qui n'a su apporter à son peuple qu'un surcroît d'insécurité et de danger, là où l'honneur d'un dirigeant politique est de transmettre à ses successeurs des acquis sur lesquels les nouvelles générations puissent construire. Sharon, Mofaz et les autres organisateurs de cette campagne sadique d'intimidation et de carnage n'auront laissé que des tombes. Le néant engendre le néant.

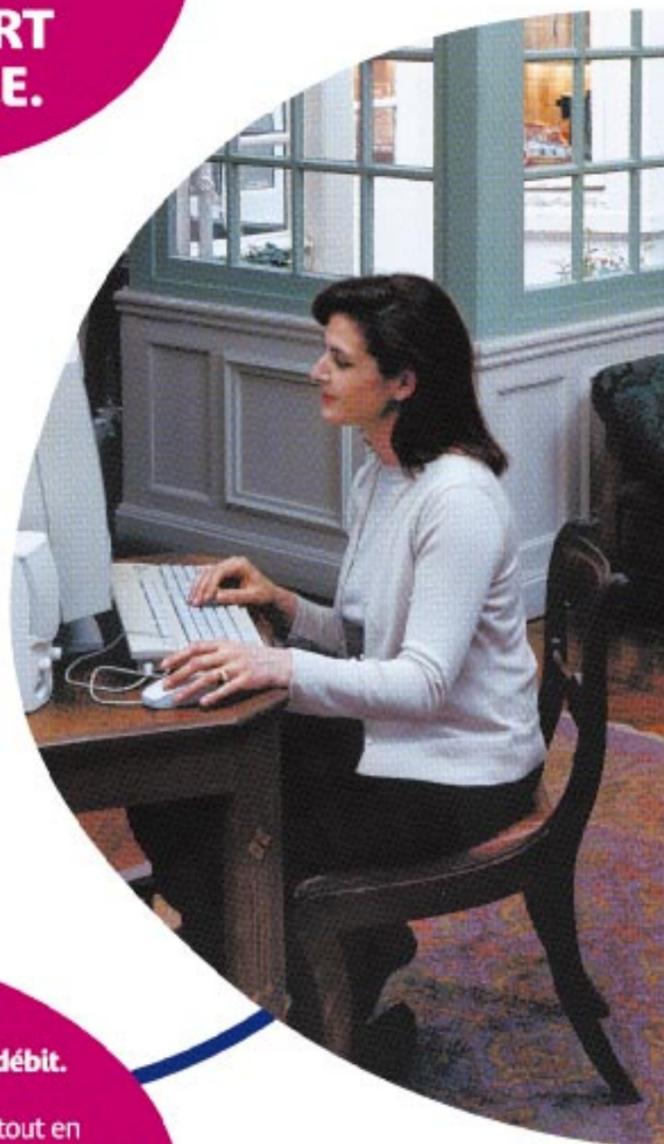
En tant que Palestiniens nous pouvons dire, je crois, que nous laissons derrière nous un espoir et une société qui auront survécu à toutes les tentatives de les tuer. Ce n'est pas rien. A la génération de nos enfants maintenant – les miens, les vôtres – d'aller au-delà, avec esprit critique, avec raison, avec espoir, avec endurance.

© Edward W. Said.  
Traduit de l'anglais par  
Etienne Balibar.  
Cet article est paru dans  
« Al-Ahram Weekly ».

La ligne ADSL.  
ET VOTRE SALON DEVIENT  
LA PLUS GRANDE  
SALLE DE CONCERT  
INTERNATIONALE.



La ligne ADSL de France Télécom vous donne accès à toutes les possibilités de l'internet haut débit. Vous pouvez assister en direct sur internet, à la retransmission d'un grand concert unique tout en cherchant des informations sur le chef d'orchestre, écouter une radio classique japonaise ou télécharger vos extraits musicaux préférés pour les réécouter sur votre lecteur MP3. Et si vous souhaitez téléphoner en même temps, il vous suffit de baisser le son.



# Reprendre les inspections en Irak *par Scott Ritter*

**A**VEC la brusque réapparition de l'Irak sur le devant de la scène, la question du programme d'armement de destruction massive de Saddam Hussein est une fois de plus à l'ordre du jour pour les responsables politiques des Etats-Unis et de l'ONU. Au centre des préoccupations, le retour en Irak des inspecteurs de l'armement. L'ombre de la suspicion et de la méfiance plane sur la question de ces inspections depuis avant même le départ d'Irak en 1998 de la Commission spéciale des Nations unies (l'Unscm) aujourd'hui défunte - accusations d'espionnage et de manipulation de la part des Etats-Unis, d'obstruction et de dissimulation de la part de l'Irak. Ce climat a rendu problématique depuis lors le retour des inspecteurs dans ce pays.

A ce jour, l'Irak paraît prêt à discuter, sans conditions préalables, du retour des inspecteurs des Nations unies. Cette perspective effraie, semble-t-il, tout autant les hommes politiques que les experts, qui, en dépit de l'appel collectif lancé par eux depuis 1998 en faveur précisément de ce type d'action, sont aujourd'hui apparemment plus prompts à dénigrer des inspections qu'ils qualifient d'inefficaces. Or le fait est que les inspections ont été efficaces, et

qu'elles peuvent l'être encore si on leur donne une chance. Le très pénicieux processus d'inspection de l'Unscm a fort bien fonctionné quand ses missions s'effectuaient selon les directives techniques et scientifiques strictes fixées par les résolutions du Conseil de sécurité. Même lorsque l'Irak a fait obstacle à leur travail, les inspecteurs ont gardé l'avantage en ne cédant pas aux interventions politiques de l'Irak, du Conseil de sécurité et de ses Etats membres.

J'ai participé à tous les aspects de l'action de l'Unscm en Irak de 1991 à 1998, avec à mon actif plus de quarante inspections, dont quinze comme chef de mission. Ce sont les inspecteurs qui ont découvert les programmes de missiles de l'Irak, signalé et éliminé son arsenal d'armes chimiques, relevé les contradictions dans les déclarations de ce pays jusqu'à ce qu'il soit contraint de reconnaître posséder un programme d'armement biologique, rassemblé enfin les preuves médico-légales qui ont conduit à la découverte de la fabrication par l'Irak du redoutable agent VX. Ce sont les inspecteurs encore qui, armés de leurs solides connaissances techniques et scientifiques, ont surveillé l'énorme infrastructure industrielle du pays, afin de s'assurer non seulement que l'Irak n'avait plus la capacité de

fabriquer des armes interdites, mais qu'aucune tentative n'était faite pour reconstituer le potentiel qui avait été détruit. C'est le travail sans relâche des inspecteurs qui a permis de mettre fin au plan de dissimulation de l'Irak, forçant le gouvernement à admettre qu'il avait cherché à tromper le monde entier quant à

**SCOTT RITTER** est ancien inspecteur de l'armement de l'UNSCOM.

la vraie nature des efforts déployés par lui pour acquérir et entretenir son arsenal d'armes illicites. Je sais cela : j'ai participé au processus, et il a fonctionné.

Les inspections n'ont pas été parfaites, loin de là. Je peux personnellement témoigner des difficultés qu'il y a à désarmer l'Irak. Mais à ceux qui raillent le processus d'inspection qu'ils considèrent comme une imposture, je dirai que les faits parlent d'eux-mêmes : l'Unscm choisissait l'heure et le lieu des inspections, définissait la mission à mener et les méthodes employées, elle fixait pour l'essentiel le rythme des opérations. Il y a eu des retards et des obstructions, mais au bout du compte l'Unscm a toujours eu le dessus. Sans exception, elle a fini par obtenir l'accès à chaque site désigné. Et, du fait des capacités d'in-

vestigation très pointues qui sont les siennes dans le domaine médico-légal, il y a peu de risques que des matériaux chimiques, biologiques ou nucléaires aient pu être évacués avant l'arrivée des inspecteurs. Un système imparfait, mais le plus efficace de l'histoire du contrôle de l'armement - un système auquel il faut donner sa chance, étant donné notamment les alternatives.

Dès lors que le président Bush ouvrirait la porte à un possible retour en Irak des inspecteurs des Nations unies, les hauts fonctionnaires et les experts de l'administration ont tout fait pour claquer cette porte. Ils ont multiplié les déclarations et les analyses simplistes qui ont déformé la réalité des faits sur la nature et les résultats du programme d'inspection passé. L'opinion publique semble appuyer l'idée que les inspections de l'armement ne sont véritablement pas possibles en Irak. Un point de vue entretenu par ceux qui, en Amérique, sont favorables à un départ de Saddam Hussein du pouvoir plus qu'à tout autre solution. Le fait est que, pour eux, les inspections ne sont appropriées qu'aussi longtemps qu'elles jouent en faveur de l'élimination définitive du régime. Or, pour être viables, ces inspections doivent porter la promesse d'une levée des sanctions. Aux yeux des partisans de l'élimination du

régime, l'idée est inacceptable. Cela lève le voile sur la réalité - et l'hypocrisie fondamentale - de la politique américaine en Irak.

La législation internationale, telle que la formule la résolution du Conseil de sécurité, exige la levée des sanctions économiques une fois que les inspecteurs des Nations unies auront constaté que l'Irak se conforme à l'obligation de désarmement. Les inspecteurs sont aujourd'hui prêts à retourner dans ce pays. Les Etats-Unis ne doivent pas faire obstacle à leur retour. Mon expé-

rience me porte à croire que de nouvelles inspections, correctement menées et gérées, peuvent efficacement achever la mission de désarmement en Irak. Si l'Irak refuse de pleinement coopérer, et retourne une fois de plus à son ancienne pratique de l'obstruction et de la dissimulation, alors les Etats-Unis auront toutes les raisons de riposter de façon décisive, jusques et y compris par un renversement du régime.

*Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize.*

## Pour une politique de l'adolescence

*par Claire Brisset*

**D**ÉPUIS des semaines, voire des mois, un discours est martelé, lancinant, obsédant, qui nous présente les adolescents, et même les enfants, comme un fléau social. L'adolescence serait une maladie contre laquelle un remède, un seul, s'imposerait : le confinement, l'enfermement, la répression. L'adolescence commencerait dès 9, 10 ans, et c'est dès cet âge que la foudre devrait menacer.

Un tel discours a aujourd'hui atteint les limites du supportable. Il est à la fois faux, absurde et dangereux. Faux, il l'est par son caractère globalisant. Sur les sept à huit millions d'adolescents que compte notre pays, seule une frange très réduite pose le problème de la délinquance tel qu'il nous est présenté aujourd'hui. L'immense majorité de ces enfants et de ces jeunes traversent ces années cruciales de leur développement sans tomber dans la délinquance.

Cette vision des choses est aussi absurde. C'est à cet âge, en effet, que se noue tout ce qui s'exprimera quelques années plus tard, que se développe une créativité encore non bridée, que s'ébauchent les potentialités, que s'affirme la personnalité. Stigmatiser ce foisonnement vital et nécessaire, n'en retenir que ses expressions violentes, c'est refuser d'intégrer un élément essentiel du développement d'une société. C'est jouer avec les tentations les plus archaïques qui existent en chacun de nous, celles du repli, du refus de tout risque, en un mot, de la léthargie, du sommeil de la mort.

Dangereux, le discours exclusivement sécuritaire renvoie aux adolescents une image dans laquelle bien peu se reconnaissent mais à laquelle la frange grandissante tendra à se conformer. Comment les adolescents pourraient-ils ne pas lire dans ce discours qui les décrit comme menaçants la peur qu'ils inspirent à la société ? Comment pourraient-ils ne pas adapter leur comportement à la stigmatisation même dont ils font l'objet ? Celle-ci ne peut qu'engendrer la révolte et la violence qui justifieront l'image véhiculée par le discours.

Il n'est nullement question de nier la gravité du problème de la délinquance juvénile ni la souffrance de ses victimes. Celles-ci sont, de toute évidence, inscrites au cœur de nos sociétés. Tout se passe comme si la condamnation de la violence des jeunes pouvait remplacer l'analyse de ses causes, comme si un traitement purement symptomatique de cette violence permettait de faire l'économie du diagnostic, d'une part, et d'un traitement de fond, d'autre part.

Bien des éléments du diagnostic sont pourtant aisément identifiables. La violence n'éclate pas brusquement à l'adolescence, sans signes avant-coureurs. Elle se prépare dès l'enfance et peut se repérer grâce à une multitude de signes d'alerte dont les premiers sont souvent auto-agressifs. C'est dans la famille, c'est à l'école que ces signes doivent être repérés et traités. Encore faudrait-il que la famille y soit sensibilisée et que l'école se donne les moyens d'y répondre. Mais les structures qui permettent d'épauler les familles en difficulté sans les stigmatiser sont bien trop rares, et l'école elle-même n'a pas

reçu les moyens de remplir cette tâche pourtant essentielle. Un exemple : la France compte, dans l'enseignement primaire, un psychologue scolaire pour 1 800 élèves. Dans le secondaire, la situation est plus grave encore. Traités, ces enfants, par qui le seraient-ils ? Lorsque les familles demandent de

**CLAIRE BRISSET** est défenseuse des enfants.

l'aide, par exemple à la pédopsychiatrie, elles se trouvent en présence d'une discipline médicale que notre société a laissé tomber dans un véritable dénuement. A telle enseigne que l'attente pour un premier rendez-vous peut atteindre trois, voire six mois ou davantage et la prise en charge tout autant. Ce qui a pour effet de transformer un trouble mineur en problème grave et éventuellement, plus tard, insoluble. Il y a, à Fleury-Mérogis, de l'avis même des professionnels qui y travaillent, des mineurs que seuls des troubles mentaux ont conduits à la violence, et qui n'ont rencontré la psychiatrie qu'à l'occasion de leur incarcération. Drôle d'endroit pour une rencontre...

Que dire aussi de ces enfants et adolescents agressés par les adultes chargés de leur éducation ? Que dire de la Protection judiciaire de la jeunesse, responsable du travail avec les jeunes délinquants, un secteur en crise chronique depuis des années, sans que cela émeuve quiconque au-delà des cercles d'initiés ?

Il y a, à la délinquance des jeunes, autant de causes sociales qu'économiques et politiques. Ces quartiers où le racisme les a confinés, où le travail est devenu rareté, où sont envoyés les maîtres les plus jeunes et les moins expérimentés, agissent comme des révélateurs. Ils nous renvoient en miroir l'absence totale d'une politique de l'adolescence dans notre pays.

Le réveil est rude. Il faut certes adapter aux adolescents en rupture, violents, délinquants, une politique pénale qui soit à la mesure des actes commis. Ce qui veut dire multiplier les formules de médiation, de réparation pénale, d'alternatives à la prison, d'incarcération à temps partiel, formules qui n'existent en France qu'à doses homéopathiques malgré leur efficacité démontrée. Mais la politique pénale n'est qu'un des éléments de la solution. La France compte bien plus d'adolescents en souffrance que de jeunes délinquants, les chiffres du suicide des jeunes sont là pour le rappeler : 40 000 tentatives par an dans la tranche d'âge 15-24 ans, 800 morts, taux le plus élevé d'Europe. En outre, contrairement à une notion répandue, les mineurs délinquants sont trois fois plus poursuivis et condamnés que ne le sont les majeurs délinquants.

A la différence de l'enfance, l'adolescence n'a jamais fait l'objet de la politique volontariste, pluridisciplinaire, qu'elle requiert. Les adolescents ont besoin de la justice, de la médecine, de la psychiatrie, des services sociaux, d'une politique éducative et de tout cela à la fois. Ils ont besoin, aussi, du regard bienveillant, dédramatisé, des adultes. Ils ont besoin, enfin, parce qu'ils sont difficiles et souvent en souffrance, qu'on les reconnaisse et qu'on les entende.

**Avec La ligne ADSL, découvrez l'internet haut débit dans votre agence France Télécom.**

**france telecom**  
bienvenue dans la vie.com

Renseignez-vous au 1014 ou sur [francetelecom.com](http://francetelecom.com)

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Les mots de Sharon

IL Y A, d'abord, la dérive des mots, et elle n'est pas la moins grave. Quand Ariel Sharon assure, comme il l'a fait mardi 9 et mercredi 10 avril, qu'il mène en Cisjordanie une guerre pour la « survie » d'Israël – il a aussi parlé de celle du peuple juif –, il assène une énorme contre-vérité. Si ignoble et monstrueux, à tous points de vue, que soit le terrorisme palestinien, la survie d'Israël n'est pas en jeu dans l'affrontement en cours. Le premier ministre israélien a peut-être parlé sous le coup de l'émotion provoquée par un nouvel attentat-suicide. Mais sa façon de galvauder les mots, d'en tordre le sens, n'est pas neutre ; elle est la marque de tous les extrémismes. Car si la « survie » du pays est en jeu, alors tout est justifié... Et, notamment, la dérive qui s'ensuit, celle de la politique du pire : à quelques heures de l'arrivée du secrétaire d'Etat américain à Jérusalem, jeudi, M. Sharon s'emploie à torpiller à l'avance sa mission de médiation. Il dépêche à Washington l'ancien premier ministre Benjamin Nétanyahou, son rival de droite, et celui-ci, au Congrès et dans la presse, tonne que Colin Powell perd son temps au Proche-Orient, qu'il faut bannir Yasser Arafat des territoires palestiniens et poursuivre l'offensive en Cisjordanie...

Au service de ce discours, M. Nétanyahou emploie lui aussi des mots et des métaphores inquiétants, quand il parle d'« éradiquer » le terrorisme, de « purger » les territoires et insulte à demi-mot l'ensemble des gouvernements européens. Mais cette dérive sémantique

correspond, là encore, à une dérive politique à Jérusalem. Soutenu, pour le moment, par une très forte majorité de ses concitoyens, Ariel Sharon vient de faire entrer dans son gouvernement certains des éléments les plus extrémistes de la droite israélienne. Un homme comme Effi Eitam, par exemple, qui dit tout haut ce que doit penser tout bas le premier ministre : l'Etat palestinien existe déjà, en Jordanie ; la Cisjordanie et Gaza doivent rester pour l'éternité sous souveraineté israélienne ; la colonisation doit se poursuivre etc.

Et la dérive politique accompagne celle qui a lieu sur le terrain des opérations. En dix jours d'offensive, Tsahal laisse un paysage de dévastation dans les villes comme dans les camps de réfugiés, à Ramallah, à Naplouse, à Jénine. Les rares témoignages directs font, tous, état d'une politique consistant à empêcher régulièrement les ambulances de venir au secours des blessés. Les morts palestiniens se compteraient par centaines. Le vandalisme serait pratique courante ; l'humiliation de la population civile également. Le gouvernement israélien ne peut pas accuser la presse de ne colporter que rumeurs et fausses informations. Comme tant d'autres gouvernements, il entend empêcher la presse de se rendre sur place.

Ariel Sharon veut vaincre le terrorisme par la seule force. Mais dans les ruines de la casbah de Naplouse, dans les décombres de tel ou tel camp, il laisse des milliers de jeunes Palestiniens qui n'auront qu'une obsession : se venger.

## Ecole : l'occasion manquée

LA GAUCHE vient-elle de rater un rendez-vous historique avec l'école ? Le bilan de la période 1997-2002 peut le laisser penser. La stabilité du gouvernement et les moyens importants qu'il a consacrés à l'éducation étaient propices à un traitement en profondeur des grandes questions qui travaillent depuis peu le système éducatif.

Lionel Jospin est arrivé alors que s'exprimaient d'importantes interrogations sur les résultats du système. Plusieurs indicateurs témoignent d'une panne depuis 1995. La part d'une génération accédant au niveau du bac stagne autour de 61 %. Les jeunes sortant sans qualification forment un noyau dur, estimé à 60 000, en majorité des enfants d'ouvriers ou d'inactifs. Les élèves absentéistes, ceux qui ne trouvent plus de sens dans l'école et s'y ennuiant, sont plus nombreux.

La masse des élèves moyens, objet d'un tri scolaire organisé sur des représentations sociales antérieures à la démocratisation, forme une cohorte de « malgré-nous » de l'école, que vient de décrire Stéphane Beaud dans *80 % au bac... et après ?* (La Découverte). Les élites, enfin, se recrutent dans un vivier toujours aussi étriqué.

La massification des études, a-t-on désormais coutume de dire, n'a pas conduit à la démocratisation de l'école. La gauche a donc pris les commandes au moment où les esprits se mon-

traient mûrs pour questionner les principes d'égalité formelle qui organisent l'école. Chez les jeunes enseignants, la remise en cause des vertus du collège unique est massive et nouvelle.

Les Français, plus généralement, témoignent de sentiments très partagés sur le sujet. L'embellie économique enfin, inscrite dans la perspective d'une démographie déclinante, a fait renaître la crainte d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La nécessité de réhabiliter les filières professionnelles s'impose : non par d'artificiels replâtrages, mais par un déplacement du centre de gravité du système, trop entièrement organisé autour de la promotion de la seule voie générale.

## COUPS DE BOUTOIR

Les défis étaient nombreux. Mais Lionel Jospin, ancien ministre de l'éducation devenu premier ministre, n'a prononcé que deux grands discours sur l'école, l'un sur les zones d'éducation prioritaires (ZEP), en juin 1998, l'autre sur la violence scolaire, en mars 2001. La commission éducation du PS n'a guère produit pendant cette période. Son préprogramme, élaboré pour la campagne présidentielle, a été qualifié de « nul » par nombre de ténors, dont Jack Lang.

Le premier ministre a été bousculé par les réactions qu'ont opposées les enseignants aux coups de boutoir de Claude Allègre. Il a été aiguillonné par son ministre délé-

gué à l'enseignement professionnel et responsable de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon, qui lui rappelait de ne pas perdre de vue « le peuple travailleur ». Il a finalement évité d'exacerber, sur le dossier éducatif, les différences qui s'expriment encore dans la gauche plurielle.

Les questions de fond, telles que les performances de l'école primaire, d'où sortent chaque année 15 % d'élèves ne maîtrisant pas les compétences de base en français et en mathématiques, la redéfinition du tronc commun du collège ou l'orientation vers l'enseignement professionnel ont suscité de vifs débats. Sans suite.

D'autres sujets ont été traités au fil de réformes qui ont évité de toucher aux structures du système : la formation des maîtres a été toilettée, mais pas le sacrosaint concours du Capes ; le lycée redessiné, sans toucher aux disciplines ni au baccalauréat. Enfin, d'autres questions essentielles sont restées au stade des réflexions d'experts : la carte scolaire, la mixité sociale des établissements, la redéfinition des services des enseignants.

L'épisode Allègre a certes largement compliqué les choses. Il a braqué pour longtemps les enseignants en les opposant aux parents. Il a une nouvelle fois différencié le « donnant-donnant » (des carrières et des postes donnés aux enseignants contre une nouvelle façon de travailler) sur lequel avait échoué, déjà, Lionel Jospin,

en 1989. Il a séduit la droite au point de rendre hasardeux pour la gauche un débat sur l'école au Parlement, pourtant réclamé de toutes parts. « Nous n'avons pas été capables de proposer une vision d'un service public de confiance qui échappe au libéralisme de Madelin ou au repli chevènementiste, résume un expert associé aux dernières réformes. Les parents ne sont plus certains que l'équité leur soit garantie, ils ne font plus confiance aux enseignants. Ils font jouer la concurrence, dans une relation de contrôle et de méfiance. »

## PEUR DU VIDE

Comment expliquer que la gauche n'ait pas été plus hardie ? Certains évoquent la peur du vide : le statu quo n'apparaît pas si mauvais ; efficace, l'école française tient son rang dans le monde, les entreprises sont satisfaites de ses diplômés ; accessoirement, étudiants et enseignants ne sont plus dans la rue. D'autres mettent en avant des causes sociologiques. « La base sociale du PS est précisément formée des consommateurs d'école qui choisissent le bon établissement et la bonne classe, analyse un haut fonctionnaire de l'éducation nationale. Alors que la fracture sociale s'est creusée dans l'école, il est devenu plus difficile de s'y attaquer. »

Certains experts, des proches de Jack Lang, invoquent de bonnes raisons : notre système, compte tenu de sa complexité, ne pourrait plus évoluer sous l'impulsion de grandes annonces, ou de grandes discussions théoriques. « C'est ce qui rend les choses difficiles pour les politiques, précise Philippe Joutard, qui a piloté la réforme du collège et celle des nouveaux programmes de l'école primaire. Les choses peuvent davantage évoluer par des ajustements de l'intérieur, une évolution des esprits. » Exemple ? « Tout le monde dit "autonomie, autonomie". Mais l'utilisation complète des marges de manœuvre existantes permettrait déjà d'aller très loin. » Le terrain, dans cette vision optimiste, commande. Les établissements, sous la pression des faits, sont contraints de faire évoluer leurs pratiques.

Les solutions s'imposent, l'imagination pédagogique progresse inexorablement. Dans son programme, Lionel Jospin appelle principalement l'école à réaliser trois objectifs : 100 % de jeunes sortant du système scolaire avec une qualification, 80 % d'une génération parvenant au niveau du bac, 50 % d'une génération titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

D'ores et déjà, quatre jeunes sur dix sortant de formation initiale ont un diplôme supérieur au bac. Quant aux deux premiers objectifs, ils avaient déjà été inscrits dans la loi d'orientation de 1989. En comptant sur la « généralisation des bonnes pratiques », combien faudra-t-il encore d'années pour les atteindre ?

Nathalie Guibert

## Paris PAR WILLIAM KLEIN



## Académie Goncourt, mars 2002.

Les bonnes fées et magiciens de l'édition française, rayon best-seller, l'Académie Goncourt. De gauche à droite, comme on dit, Michel Tournier, Didier Decoin, Françoise Chandernagor, François Nourissier, Edmonde Charles-Roux, Robert Sabatier, Jorge Semprun, Françoise Mallet-Joris, André Stil, Daniel Boulanger. En mars 2002, Nourissier se retire, abandonne la présidence, Edmonde Charles-Roux le remplace.

Livre aux éditions Marval. Exposition « Paris + Klein » à la Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, 75004 Paris, du 17 avril au 30 septembre.

## La mise à mort de l'Autorité palestinienne

Suite de la première page

Les représailles massives déclenchées par l'armée israélienne depuis septembre 2000 ont, de même, frappé systématiquement les institutions proto-étatiques palestiniennes, moquées par les beaux esprits israéliens, surtout à partir de l'automne 2001.

Ont ainsi été détruits les bâtiments de forces de sécurité, les prisons, mais aussi le laboratoire du contre-terrorisme de Gaza et l'institut de statistiques de Ramallah, souvent financés à grands frais par l'Union européenne. L'attaque lancée dans la nuit de lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 avril par l'armée israélienne contre le quartier général de la Sécurité préventive de Cisjordanie a conclu une longue série.

Cette cible était la deuxième de la liste de l'armée israélienne, après la Mouqata'a, où est assié-

gé le chef de l'Autorité, Yasser Arafat. Alors que l'objectif affiché de l'opération israélienne est la destruction des infrastructures « terroristes », l'attaque victorieuse lancée contre la Sécurité préventive ne laisse pas de surprendre.

Dirigé par le colonel Jibril Rajoub, ce service, qui avait longtemps été choyé par la CIA américaine, avait pour tâche exclusive le contre-terrorisme. Contrairement à celui de Gaza, cet appareil avait plutôt bien résisté, aux yeux des spécialistes, au choc de l'intifada. Il s'agissait d'ailleurs d'une des dernières institutions à peu près en état de marche, la réduction de l'Autorité à son strict aspect répressif et policier.

## POPULATION RADICALISÉE

Après la reddition, coordonnée par l'émissaire américain Anthony Zinni, qui restera-t-il de l'efficacité et de la crédibilité de cette Sécurité, dont les hommes ont dû se rendre et dont les prisonniers sont tombés aux mains des Israéliens ? Comment l'Autorité pourra-t-elle en faire plus contre les « terroristes », comme l'exige déjà l'administration américaine, alors que certains spécialistes

interprétaient la lenteur à accepter le plan de cessez-le-feu proposé à la veille de l'embrasement par M. Zinni comme l'expression d'un doute, la crainte de ne pas pouvoir remplir sa part du contrat par rapport à une population radicalisée ?

Enfin, et surtout, l'opération « Mur de protection » a scellé la fin de la territorialisation de l'Autorité, la fin des zones théoriquement autonomes, à la suite de retraits effectués dans les premières années du processus de paix. Le premier coup avait été porté en avril 2001 par Ariel Sharon, dans le nord de la bande de Gaza.

La première incursion avait suscité l'ire de l'administration américaine, qui avait obtenu un piteux retrait israélien. Au fil de la radicalisation de l'intifada et sa lente dérive vers une guerre de basse ou moyenne intensité, ces incursions sont devenues des pratiques régulières, admises puis finalement autorisées. Les Etats-Unis ne protestent plus aujourd'hui contre leur principe.

Au contraire, ils assurent en comprendre la légitimité revendiquée par le gouvernement israélien et n'émettent plus que des conseils sur leur durée comme

sur leur intensité. Privée de ressources, affaiblie par les attaques ciblées, l'Autorité est devenue un concept abstrait, privé d'enracinement géographique.

## « MUR DE PROTECTION »

L'opération « Mur de protection » risque donc de se conclure par une série de paradoxes : la « victoire » revendiquée par l'armée contre le terrorisme, alors que la plupart des commentateurs israéliens assuraient, dès le premier jour, que nulle réponse militaire ne pouvait lui être apportée, la casse définitive et collatérale de l'Autorité, dont on mesurera rapidement le coût exorbitant, et, surtout, la popularité inégalée de Yasser Arafat.

Car l'Autorité palestinienne et son chef n'ont nullement partie liée. Que celle-ci disparaisse, comme c'est actuellement le cas, et M. Arafat redeviendra le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, grand par une résistance théâtralisée et déjà transformée en épopée. Ariel Sharon aura enterré effectivement Oslo. Qu'y aurait gagné les Israéliens ?

Gilles Paris

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

## Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lolichon  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

## Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

## Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ; Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

## Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

## Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

## Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

## www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Compteur  
INTERNATIONALLE MONDE  
SELON BUSH

Proche-Orient, "axe du mal", nucléaire...

EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunsbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
SOCIÉTÉ

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corne

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



L'éclatement de la bulle des valeurs technologiques et le scandale Enron aux Etats-Unis ont provoqué une remise en question des pratiques de plusieurs catégories d'intervenants sur les marchés. **LES ANA-**

**LYSTES FINANCIERS**, qui évaluent les entreprises, jouent un rôle majeur. Mais leur indépendance est régulièrement remise en question, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, comme le prouvent les attaques

portées contre la banque d'affaires Merrill Lynch. En France, le **CONSEIL DES MARCHÉS FINANCIERS** (CMF) vient de publier un règlement qui encadre la pratique des analystes. Une carte professionnelle

pourrait même être mise en place. Ce règlement doit obtenir l'aval du ministère de l'économie, après les prochaines élections. L'association professionnelle regrette de n'avoir pas été associée au processus.

## Les analystes financiers sous surveillance

Pour veiller à l'indépendance de ces acteurs-clés des places boursières, le Conseil des marchés financiers vient d'édicter des règles plus strictes. Il entend créer une carte professionnelle et combattre les conflits d'intérêts entre les différents métiers de ce secteur

**PEU CONNUS** du grand public, les 1 500 analystes financiers qui opèrent à Paris jouent un rôle considérable dans la vie des entreprises. Ils analysent les comptes et les prévisions de résultats des sociétés pour estimer leur valeur. Leur indépendance, y compris à l'égard de leur employeur (banque, banque d'affaires, maison de titres...), est donc primordiale.

Les autorités de régulation estiment généralement qu'une affaire Enron est impensable en France. Elles pensent aussi que les analystes financiers parisiens ont été moins touchés que ceux de Wall Street par les conflits d'intérêts apparus au moment de la bulle financière sur les valeurs Internet et les titres de technologie, de médias et de télécommunications (TMT). Et pourtant, les uns et les autres ont ressenti, voici quelques mois, un besoin de clarifier les règles.

Leur réflexion vient de déboucher sur une décision du Conseil des marchés financiers (CMF), l'autorité de régulation des métiers de la finance (à l'exception de la gestion, dévolue à la Commission des opérations de Bourse), datée du 27 mars 2002, ainsi que sur un projet d'amendement du règlement général du CMF. « *Nos travaux en vue de modifier le règlement général ont commencé bien avant l'affaire Enron, voici un an* », sourit Jean-François Lepetit, président du CMF, en guise de préambule. Avant de résumer : « *Nous avons mis l'accent sur la "muraille de Chine" entre les analystes et les autres activités [des établissements financiers], et sur la transparence.* » Plus explicitement, le CMF prône une séparation nette entre les activités de conseil et d'analyse. De même, un nouveau « code de déontologie professionnelle » a été édicté par la Société française des analystes financiers (SFAF), approuvé par la COB et le CMF et



rendu public, lundi 8 avril. Il contient des dispositions jumelles de celles du CMF.

Ces deux textes prévoient notamment qu'un analyste participant comme expert à une introduction en Bourse pilotée par son établissement ou à une autre opération financière ne peut plus être directement intéressé à son succès. Il y a quelques mois, le bonus de professionnels, surtout à Wall Street, avait effectivement fait des bonds spectaculaires grâce à ce mélange des genres. Mais cette disposition peut, bien sûr, être détournée : « *Les maisons de titres globales font les deux tiers de leurs résultats sur la banque d'affaires, et, de toute façon, les bonus des analystes sont globalement liés à ces résultats* », analyse un professionnel.

Le principe de la « muraille de Chine » entre analystes et ban-

quiers d'affaires d'un même établissement est aussi plus fortement affirmé par les dispositions récentes. Dans la décision du CMF, le « responsable de l'analyse financière » est chargé de veiller, au quotidien, à l'étanchéité de cette muraille. Pourtant, il paraît dou-

teux que les pressions pour recommander à l'achat des sociétés clientes de la banque se soient faites à l'insu des hiérarchies des analystes. Pour une bonne information du public, les liens éventuels entre l'établissement qui emploie l'analyste et la société étudiée (participations au capital, mandats de conseil...) devront donc figurer en note dans les analyses financières. De même, si la société étudiée a relu le papier de l'analyste avant sa publication, ce fait devra être précisé. Toujours pour privilégier l'intérêt du client de la banque avant toute autre considération, les analyses financières devront être publiées simultanément en interne et auprès de tous les clients, sans favoritisme. Mais cette série de dispositions, avec leurs limites, ne vaut pas garantie absolue de clarté. « *Les nouvelles règles du CMF laissent sceptiques les analystes* », titre ainsi le magazine *Option Finance* dans son édition du 8 avril.

La mesure la plus spectaculaire concerne l'interdiction de la détention, par les analystes financiers, d'actions des sociétés qu'ils étudient. Jusqu'à présent, il était en effet permis à un professionnel spécialisé sur l'automobile d'acheter des actions Renault. Le nouveau code de déontologie de la SFAF défend désormais à ses mem-

bres ce conflit d'intérêts. Le CMF a lui aussi l'intention de modifier son règlement général sur ce point. Mais, le visa du ministre des finances étant indispensable, la décision pourrait être reportée après les élections.

Le CMF veut changer son règlement général pour créer une carte professionnelle. « *Attribuer une carte aux analystes financiers permet de les identifier dans leur fonction et, le cas échéant, d'engager des procédures disciplinaires, no-*

### Les dernières exclusions d'analystes dateraient des années 1980

tamment de prononcer un retrait de cette carte, si les dispositions du règlement ne sont pas respectées. Ce n'est pas un label de qualité », précise Jean-François Lepetit, le président du CMF. La SFAF regrette d'avoir été laissée à l'écart de ce projet : « *Nous aurions aimé être partie prenante dans la délivrance de cette carte* », plaide Bernard Coupez, son président. « *Nous pouvons vérifier que, derrière les connaissances des analystes financiers,*

*il y a une pratique de qualité, et nous aurions pu veiller, comme dans d'autres professions, à l'organisation d'une formation continue, au suivi des connaissances réglementaires...* », souligne M. Coupez.

La SFAF et le CMF paraissent maintenant engagés dans une sorte de rivalité. La première fait mine de penser que le code de déontologie qu'elle a concocté, et qui doit faire l'objet d'une procédure d'« extension » à la profession tout entière, aura force de règle, et que le CMF veillera à son application. Il n'en est rien, prévient M. Lepetit : « *Le code de bonne conduite de la SFAF a été approuvé en mars par le CMF. Nous avons choisi de l'envoyer à l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Afecei) pour recueillir son avis, en vue de l'étendre à l'ensemble de la profession. Mais il s'agira d'une simple recommandation, non susceptible de contrôles ou de sanctions par notre organisme.* » La SFAF, à laquelle les analystes ne sont pas obligés d'adhérer et qui n'a pas de pouvoir de contrôle, peut théoriquement adresser des sanctions morales à ses membres : un blâme ou une exclusion. Mais les dernières exclusions d'analystes dateraient des années 1980.

Adrien de Tricornot

## De l'interdiction de détenir des actions à la transparence de l'information, les principales réformes édictées par les autorités

► **L'interdiction de détenir, à titre personnel, des actions d'une société étudiée.** Le Conseil des marchés financiers (CMF) souhaite intégrer cette interdiction dans son règlement général. Mais cette modification doit être approuvée par le ministre des finances ; elle ne pourrait donc intervenir qu'après les élections présidentielle et législatives. Détenir des actions n'est actuellement interdit aux analystes financiers par aucun règlement. Même s'il s'agit, par exemple, d'actions Carrefour appartenant à un spécialiste de la distribution, ou de titres BNP Paribas à un analyste bancaire. Non contraignant, le nouveau code de déontologie de la Société française des analystes financiers (SFAF) pose de son côté pour règle que « *le membre de la SFAF ne peut prendre aucune position personnelle directement ou par personne interposée sur les titres, qu'ils soient cotés ou non, au suivi desquels il participe dans les professions utilisant les techniques d'analyse financière* ».

► **La « muraille de Chine » entre l'analyste financier et le département de banque d'affaires.** Afin d'empêcher des pressions d'une ban-

que d'affaires chargée de conseiller une entreprise sur les analystes qu'elle emploie, le CMF confie au responsable de l'analyse financière la gestion d'une « muraille de Chine », claire séparation des activités de conseil et d'analyse. Il prévoit qu'« *avant d'avoir obtenu l'accord du responsable de l'analyse financière* », l'analyste « *ne peut échanger des informations à propos d'une opération déterminée* » avec les collaborateurs en charge du « *placement* » [de titres auprès de la clientèle], de « *prise ferme* » [achat de titres] et de « *conseil aux entreprises en matière de structure du capital, de stratégie industrielle et de questions connexes ainsi qu'aux services concernant les fusions et le rachat d'entreprises* ».

Il est aussi stipulé que « *l'analyste ne perçoit pas de rémunération distincte* » pour sa participation à des opérations d'autres départements de son établissement. Ces recommandations rejoignent celles de la SFAF. « *Les analystes ne doivent pas toucher un bonus lié au placement, et donc se transformer en super-VRP du placement de titres lors des opérations de banque d'investissement* », précise Bernard Coupez, président de la SFAF.

► **Les avertissements.** Des notes doivent maintenant figurer dans les études publiées par les analystes, impose le CMF. Si la banque a participé à une opération financière avec l'entreprise étudiée par l'analyste, ce fait doit être rappelé pendant douze mois. De même, si elle a des « *participations stables* » dans la société concernée, cela doit être mentionné.

► **Les relations avec les sociétés suivies.** « *L'analyste peut communiquer avant publication son étude à l'émetteur ou à son conseil, mais il n'est en aucune façon tenu par leurs observations* », prévoit le CMF. Si l'étude a été relue par l'entreprise, cela doit également être mentionné. Si un analyste change la périodicité des rapports qu'il publie sur une société, il doit publier les raisons de ce changement.

► **La diffusion équitable des analyses financières.** La diffusion des études doit être réalisée de façon simultanée à l'intérieur de la banque ou de la société de Bourse, et auprès de l'ensemble des clients, dans un souci d'équité.

A. de T.

## Des cas litigieux en Europe et aux Etats-Unis

► **Enron.** Les analystes financiers américains sont mis en cause pour avoir recommandé d'acheter des actions du courtier américain en énergie, jusqu'aux semaines précédant sa faillite. Selon certains observateurs, les grandes banques de Wall Street ne souhaitent pas perdre un gros client, friand de conseils en montages financiers. La chaîne de télévision ABC a révélé qu'un conseiller financier de la banque d'affaires UBS Paine Webber, Chung Wu, avait été licencié au cours de l'été 2001 après avoir recommandé à 73 clients de vendre leurs actions Enron, le lendemain de la démission du PDG.

► **La bulle Internet et les « TMT ».** Certains actionnaires de sociétés Internet ont déposé des recours en justice contre les banques qui avaient introduit ces entreprises en Bourse, et dont les analystes avaient continué à recommander l'achat. En juillet 2001, la banque Merrill Lynch a accepté de verser 400 000 dollars à un client qui s'estimait trompé par les conseils de l'analyste vedette des valeurs Internet, Henry Blodget. Certaines procédures ont cependant été jugées abusives par la justice américaine, notamment à l'encontre de Mary Meeker, l'analyste des valeurs Internet chez Morgan Stanley Dean Witter.

En Allemagne, les analystes qui ont recommandé les jeunes valeurs technologiques du Neuer Markt – dont la valeur a été divisée par neuf depuis son sommet de 2000 – ont fait l'objet de critiques, ce qui a relancé les débats déontologiques dans la profession. Mercredi 10 avril, la société Comroad a reconnu avoir surévalué son chiffre d'affaires de 98 %. Elle pourrait être la 48<sup>e</sup> société du Neuer Markt à déposer le bilan depuis 1997 sans

avoir éveillé les soupçons des analystes.

► **Les mines d'or.** En 1996 et 1997, plusieurs sociétés minières cotées sur les marchés nord-américains ont atteint des sommets en Bourse avant de s'effondrer : leurs concessions ne renfermaient pas d'or, mais les échantillons soumis aux laboratoires avaient été préalablement « salés » en poudre d'or. Les analystes spécialisés, souvent invités dans les lieux de forage par l'entreprise, n'ont pourtant rien vu et ont cru aux prévisions mirifiques. L'action Delgratia avait ainsi été multipliée par cinq en quelques mois après la découverte d'un faux gisement au Nevada, et le titre Timbuktu avait quadruplé pour un autre filon truqué au Mali. Encore plus spectaculaire : l'explosion de 15 000 %, en deux ans, du cours de l'action Bre-X, concessionnaire d'un terrain – dépourvu d'or exploitable – dans la forêt indonésienne.

► **Eurotunnel et Eurodisney.** Dès la fin des années 1980, le problème du conflit d'intérêt des analystes avait éclaté, en France, à l'occasion de la chute des titres Eurotunnel et Eurodisney. Seuls deux analystes, travaillant dans des bureaux indépendants, ont recommandé fermement de vendre l'action Eurotunnel jusqu'en 1994. Les banques de la place, créancières du projet, n'ont sans doute pas souhaité que leurs analystes découragent le public de souscrire à l'augmentation de capital de 1994. Le même consensus positif a longtemps régné sur Eurodisney, malgré ses très lourdes difficultés de démarrage, à l'exception de quelques personnalités comme l'analyste de Paribas Nigel Reed.

A. de T.

## La justice de New York enquête sur Merrill Lynch

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le Martin Act, adopté en 1921, est la providence des épargnants floués et des investisseurs ruinés par des banquiers cyniques. Cette loi permet en effet à l'attorney general (le procureur fédéral) de l'Etat de New York d'engager des poursuites civiles ou pénales pour toute irrégularité dans le manie- ment de valeurs boursières. Et ce, indépendamment des plaintes que les victimes de ces manipulations déposent ou non, selon les moyens qu'elles peuvent y consacrer ou les pressions auxquelles elles sont soumises.

« *La loi Martin a envoyé des gens en prison* », prévient John Coffee, professeur de droit à Harvard, à l'intention des banquiers et analystes de Wall Street dont l'avenir paraît décidément incertain après l'éclatement de la bulle financière Internet et, plus récemment, l'effondrement d'Enron, la plus monumentale faillite de l'histoire américaine. Cette affaire a mis de nouveau en évidence l'insécurité qui règne sur la place financière de New York. La confusion des genres pratiquée par la firme d'audit Arthur Andersen, entre la fonction de comptable et celle de conseiller financier – le second pouvant avoir intérêt à faire taire la cons-

science du premier –, risque de lui être fatale. Mardi 9 avril, David Duncan, responsable de l'audit d'Enron chez Arthur Andersen, a annoncé qu'il plaiderait coupable face à l'accusation de destruction de documents après l'ouverture d'une enquête par la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse américaine). Cependant, la révélation des fraudes d'Enron pose le problème de l'ensemble des organes de contrôle, privés ou publics, qui ne les ont pas soupçonnées ou qui ont fermé les yeux.

CONTRADICTION

Dans ce climat, l'attorney general Eliot Spitzer poursuit de manière agressive, comme on dit ici, l'enquête qu'il a ouverte, il y a dix mois, sur Merrill Lynch, le plus gros courtier américain, et sur son ancien analyste vedette, Henry Blodget, spécialiste des valeurs Internet. Elu en 1998, M. Spitzer, 42 ans, s'était fait remarquer comme procureur adjoint de Manhattan de 1986 à 1992 ; il avait combattu le crime organisé et la corruption politique. Attorney general et procureur de l'Etat, il s'est attelé à des problèmes de société et aux pratiques des analystes financiers.

Lundi 8 avril, M. Spitzer a présenté au tribunal des documents

prouvant que, dans le moment même où ils recommandaient l'achat de certaines valeurs, M. Blodget et d'autres analyses de Merrill Lynch avaient une opinion très négative des entreprises concernées. Leurs courriels, saisis par les policiers agissant sur mandat de l'attorney general, parlent de « *rebut* » ou de « *merde* » à propos de sociétés dont ils faisaient pourtant la promotion auprès des investisseurs. L'explication de cette contradiction réside dans le fait que la même firme conjugue deux activités : l'analyse financière et la banque d'affaires. Cette seconde activité est rémunérée par des commissions sur les actions placées auprès de la clientèle.

Le *Washington Post* citait, mercredi, le cas d'une entreprise de téléphonie du Maryland, Aether Systems Inc., dont l'action se négocie aujourd'hui à 3,95 dollars après avoir atteint 315 dollars en mars 2000. En septembre de la même année, une analyste de Merrill Lynch avait fait un rapport positif sur une société concurrente, qui lui paraissait plus prometteuse, et ce rapport avait été transmis aux courtiers. M. Blodget avait sanctionné l'employé responsable de cette transmission, car les banquiers du groupe devaient couvrir une augmentation de capital

d'Aether Systems. Trois mois plus tard, alors que l'évaluation d'autres entreprises du secteur était revue à la baisse, Aether Systems restait surcotée par Merrill Lynch. A cette date, cependant, selon le *Post*, M. Blodget prenait ses distances avec ces pratiques.

La firme de courtage, contre laquelle sont aussi dirigées certaines plaintes déposées par des investisseurs ayant perdu de l'argent dans la faillite d'Enron, a reçu l'ordre d'un juge de mentionner désormais, dans les rapports de ses analystes, les éventuels engagements de sa division bancaire auprès des entreprises en question. Depuis l'été 2001, elle interdit à ses analystes de détenir des actions des sociétés qu'ils évaluent. Elle projette de modifier la notation de ces professionnels eux-mêmes, qui étaient jusqu'à maintenant récompensés pour leur habileté à inspirer des « coups » lucratifs plutôt que pour la pertinence de leurs prévisions à long terme.

Le procureur Spitzer n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Il va étendre son enquête aux autres grosses firmes de courtage. La seule solution, estime-t-il, est de se scinder et de séparer complètement analyse et investissement.

Patrick Jarreau

## La mission antiblanchiment dénonce le « laxisme » de la Commission bancaire

Dans un rapport consacré à la France, les députés (PS) Vincent Peillon et Arnaud Montebourg pointent de nombreux dysfonctionnements

APRÈS s'être penchés sur les cas du Lichtenstein, de Monaco, de la Suisse, du Royaume-Uni ou du Luxembourg, il ne restait plus aux députés français, membres de la mission d'information parlementaire sur le blanchiment, qu'à s'intéresser à leur propre pays : la France. Intitulé « Un combat à poursuivre », le rapport final sur la lutte contre le blanchiment des capitaux, présenté publiquement jeudi 11 avril, clôt le travail de cette mission engagé au mois de juin 1999 et mené par les députés du Parti socialiste Vincent Peillon et Arnaud Montebourg.

A en croire ces députés, la situation en France n'a rien à envier aux pays généralement décriés en matière de blanchiment. « La lutte contre le blanchiment repose, en France, trop largement sur le monde bancaire, écrivent-ils. Les moyens sont trop limités et la répression reste un grand point faible. » Selon eux, à première vue, le blanchiment, en France, n'est qu'en apparence essentiellement lié au trafic de stupéfiants. « La réalité, disent-ils, est plus diverse. Elle reflète la diversification des grands réseaux criminels, puisque l'on observe une montée en puissance du blanchiment des fonds résultant de l'activité des filières d'immigration clandestine ou des mafias contrôlant le proxénétisme dans les grandes villes, mais aussi de la délinquance financière, notamment à travers les fraudes à la TVA intracommunautaire. »

Face à cette menace, le dispositif français antiblanchiment, dont le socle, mis en place en 1990, largement construit sur l'obligation faite aux organismes bancaires de « déclarer les soupçons », paraît souffrir de plusieurs lacunes. Qualifiés de « mauvais élèves », les marchés financiers, notamment les sociétés de Bourse et les compagnies d'assurances, qui semblent s'exonérer de toute responsabilité

en se défaussant sur d'autres secteurs financiers, sont désignés comme autant de relais passifs d'opérations de blanchiment « variées et difficilement détectables pour les autorités ». La mission stigmatise, enfin, les clauses de confidentialité offertes par certains outils financiers, tels que les bons de capitalisation anonymes ou le service de transmission de données financières, Swift.

La législation en vigueur, renforcée en 2001 notamment, en matière de vigilance bute encore, selon le rapport, sur le fait que certaines professions ne sont pas contrain-

### Les avocats ont assimilé la déclaration de soupçon à « l'appel à la délation »

tes de signaler aux autorités leurs soupçons en matière de blanchiment. C'est le cas des avocats, des comptables ou des personnes ayant la compétence de créer des sociétés. Le débat est sensible, surtout pour les avocats, dont les représentants interrogés par les députés ont assimilé la déclaration de soupçon à « l'appel à la délation des ennemis du III<sup>e</sup> Reich, pendant l'Occupation ».

L'attaque la plus virulente vise cependant la Commission bancaire, chargée notamment, au nom de la Banque de France, de surveiller près de 2 600 établissements financiers. « La Commission bancaire, écrivent les auteurs du rapport, n'avait prononcé, en 1999, que 25 sanctions et transmis que 4 dossiers à la justice. Pour justifier ce très maigre bilan, elle a mis en avant la difficulté d'établir le manquement aux obligations de vigilan-

ce. Cette situation semblait plutôt relever d'une insuffisante motivation. » « Le laxisme prolongé de la Commission bancaire, jusqu'en 2000, était, expliquent les députés, d'autant moins excusable qu'elle est guidée dans ses investigations par Tracfin [organisme chargé de lutter contre le blanchiment] ». Selon le rapport, l'« attitude frileuse » de la Commission bancaire s'expliquerait, en partie, par « la composition de son collège » où règne « une connivence de bon aloi qui laisse peu de place à l'expression de la société réelle et qui peut parfois pâtir des arbitrages rendus par cette autorité désuète ». Ces reproches ont été vivement contestés, mercredi 10 avril, par la Banque de France, qui a anticipé la présentation du rapport parlementaire en livrant, dans un long communiqué, sa propre analyse sur la lutte antiblanchiment.

La mission parlementaire soutient, par ailleurs, que la Commission bancaire devrait avoir « le pouvoir d'interdire aux banques françaises l'ouverture de filiales dans un certain nombre de centres offshore, dont le caractère artificiel et suspect des avantages compétitifs est évident ». Les députés publient la liste des onze établissements bancaires français installés dans les îles Caïmans. Parmi ces derniers figurent ainsi BNP Paribas, Crédit agricole Indosuez, CIC, Crédit lyonnais ou la Société générale.

Enfin, la France manquerait de moyens. Les effectifs de policiers spécialisés décroissent et le travail des différents services chargés de traiter ce type de délit manquerait de cohésion. « Le travail de Tracfin reste discret et ne prend jamais la forme de procédures officielles de la police judiciaire. De ce fait, il débouche sur des indices mais rarement sur des preuves. »

Jacques Follorou

## La Riviera française, terre d'élection des « capitaux d'origine crapuleuse »

EN MATIÈRE de blanchiment, « la spécificité française vient essentiellement de la situation qui s'est développée dans le Sud-Est, où la Riviera ne se contente plus d'attirer les retraités fortunés qui ont choisi de placer leur épargne dans une banque ensoleillée », affirment les députés dans leur rapport sur la lutte contre la circulation des capitaux d'origine criminelle. Cette région héberge des « capitaux d'origine crapuleuse » qui sont investis d'autant plus facilement qu'il existe, par ailleurs, « des blocages ou des paralysies observés dans le fonctionnement des institutions de la République, chargées de combattre cette délinquance astucieuse ». « C'est dans ce contexte géographique et juridique attractif, disent les députés, que s'est développée localement une léthargie politique et institutionnelle assurant aux délinquants une inadmissible tranquillité. »

Les députés reprennent à leur compte les avertissements lancés par des magistrats concernant les brèches ouvertes dans l'immobilier. « La facilité avec laquelle les bénéficiaires réels d'un bien ou d'un investissement peuvent camoufler leur identité en cédant non le bien mais des parts de société civile immobilière est systématiquement utilisée par les délinquants. » Ainsi, nombre d'affaires judiciaires visant des membres de groupes mafieux russes ou italiens butent sur l'impossibilité de connaître l'identité des porteurs de parts des SCI monégasques.

Le rapport s'attarde également sur ce que ses auteurs qualifient de « quasi-impunité » dont bénéficie, dans cette région, la criminalité économique et financière. Les explications paraissent multiples : manque de moyens et d'effectifs, absence de mobilité des magistrats, utilisation, par des réseaux criminels, des loges maçonniques fortement présentes dans la région, dans le cadre de stratégies d'infiltration.

### « INERTIE D'UNE PARTIE DE L'APPAREIL JUDICIAIRE »

La proximité, dans ce type de structures d'influence et d'entraide, de notabilités locales, de membres de la magistrature, de policiers et de délinquants financiers conduit, dans de nombreux cas, identifiés par les parlementaires, à des manœuvres d'entrave au fonctionnement des institutions. Au final, non seulement la lutte contre le blanchiment ne paraît pas être une priorité en matière pénale, mais en outre « l'inertie d'une partie de l'appareil judiciaire, peu empressé de voir sortir des affaires financières », conforte les blanchisseurs. Et si, par hasard, le cours de la justice parvenait à mettre en danger certaines personnes, des réseaux, notamment maçonniques, semblent disposer des moyens suffisants pour s'opposer à de telles visées.

J. Fo.

## Le juge Garzon enquête sur les fonds secrets du BBVA

Le magistrat va passer au crible les opérations de la banque espagnole avec des paradis fiscaux

### MADRID

de notre correspondante

Cette fois, le scandale prend une autre dimension : une enquête judiciaire prend le relais de l'enquête administrative ouverte par la Banque d'Espagne dans l'affaire des fonds secrets du BBVA, le deuxième groupe bancaire espagnol. En effet, le juge de l'Audience nationale, Baltazar Garzon, sollicité par le parquet anticorruption, a finalement décidé, mardi 9 avril, de se saisir de l'ensemble d'une enquête dont il avait déjà étudié certains dossiers, en particulier plusieurs opérations dans des paradis fiscaux, à Jersey et au Liechtenstein. Le juge a motivé sa décision en évoquant de possibles détournements de fonds et des faux en écriture.

En une semaine à peine, depuis que le BBVA a été obligé de reconnaître publiquement qu'une en-

quête de la Banque d'Espagne avait été ouverte sur les fonds secrets – placés à l'étranger et occultés pendant treize ans par la banque, avant d'être déclarés dans les comptes 2000 comme un bénéfice « extraordinaire » de plus de 225 millions d'euros –, les événements se sont précipités.

### « COMPENSATIONS »

Mercredi 10 avril, on a appris la démission de Gervasio Collar et de Juan Urrutia, les deux seuls membres actifs du conseil d'administration du BBVA qui se trouvent parmi les seize anciens hauts responsables ayant bénéficié des fonds secrets. La majorité d'entre eux provenaient, comme d'ailleurs MM. Collar et Urrutia, de l'ancien BBV (Banco Bilbao Vizcaya) avant sa fusion avec Argentaria en 1999, pour devenir le BBVA. La fusion ayant entraîné la perte d'une par-

tie de leurs salaires, les fameux fonds secrets, en partie transformés en fonds de pension, auraient servi de compensation occulte. Les deux démissionnaires se sont bornés à déclarer qu'ils agissaient « par loyauté envers la banque pour défendre les intérêts des actionnaires, employés et clients ».

Ces démissions pourraient ne pas être les dernières. Des rumeurs reprises par la presse, bien que démenties pour l'instant, ont fait état de la possible mise à l'écart du secrétaire aux finances, Estanislaw Rodriguez Ponga, qui avait été conseiller fiscal du BBVA au début des années 1990, au moment de la constitution de ces fonds. M. Rodriguez Ponga a fait savoir que, n'étant au courant de rien, il ne voyait pas pourquoi il devrait quitter son poste.

En attendant, cette affaire, qui comporte plus d'un volet obscur,

## Nouvelles grandes manœuvres autour du Crédit lyonnais

Le retrait prochain d'Axa et de Commerzbank relance les spéculations

LA SPÉCULATION est repartie de plus belle autour du capital du Crédit lyonnais. Deux de ses actionnaires, la banque allemande Commerzbank et l'assureur français Axa, ont annoncé mercredi 10 avril qu'ils n'excluaient pas la cession prochaine de leur participation dans la banque française, pour des raisons différentes.

Commerzbank a d'abord fait part, par la voie de son président Klaus-Peter Muller, de son intention de sortir du capital de la banque privatisée en 1999. « Si une réorganisation du capital du Crédit lyonnais se dessine, alors nous ne souhaitons plus en être un partenaire important », a indiqué mercredi 10 avril M. Muller dans un entretien à La Tribune. Peu de temps après, Henri de Castries, président du directoire d'Axa, disait quant à lui dans un entretien à l'AFP que sa participation de 5,5 % était « un très bon investissement financier », vouée à être vendue, « comme tout autre investissement ».

« Nous avons participé au noyau d'actionnaires stables du Lyonnais pour deux raisons : nous pensions que ce serait une bonne affaire financière et que ce serait une bonne opportunité de développer un certain nombre de partenariats. Cela reste un très bon investissement financier », a fait valoir M. de Castries. En effet, la part d'Axa, au cours de mercredi (46 euros) est valorisée à 870,65 millions d'euros, ce qui

représenterait une plus-value d'environ 360 millions d'euros par rapport au prix d'achat.

Le calcul est proche pour Commerzbank, qui réaliserait une plus-value de 255 millions d'euros. Ce n'est pas la première fois que l'assureur Axa menace de quitter le tour de table de la banque. La décision récente du Crédit lyonnais de dénoncer son partenariat avec le groupe d'assurance, le seul, dans le domaine de l'assurance-emprunteur, et de lancer un nouvel appel d'offres, a peut-être remis le feu aux poudres.

### Il reste une inconnue de poids : l'Etat vendra-t-il sa participation de 9,5 % dans la banque ?

« Axa va se défaire dans les douze mois à venir d'une participation devenue stérile d'un point de vue stratégique, alors qu'il est à la recherche de fonds propres pour assurer la croissance de son cœur de métier », souligne le courtier Global Equities.

Ces déclarations ont relancé les spéculations sur le titre, qui a enregistré, à la fin de la séance de la Bour-

se de Paris du mercredi 10 avril, la plus forte hausse du CAC 40, gagnant 4,5% pour atteindre 46,31 euros, un niveau proche de son plus haut historique atteint le 27 décembre 1999, quelques mois après sa privatisation, et qui était de 50,2 euros. L'action cédait 0,7%, cotant 46 euros, jeudi à l'ouverture.

Commerzbank et Axa sont tous deux membres du Groupe des actionnaires partenaires (Gap), constitué au moment de la privatisation du Lyonnais, en juillet 1999. La règle veut que tout membre qui veut céder ses parts les propose aux autres participants du Gap. Ce sont le Crédit agricole (10,5%), Allianz-AGF (6,1%), la banque espagnole BBVA (3,7%) et l'établissement italien IntesaBci (2,7%). Si tous sont intéressés par ces participations, elles seront réparties à proportion. Cette règle n'existera plus en juin 2003.

Il reste une inconnue de poids : l'Etat vendra-t-il sa participation de 9,5% dans la banque ? Sur le papier, ce schéma est possible, mais cette hypothèse est peu probable. En effet, le ministère de l'économie et des finances a rappelé que l'Etat n'envisageait pas de cession à court terme de sa part dans le Crédit lyonnais et a réaffirmé que celle-ci devrait répondre à une « logique industrielle ».

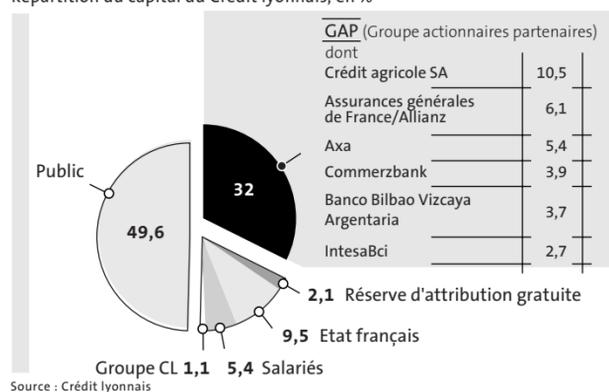
Même s'il en nourrissait le projet avant les échéances électorales, Bercy a échoué à marier le Crédit lyonnais au Crédit agricole, se heurtant à la volonté d'indépendance de Jean Peyrelevalde, président du Crédit lyonnais. A propos d'un mariage avec le Crédit agricole, M. Peyrelevalde avait même évoqué « un destin possible pour le Lyonnais », ajoutant que ce n'était « pas le seul », laissant la voie ouverte à d'autres scénarios.

En tout cas, quelle que soit l'issue de la sortie des urnes, l'évolution du tour de table du Crédit lyonnais sera à nouveau posée après les élections. D'autres intervenants sont à l'affût, tels que la Société générale, qui détient 3,8% du Lyonnais, BNP Paribas (1%), Dexia, ou d'autres qui pourraient jouer les trouble-fêtes.

Pascal Santi

### MOUVEMENTS À VENIR DANS LE CAPITAL

Répartition du capital du Crédit lyonnais, en %



## Le Lloyd's de Londres affiche des pertes de plus de 5 milliards d'euros en 2001

« UNE ANNÉE catastrophique » : c'est en ces termes que le Lloyd's de Londres, plus vieux marché britannique de l'assurance, résume l'année 2001. Le Lloyd's a annoncé mercredi 10 avril une perte record de 3,11 milliards de livres (5,1 milliards d'euros), en 2001. Il a subi de plein fouet le contrecoup des attentats aux Etats-Unis, qui lui ont coûté 1,98 milliard de livres (3,25 milliards d'euros), soit la facture la plus lourde que le Lloyd's ait jamais payée pour un seul événement, en plus de trois cents ans d'histoire. Il a été très touché par treize autres catastrophes, comme

l'attaque des Tigres tamouls contre Air Sri Lanka ou, sur le marché de l'énergie, l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, l'accident industriel le plus grave de l'histoire occidentale, et le naufrage de la plateforme pétrolière de Petrobras, au large du Brésil.

Malgré tout, le Lloyd's reste optimiste. Il table sur un retour aux bénéfices en 2002, grâce à la hausse d'environ deux tiers des primes enregistrées au cours des derniers six mois – « s'il n'y a pas de catastrophe majeure », a-t-il prudemment précisé. Les événements du Moyen-Orient pourraient, s'ils s'aggravent, peser sur l'activité de l'institution.

### MESURES DE MODERNISATION

Pour autant, nombreux sont ceux qui se posent la question de la survie du Lloyd's. « Une grande organisation comme le Lloyd's est capable de surmonter », a rassuré Andrew Moss, directeur financier. Mais le marché londonien n'échappera pas à une profonde réforme. Il publiait jusqu'à présent ses comptes avec un décalage de trois ans. Il a décidé d'adopter des

comptes annualisés. C'est l'un des exemples de modernisation de la vieille dame de Londres, qui veut simplifier ses structures. « Les chiffres consolidés cachent une grande disparité. Il y a des acteurs de réputation mondiale, et d'autres qui tirent le marché vers le bas avec des pertes effroyables », explique Saxon Riley, président du Lloyd's. Il s'agit d'identifier les foyers de pertes, avec des méthodes « permettant de déceler les mauvaises performances avant les faits plutôt qu'après », poursuit-il.

Par ailleurs, le Lloyd's a décidé de faire évoluer un peu plus la structure de son capital, déjà ouvert à des personnes morales depuis 1995. Ces investisseurs institutionnels jouent désormais les premiers rôles et détiennent aujourd'hui 84% du capital. Dans le même temps, les names – ces riches particuliers qui misaient toute leur fortune sur le Lloyd's de façon illimitée – ont vu leur influence fortement décroître : ils sont passés de 34 000 il y a dix ans à 2 400 aujourd'hui.

P. Sa

### Swisscargio AG Assemblée des créanciers

Dans la procédure du sursis concordataire de Swisscargio AG, Balz Zimmermann-Strasse, 8302 Kloten, l'assemblée des créanciers aura lieu le **lundi, 13 mai 2002 à 14.00 heures** (ouverture des portes 13.15 heures) au «Stadtsaal» du centre Schluifweg à Kloten. Lors de l'assemblée des créanciers la débitrice proposera un concordat par abandon d'actif.

Après préavis les pièces peuvent être consultées du 18 avril au 7 mai 2002 dans les locaux du commissaire.

Afin d'agencer l'assemblée des créanciers d'une manière efficace, les questions sont à transmettre par écrit (e-mail, fax, courrier) au commissaire jusqu'au 9 mai 2002 (réception chez Transliq AG, Berne) au plus tard.

Berne, le 10 avril 2002

Le commissaire:  
Transliq AG, Schwanengasse 5/7, 3001 Bern  
Tél. 031 326 51 26, Fax. 031 326 51 99  
Internet: www.transliq.ch  
E-Mail: transliq@transliq.ch

Marie-Claude Decamps

## TotalFinaElf a décidé de ne pas rouvrir le site chimique d'AZF à Toulouse

Le comité d'entreprise devait entériner le démantèlement de l'usine, jeudi. Les 430 salariés, sans emploi depuis l'explosion du 21 septembre 2001, seront reclassés ou mis en préretraite

LE GROUPE TotalFinaElf jette l'éponge à Toulouse. Grande Paroisse, filiale de la branche chimique Atofina du pétrolier, avait convoqué, jeudi 11 avril, un comité central d'entreprise, avec l'ordre du jour suivant : « orientation de la politique industrielle de Grande Paroisse-Soferti ». Selon nos informations, le directeur général de Grande Paroisse, Jean-Louis Besson, devait annoncer la fermeture définitive du site AZF de Toulouse – ou plutôt sa non réouverture –, détruit le 21 septembre 2001 par une explosion qui fit 30 morts et plus de 2 000 blessés. Les cas des deux usines d'engrais de la Soferti, à Fenouillet (Haute-Garonne) et à Bordeaux (Gironde), dont les riverains réclament la fermeture, devaient également être évoqués.

Le PDG de TotalFinaElf, Thierry Desmarest, avait promis d'annoncer sa décision pour AZF à la fin du premier trimestre. Il espérait que les enquêtes en cours, tant l'officielle que celle menée en interne, lui permettraient d'y voir plus clair sur les causes de l'accident et de prendre une décision en conséquence. Mais les investigations n'ont pas permis à ce jour de déterminer clairement les causes de l'explosion. Alors le PDG a tranché, en tenant compte de la nécessité de ne pas retarder davantage l'éventuel redémarrage de l'ensemble du pôle chimique situé au sud de l'agglomération toulousaine, qui compte, outre l'usine AZF, celle de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE) voisine, et les sites Tolo-chimie, Isochem et Raisio. Ces

deux derniers ont obtenu du Comité départemental d'hygiène un avis favorable à leur réouverture.

### 10 000 PERSONNES DANS LA RUE

TotalFinaElf a dû aussi se rendre à l'évidence d'une opposition grandissante au redémarrage de l'usine AZF, parmi les élus politiques locaux, la population et même, semble-t-il, au sein des salariés d'AZF. Le 21 mars, les syndicats de la chimie avaient certes rassemblé 2 500 manifestants dans la Ville

### « Aucune autre usine à fermer »

Parallèlement à la fermeture d'AZF, le PDG de TotalFinaElf, Thierry Desmarest, devrait annoncer prochainement les options stratégiques retenues par le pétrolier en matière de chimie. « La majorité des effectifs du groupe est dans la chimie. Nous voulons envoyer clairement aux salariés le message que nous gardons un pôle chimique majeur, dans des conditions de sécurité satisfaisantes et de bonnes relations avec le voisinage », dit-on dans l'entourage du PDG. A ce stade, à part AZF, on ne voit chez Total « aucune autre usine à fermer ». Au contraire, un plan d'investissements de « plusieurs centaines de millions d'euros », sur cinq ans, devrait être annoncé dans l'ensemble des 36 sites chimiques d'Atofina (dont 11 pour Grande Paroisse), visant à renforcer la sécurité, en tenant compte des leçons d'AZF : confinement des produits dangereux, protection des salles de contrôle...

rose pour demander le redémarrage des usines. Mais deux jours plus tard, plus de 10 000 personnes étaient à leur tour dans la rue, à l'appel du collectif « Plus jamais ça », pour exiger au contraire la non-réouverture de l'ensemble du pôle chimique. Selon des sondages récents, environ un quart de la population seulement serait prêt à accepter une reprise de l'activité sur la zone dévastée (*Le Monde* du 26 mars). Lundi 8 avril, une délégation

des organisations syndicales a été reçue, à Paris, par les ministres de l'industrie, de la défense et de l'environnement. Mais elle n'a obtenu que la proposition de création d'une « commission locale d'information ». « Il est évident que la période préélectorale n'est pas favorable, le courage politique des élus étant inversement proportionnel aux enjeux », ironisait mercredi dans un communiqué la fédération chimie-énergie de la CFDT.

Grande Paroisse a évidemment

« L'entreprise aurait perdu ses parts de marché, dans un contexte de forte concurrence sur un secteur qui n'est plus en croissance », observe un spécialiste de la chimie.

Reste à mener le démantèlement d'AZF et le reclassement de ses 430 salariés, dont une vingtaine seulement demeurera sur place, ceux du service informatique de Grande Paroisse. Un plan de préretraites à 52 ans sera proposé à 170 salariés immédiatement, qui pourrait concerner, ultérieurement, certains de ceux qui resteront sur le site pour œuvrer à son démantèlement. A Toulouse même, TotalFinaElf a demandé à son ancienne filiale pharmaceutique Sanofi-Synthélabo, dont il détient toujours 25 %, de regarder, parmi les recrutements en cours dans la région, ceux qu'elle peut proposer aux salariés d'AZF.

Le groupe aurait identifié une centaine de postes immédiatement disponibles dans l'ensemble de ses établissements du Sud de la France, dans les activités chimiques, raffinage et distribution. Une centaine de postes supplémentaires seront également libérés dans l'année par le simple jeu des départs naturels. Enfin, pour compenser les pertes d'emplois induites par l'accident chez les sous-traitants d'AZF, Total va renforcer sa collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Toulouse pour favoriser l'implantation de PME-PMI, en vue de la création d'un millier d'emplois dans les cinq ans.

Pascal Galinier

## Fin de partie pour le concepteur de jeux Kalisto, ancienne icône boursière

NICOLAS GAUME, fondateur du studio de création de jeux vidéo Kalisto, aura eu beau marchander avec les éditeurs pour placer ses jeux, couper dans les dépenses, geler les investissements, négocier des arrangements avec ses banques, démarcher de nouveaux investisseurs, batailler avec la Commission des opérations de Bourse (COB)... en vain. Mercredi 10 avril, la deuxième chambre du tribunal de commerce de Bordeaux a prononcé la liquidation judiciaire de sa société, en dépôt de bilan depuis le 8 février.

Le tribunal a attendu toute la journée l'arrivée de deux chèques de 100 000 euros chacun, destinés à assurer les salaires du mois de mars, alors que rien n'était en vue pour payer ceux d'avril. Mais l'un des bailleurs de fonds a annoncé ne s'est pas manifesté et l'autre l'a fait en posant des conditions. Le tribunal n'a pas voulu courir le risque d'aggraver un passif qui s'élève aujourd'hui à 50,3 millions

d'euros. L'entreprise, qui compte 222 salariés à Bordeaux, à Paris et aux Etats-Unis, a essuyé sur les douze mois de 2001 des pertes de 22,8 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 7,9 millions. La

### Le tribunal n'a pas voulu courir le risque d'aggraver un passif qui s'élève à 50,3 millions d'euros

cotation des actions Kalisto est suspendue depuis le 5 février.

Cette liquidation judiciaire ne met pas fin à l'enquête préliminaire ouverte par le parquet du tribunal de grande instance de Bordeaux le 19 mars (*Le Monde* du 10 avril). La justice enquête sur un éventuel soutien abusif des ban-

quiers à Kalisto avec pour résultat d'aggraver, au final, la situation financière de la société. Elle étudie plus précisément les dispositions d'une négociation à l'amiable confidentielle entre Kalisto et ses bailleurs de fonds : environ 30,5 millions d'euros de créances auraient été abandonnés notamment par le Crédit lyonnais et la Banque populaire du Sud-Ouest. Le Lyonnais, chef de file des créanciers, est aussi dans la ligne de mire du cabinet de conseil Deminor, mandaté depuis le 7 mars par une soixantaine d'actionnaires minoritaires de Kalisto. Ainsy, selon Deminor, le Lyonnais aurait outrepassé son rôle de banquier, notamment en montant avec M. Gaume une holding luxembourgeoise chargée de racheter des titres Kalisto.

Créée en 1990 par Nicolas Gaume alors qu'il n'avait que 19 ans, Kalisto a connu une croissance exponentielle et rentable de 1997 à 1999, devenant lors de son introduction en Bourse en juin 1999 (la

centième sur le Nouveau Marché) une de ces valeurs high-tech chérie des investisseurs. Mais tout a basculé en 2000. Retards dans l'arrivée de nouvelles consoles, non-décolage des jeux en ligne : le marché des jeux vidéo connaît alors un ralentissement violent. Kalisto est pris de court alors qu'il a investi dans la réalisation de sept jeux et d'une plate-forme de jeu de course automobile sur Internet. Aucun des jeux ne trouve preneur chez les éditeurs, et Wanadoo renonce en dernière minute à acheter le jeu automobile. Kalisto boucle l'année 2000 sur un chiffre d'affaires de 2,9 millions d'euros (contre 26 millions annoncés)... et une perte de 25 millions. L'année 2001 n'a été ensuite qu'une course pour tenter de survivre, mais la COB a refusé de donner son visa aux montages financiers complexes proposés par M. Gaume.

Pierre Cherruau (à Bordeaux) et Gaëlle Macke

## L'ancien président des AGF et d'Indosuez épingle Edouard Balladur

Antoine Jeancourt-Galignani dresse un bilan plutôt flatteur de l'action « libérale » de Pierre Bérégo-



BIBLIOGRAPHIE  
La Finance déboussolée d'Antoine Jeancourt-Galignani  
Editions Odile Jacob, 250 p., 24,50 €

EN PÉRIODE électorale, le financier Antoine Jeancourt-Galignani, ancien président des AGF (Assurances générales de France) et de la banque Indosuez, tire, dans son livre, *La Finance déboussolée*, les leçons de vingt années de nationalisations et de privatisations dans le monde de la finance française. Son témoignage commence à l'époque de ses débuts, en

mai 1981, à la Banque de l'Indochine et de Suez, qui deviendra Indosuez ; il y succédait à Michel Caplain, « terrassé par une attaque cardiaque » le jour de la victoire de François Mitterrand.

Nommé président des AGF en 1994 par Edmond Alphandéry, lorsque la compagnie d'assurances était encore publique, il a quitté l'assureur le 5 juin 2001, à 64 ans. Devenu président de la société foncière Gecina, il s'occupe dorénavant de la librairie Galignani, magasin familial sis rue de Rivoli à Paris.

M. Jeancourt-Galignani dresse un bilan plutôt flatteur des réformes entreprises par Pierre Bérégo-

voy, devenu ministre des finances en 1984, alors conseillé par Jean-Charles Naouri, son directeur de cabinet, actuel président d'Euris, la société qui contrôle le groupe Casino. « Ils vont lancer le plus incroyable train de réformes qu'ait connu depuis la guerre le système financier français », écrit-il. *Le gouvernement français tient une politique bancaire et financière d'un type radicalement nouveau : c'est la plus libérale que la France ait jamais connue, la plus iconoclaste pour les mandarins du système, la plus anglosaxonne dans son inspiration* !

### PERVERS NOYAX DURS

En revanche, M. Jeancourt-Galignani critique farouchement les « noyax durs » conçus par Edouard Balladur, ministre des finances en 1986, pour verrouiller le capital des entreprises publiques. « Ils se révélèrent vite à la fois inutiles pour atteindre les objectifs recherchés et pervers par bien des aspects », assène l'ancien président des AGF. Pervers, parce qu'en développant les participations croisées et les échanges de sièges d'administrateurs entre groupes français, ils ont affaibli les mécanismes de contrôle. Surtout, ils n'ont pas été très utiles pour

protéger les entreprises françaises d'OPA hostiles, notamment venant de l'étranger.

« L'expérience des AGF me donne une certaine qualification pour en parler », souligne-t-il. Les AGF ont fait l'objet d'une OPA hostile de l'assureur italien Generali en 1997, contrée par l'allemand Allianz, qui a finalement emporté la mise. M. Jeancourt-Galignani estime aussi que M. Balladur a « raté l'occasion de créer des fonds de pension ». Il critique féroce les banquiers nommés par Balladur, Michel François-Poncet, Jean-Maxime Lévêque et Renaud de la Genière, « niais en affaires ». En revanche, Michel Pébereau, PDG de BNP Paribas, est qualifié de « meilleur banquier commercial de sa génération ».

Enarque, inspecteur des finances, acteur privilégié de la finance, M. Jeancourt se veut aussi pédagogue en décryptant « le génie français du mutualisme » dans la banque et l'assurance, incarné par le Crédit agricole, et les différentes crises des marchés. Il reste plus discret sur l'explication de la crise immobilière des années 1990, qui a pourtant coûté si cher à Indosuez.

Pascale Santi

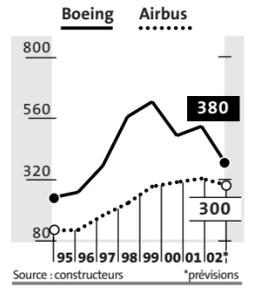
## Airbus se voit l'égal de Boeing

LE CONSTRUCTEUR aéronautique européen Airbus prévoit de livrer au mieux 300 appareils en 2003, comme en 2002, a indiqué son PDG Noël Forgeard, mercredi 10 avril. En 2001, les livraisons d'Airbus ont atteint 325 appareils. Son rival Boeing a récemment indiqué qu'il prévoyait de livrer 380 appareils en 2002, et fabriquerait encore moins en 2003.

Les deux constructeurs s'attendent à une nette diminution des commandes au cours des deux prochaines années, suite à la crise du transport aérien. Mais l'avance de Boeing en termes de carnet de commandes devrait progressivement se réduire. Conséquence, M. Forgeard prévoit que, pour la première fois de son histoire, Airbus atteindra la parité avec Boeing en 2003 pour les livraisons d'avions commerciaux. Mais, du fait que les appareils d'Airbus sont encore en moyenne plus petits et donc moins chers, M. Forgeard ne pense pas égaler le chiffre d'affaires de Boeing sur les avions civils avant 2005-2006.

### VERS LA PARITÉ

Livraison d'avions commerciaux de plus de 100 places



Source : constructeurs \*prévisions

## Démarrage du projet d'usine commune entre PSA et Toyota

PSA PEUGEOT CITROËN et Toyota ont donné, mercredi, le premier coup de pioche de leur usine commune en République tchèque qui produira à partir de 2005 des petites voitures. Située à Kolin, à 60 km à l'est de Prague, elle représente un investissement de 1,5 milliard d'euros. Les frais d'étude et de développement sont partagés à 50/50, tandis que les investissements seront répartis au prorata de la production de chacun. PSA prendra à sa charge les deux tiers de la capacité annuelle de 300 000 voitures et Toyota un tiers.

Cet accord vise à développer et produire des voitures d'entrée de gamme, qui seront vendues meilleur marché que les petits modèles actuels des deux groupes. La voiture sera proposée sous trois carrosseries spécifiques, une pour chacune des trois marques (Toyota, Peugeot et Citroën), mais équipées des mêmes organes mécaniques.

## Baisse des ventes de Carrefour au premier trimestre

CARREFOUR a réalisé au premier trimestre un chiffre d'affaires de 18,374 milliards d'euros, en baisse de 0,2 %.

Le numéro deux mondial de la distribution a notamment subi l'impact de la crise argentine. La timide hausse des ventes en France n'a pas pu compenser la chute de 24,4 % du chiffre d'affaires en Amérique latine. A taux de changes constants, les ventes ressortent en hausse de 3 %. Le groupe « confirme son objectif de hausse des ventes en 2002 de 5 % à taux de change constants ». En France - la moitié de son activité - le groupe a accru ses ventes de 1,6 %, avec, à magasins constants, une hausse de 1 % pour les hypermarchés, de 3,3 % pour les supermarchés et de 3,4 % pour le hard discount. La performance des hypermarchés Carrefour est légèrement supérieure à l'indice de la profession pour le trimestre (+ 0,7 %). En revanche, celle des supermarchés est inférieure à celle de l'ensemble des concurrents (+ 3,7 %).

### SIX MOIS DE FAIBLESSE

Action Carrefour en euros à Paris



Source : Bloomberg

## Les HLM se transforment en ESH (entreprises sociales pour l'habitat)

LES 317 SOCIÉTÉS anonymes Habitation à loyer modéré (HLM), réunies en assemblée générale, mercredi, ont décidé de se transformer en Entreprises sociales pour l'habitat (ESH), abandonnant, au passage, le sigle HLM, trop stigmatisant à leur avis. « Nous voulons être des opérateurs urbains, bénéficiant, comme d'autres, d'avantages (financiers et fiscaux) lorsque nous intervenons dans le champ de logement social, mais soumis aux règles de droit commun dans le domaine concurrentiel », a indiqué Jacques Berké, président de la Fédération nationale des SA et fondations d'HLM.

Ces entreprises veulent pouvoir construire tous types de logements, de l'accèsion à la propriété au locatif privé et aux commerces, en passant par l'habitat pour les retraités, afin d'assurer une « nécessaire mixité ». Elles emploient 25 000 salariés et gèrent 1 760 000 logements, qui accueillent 4,5 millions de personnes. En 2000, elles ont construit 27 000 logements, soit 8 % de la production annuelle.

### INDUSTRIE

■ ERIDANIA : le conglomérat italien Montedison a finalisé, mercredi, la vente d'Eridania, la partie italienne de Béghin-Say et premier producteur de sucre de la péninsule, à la holding italienne SaCoFin pour 270 millions d'euros, plus 140 millions de dette.

### SERVICES

■ EDF : l'électricien français a déposé une offre pour une reprise du fournisseur d'électricité britannique Seeboard, filiale de l'américain American Electric Power (AEP), affirmé jeudi 11 avril *Les Echos*.

■ ELEKTRIM : Vivendi Universal et la banque polonaise BRE, détenue pour moitié par la Commerzbank, ont pris mercredi le contrôle du conseil de surveillance de l'entreprise de télécommunications et d'énergie polonaise Elektrim, en faillite et grevée d'une dette de 480 millions d'euros.

■ WANADOO : la cour d'appel de Paris a confirmé, mardi 9 avril, la décision du Conseil de la concurrence du 27 février, qui exige la suspension de la commercialisation des packs ADSL Wanadoo dans les agences de France Télécom.

■ HDP : la holding italienne Hdp, propriétaire du groupe de presse Poligrafici Editoriale, qui édite des journaux régionaux en Italie et est également propriétaire du quotidien français *France Soir*. Hdp a pris 5 % du capital de Poligrafici pour 20 millions d'euros et dispose d'une option pour augmenter sa part jusqu'à 10 %.

■ TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS : après 22 jours de conflit, la grève des transports en commun à Lyon a pris fin, à la suite d'un accord intervenu dans la nuit de mercredi à jeudi, entre la direction et les syndicats, qui ont obtenu une hausse des salaires en 2002 de 2 %.

Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle  
Valorisez vos compétences avec ESC Lille

Nous vous proposons le **Diplôme ESC Lille** (Bac + 5 visé par l'Etat) en formation continue (2 ans, horaires adaptés à l'activité professionnelle), sur les 2 campus de Lille et Paris.

Contact : Annick DUBRAY  
e.mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr  
Avenue Willy Brandt - 59777 EURALLILLE  
Tél : 03 20 21 59 93 - Fax : 03 20 21 59 99  
179, rue de Charonne - 75011 PARIS  
Tél : 01 44 64 03 64 - Fax : 01 44 64 03 65

# M6 construit son développement à partir du succès de « Loft Story »

La deuxième édition du jeu, à partir de jeudi, devrait permettre de multiplier les produits dérivés et les recettes qui y sont associées. Malgré la multiplication des programmes de télé-réalité, la chaîne privée veut s'affirmer comme généraliste

M6 vient de boucler le casting de la seconde édition de « Loft Story ». Les cinq garçons et cinq filles, dont l'identité est restée secrète jusqu'au dernier moment, devaient prendre possession de leur appartement, jeudi 11 avril, à partir de 20 h 50 à la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cette deuxième saison diffèrera peu de la première – un groupe de jeunes placés sous l'œil voyeur des caméras –, mais durera 12 semaines contre 10 il y a un an, et deux locataires supplémentaires seront choisis par les nouveaux lofters.

Que faut-il attendre de cette seconde édition ? Sans doute un moindre engouement des téléspectateurs. Conformément à ce qui s'est passé dans les autres pays – à l'exception de l'Espagne et de la Grande-Bretagne –, « Loftsory 2 » devrait perdre en aura médiatique, même si de fortes audiences devraient être à nouveau au rendez-vous. « La qualité du casting sera déterminante », prédit Christine Pouquet, directrice des études de l'agence conseil en achat d'espaces publicitaires Initiative Média. La première émission devrait être très suivie car « les téléspectateurs vont regarder pour voir la tête des candidats », prévoit M<sup>me</sup> Pouquet.



Benjamin Castaldi anime la deuxième saison de « Loft Story » sur M6. La chaîne rentabilise son émission-phare grâce à un dispositif multisupport qui permet de suivre les « lofters » 22 heures sur 24. Afin d'orchestrer la montée en puissance de l'audience, le logo de l'émission figurait depuis plusieurs jours dans les autres émissions de M6.

Thomas Valentin, vice-président du directoire, chargé des programmes de M6, se refuse aux pronostics : « L'an dernier, c'était un événement exceptionnel. C'était la première. L'histoire se répète rarement ». Selon Initiative Média, M6 a déjà anticipé une légère érosion de l'audience en réduisant ses tarifs publicitaires. Selon M6, en revanche, les prix restent stables.

Pour l'émission quotidienne d'avant-soirée, cette réduction est de 22 % par rapport aux prix pratiqués en 2001. Pour la soirée des éliminations du jeudi, les baisses sont de 27 %, 8 % et 6 % suivants les écrans. Seul celui placé juste avant l'annonce de l'élimination d'un lofteur maintient ses tarifs. Ils pourront connaître une inflexion à la hausse ou à la baisse en fonction

des résultats d'audience mais aussi à la lumière des performances des chaînes concurrentes. Le parcours de l'équipe de France en Coupe du monde de football aura son influence : si elle va loin, l'émission quotidienne du Loft pourrait perdre 30 % d'audience, prévoit Initiative Média. Un échec précoce, en revanche, pourrait permettre au Loft de rééditer ses résultats de 2001.

Face à la concurrence, M6 joue plus qu'une hausse ponctuelle de son audience. « Nous sommes dans une stratégie de conquête d'audience, de mise en place de nouveaux genres télévisuels comme les programmes interactifs et de promotion de nouvelles tranches horaires », affirme M. Valentin. Pour y parvenir, la chaîne ne veut plus être considérée comme un robinet à clips ou à séries américaines. Elle souhaite affirmer son identité aux heures de plus forte écoute. « Dans les deux à trois ans qui viennent, après avoir eu des productions M6 sur toutes les soirées, il y aura en plus des émissions produites par la chaîne en avant-soirée et en deuxième partie

de soirée », explique M. Valentin, en ajoutant que cette stratégie est « la clé du développement de M6 ».

Et « Loft Story 2 », comme plus largement les programmes de télé-réalité, sont là pour accélérer ce développement amorcé en 2001 quand « le Loft a donné à M6 un coup de projecteur pendant trois mois ». Le concept s'est donc étoffé. Cet été, « Loft Story 2 » sera suivi par une autre émission de télé-réalité « basée sur la séduction et diffusée chaque semaine en début de soirée », précise M. Valentin. En septembre, M6 poursuivra avec « Popstars 2 ». Pour le vice-président du directoire, cette montée en puissance ne sera pas menée « en concurrence frontale avec TF1 mais le développement de M6 se fera en compétition avec toutes les autres chaînes et spécialement sur la cible des moins de 50 ans ».

## VOTE PAR TÉLÉPHONE

Une fois propulsée au sommet des audiences grâce à ses nouveaux programmes interactifs, M6 ne veut, toutefois, pas être cataloguée comme la chaîne de la télé-réalité. « C'est un programme supplémentaire. C'est tout », répète M. Valentin. Pour autant, pour M6 comme pour sa rivale TF1, les émissions de télé-réalité sont bien plus que des programmes. Toute une panoplie de déclinaisons est mise en œuvre. « C'est une stratégie multimédias qui associe la télévision, le téléphone, l'Internet, le disque et la presse magazine », précise M. Valentin. Outre la diffusion sur la chaîne, « Loft Story 2 » sera proposé 22 heures sur 24 sur un canal (payant) du câble, de TPS et de CanalSatellite et sur Internet. M6 compte aussi rééditer le succès du disque des lofters vendu à plus de 1,2 million d'exemplaires. Et comme en 2001, l'émission fera appel au vote (payant) des téléspectateurs par téléphone et SMS.

Le commerce est très rentable. En 2001, ce système avait suscité

plus de 22,5 millions d'appels téléphoniques. A raison de 0,56 euros par appel, le pactole est évalué à plus de 11,2 millions d'euros. Sans oublier le site Internet, financé par de la publicité, qui a aussi battu des records avec plus de 250 millions de pages vues et environ 400 000 connexions par jour.

## Le coût élevé de l'accès pour les fans

Il sera possible de suivre la vie des douze lofters, vingt-deux heures sur vingt-quatre, à condition d'y mettre le prix. Selon le Journal du Net, il en coûtera 0,56 euro pour trois jours si l'on veut accéder au fan club sur le site Internet, déjà financé par des accords commerciaux. La ligne téléphonique officielle (audiotel) sera facturée 0,34 euro la minute ; le vote par téléphone, 0,56 euro par appel ; les téléchargements du logo et de sonneries, 1,35 euro par appel et 0,34 euro la minute. Pour voter en utilisant les SMS (messages courts) sur un téléphone portable, le téléspectateur paiera 0,50 euro (maximum) par appel et 7 euros l'unité pour l'utilisation des SMS « flash info ».

A la télévision, le vote sera facturé 0,56 euro sur TPS et CanalSatellite qui proposent, comme Noos et NC Numéricable, de s'abonner au canal dédié pour 12 euros pour trois mois.

Pour M6, la manne financière générée par les produits dérivés est plus qu'une bouffée d'oxygène : elle devient un nouveau modèle économique. En 2001, l'émission facturée 15,2 millions d'euros par Endemol avait été rentabilisée par la seule publicité. En 2002, selon certaines sources, le coût du Loft a été maintenu malgré deux semaines supplémentaires d'émission.

Guy Dutheil

## TV5 Monde veut conforter son statut de chaîne internationale

L'information est la colonne vertébrale de l'antenne francophone

AMÉLIE POULAIN est aussi une amie de TV5 Monde. La chaîne francophone internationale sera la première dans le monde à diffuser le film de Jean-Pierre Jeunet : le 11 mai en Asie et le 13 mai en Europe non francophone. Serge Adda, président de TV5 Monde depuis octobre 2001, n'a pas caché son plaisir en annonçant cette nouvelle en préambule d'une conférence de presse, mercredi 10 avril à Paris, où il a rendu publiques les nouveautés de la grille et les dernières conquêtes géographiques.

Lancée en juin 2001 par son prédécesseur, Jean Stock, la mue de TV5 Monde s'effectue plutôt en douceur. La chaîne francophone gère dorénavant depuis Paris sa diffusion dans le monde, à l'exception du Canada. Au mois d'août, une programmation nouvelle a été mise en place sur les huit signaux de la chaîne, avec cinq priorités : les programmes pour enfants, la fiction, le football, les documentaires et l'information. A l'occasion des événements du 11 septembre, la rédaction s'est distinguée et a permis à la chaîne de se frayer un chemin parmi les anglophones CNN et BBC World. Aujourd'hui, six heures par jour sont dévolues à l'information. Outre les journaux des partenaires, une édition « maison » est diffusée toutes les heures.

L'information s'impose aujourd'hui comme la véritable colonne vertébrale d'une chaîne qui ne veut plus être considérée comme un aggloméré d'émissions des bailleurs de fonds de TV5, les chaînes publiques francophones françaises, belges, suisses et canadiennes. Aussi, TV5 poursuit-elle sa quête d'identité avec de grandes signatures : Christine Ockrent anime, avec Xavier Lambrechts, l'émission « Elysées 2002 » et présentera à la rentrée de septembre « Cinq continents à la une », un rendez-vous hebdomadaire consacré « à la compréhension des enjeux géopolitiques et de l'évolution des sociétés ». Frédéric Mitterrand poursuivra ses visites de villes de la planète dans « 24 heures à... » et présentera des éditions spéciales du Festival de Cannes, avant d'inaugurer, en septembre, « Ecrans d'ici et d'ailleurs », un rendez-vous hebdomadaire dévolu au cinéma.

### NUMÉRIQUE EN CHINE

Après Bernard Pivot, venu pour commenter les matches de football, Jean Lacouture prêtera à TV5 ses commentaires sur le rugby. En cours de négociation, un accord avec Le Monde permettrait la reprise sur les antennes des titres du groupe (Le Monde, Le

Monde diplomatique, Le Monde de l'éducation, Les Cahiers du cinéma et Courrier international).

Serge Adda peut s'enorgueillir de nouvelles ouvertures sur des marchés importants. TV5 Monde fera très prochainement partie de l'offre de base du bouquet satellitaire britannique BskyB ; cet accord concerne 6 millions de foyers dont plus de 500 000 en Irlande. TV5 est aussi la première chaîne européenne à avoir été retenue sur SARFT, la nouvelle plateforme numérique chinoise qui touche 1 million de foyers. Enfin, un partenariat avec le groupe hôtelier Accor devrait aboutir dans les prochains jours, permettant la diffusion de TV5 dans 200 hôtels de grands standing, soit 32 000 chambres. Aujourd'hui, près de 130 millions de foyers (hors hôtels) sont susceptibles de recevoir TV5, grâce notamment à un réseau de 41 satellites autour de la planète.

Enfin, TV5 entend développer le sous-titrage qui existe aujourd'hui en huit langues (français, anglais, arabe, espagnol, portugais, néerlandais, allemand, suédois). Reste à le financer : il faudrait dépenser la moitié du budget de TV5, soit 40 millions d'euros, au lieu de 2,2 millions d'euros aujourd'hui.

Bénédicte Mathieu

## France Télévisions bénéficiaire

APRÈS une année 2000 bénéficiaire, France Télévisions a poursuivi son redressement financier en 2001. La société qui réunit les trois chaînes hertziennes publiques, France 2, France 3 et France 5, a publié ses comptes 2001, jeudi 11 avril. Elle affiche un chiffre d'affaires de 2,18 milliards d'euros, en progression de 3,7 %. Malgré une conjoncture défavorable, les recettes publicitaires, qui représentent 28 % des ressources de France Télévisions, ont limité leur recul à 1,3 %. Une performance que l'entreprise explique par la progression de son audience. Quant au résultat net du groupe, qui ne prend pas en compte la cession des parts de France Télévisions dans le bouquet satellitaire TPS, il atteint 36,1 millions d'euros, à comparer aux 38,9 millions engrangés en 2000. Des résultats considérés comme conformes aux prévisions du contrat d'objectifs et de moyens signé avec l'Etat en décembre 2001.

## Le réseau garde une programmation originale au Canada

### MONTRÉAL correspondance

Depuis août 2001, TV5 Québec Canada a perdu quelques plumes à l'international, en raison de la réorganisation du groupe. Les signaux de TV5 Amérique latine et de TV5 Etats-Unis, ainsi que leur gestion, ont été transférés à Paris. A Montréal, un tiers des 60 emplois seront supprimés. Pour Charles Vallerand, directeur des communications et du marketing de TV5 Québec Canada, « on continue à être membre du réseau international de TV5 et on fait seulement notre travail un peu différemment ».

De fait, le Canada reste pour TV5 son deuxième marché francophone, avec un potentiel de plus de 6 millions de foyers abonnés au câble ou à un réseau satellitaire. Parmi la quinzaine de chaînes francophones spécialisées au Canada, TV5 occupe, selon les saisons, la troisième ou la cinquième place en termes d'audience. La concurrence est vive, mais TV5 bénéficie, selon M. Vallerand, d'« une très bonne porte d'entrée au Canada. Il est exceptionnel, compte

tenu de nos lois, qu'une chaîne avec 85 % de contenu étranger soit reconnue comme un signal canadien et bénéficie d'aussi bonnes conditions de diffusion ».

### AXE CULTUREL

La chaîne, qui compte seulement 15 % de contenu canadien, a renouvelé en 2001 plus d'un tiers de sa programmation, tout en conservant des émissions phares comme les journaux venus de France, de Belgique ou de Suisse, « Des chiffres et des lettres », « Thalassa » ou « Tout le monde en parle »... Même l'arrivée sur le marché en 2001 de la chaîne culturelle francophone ARTV n'a pas eu d'effet négatif. « Nous sommes plus grand public », souligne M. Vallerand. L'axe culturel, néanmoins, a été accentué, avec plusieurs émissions sur le cinéma et les arts. Tout cela avec un budget annuel de 14 millions de dollars canadiens (plus de 10 millions d'euros), financé par des recettes propres et par les gouvernements québécois et canadien.

Anne Pelouas

# Vient de paraître



LE NOUVEAU OBSERVATEUR HORS-SÉRIE N° 47 - ANNÉE 2002 - LA SAGESSE AUJOURD'HUI - 3,80 €

LE NOUVEAU OBSERVATEUR HORS-SÉRIE N° 47 - ANNÉE 2002 - LA SAGESSE AUJOURD'HUI - 3,80 €

LE NOUVEAU OBSERVATEUR HORS-SÉRIE N° 47 - ANNÉE 2002 - LA SAGESSE AUJOURD'HUI - 3,80 €

LE NOUVEAU OBSERVATEUR HORS-SÉRIE N° 47 - ANNÉE 2002 - LA SAGESSE AUJOURD'HUI - 3,80 €

Donner un sens à sa vie  
**La sagesse aujourd'hui**  
Marcel Conche, Dijoène, le dalaf-lama, Epicure, Nelson Mandela, Montaigne, Théodore Monod, Spinoza, Mère Teresa...

un numéro exceptionnel

# LA TENDANCE FINANCIÈRE

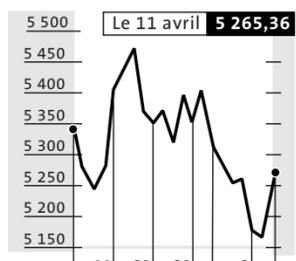
## Les valeurs financières dopent Paris et Francfort

LES BOURSES de Paris et de Francfort ont affiché, à l'issue de la séance du mercredi 10 avril, des performances nettement meilleures que leurs homologues européennes, grâce à l'évolution favorable des valeurs financières. L'indice CAC 40, qui avait pourtant ouvert en repli de 0,64 %, a fini sur un bond de 1,30 %, à 4 521,83 points, tandis que l'indice DAX, à 5 265,36 points, enregistrait un gain de 1,84 %. Le Footsie de Londres a pris seulement 0,96 %.

A Paris, l'action du Crédit lyonnais s'est envolée de 4,54 %, atteignant 46,31 euros, en raison de nouvelles spéculations concernant le capital de la banque, alors que la Commerzbank et AXA, deux membres du groupe d'actionnaires partenaires (GAP), ont rappelé qu'ils n'excluaient pas de vendre leur par-

### INDICE DAX

en points à Francfort



Source : Bloomberg

tipication (lire page 23). Dans la foulée, l'action de la Société générale a gagné 3,25 %, à 73,10 euros, celle de BNP Paribas 1,44 %, à 56,25 euros, tandis que le titre AXA a progressé de 3,03 %, à 24,49 euros. En Allemagne, la Commerzbank s'est appréciée en Bourse de 3,03 %, à 20,03 euros, et la Deutsche Bank a suivi avec une hausse de 2,64 %, à 71,50 euros.

Le marché américain des actions a lui aussi terminé en hausse, mercredi. La vedette de Wall Street, l'indice Dow Jones a progressé de 1,70 %, à 10 381,73 points, l'indice composite du Nasdaq de 1,41 %, à 1 767,07 points, et l'indice Standard and Poor's 500 de 1,13 %, à 1 130,47 points. Parmi les perdants, l'opérateur AT & T a chuté de 3,93 % à 14,42 dollars, son cours le plus bas depuis un an. Le groupe va proposer à ses actionnaires un regroupement d'actions en délivrant un titre pour cinq actuels et souhaite créer une « action reflet » de sa division de téléphonie aux particuliers (des titres censés refléter la performance d'une activité, sans constituer une fraction du capital). De son côté, le spécialiste des photocopieurs Xerox a abandonné en Bourse 3,31 %, pour finir à 9,94 dollars, après la découverte d'une enquête de l'autorité boursière américaine, la Securities and Exchange Commission (SEC), sur ses pratiques comptables.

Cécile Prudhomme

LES INDICES des valeurs moyennes ont enregistré, des deux côtés de l'Atlantique, une forte progression depuis le début de l'année. L'indice américain Midcap SP 400 s'inscrit en hausse de 12 %, tandis que les indices Euronext 150, incluant les valeurs européennes, et le second marché en France ont crû de 10 % en 2002.

### MOINDRE VOLATILITÉ

Cette tendance est particulièrement notable si on la rapporte à l'évolution des indices des grandes valeurs sur la même période : l'Eurostoxx 50 perd près de 4 % et le CAC 40 plus de 2 %. Pour le responsable des marchés d'actions chez Paresco, Stéphane Hurel, la bonne tenue des valeurs moyennes tient en premier lieu à la moindre prise qu'elles offrent aux aléas de la conjoncture internationale. Alors que les valeurs du CAC 40 présentent un caractère spéculatif marqué, la durée de détention des titres du second marché est sensiblement supérieure. Le retour de la croissance et de la liquidité sur les marchés a ainsi rendu payante la stratégie d'investissement sur les petites et moyennes valeurs. Il est vrai que la plupart d'entre elles, grâce à leur taille, ont évité l'enchaînement infernal des acquisitions pharaoniques suivies d'endettements hors normes et, in fine, de dépréciations massives passées dans les résultats 2001.

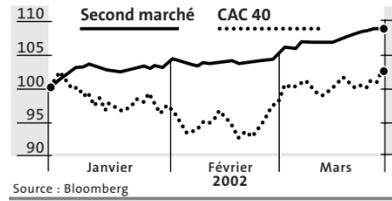
Le second marché est représentatif de l'ensemble des entreprises françaises, dans la mesure où les analystes y prennent en compte les données comptables et financières fondamentales des firmes, en minorant les effets de la conjoncture. Dans une étude portant sur treize valeurs du second marché, CIC Securities souligne que les entreprises concernées mêlent croissance organique et acquisitions, tout en privilégi-

## Le fragile engagement pour les valeurs moyennes

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

### SECOND MARCHÉ CONTRE CAC 40

indice base 100 au 1<sup>er</sup> janvier



Source : Bloomberg

giant des méthodes mixtes de financement, propres à rassurer les opérateurs de marchés.

### NOUVELLES MÉTHODOLOGIES

Ce regain d'intérêt pour les valeurs moyennes s'explique aussi par une modification de la méthodologie des gestionnaires, qui tendent à délaisser les produits indexés sur les indices pour s'intéresser aux performances des entreprises. Les Sicav indicelles, privilégiées entre 1998 et la mi-2001, sont moins utilisées par les opérateurs, qui leur préfèrent les valeurs moyennes, jugées moins volatiles. Pour autant, ces dernières n'accèdent pas au statut de valeurs refuges. La faible liquidité des titres rend possibles des retournements brusques. De plus, la performance des valeurs moyennes depuis trois mois traduit le ralentissement au début de l'année des indices majeurs, qui pourraient retrouver la faveur des investisseurs en cas de reprise.

### AFLELOU, QUATRIÈME INTRODUCTION

Le second marché, qui a compté 12 nouveaux entrants en 2001, poursuit sur sa lancée en

accueillant encore cette année, en moyenne, une nouvelle valeur par mois.

Jeudi 11 avril, ce devait être au tour du lunetier Alain Afflelou de faire son entrée à la Bourse de Paris. Initialement prévue le 4 avril, l'introduction du groupe avait dû être différée devant la réticence des investisseurs. La fourchette de prix retenue avait été jugée beaucoup trop élevée et, en conséquence, dissuasive pour les boursiers. Alain Afflelou a donc dû revoir sa copie : d'une fourchette de 17,25 euros à 19,75 euros, le lunetier est tombé à une fourchette de 15 à 17 euros. Nombre d'analystes, à l'image de Fortis, n'hésitent pas à dire qu'en dépit d'une stratégie de développement ambitieuse, mais réaliste, la mise à prix était trop chère.

Finalement, le groupe a retenu le segment bas de la fourchette, c'est-à-dire 15 euros. Cette baisse de prix s'est accompagnée d'une forte réduction de la taille de l'opération, Alain Afflelou et ses partenaires financiers ne voulant plus, à ce prix, vendre autant d'actions. Le groupe émettra ainsi 2 millions d'actions nouvelles (pour un capital existant de 13,3 millions d'actions), certains actionnaires en vendront 2,6 millions et Alain Afflelou renonce à vendre ses titres.

Au départ, la société comptait émettre 1,6 million d'actions nouvelles, les investisseurs financiers pensaient en vendre 5 millions (environ 39 % du capital) et M. Afflelou lui-même souhaitait en céder environ 4 %. Le montant de l'opération porte sur 69 millions d'euros, le placement auprès des institutionnels a été souscrit 1,4 fois, et 300 000 titres ont été demandés dans le cadre de l'offre réservée aux particuliers.

Marc Ferracci et François Bostnavaron

## LES BOURSES DANS LE MONDE

11/4, 9h48

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
<b>UNION EUROPÉENNE</b>						
ALLEMAGNE	DAX Index	5266,10 11/4	0,01	5467,31 19/3	4706,01 20/2	26,00
	Euro Neu Markt Price IX	973,72 11/4	0,54	1212,43 4/1	913,75 20/2	
AUTRICHE	Austria traded	1309,48 11/4	0,22	1306,47 8/4	1109,88 9/1	14,10
BELGIQUE	Bel 20	2769,57 11/4	0,22	2815,19 28/1	2609,61 15/1	13,50
DANEMARK	Horsens Bnex	263,52 11/4	0,13	280,92 26/3	254,91 30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	8106,90 11/4	-0,01	8608,50 4/1	7628,00 22/2	18,80
FINLANDE	Hex General	7638,76 11/4	-0,73	9224,39 4/1	7661,83 22/2	19,10
FRANCE	CAC 40	4532,05 11/4	0,23	4720,04 4/1	4210,30 20/2	21,00
	Mid CAC	2143,31 10/4	-0,45	2176,90 2/4	1929,16 2/1	15,30
	SBF 120	3161,79 11/4	0,21	3263,91 28/3	2924,74 20/2	21,00
	SBF 250	2955,86 10/4	-1,07	3081,90 28/3	2782,54 20/2	20,40
	Indice second marché	2513,33 10/4	-0,01	2513,33 10/4	2287,73 2/1	14,90
	Indice nouveau marché	1030,85 11/4	0,34	1175,41 7/1	980,76 22/2	
GRÈCE	ASE General	2207,53 11/4	0,00	2655,07 3/1	2173,01 9/4	14,50
IRLANDE	Irish Overall	5093,77 11/4	0,22	6085,03 18/1	4611,80 20/3	12,30
ITALIE	Milan Mib 30	32631,00 11/4	-0,01	33455,00 2/4	29542,00 20/2	21,10
LUXEMBOURG	Lux Index	1139,32 10/4	-0,51	1169,48 14/1	1103,43 6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	516,18 11/4	0,10	531,21 28/3	475,19 22/2	17,90
PORTUGAL	PSI 20	7716,35 11/4	0,34	7998,50 4/1	7161,67 25/2	18,30

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5219,40 11/4	-0,19	5362,30 4/1	5015,50 20/2	17,80
	FTSE techMark 100 index	1151,23 11/4	-0,20	1569,62 4/1	1153,53 8/4	120,10
SUÈDE	OMX	777,94 11/4	0,17	878,88 4/1	741,84 20/2	25,80
<b>EUROPE</b>						
HONGRIE	Bux	8635,57 10/4	1,55	8718,01 9/4	7052,97 3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1298,86 10/4	0,26	1413,86 21/3	1142,62 7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15228,91 10/4	1,71	16423,35 25/1	13842,31 2/1	199,90
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	446,80 11/4	-0,38	450,50 9/4	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	367,60 11/4	2,74	357,79 9/4	267,70 3/1	
SUISSE	Swiss market	6680,50 11/4	0,00	6716,90 4/4	6059,10 6/2	18,90
TURQUIE	National 100	12260,92 11/4	1,91	15071,84 8/1	10443,81 18/3	11,20
<b>AMÉRIQUES</b>						
ARGENTINE	Merval	391,05 10/4	1,28	471,34 6/2	323,69 2/1	
BRESIL	Bovespa	13416,12 10/4	1,68	14495,28 18/3	12300,70 30/1	9,60
CANADA	TSE 300	7800,06 10/4	1,01	7992,70 7/3	7402,70 20/2	20,90
CHILI	Ipsa	97,71 11/4	0,12	102,37 4/1	94,80 20/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	10381,73 10/4	1,70	10673,10 19/3	9529,46 30/1	22,70
	Nasdaq composite	1767,07 10/4	1,41	2098,88 9/1	1696,55 22/2	47,40
	Nasdaq 100	1363,29 10/4	1,34	1710,23 9/1	1329,93 22/2	44,20
	Wilshire 5000	10650,92 10/4	1,16	10983,40 19/3	10040,55 20/2	
	Standards & Poors 500	1130,47 10/4	1,13	1176,97 7/1	1074,36 20/2	21,40
MEXIQUE	IPC	7517,68 10/4	3,39	7450,44 20/3	6365,72 14/1	12,80

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
<b>ASIE-OCÉANIE</b>						
AUSTRALIE	All ordinaries	3319,80 11/4	-0,22	3443,90 14/2	3312,30 9/4	
CHINE	Shanghai B	152,98 10/4	-0,07	171,72 4/1	121,09 23/1	22,60
	Shenzen B	234,34 10/4	-0,29	265,91 4/1	182,43 23/1	14,80
CORÉE DU SUD	Composite	856,03 10/4	-3,67	926,23 8/4	690,36 2/1	
HONG KONG	Hang Seng	10878,04 2/4	-1,40	11919,41 7/1	10387,49 1/3	15,80
	All ordinaries	4730,50 11/4	0,72	5104,38 7/1	4548,50 7/2	
INDE	Bombay SE 30	406,53 10/4	0,07	415,78 5/4	339,26 1/1	1,40
ISRAËL	Tel Aviv 100	377,67 10/4	-0,64	468,92 7/1	372,08 9/4	
JAPON	Nikkei 225	11147,27 11/4	-0,64	12034,04 11/3	9420,85 6/2	28,30
	ToPIX index	1069,07 11/4	-0,84	1128,36 11/3	921,08 6/2	34,50
MALAISIE	KL composite	777,04 11/4	0,32	776,90 9/4	681,50 2/1	16,20
NOUVELLE-ZÉLANDE	All ordinar.	743,91 11/4	0,04	771,18 4/2	738,40 3/1	
SINGAPOUR	Straits Time	1743,87 11/4	1,66	1848,99 5/3	1606,09 2/1	21,60
TAIWAN	Weighted	6059,21 10/4	-1,95	6326,43 27/3	5375,40 17/1	21,10
THAÏLANDE	Thai SE	377,29 11/4	1,24	396,70 8/3	302,38 2/1	
<b>AFRIQUE</b>						
AFRIQUE DU SUD	All share	11331,70 11/4	0,81	11305,30 19/3	10138,30 30/1	10,50
CÔTE D'IVOIRE	BVRM	70,11 8/4		77,39 2/1	70,08 22/3	

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER : Jacques Chahine Finances ; données : la Cote Bleue.

## EUROPE Jeudi 11 avril 9h48

INDICES	Indice	% var.
EURO STOXX 50	3658,55	-0,05
AUTOMOBILE	235,00	-0,23
BANQUES	287,42	-0,05
PRODUIT DE BASE	204,59	-0,22
CHIMIE	366,94	-0,63
TELECOMMUNICATIONS	412,12	-0,16
CONSTRUCTION	233,67	-0,46
CONSOMMATION CYCLIQUE	132,79	-0,38
PHARMACIE	474,21	-0,24
ÉNERGIE	350,18	-0,05
SERVICES FINANCIERS	240,61	-0,17
ALIMENTATION ET BOISSON	243,46	-0,21
BIENS D'ÉQUIPEMENT	378,08	-0,32
ASSURANCES	332,75	-0,27
MÉDIAS	266,03	-0,06
BIENS DE CONSOMMATION	387,99	-0,01
COMMERCE ET DISTRIBUTION	281,34	-0,82
HAUTE TECHNOLOGIE	447,06	-0,33
SERVICES COLLECTIFS	296,97	-0,24

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	22,18	-0,59
AEGON NV	NL	27,70	-0,11
AIR LIQUIDE	FR	168,60	-0,24
ALCATEL A	FR	15,38	-0,65
ALLIANZ N	AL	280,10	-0,90
AVENTIS	FR	72,20	1,05
AXA	FR	24,73	0,98
BASF AG	AL	47,15	-0,42
BAYER	AL	39,21	-0,10
BAV.HYP.V.VERBK	AL	39,87	-0,08
BNP PARIBAS	FR	56,40	-0,27
BSCH	ES	9,62	-0,00
CARREFOUR	FR	52,00	-1,52
DAIMLERCHRYSLER N	AL	131,70	-0,58

DANONE	FR	140,50	-1,44
DEUTSCHE BANK AG	AL	71,12	-0,53
DEUTSCHE TELEKOM	AL	16,27	-0,18
E.ON	AL	59,19	-0,12
ENDESA	ES	17,42	-0,17
ENEL	IT	6,64	-0,45
ENI SPA	IT	16,67	-0,24
FORTIS	BE	25,78	-0,31
FRANCE TELECOM	FR	32,89	-0,77
GENERALI ASS.	IT	28,81	-0,17
ING GROEP CVA	NL	29,97	-0,23
KONINKLIJKE AHOLD	NL	27,29	-0,07
L'OREAL	FR	87,10	-0,11
LVMH	FR	56,00	-0,00
MUENCHENER RUECKV	AL	293,15	-0,32
NOKIA OYJ	FI	21,51	-1,10
PINAULT PRINTemps	FR	129,50	-0,00
REPSOL YPF	ES	13,99	-0,29
ROY.PHILIPS ELECTR	NL	32,13	-0,88
ROYAL DUTCH PETROL	NL	60,35	-0,17
RWE	AL	43,23	-0,39
SAINT GOBAIN	FR	181,30	-0,11
SANOFI-SYNTELABO	FR	70,00	-0,14
SANPAOLO IMI	IT	13,44	-0,00
SIEMENS	AL	70,70	-0,00
SOCIETE GENERALE A	FR	73,25	-0,21
SUEZ	FR	32,00	-0,65
TELECOM ITALIA	IT	9,28	-0,00
TELEFONICA	ES	12,34	-0,49
TIF	IT	5,21	-0,00
TOTAL FINA ELF	FR	169,10	-0,06
UNICREDITO ITALIAN	IT	5,01	-0,20
UNILEVER CVA	NL	66,15	-0,00
VIVENDI UNIVERSAL	FR	37,70	-0,66
VOLKSWAGEN	AL	58,20	-0,69

## FRANCFORT

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
ARBOMEDIA	3,19	44,34
CARRIER ONE	0,12	20,09
INFOMATEC	0,12	20,00
HIGHLIGHT COMM ZZ	2,74	14,17
FTSE GLOBAL AUTOS	58,20	13,56
COMMERZTECHNOL	0,45	12,50
NSE SOFTWARE AG	0,56	12,00
<b>Plus mauvaises performances</b>		
COMROAD	0,40	-45,21
SNOWA	0,60	-42,86
SER SYSTEMS	0,13	-38,10
PRODACTA AG	0,05	-37,50
HEYDE	0,10	-23,08
ARTSTOR	0,44	-21,43
BROKAT TECHNOLOGIE	0,04	-20,00

## LONDRES

Valeur	Cours de clôture (£)	% var.
BALTIMORE TECHNOL	0,10	15,15
MARCONI	0,07	11,68
KINGSTON COMM	0,91	7,06
EASYTEK	5,07	6,74
ENERGIS	0,02	6,67

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 11 avril 9h30

Table listing French stocks with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stocks with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stocks with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

10/4 : 26,66 millions d'euros échangés

Table listing new market stocks with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Meilleures performances, Plus mauvaises performances.

Table listing new market stocks with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Plus forts volumes d'échange.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS. Cohabitation : la confusion des pouvoirs. Laïcité : une passion française. Les Clés de l'info. Toute l'actualité du mois. Numéro d'avril - 16 pages - 2 €

SECOND MARCHÉ

10/4 : 84,34 millions d'euros échangés

Table listing second market stocks with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Meilleures performances, Plus mauvaises performances.

Table listing second market stocks with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Plus forts volumes d'échange.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 11/4 à 9h

Table listing SICAV and FCP funds with columns: Valeur, Cours euro, date, % var. /12.

Table listing various funds with columns: Valeur, Cours, date, % var. /12.

Table listing various funds with columns: Valeur, Cours, date, % var. /12.

Table listing various funds with columns: Valeur, Cours, date, % var. /12.

Table listing various funds with columns: Valeur, Cours, date, % var. /12.

La Convention sur la biodiversité de Rio de Janeiro, en 1992, a posé le principe de la **SOUVERAINETÉ** des États sur leurs ressources biologiques. Il reste à transcrire en droit cette souveraineté au moment où se

développe la « **BIOPIRATERIE** » avec le vol d'espèces rares dans les pays du Sud par des entreprises ou des universités des pays du Nord. La conférence de La Haye doit mettre en œuvre un régime internatio-

nal protégeant les ressources de la biodiversité en remettant en cause certains principes du droit des brevets. Parallèlement, la **DESTRUCTION DES FORÊTS** tropicales se poursuit sans frein, leur surface se rédui-

sant de 150 000 km<sup>2</sup> chaque année. Autre danger, les **BIO-INVASIONS** de plantes menacent sérieusement l'écologie mondiale. La conférence de La Haye a inscrit ce thème, pour la première fois, à son ordre du jour.

## Le délicat partage planétaire des fruits de la biodiversité

La Conférence de La Haye, qui se tient du 7 au 19 avril, devrait commencer à mettre en œuvre un régime international assurant le partage équitable des ressources de la biodiversité. Les pays du Sud s'inquiètent de la « biopiraterie » pratiquée par les pays du Nord

**LA FORÊT** cache-t-elle l'enjeu politique de la Conférence sur la biodiversité, qui se tient du 7 au 20 avril à La Haye ? Ce n'est pas impossible, tant il y a divergence entre la pression exercée par plusieurs ONG, dont au premier rang Greenpeace, sur la question des forêts et l'opinion de nombreuses délégations du Sud, pour lesquelles le sujet du partage des ressources tirées de la biodiversité est le plus crucial. La disjonction est telle que Greenpeace parle d'un sommet des forêts anciennes, alors que le nom officiel de la réunion est Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique. En essayant d'imposer son propre agenda à la Conférence, Greenpeace prend le risque de s'aliéner les pays du Sud. Sa mobilisation contribue cependant à susciter l'intérêt public pour une négociation qui prend une importance croissante.

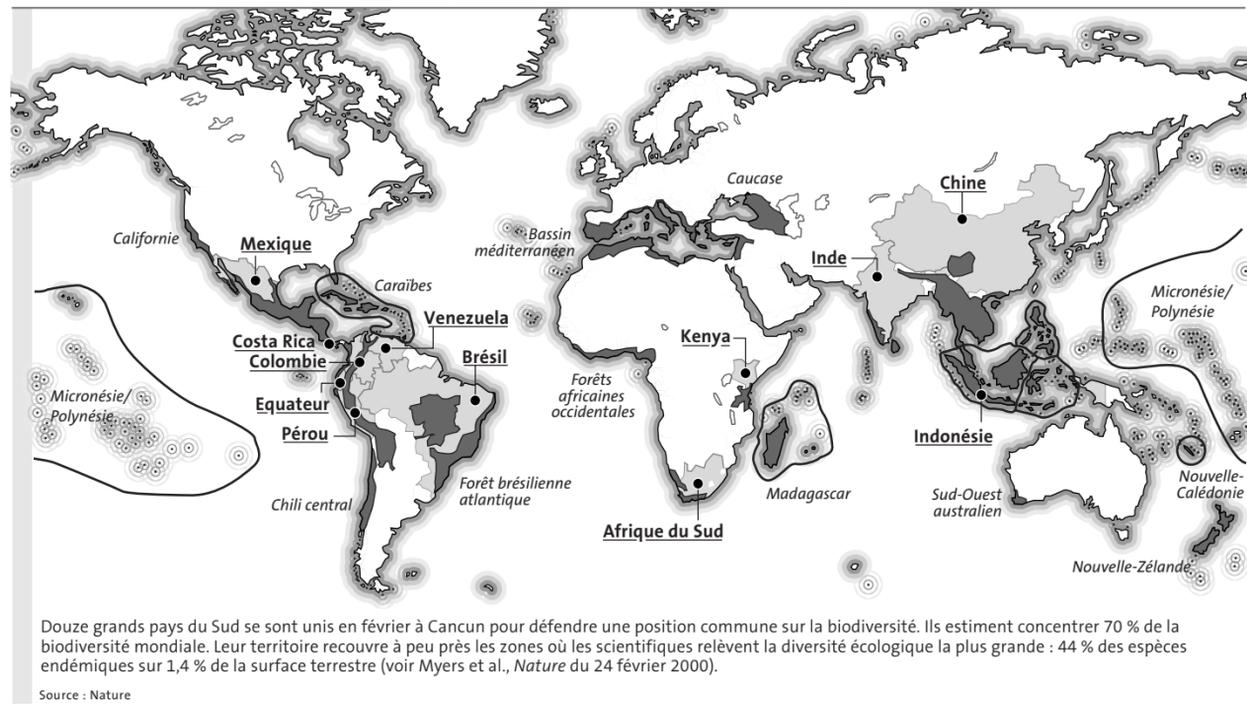
La Convention sur la biodiversité a été adoptée à Rio de Janeiro en 1992. Son principal résultat a été de poser le principe de la souveraineté des États sur leurs ressources biologiques, à l'opposé d'une conception affirmant que celles-ci relèvent d'un patrimoine commun de l'humanité.

### VOL D'ESPÈCES RARES

Il reste à transcrire en droit les modalités de cette souveraineté, alors que de nombreux États, comme l'Inde ou le Brésil, s'inquiètent de la « biopiraterie » : le vol d'espèces rares par des entreprises ou des universités des pays du Nord, qui s'en servent pour élaborer des médicaments ou des produits qu'ils vont ensuite breveter. Les cas se multiplient : un médicament tiré par la firme américaine Abbott de la peau d'une grenouille équatorienne (*Science* du 2 janvier 1998) ; un composé à effet anti-conceptionnel breveté par le chercheur britannique Conrad Gorinsky en 1996 et en 2000, alors qu'il provient d'un arbre brésilien ; la substance dans les feuilles d'un

### LES PAYS DU SUD S'UNISSENT POUR PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ

■ Zones à la biodiversité exceptionnelle □ 12 pays « Mégadivers » (ils abriteraient + de 70% de la diversité biologique de la planète) réunis dans la Déclaration de Cancun



autre arbre brésilien breveté en 1996 par la firme japonaise Nippon Mektron (exemples cités par *BioFuture* de février 2002). De plus en plus, les pays concernés regroupent contre l'absence de contrepartie, tandis que des ONG autochtones ou occidentales protestent contre le brevetage de composés naturels tropicaux. En Inde, une bataille longue et exemplaire a ainsi été livrée pour l'annulation des brevets déposés par la firme texane Rice-Tec sur le riz basmati, obtenue pour l'essentiel en août 2001.

Si les États protestent contre la biopiraterie, les communautés indigènes tentent également de faire valoir leur point de vue : ce sont

elles qui connaissent le mieux les ressources de leur écosystème, et sont fréquemment utilisées par les bioprospecteurs pour décrire la faune locale.

En novembre 2001, des groupes d'Indiens du Chiapas, au Mexique, ont ainsi obtenu l'abandon du projet ICBG-Maya, financé par les États-Unis et visant à inventorier et à utiliser les plantes médicinales mayas. « Nous voulons être sûrs que personne ne pourra breveter ces ressources et que les bénéfices en seront partagés par tous », indiquait alors Antonio Perez Mendez, représentant d'une ONG locale, la Compitch, résumant l'enjeu fondamental des discussions sur la biodiversité.

Celles-ci n'ont progressé que lentement depuis 1992. La Convention, jusqu'à son cadre vide, a conduit en 2000 à un premier acte politique d'importance, en suscitant l'adoption du Protocole sur la biosécurité, réglementant le commerce international des OGM. Mais, face à l'évidence toujours plus grande d'une crise de la biodiversité qui se traduit par des disparitions d'espèces à une vitesse que la planète semble n'avoir jamais connue, et devant les conflits d'appropriation toujours plus nombreux, la nécessité de concrétiser la Convention elle-même devient criante. Comme dans toute négociation internationale, ce mouve-

ment passe par une cristallisation politique qui est en train de s'opérer autour d'un clivage Nord-Sud, voire États-Unis-Sud.

### DROIT DES BREVETS

Un acte décisif s'est ainsi produit le 18 février dernier lorsque, dans la « déclaration de Cancun », ville du Mexique où ils se réunissaient, douze grands États en développement (Chine, Brésil, Inde, Indonésie, Mexique, Afrique du Sud, Colombie, Kenya, Venezuela, etc.) ont constitué un front uni sur les questions de biodiversité : déclarant qu'ils abritent « 70 % de la diversité biologique de la planète », ces pays « mégadivers », comme ils

ont décidé de se dénommer, ont posé la nécessité de recourir au principe de précaution et demandé la création d'un régime international assurant le partage équitable des ressources de la biodiversité. L'enjeu principal de la Conférence de La Haye est donc de commencer à mettre en œuvre un tel régime international, dont des « lignes directrices » élaborées à Bonn, en octobre dernier, pourraient constituer le cadre provisoire.

De surcroît, les « mégadivers » demandent la création d'un Fonds international, dont les pays du Sud auraient le contrôle et qui serait alimenté par les pays du Nord utilisant les plantes et animaux des tropiques. Une mesure en discussion concerne aussi une modification des brevets, de façon à ce qu'ils mentionnent le pays d'origine de la matière naturelle dont ils décrivent l'utilisation.

L'Union européenne est favorable à cette évolution du droit des brevets et pousse à l'adoption des lignes directrices adoptées à Bonn. Dans sa position, exprimée lors du conseil des ministres de l'environnement, le 4 mars dernier, elle souligne aussi l'importance d'articuler ces nouveaux aspects de la Convention sur la biodiversité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et notamment celles portant sur les droits de la propriété intellectuelle.

En revanche, les États-Unis sont opposés à cette approche, défendant le régime existant des brevets et privilégiant l'OMC. Ils n'ont d'ailleurs pas ratifié la Convention sur la biodiversité, ce qui ne les empêche pas d'être présents à La Haye avec une délégation de près de 40 personnes. La négociation de La Haye devrait porter sur l'adoption des « lignes directrices ». Les « mégadivers » pourraient s'y opposer, les jugeant insuffisantes, ce qui ferait paradoxalement le jeu du statu quo, et des États-Unis.

Hervé Kempf

## Le déclin des forêts se poursuit inexorablement

L'évolution n'est positive sur aucun des principaux fronts forestiers

**ZODIACS** virevoltant, activistes en combinaison blanche ou rouge s'accrochant à des grues, troncs de bois tropical posés devant des palais officiels : Greenpeace a lancé depuis quelques mois sa campagne de printemps pour la préservation des « forêts anciennes », protestant en Espagne, en France, en Chine, en Allemagne, en Finlande, contre l'exploitation des forêts primaires à travers le monde.

Si le talent de communication de l'association écologiste assure à cette cause une grande visibilité, ces initiatives traduisent un regain d'intérêt général pour la question des forêts tropicales. Le gouvernement allemand s'est opposé, en mars, à l'importation de mahogany brésilien exploité illégalement ; des citoyens camerounais ont porté plainte fin mars en France contre une compagnie forestière, Rougier ; l'association britannique Global Witness a dénoncé, en février, les liens entre une entreprise anglaise et le pillage forestier en République démocratique du Congo.

C'est que la destruction des forêts tropicales se poursuit sans frein :

dans son rapport sur la *Situation des forêts du monde 2001* publié en octobre, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indiquait que la surface des forêts naturelles dans les tropiques se réduit de 150 000 km<sup>2</sup> chaque année.

### SOUVERAINETÉS NATIONALES

De surcroît, leur qualité écologique se dégrade : selon un rapport publié début avril par le World Resources Institute (WRI) de Washington, la surface des forêts non perturbées par des activités humaines se réduit comme peau de chagrin. « Nous avançons rapidement vers un

### La provenance douteuse du teck

L'Europe importe en grandes quantités de teck (*Tectona grandis*) utilisé notamment pour fabriquer des meubles de jardin. Censé provenir de plantations ou de forêts « certifiées » pour leur exploitation raisonnable, la majorité du teck vient en réalité de Birmanie, où la dictature militaire exploite sans frein les forêts, ou d'Indonésie, où la faiblesse de l'État encourage une exploitation ravageuse.

Aucun de ces pays ne bénéficie d'une « certification » garantissant que le teck provient de forêts gérées durablement. En Indonésie, la compagnie Perhutani a vu sa certification annulée par la Rainforest Alliance en août 2001.

Cela n'empêche pas les importateurs d'acheter le teck asiatique, ce qui contribue, selon l'association Robin des bois « au pillage des forêts primaires et des plantations et à la manipulation des consommateurs ».

monde où les forêts primaires seront confinées à des bribes de parcs et de réserve », selon l'auteur de l'étude, Dirk Bryant. Sur aucun des principaux fronts forestiers l'évolution n'est positive. En Indonésie, le désordre politique facilite l'accélération de la déforestation, qui serait passée de 10 000 km<sup>2</sup> dans les années 1980 à 20 000 km<sup>2</sup> aujourd'hui, selon un autre rapport du WRI. Au Brésil, la situation est plus contrastée. La pression colonisatrice reste forte, les exportations de bois augmentent, mais la conjoncture économique défavorable stabilise la déforestation. En Afrique centrale, la pression des bailleurs de fonds favorise une politique plus rigoureuse des gouvernements, sans que l'exploitation illégale ait été nettement stoppée.

La discussion internationale ne facilite pas le progrès. La forêt n'était pas, jusqu'à présent, explicitement dans le champ de la Convention sur la biodiversité – plusieurs États forestiers craignant que l'on n'attende par ce biais à leur souveraineté –, mais dans un forum de discussion aux Nations unies remarquablement inefficace.

Lors de leur dernière conférence, les États de la Convention sur la biodiversité ont placé les forêts à l'ordre du jour. La Conférence de La Haye discutera essentiellement d'un « programme d'action ». L'enjeu de la discussion sera que celui-ci intègre des mesures visant la conservation et l'exploitation durable des forêts, ainsi que l'encadrement institutionnel (lois et subventions) du bûcheronnage. Autant d'intentions qui pourraient être considérées comme atteintes à la souveraineté – et qui ne sont donc pas acquises.

H. K.

## La globalisation favorise les bio-invasions qui uniformisent l'écologie mondiale

**C'EST UNE PLANTE** attirante, d'un vert profond et dense, qui forme des fleurs séduisantes pourpres et violettes. Cette beauté éclatante a un défaut : elle s'impose lourdement, la plante se multipliant très rapidement jusqu'à recouvrir totalement les plans d'eau ou les rivières où elle élit domicile. La jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*) est une peste qui afflige notamment l'Afrique de l'Ouest, où elle asphyxie les lacs, réduit la pêche et endommage les circuits d'approvisionnement en eau.

Elle n'est qu'un exemple des bio-invasions qui se multiplient depuis une cinquantaine d'années, et qui constituent, selon le responsable scientifique de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), Jeffrey McNeely, « la plus grande menace sur la biodiversité après la perte des habitats naturels ». Les espèces envahissantes, en équilibre avec leur milieu naturel, se déchaînent lorsqu'elles sont transplantées dans un autre écosystème où l'absence de prédateur favorise leur expansion au détriment de leurs hôtes.

Plantes, insectes, animaux envahissants contribuent à la disparition d'espèces autochtones, qui ne peuvent surmonter leur dynamisme et provoquent des pertes économiques dans l'agriculture et dans la pêche. Les États-Unis, que ce problème préoccupe beaucoup, dépenseraient 137 milliards de dollars par an pour lutter contre les bio-invasions. Mais le phénomène, qui uniformise l'écologie mondiale, touche tous les pays, pauvres et riches. La France y est sensibilisée par l'algue *Caulerpa taxifolia*, qui a envahi la Côte d'Azur.

Pour la première fois, le sujet des

bio-invasions vient sur la table d'une négociation internationale, puisque la Convention sur la biodiversité l'a mis à son ordre du jour.

### MODIFIER LES RÈGLES DE L'OMC

Les États discuteront de procédures limitant l'entrée dans un pays d'espèces nuisibles. Le principal obstacle est, ici, l'harmonisation de ces procédures avec l'objectif contradictoire de libéralisation du commerce et avec les règles de l'OMC. Un deuxième thème de discussion portera sur les moyens d'éradiquer

les espèces envahissantes, ce qui suppose sans doute des aides financières pour les pays pauvres. « Alors que la globalisation continue de s'accélérer, les risques de bio-invasions ne peuvent que croître », note Klaus Töpfer, le directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement. Derrière les bio-invasions, il y a bien un enjeu politique : prouver que la globalisation peut s'harmoniser avec la protection de l'environnement mondial.

H. K.

### À NOS ABONNÉS

Depuis plusieurs semaines, *Le Monde* est distribué avec retard à une partie de nos abonnés, et nous vous prions de bien vouloir nous en excuser.

En effet, en raison de soucis d'ordre technique et conjoncturel, certaines zones de distribution sont particulièrement touchées par ces dysfonctionnements.

De ce fait, les appels téléphoniques et e-mails qui nous parviennent en ce moment ne peuvent plus être traités dans des délais acceptables, compte tenu de leur nombre.

Bien entendu, nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour assurer dans les meilleures conditions la qualité de service que vous êtes en droit d'attendre, et nous espérons résorber prochainement ces retards.

Avec nos excuses renouvelées, et nos remerciements pour votre compréhension.

**ATTENTION :** à dater du 2 mai prochain, *Le Monde* mettra à votre disposition un nouveau service client « AU FIL DU MONDE » : Tél. : (33) 1.44.97.54.54. / Mail : abo@lemonde.fr / Fax. : (33) 1.44.97.54.53.

**BOSC OFFICE**  
Services à domicile

Nous avons sélectionné et déclaré pour vous, sur Paris et Île-de-France, de vrais professionnels à votre service.

**Votre femme de ménage**  
pour seulement 9 € net de l'heure après déduction fiscale

N° Indigo 10 825 068 368

## Controverse autour de la « contamination » transgénique du maïs mexicain

La revue britannique « Nature » désavoue un article qu'elle avait publié en novembre 2001. Mais, pour nombre de spécialistes, le croisement entre OGM et variétés locales est presque inévitable

DES VARIÉTÉS locales de maïs mexicain ont-elles, oui ou non, été « contaminées » par leurs cousins transgéniques ? Depuis que la revue *Nature* a publié, le 29 novembre 2001, un article mettant en évidence la présence de transgènes issus de plants génétiquement modifiés dans des lignées indigènes de la région d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, la controverse fait rage. Elle est d'autant plus aiguë que le Mexique, mère patrie de cette céréale, a imposé depuis 1998 un moratoire sur les cultures transgéniques, suspectées de menacer la diversité biologique de ce sanctuaire agronomique. Et que les organisations anti-OGM y ont vu une nouvelle preuve de la menace que font peser ces cultures issues de la biotechnologie sur les écosystèmes.

Mais plusieurs spécialistes estiment que les auteurs de l'article, David Quist et Ignacio Chapela, de l'université de Californie à Berkeley, ont pu être victimes de la technique extrêmement puissante qu'ils ont utilisée pour mettre en évidence les traces d'ADN suspectes. La polémique a d'abord enflé dans les forums sur Internet, avant qu'un journal ne mette les pieds dans le plat. Paul Christou, rédacteur en chef de *Transgenic Research*, signalait, en février, un éditeur ravagé : la démonstration est faite, assurait-il, que « les

la mesure où Chapela et Quist maintiennent leurs conclusions, l'hebdomadaire britannique a décidé de publier simultanément deux articles critiques et leur réponse assortie de nouvelles données. Le tout devant « permettre à ses lecteurs de juger la science par eux-mêmes ». La technicité du débat risque cependant de renvoyer les non-initiés à leur perplexité.

Matthew Metz et Johannes Fütterer, de l'université de Washington (Seattle), mettent en cause la façon dont leurs collègues de Berkeley ont utilisé la PCR, une technique d'amplification de l'ADN et un procédé voisin, l'i-PCR. Ils n'excluent pas que du maïs transgénique puisse s'être croisé avec les lignées traditionnelles, mais « les preuves d'une telle introgression [croisement] sont fondées sur des artefacts ou une expérience erronée ». Il suffit en effet d'une molécule entrée par inadvertance dans un tube à essai pour que le résultat soit faussé. Une autre équipe de Berkeley conclut aussi au faux positif : « Il est possible que du maïs transgénique soit cultivé illégalement au Mexique, mais les déclarations de Quist et Chapela selon lesquelles ces transgènes auraient envahi l'ensemble du génome des variétés indigènes sont infondées. »

Les intéressés répondent à leurs détracteurs qu'en effet l'i-PCR reste une méthode « exploratoire »



à la faveur d'importations d'OGM. Le débat n'est sans doute pas près de s'éteindre. En février, une coalition de 144 organisations non gouvernementales avait mis en cause le gouvernement mexicain, qui conduit parallèlement une expertise. Les organismes gouvernementaux avaient alors rendu publics des résultats similaires à ceux de Chapela et Quist, mais ils ont décidé de les affiner pour faire face aux critiques méthodologiques.

### CABALE POLITIQUE

Conseillère scientifique de Greenpeace, Doreen Stabinsky affirme que les résultats d'études conduites sous l'égide de l'Institut national d'écologie mexicain devraient conclure, « d'ici quelques mois, à la présence et à l'expression de transgènes – des gènes de tolérance aux herbicides et d'expression de la toxine insecticide Bt ». Mais le Cimmyt, un des centres chargés de recueillir et de stocker les graines, lui aussi mis en cause par les associations, a précisé que toutes les investigations menées pour détecter des contaminations dans ses banques de gènes s'étaient à ce jour révélées négatives.

Les associations anti-OGM, comme le groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (ETC, ex-RAFI), craignent l'impact de la volte-face de *Nature* sur les discussions qui ont lieu jusqu'au 26 avril à La Haye, où 150 délégations internationales sont assemblées à l'occasion du dixième anniversaire de la convention des Nations unies sur la biodiversité. La question des OGM et des moratoires qui leur sont appliqués dans différents pays est bien évidemment à l'ordre du jour.

Greenpeace n'hésite pas à voir dans la récusation de l'article de Chapela et Quist une cabale politique. « Nous continuerons à faire pression sur le Mexique pour qu'il interdise toute importation de maïs transgénique », assure Doreen Stabinsky. En 1998, Chapela s'était déjà retrouvé en porte-à-faux avec

qui a pu conduire à une mauvaise identification de certaines séquences. Mais ils assurent qu'une autre méthode leur a permis de confirmer un taux de 1 % d'hybridations, observées dans certains maïs « créoles ». Aussi maintiennent-ils leur conclusion.

Un moyen de trancher avait été suggéré par Paul Christou : semer les graines en cause, afin de voir si les plants gardent effectivement la trace d'un croisement avec des maïs transgéniques, dont il reste à découvrir l'origine, dans la mesure où les variétés génétiquement modifiées ne sont officiellement pas cultivées dans les régions de prélèvement.

Quist et Chapela suggèrent que ces croisements ont pu intervenir

### Les enseignements des « élites »

L'impact potentiel de l'importation de maïs OGM sur les variétés locales peut être apprécié à la lumière de celui des variétés dites « élites », mais non transgéniques, sur les cultivars locaux. Dans une thèse datant de 1996, le sélectionneur burkinabé, Jacob Sanou, a ainsi étudié les flux de gènes d'une variété originaire d'Amérique latine, SR22, sélectionnée pour sa capacité de résistance aux virus. Introduite en 1986 au Burkina Faso, SR22 avait en moins de dix ans « introgressé » 10 % des variétés autochtones testées par le chercheur. L'impact de ces flux de gènes sur le rendement a été variable : là où la culture était de type intensif, le croisement avec le SR22 offrait des rendements supérieurs de 24 % par rapport à la moyenne des parents. Dans les zones de culture traditionnelle, sans fertilisation, ou de culture associée (maïs plus ibiscus), les variétés locales offraient un meilleur rendement que l'élite SR22, mais l'étude n'a pas déterminé si les variétés croisées offraient dans ce cas un avantage.

données publiées [par *Nature*] ne sont que des artefacts résultant d'un dispositif expérimental et de pratiques indigènes ». Le plus surprenant était, selon lui, qu'un journal de ce niveau ait pu publier « un manuscrit truffé d'erreurs fondamentales ».

Faisant profil bas, *Nature*, qui a relayé le débat, a souhaité prendre le temps d'effectuer une contre-expertise poussée, en soumettant l'article incriminé et les critiques qui lui étaient adressées à plusieurs *referees* (arbitres). Finalement, « les preuves disponibles ne sont pas suffisantes pour justifier la publication de l'article original », conclut Philip Campbell, le directeur de *Nature*, dans un court éditorial publié le 4 avril. Mais, dans

### TROIS QUESTIONS À... JULIEN BERTHAUD

**1 Chercheur de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) associé au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (Cimmyt), vous étudiez la dynamique de la diversité génétique du maïs au Mexique. Que pensez-vous de la polémique qui entoure les travaux de Chapela et Quist ?**

Ce qui ne fait pas l'objet de discussion, c'est la première partie de leurs travaux, c'est-à-dire la présence de transgènes au Mexique. Car même si leur démonstration n'est pas parfaite, on peut dire qu'à peu près tous les scientifiques, tant mexicains qu'américains, sont persuadés que, en cherchant un peu, on pourrait en trouver. Reste la question du « combien ? », qui n'est pas seulement une affaire de méthodologie. Si on savait où il y a des transgènes et en quelle proportion, on aurait plus d'idées sur leurs sources d'introduction, vraisemblablement variées et donc sur la manière de procéder pour avoir un contrôle plus serré de cette diffusion.

**2 Comment explique-t-on ces croisements ?**

Les hypothèses sont multiples. Les migrants de retour des États-

Unis ramèneraient du maïs américain pour le tester chez eux. Les agriculteurs pourraient aussi avoir semé du maïs vendu pour la consommation humaine, par manque de semence. Plausible, cette hypothèse ne devrait pas pouvoir expliquer des diffusions à grande échelle, car personne n'est prêt à risquer sa survie en utilisant une semence inconnue qui risque de donner de mauvais ou très mauvais résultats dans des conditions bien différentes de celles du nord des États-Unis. Autre explication, certains hybrides vendus au Mexique par des compagnies américaines sont créés à partir de lignées introduites depuis les États-Unis. On peut donc penser que ces hybrides et lignées, même officiellement non-OGM, peuvent présenter un certain taux de contamination par des transgéniques. Mais aucune de ces hypothèses n'explique une diffusion de transgènes à l'échelle dont parle Chapela et Quist.

**3 Avez-vous vous-même observé de telles « contaminations », et quelles conséquences pourraient-elles avoir ?**

Toute l'amélioration locale des maïs faite par les paysans s'ap-

Propos recueillis par H. M.

## Une étude épidémiologique analyse le cancer broncho-pulmonaire en France

La proportion des victimes féminines augmente

À L'INITIATIVE du Collège des pneumologues des hôpitaux généraux (CPHG), une étude originale a été menée sur le thème des cancers broncho-pulmonaires (ou carcinomes bronchiques primitifs). Ses résultats ont été rendus publics jeudi 11 avril. Selon les dernières données épidémiologiques officielles disponibles – elles datent de 1997 –, le cancer bronchique est responsable chaque année en France de près de 25 000 morts. Cette lésion maligne représente ainsi aujourd'hui la première cause de mortalité par cancer, devant celles de l'intestin, des voies aérodigestives supérieures, du sein et de la prostate.

Il s'agit donc là d'un problème majeur de santé publique, la grande majorité de ces lésions étant la conséquence de la consommation de tabac ou l'exposition professionnelle à des substances toxiques. On estime que, depuis le milieu des années 1970, le nombre des décès annuels par cancer broncho-pulmonaire a augmenté de près de 10 000. Face à cette situation, en l'absence de progrès thérapeutiques majeurs et compte tenu du fait que le diagnostic est toujours trop tardif, une expérience de dépistage par scanner devrait être prochainement lancée en France (*Le Monde* daté 3-4 février).

Un recueil exhaustif a été mis en place de manière à recenser tous les nouveaux cas observés au moins une fois en hôpital général tout au long de l'année 2000. Au total, 148 centres hospitaliers généraux ont participé à cette étude et les dossiers médicaux de 5 667 personnes ont été analysés, soit, selon les auteurs, « la plus large cohorte des cas de cancers bronchiques primitifs en France ».

L'âge moyen des malades est de 64,3 ans, avec des extrêmes allant de 27 à 96 ans. Les auteurs notent que 93 personnes avaient moins de

40 ans au moment du diagnostic et 338 plus de 80 ans. Parmi les patients, 7,2 % n'ont jamais consommé de tabac, 40,3 % sont des anciens fumeurs et 52,5 % étaient toujours des fumeurs au moment de la découverte de la lésion cancéreuse. Le sevrage tabagique ne semble pas ramener le risque dans les valeurs proches de la normale, dans la mesure où une proportion importante d'anciens fumeurs sont atteints d'un cancer bronchique dix ans ou plus après l'arrêt de leur consommation de tabac.

### PARTICULIÈREMENT INQUIETS

« Nous sommes frappés et particulièrement inquiets de voir à quel point la proportion de femmes atteintes de cette lésion est en constante augmentation », explique le docteur François Blanchon, chef du service de pneumologie du centre hospitalier de Meaux (Seine-et-Marne) et coordinateur de ce travail. Alors que notre étude de 1993 avait trouvé 11 % de femmes, cette proportion est aujourd'hui de 16 %. Cette tendance est confirmée par les différents travaux conduits dans les pays industrialisés. »

Pour le docteur Blanchon, ce phénomène est la conséquence directe de l'augmentation de la consommation de tabac dans la population féminine, et, notamment, chez les jeunes filles. « L'analyse des données dont nous disposons nous permet également de conclure que, chez la femme, le cancer broncho-pulmonaire apparaît généralement plus tôt que chez l'homme et à partir d'une consommation de tabac moins élevée, explique-t-il. L'heure est venue, nous semble-t-il, de lancer auprès des jeunes, des parents, comme de l'ensemble des consommateurs un véritable cri d'alarme. »

Hervé Morin

Jean-Yves Nau



**MANDELA** « Nous ne faisons pas assez pour le sida »

**INTERNET** Nezvanova, l'artiste qui terrorise la Toile

Et chaque jour : [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com)

# Avant d'attaquer le Masters, Tiger Woods est plus serein que jamais

**Golf** • La première levée du Grand Chelem se dispute jusqu'à dimanche à Augusta, en Géorgie. Le golfeur prodige américain, qui a déjà gagné ce tournoi à deux reprises, aborde l'échéance dans les meilleures dispositions : décontracté, sûr de lui, riche et adulé du public

**AUGUSTA (Etats-Unis)**  
de notre envoyé spécial

Cette soixante-sixième édition du Masters d'Augusta se présente pour Tiger Woods sensiblement de la même façon que la précédente. Son début de saison a été presque insignifiant, malgré une victoire au Bay Hill Invitational, il y a trois semaines. En 2001, il avait en outre enlevé deux victoires consécutives, se relançant juste avant le Masters. L'intéressé a fait pourtant savoir, discrètement, qu'il se sentait très fort. « Ce sera plus facile cette année », lâche-t-il, en référence à la pression subie.

En 2001, il avait attaqué le Masters après avoir gagné les trois derniers tournois majeurs disputés. Cela ne l'avait pas empêché de remporter le quatrième, réalisant ainsi un « vrai faux » Grand Chelem, à cheval sur deux années. Cette année, le tournoi d'Augusta sera donc presque une épreuve comme les autres, abordée en toute tranquillité. Tiger Woods aimerait « simplement » devenir le troisième golfeur, après Jack Nicklaus, en 1965 et 1966, puis Nick Faldo, en 1989 et 1990, à s'imposer deux fois de suite. Il deviendrait par la même occasion le cinquième triple vainqueur du Masters.

Pour ses supporteurs, c'est comme si c'était fait, car Tiger Woods a déjà quasiment tout prouvé ici même en 1997, lors de sa première victoire. Il avait enlevé le Masters pour sa première participation en tant que professionnel et battu au passage une vingtaine de records, dont ceux du plus jeune



Comme chaque année, une foule importante va envahir le parcours d'Augusta, en Géorgie, où l'entrée est particulièrement convoitée. Elle pourra suivre pas à pas les performances de ses favoris dont le principal est Tiger Woods (ici, en avril 2001), star absolue du golf mondial et tenant du titre au Masters.

vainqueur de l'épreuve, 21 ans, et du parcours le plus expéditif, avec 270 coups. Il devenait un dieu vivant du golf. Un statut qu'il s'est toujours employé à réfuter : « Le golf n'est pas tout. Et il ne le sera jamais... Le plus important est de travailler sur soi-même, pour devenir une meilleure personne. »

#### ÊTRE LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE

Voilà de quoi désespérer certains de ses concurrents. Tiger Woods possède une absolue confiance en

lui-même et en ses possibilités – « Je sais ce dont je suis capable » – et ne laisse planer aucun doute sur ses ambitions : « Je veux être le meilleur joueur de tous les temps. » A l'exception de quelques irrédutibles qui ne jurent toujours que par Ben Hogan, Bobby Jones ou Jack Nicklaus, comme d'autres par Gino Bartali ou Jacques Anquetil pour le cyclisme, il l'est déjà aux yeux de la majorité. Toujours très mesuré, Tiger Woods relativise : « Je ne considère pas des personnes

telles que Jack Nicklaus comme des héros. Mais je les admire pour leur jeu. » Une façon habile de dire que lui-même ne souhaite pas être considéré comme tel et que, d'un autre côté, il n'y a pas de comparaison possible.

Difficile, pourtant, de les éviter. En 38 années de carrière, Jack Nicklaus, le « Golden Bear », a remporté une centaine de victoires, dont 18 tournois majeurs. Depuis qu'il est passé professionnel, à la fin de l'année 1996, son cadet en est à

plus de 40 victoires, dont 6 tournois majeurs. A ce rythme, le « Tigre » aura tôt fait de rattraper l'« Ours » pour ce qui est du nombre de succès. Pour le reste, il l'a déjà surpassé : sur les tournois auxquels il a participé depuis le début de sa carrière professionnelle, Tiger Woods a accumulé plus de 30 millions de dollars de prix. Plus il gagne et plus on le veut. Et plus les organisateurs le veulent, plus il gagne.

« J'ai appris que le souci du détail est aussi important en affaires qu'en

compétition », dit-il. La frontière du sport est franchie, et les territoires qui s'étendent au-delà donnent le vertige. Les contrats publicitaires signés par le phénomène ne sont pas très nombreux, mais lucratifs.

#### 100 MILLIONS POUR UNE VIRGULE

Six millions de dollars par an avec le constructeur automobile Buick, 5 millions avec American Express, sans doute autant avec Rolex. Le plafond est crevé avec l'équipementier Nike : 100 millions de dollars sur cinq ans pour porter vêtements, chaussures et gants, pour taper dans des balles sobrement marquées de la fameuse virgule, pour utiliser un driver qui, selon les statistiques, lui ferait gagner de la distance sans perdre en précision... Ce sera un atout supplémentaire sur le parcours rénové et allongé d'Augusta et un obstacle de plus pour les jeunes prétendants au régicide, tels l'Espagnol Sergio Garcia, qui annonce clairement vouloir supplanter le maître.

Malgré la tentation, rares sont ceux qui s'aventurent à prédire la fin du Tigre. L'un des seuls à s'y être essayé a été son propre père : « La seule chose qui pourrait l'empêcher de devenir le plus grand champion de tous les temps serait le mariage. » Heureusement ou malheureusement, Tiger Woods rompaît, quelque temps après, avec la jeune femme qu'il fréquentait depuis deux ans. On a appris depuis qu'il avait rencontré une jeune Suédoise, qui lui a été présentée par Jesper Parnevik, un autre golfeur dont elle gardait les enfants. Une basse manœuvre pour faire perdre la tête au maître des greens ?

Jean-Louis Aragon

## Un parcours chamboulé

● **Le Masters** a été créé en 1934. L'appellation de « Masters Tournament » a été adoptée en 1939. Il présente la particularité d'être un tournoi sur invitations. Après le forfait de Jack Nicklaus, six fois vainqueur de l'épreuve, 89 golfeurs se partageront cette année plus de 5 000 000 euros de prix.

● **Tiger Woods**, grand favori, aura pour concurrents quelques joueurs qui montrent les dents depuis le début de l'année : l'Espagnol José María Olazábal, vainqueur du Masters en 1994 et 1999, les Sud-Africains Ernie Els et Retief Goosen, l'Espagnol Sergio Garcia, le Fidjien Vijay Singh (vainqueur en 2000) et les Américains David Duval et Phil Mickelson, respectivement deuxième et troisième de la dernière édition.

● **Le parcours d'Augusta** vit cette année une véritable révolution : neuf des dix-huit trous ont été modifiés. Les balles des joueurs auront donc à parcourir près de 260 mètres supplémentaires.

## Le Real Madrid sort victorieux d'une rude guerre des nerfs

**Football** • L'équipe de Zinedine Zidane a écarté le Bayern Munich (2-0) en Ligue des champions

**LES ANNÉES PARES** semblent réussir au Real Madrid. Le vainqueur de la Ligue des champions 1998 et 2000 s'est qualifié, mercredi 10 avril, pour les demi-finales de la compétition en dominant le champion en titre, le Bayern Munich (2-0). En demi, il retrouvera, mardi 23 avril et mercredi 1<sup>er</sup> mai, son vieux rival du FC Barcelone. L'autre demi-finale, les 24 et 30 avril, opposera les Anglais de Manchester United aux Allemands du Bayer Leverkusen.

Le Real, battu (2-1) à l'aller, s'est imposé en deuxième mi-temps grâce des buts d'Ivan Helguera (68<sup>e</sup> minute) et José María Guti (84<sup>e</sup>). Ce deuxième but a été entaché d'une faute préalable non sanctionnée de l'attaquant madrilène Gonzales Raul, auteur d'un coup de coude sur le défenseur Thomas Linke. A l'image de cette action, la

rencontre a été viciée par l'enjeu et s'est disputée dans un climat délétère. L'arbitre italien n'a distribué que cinq cartons jaunes et un rouge dans un match où les fautes et bousculades se sont succédées. « Ce fut un match dur, mais un match au plus haut niveau européen », a estimé l'entraîneur madrilène Vincente Del Bosque. « C'est pendant des matches comme ça qu'on voit la grandeur du football », s'enflammait le directeur sportif du Real, Jorge Valdano.

#### DÉRAPAGES D'AVANT-MATCH

L'avant-match avait donné le ton : le choc entre les deux cadors avait débuté dès la fin du match aller, par médias interposés. Dans les deux camps, on s'est laissé aller à quelques dérapages plus moins contrôlés. Côté allemand, la palme est revenue au milieu de terrain

bosniaque Hasan Salihamidzic, qui a commenté dans des termes fleuris le match aller, au terme duquel le Bayern s'était imposé après avoir été mené au score. Pour lui, une seule explication à ce retournement de situation : « Les Espagnols ont fait dans leur pantalon. » Roberto Carlos, le défenseur brésilien du Real, a tenu d'entrée de jeu à lui prouver le contraire, et pour son premier ballon, le Bosniaque a terminé le nez – entaillé – dans le gazon. En fin de match, excédé, Hasan Salihamidzic a laissé à son tour traîner ses crampons sur la cheville de l'Argentin Hernan Solari, ce qui lui a valu de rejoindre les vestiaires avant ses camarades.

Au petit jeu des intimidations d'avant-match, les Espagnols n'avaient pas été en reste. Ils optaient pour une tactique plus

personnalisée et concentraient leurs attaques sur le gardien de but allemand Oliver Kahn. Morceaux choisis : « C'est un petit clown », lâchait Hugo Sanchez, l'ex-avant centre mexicain du Real Madrid, aujourd'hui dans le staff du club. Le milieu de terrain portugais Luis Figo, qui appelait au préalable « au respect entre les joueurs » (averti mercredi soir, il sera privé de la demi-finale aller face au grand rival natiaolo, le FC Barcelone), glissait pour sa part qu'Oliver Kahn « faisait des parades pour la télévision ». Les Madrilènes n'avaient pas apprécié les propos du gardien allemand, qui avait fustigé « le jeu insupportablement arrogant des joueurs du Real Madrid ».

Ce pilonnage méticuleux relevait avant tout d'une tentative de déstabilisation. Car les coéquipiers de Zinedine Zidane sont bien placés pour mesurer l'étendue du talent du capitaine de l'équipe d'Allemagne. L'année passée, en demi-finale de la Ligue des champions sur leur pelouse du stade Santiago Bernabeu, ils avaient buté sur le sur le portier du Bayern. Oliver Kahn avait réalisé un véritable festival et avait permis à son équipe de s'imposer à Madrid (1-0). Les amabilités d'avant-match ont eu pour effet direct d'engendrer l'hostilité du public à l'égard du portier bavarois, qui fut bombardé d'orange lorsqu'il regagna ses buts en seconde période. Le capitaine du Bayern, Stefan Effenberg, a été également victime de ces jets répétés de projectiles.

Le spectacle ne s'est heureusement pas résumé à ces regrettables péripéties. Le match, disputé sur un rythme élevé, a été le cadre de beaux gestes, comme cet enchaînement contrôle-frappe enroulée de Zinedine Zidane qui terminait sa course sur l'angle de la transversale du but d'Oliver Kahn (53<sup>e</sup>). « Le rêve continue, il ne reste que trois matches avant la fête », a commenté « Zizou ». Le meneur de jeu de l'équipe de France a quitté l'Italie et la Juventus Turin en 2001 pour gagner la Ligue des champions avec le Real. Pour le moment, il n'a rien à regretter.

Etienne Labrunie (avec AFP)

## Cyclisme : Mario Cipollini s'impose dans Gand-Wevelgem

**L'ITALIEN** Mario Cipollini (Acqua e Sapone) a remporté pour la troisième fois, mercredi 10 avril, la semi-classique cycliste Gand-Wevelgem. Il a devancé aux termes des 208 kilomètres de course ses quatre compagnons d'échappée : le champion des Etats-Unis Fred Rodriguez et son compatriote George Hincapie, le Belge Hendrik Van Dyck et le Slovène Martin Hvastija. « Je ne suis pas un champion, mais j'ai fait une chose que font seulement les champions », a déclaré Mario Cipollini. A 35 ans, le Toscan, vainqueur de Milan-San Remo en mars, rejoint au palmarès les Belges Rik Van Looy et Eddy Merckx. Le leader de la Coupe du monde s'est gardé de jeter de l'huile sur le feu à propos du conflit qui oppose son équipe, Acqua e Sapone, aux organisateurs de Paris-Roubaix, qui se déroulera dimanche 14 avril. La formation italienne, écartée à la suite du forfait de son leader, envisagerait d'engager une action judiciaire.

#### DÉPÊCHES

■ **BASKET** : le SLUC Nancy a pris une option sur la Coupe Korac en dominant largement les Russes de Vody (98-72), en finale aller, mercredi 10 avril en Lorraine. Le vainqueur de la compétition sera désigné après la finale retour, mercredi 17 avril. En finale aller de la Coupe Ronchetti, les Tarbaïses ont été battues mercredi dans leur salle par les Italiennes de Schio (69-73).

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 29 effectués mercredi 10 avril. Premier tirage : 4, 12, 13, 35, 42, 47 ; complémentaire : 21. Rapports pour 6 numéros : 225 374 € ; 5 numéros et complémentaire : 8 491,50 € ; 5 numéros : 830,30 € ; 4 numéros et complémentaire : 37,40 € ; 4 numéros : 18,70 € ; 3 numéros et complémentaire : 4 € ; 3 numéros : 2 €. Second tirage : 9, 22, 23, 27, 36, 46 ; complémentaire : 20. 6 numéros : 1 919 341 € ; 5 numéros et complémentaire : 15 482,50 € ; 5 numéros : 1 226,40 € ; 4 numéros et complémentaire : 45,20 € ; 4 numéros : 22,60 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,40 € ; 3 numéros : 2,20 €.

**L'hebdomadaire des initiatives citoyennes**

**CETTE SEMAINE PRÉSIDENTIELLE**  
Cette gauche qui dit « non » à Jospin.  
Un entretien avec Philippe Corcuff

**CINÉMA**  
Almodovar parle avec elle

**SOCIÉTÉ**  
L'insécurité des jeunes

**Action**  
Renforcement de nos papiers

**Politis,** LETTRES DE PALESTINE  
« Mon Dieu, mettez fin à ce cauchemar! »

**www.politis.fr**

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €

# Le marché sur Internet ne fait pas recette

Pour la plupart des consommateurs, acheter sur le Net reste dangereux. Des risques tout aussi importants du côté du vendeur

## INTERACTIF

À LA QUESTION de savoir s'il achète en ligne, l'internaute, même aguerri aux arcanes de la Toile, avoue encore souvent qu'il n'ose pas. Alors qu'il fête ses trois ans révolus, le commerce en ligne à la française reste en effet nimbé d'une aura inquiétante pour les 88 % d'internautes qui ne l'ont pas essayé. Fantôme ? La réalité des « zones grises » du cybercommerce est avérée. Un tiers des 1 000 sites marchands français auscultés par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ne répondraient toujours pas à tous les critères de légalité nécessaires pour vendre en ligne. Dans son bulletin de mars 2002, la DGCCRF avance ainsi que 14 % d'entre eux pratiquent la publicité mensongère et précise, un rien alarmiste : « Ce taux infractionnel ne reflète pas l'état général de la délinquance sur le Net, car les recherches sont ciblées vers les sites qui (...) ont fait l'objet de plaintes. » Pourtant, les droits français et communautaires, qui assimilent la vente en ligne à de la vente à distance, protègent bien l'internaute, du moins dans les textes.

« Les directives européennes 97-7 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance et 2000-31 sur le commerce électronique et la recommandation de la Commission 97-489 traitant des instruments de paiement électronique protègent même davantage l'internaute que l'acheteur dans la vie réelle », assure Etienne Wery, avocat spécialiste en droit des nouvelles technologies. Un exemple ? Soit une des situations cauchemardesques les plus fréquentes du cyberachat : l'internaute attend en vain le produit qu'il a commandé. Le cybermarchand a pourtant poussé l'indélicatesse jusqu'à débiter son compte bancaire quelques heures après lui avoir envoyé un courriel de confirmation de commande. L'arme imparable existe dans les textes, elle consiste à faire une « contestation sur carte de paiement » auprès de la banque émettrice de la carte. Il suffit à l'internaute d'envoyer sa demande par lettre recommandée, sans pièces justificatives. C'est au commerçant d'apporter la preuve de l'éventuelle mauvaise foi de son client. « Dans la pratique, les banques ne s'exécutent pas toujours sans ciller et mettent parfois du temps à rembourser », selon Gabriel Callier, un internaute qui parle en connaissance de cause, puisqu'il a usé du pro-

cédé suite à des soucis avec la société Pere-noel.fr. A la BNP par exemple, il est procédé à une étude du dossier du client et le remboursement n'intervient que sous quatre mois. Autre type de mauvais rêve : les erreurs de livraison, encore très fréquentes (en 2001, 44 % des plaintes de nature civile ou contractuelle reçues par la DGCCRF concernent le non-respect des modalités de livraison). L'internaute a commandé une machine à laver, il reçoit un aspirateur. Il dispose d'au moins 7 jours ouvrables pour exercer son droit de « rétractation », c'est-à-dire renvoyer le colis au marchand de la répression des fraudes (DGCCRF) ne répondraient toujours pas à tous les critères de légalité nécessaires pour vendre en ligne. Dans son bulletin de mars 2002, la DGCCRF avance ainsi que 14 % d'entre eux pratiquent la publicité mensongère et précise, un rien alarmiste : « Ce taux infractionnel ne reflète pas l'état général de la délinquance sur le Net, car les recherches sont ciblées vers les sites qui (...) ont fait l'objet de plaintes. » Pourtant, les droits français et communautaires, qui assimilent la vente en ligne à de la vente à distance, protègent bien l'internaute, du moins dans les textes.

### LE GRAND PERDANT

Dernier coup du sort, le moins fréquent mais le plus médiatisé : un mauvais plaisant se fait passer pour le propriétaire de la Carte bleue d'un autre internaute et achète en ligne à tour de bras. Rien de plus simple sur la Toile, puisqu'il suffit de disposer des 16 chiffres et de la date d'expiration d'une carte pour que la transaction soit acceptée. Ni la banque émettrice de la carte ni le marchand ne procèdent à une vérification d'identité de l'utilisateur au moment de l'achat. « Ce n'est pas au moment de la transaction que les numéros sont interceptés », assure cependant Pascal Griot, directeur de Surcouf.com. Les chiffres sont cryptés. Seul un as du piratage pourra les retrouver. Les fraudeurs préfèrent mettre d'un seul coup la main sur un gros paquet de numéros, en s'emparant d'un fichier entier. Là encore, leur tâche n'est pas simple car très peu de cybermarchands stockent ces données,



PHILIPPE GERBAUD

ils en laissent le soin à des prestataires spécialisés qui ont tout mis en œuvre pour que leur système de stockage soit très difficile à violer. « Les fraudeurs les plus fréquentes proviennent surtout des cartes volées "dans la vie réelle". » Le cyberacheteur n'a qu'à bien surveiller ses extraits de compte : dès qu'un débit suspect apparaît, il sort à nouveau son joker, la « contestation » auprès de la banque émettrice de sa carte.

Le grand perdant, ce serait donc le marchand, qui prend en charge le préjudice du client, puisque la banque se retourne vers lui et qu'il paye en dernier ressort. « Certains vendeurs de matériel informatique, les plus convoités par les fraudeurs, ont perdu 25 % de leur chiffre d'affaires à cause de la fraude », esti-

me David Botvink, directeur général de Fia-net, assureur des cybermarchands. Voilà pourquoi ces derniers mettent en place des mesures spéciales. Chez Ldlc.com, afin d'authentifier l'acheteur, l'envoi d'une photocopie de la pièce d'identité est obligatoire pour des montants supérieurs à 300 euros. Une équipe est également chargée de vérifier que les données personnelles laissées par le client avant l'achat sont crédibles (parfois, il suffit de s'assurer, sur les pages jaunes ou blanches, que l'adresse physique et le numéro de téléphone fixe concordent). Surcouf.com, qui estime les tentatives de fraudes à 5 % des intentions d'achat sur son site, a également mis en place un « système d'identification des situations à risques » :

### Paiement à la carte

Il existe 186 projets alternatifs au paiement par carte bancaire en Europe, mais en pratique le paiement par carte bancaire semble s'imposer. Les banques françaises ont tenté de promouvoir Cyber COMM, le paiement par la carte à puce qui ne nécessite pas de donner son numéro de carte, cette dernière étant « lue » par un terminal. Mais la solution ne décolle pas (seulement 20 000 internautes et 20 marchands équipés deux ans après le lancement), en partie parce qu'elle est trop chère pour l'internaute (70 euros) comme pour le cybermarchand (entre 450 et 750 euros). Banque directe, filiale de BNP-Paribas, proposait aux internautes une solution de paiement par courriel fort prisée aux Etats-Unis, au travers des services de la société Minute Pay. Mais la jeune pousse n'arrivant pas à lever l'argent frais nécessaire à son développement, le service est suspendu depuis fin février 2002. Peut-être que la carte virtuelle dynamique ou « e-carte bleue », lancée par le GIE Carte bancaire début avril 2002, aura davantage de succès. A chaque transaction est créé un nouveau numéro de carte bancaire qui ne dure que le temps de celle-ci. Elle est déjà proposée aux clients de la Société générale et la Caisse d'épargne. Encore faut-il que la majorité des banques se rallient au procédé et que les internautes acceptent de s'équiper. Pour l'heure, 80 % des transactions en ligne continuent à s'effectuer par carte de paiement et 15 % par envoi d'un chèque par La Poste.

## Les forums de discussion, grand dévouement des victimes du cyberachat

LE FORUM de discussion en ligne du consommateur s'affirme comme une des meilleures armes pour clamer son mécontentement et tenter de rentrer dans ses droits. Les forums les plus connus de la Toile francophone « LesArnaques.com », « Defense-consommateur.org », ou « LeGuide.com », résonnent ainsi quotidiennement de

plaintes, des plus anodines aux plus virulentes. Investis tout à la fois par les cyberacheteurs et par les acheteurs, les forums sont un excellent baromètre à l'usage de l'internaute pour « sentir » les cybermarchands à risque et représenter du coup un contre-pouvoir redoutable face à ces derniers.

La preuve : plus aucun d'entre eux n'ose ignorer ce qui se raconte sur lui en ces lieux : le forum est un redoutable briseur de réputations. Ainsi, Laurent de la Clergerie, PDG de Ldlc.com, rappelle un épisode douloureux de la courte histoire du vendeur de matériel informatique en ligne : « Au printemps 2000, nous avions réussi à mettre la main sur une très bonne affaire, un lot de barrettes de mémoire d'ordinateurs, que nous proposons 30 % moins cher que le marché. Nous avons alors reçu deux fois plus de commandes que nous n'avions de stock. Obligés d'en racheter, nous les avons livrées avec retard. Les forums se sont déchaînés. J'ai tout de suite vu l'impact sur nos ventes. » Souvent, il arrive aux responsables clientèle de se jeter dans l'arène quand la discussion s'échauffe, pour un sobre mea culpa, consistant à donner le numéro de téléphone qui manquait à l'internaute pour les joindre. La discussion peut ainsi se poursuivre plus discrètement, hors projecteurs.

Pour l'internaute, le coup de gueule est souvent payant. Quand le ton monte, il est d'usage que les administrateurs des forums jouent aux médiateurs, soit, comme Sophie Grandin, juriste à LeGuide.com, ou Franz Molenda, fondateur de « Defense-consommateur.org », soit en prodiguant le bon conseil, soit en contactant directement le cybermarchand incriminé. Parfois le marchand sort de ses

gonds, comme ce fut le cas sur LeGuide.com à l'automne dernier, avec un mail marqué d'un retentissant « cela commence à suffire ! », de Patrick Jacquemin, PDG de RueDuCommerce. Il répondait à une consommatrice particulièrement vindicative qui se plaignait à propos d'un scanner acheté chez le vendeur de matériel informatique. Après cet échange de mails, la cliente s'est vu finalement accorder un geste commercial.

### LE JEU DE LA SOLIDARITÉ

Cependant, tous les internautes ne jouent pas le jeu de la solidarité. Il arrive que certaines victimes, en attente d'un colis depuis plusieurs semaines, se voient vertement répondre par d'autres, en substance, que « c'est bien fait ». D'autres postent des messages frôlant la dif-famation.

Placé en haut du hit-parade des plaintes sur les forums depuis plus d'un an, Pere-noel.fr (deux procédures au pénal sont en cours contre la société, l'une à Créteil pour escroquerie, l'autre à Saint-Etienne pour publicité mensongère, selon 01net.com) n'hésite pas à poursuivre en justice les administrateurs de « Defense-consommateur.org » pour « injures publiques envers un particulier et diffamation ». Les deux parties ont été entendues par un juge du tribunal de grande instance de Lyon le 5 mars. Si Pere-noel.fr gagne, cela voudra dire que les consommateurs ne peuvent plus tout dire en ligne, même si les faits allégués par les auteurs de messages étaient réels, comme l'a défendu lors du procès M<sup>e</sup> Catherine Marie Klingler, l'avocate du site Defense-consommateur.org. En attendant la décision du juge, qui devrait être prononcée le 27 mai

« Quand nous voyons passer une commande pour cinq téléphones portables les plus chers du marché, à livrer le plus vite possible à un hôtel, nous pressentons la fraude », remarque Pascal Griot. Quand elle est quasi certaine, Surcouf.com fait livrer le colis par la police judiciaire. Les cybermarchands n'en diront guère davantage, redoutant, à trop dévoiler leurs « trucs », que les pratiques des fraudeurs se raffinent.

Pourquoi les internautes continuent-ils d'avoir peur ? « Internet a été diabolisé par les médias. Les consommateurs ne retiennent que les histoires de fraudes mais ignorent leurs droits », déplore Etienne Wery. Jean-Christophe Hermann, directeur général de Fnac.com, avance une autre explication : « Marchands et banquiers n'ont pas su communiquer ensemble pour rassurer le consommateur. Depuis six mois pourtant, l'Acsef (Association pour le commerce et les services en ligne) discute avec le GIE Carte Bancaire sur une base commune : favoriser le paiement en ligne par carte bancaire. » L'initiative de la Société générale, qui s'engage à rembourser l'internaute en sept jours ouvrés, et de BNP Paribas, qui lance une nouvelle option d'assurance garantissant le renflouement de l'internaute lésé en deux jours, serait la preuve que cybermarchands et banquiers acceptent enfin de porter ensemble les risques du commerce en ligne, pour ne pas entraver son développement.

Cécile Ducourtieux

prochain, Catherine Marie Klingler regrette qu'à trop se plaindre dans leur rôle des victimes sur les forums les internautes oublient les principes élémentaires d'une action collective efficace : « Les forums feraient bien de prendre modèle sur les associations de consommateurs plus classiques. Dès que des plaintes s'accumulent, ils devraient les compiler et évaluer quantitativement la somme des préjudices subis, de manière à avoir plus de poids devant un juge ou le marchand lui-même. »

C. Du.

### Conseils pratiques

● **Droits.** Avant de procéder à un cyberachat, ou en cas de litige, le cyberacheteur doit chercher des conseils sur la Toile, qui fourmille d'informations sur ses droits. A commencer par les fiches pratiques « consommation » de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (www.finances.gouv.fr/DGCCRF/consommation/ficonso/index.html) ou les « conseils au cyberconsommateur » du ministère des finances (www.finances.gouv.fr/cybercommerce/home.htm). L'Institut national de la consommation propose aussi une liste exhaustive des différentes voies de règlement des litiges, notamment des litiges en ligne (www.conso.net/page/).

● **Précautions.** Au moment du choix du cybermarchand, certaines précautions liminaires, permettent d'éviter d'emblée les moins sérieux. L'adresse physique et le numéro de téléphone de l'entreprise éditrice du site doivent être faciles à trouver en ligne, et les conditions de vente accessibles et lisibles. Mieux : si le site est assuré par Fia-net, assureur des cybermarchands français et membre de la Fédération des entreprises de vente à distance (les deux logos étant également visibles et « clicables » sur le site), l'achat peut s'opérer tranquillement. Le site sera d'autant plus sûr si, à la suite d'une demande de renseignement envoyée par courriel, l'internaute reçoit une réponse rapide et circonstanciée. Enfin, à éviter : les sites enregistrés à l'étranger (les poursuites en cas de litige seront plus compliquées) et ceux qui cassent trop les prix, l'internaute payant souvent la différence par la pauvreté du service, au pis en n'étant jamais livré, ou mieux, avec un retard de livraison important.

● **Commandes.** Au moment de la prise de commande par courriel, l'internaute doit rester vigilant. Si, au moment d'arriver sur la page où il livrera le numéro à 16 chiffres de sa carte, ne s'affiche pas la petite fenêtre mentionnant : « Vous êtes sur le point de visualiser des pages au moyen d'une connexion sécurisée », la transmission de son numéro au marchand ne sera pas cryptée. « Une fois le numéro de carte communiqué, l'internaute doit se voir adresser une confirmation de commande détaillée sur un support durable (courriel ou papier) », précise Etienne Wery, avocat. Il sera bien avisé de la conserver, soit en l'imprimant aussitôt, soit en enregistrant le courriel sur le disque dur de son ordinateur. Ce document sera souvent la seule preuve qu'il a commandé tel jour tel produit pour tel prix.

● **Sécurité.** Comme « dans la vie réelle », le mieux, pour éviter d'être victime de fraude à la carte de paiement, est de ne pas laisser traîner les factures et de consulter régulièrement ses extraits de compte.

LE MONDE  
diplomatique

### DOSSIER

## LE PROCÈS MILOSEVIC

L'histoire yougoslave jugée

Du bon usage du Tribunal pénal international

Fiasco à La Haye

Prisonniers sans droits de Guantanamo

### Egalement au sommaire :

L'abstention gagne les classes moyennes ; Restructuration accélérée du capitalisme italien ; Le chaos des chemins de fer britanniques ; Fonds de pension à la québécoise ; Aux origines du néolibéralisme chinois ; etc.

NUMÉRO D'AVRIL 2002

En vente chez votre marchand de journaux 3,80 €

**FUTONS OMOTÉ LA RÉFÉRENCE**

DERNIERS JOURS

**1200 euros = 900 euros\***

**C'EST À PRENDRE OU À REGRETTER**

LE VRAI FUTON : matelas de fabrication traditionnelle 100% coton, fait main

CONFORT, MAINTIEN ET DOUCEUR DES PRIX

INTERNET : [www.omote.fr](http://www.omote.fr)

\* VOIR CONDITIONS EN MAGASIN

► N° Vert 0 800 44 30 30

## Douceur et pluies sur le Sud

**VENDREDI 12 AVRIL**  
Lever du soleil à Paris : 7 h 08  
Coucher du soleil à Paris : 20 h 36

Une dépression est située sur la Méditerranée et dirige des masses d'air douces et humides sur le sud du pays, avec des pluies faibles à modérées sur ces régions. Les hautes pressions centrées au large de l'Irlande dirigent un flux de nord-est sur le nord de la France avec de l'air plus frais et plus sec.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Les nuages et les belles éclaircies alternent avec un vent de nord-est sensible près des côtes. Il fera de 12 à 15 degrés l'après-midi.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Nuages et belles éclaircies se partageront le ciel. Les températures maximales avoisineront 15 à 17 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Le temps sera agréable avec un ciel voilé mais l'après-midi, les nuages deviendront nombreux sur la Franche-Comté avec quelques ondées. Les températures maximales avoisineront 14 à 16 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Sur Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine, les nuages seront nombreux. Sur le sud de l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, le ciel sera très nuageux avec quelques pluies et un peu de neige au-dessus de 1800 m. Il fera de 13 à 15 degrés l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Le ciel sera le plus souvent très nuageux avec des températures maximales proches de 14 à 16 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le temps sera couvert avec des pluies faibles éparpillées, plus marquées par moment sur le Sud-Est et la Corse. Il fera de 13 à 16 degrés l'après-midi.

### 12 AVR. 2002 PRÉVISIONS

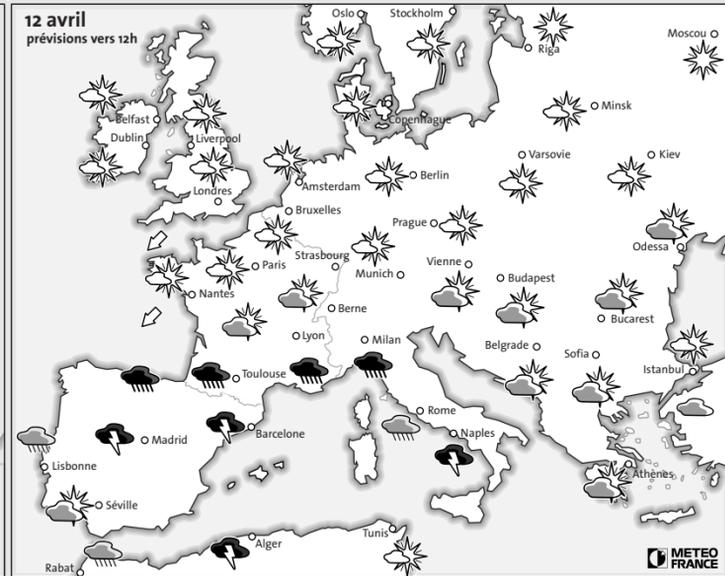
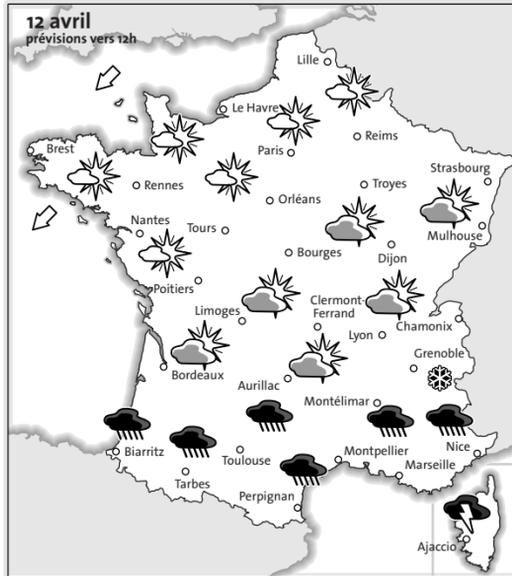
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLE	Madrid	6/14 P
Ajaccio	10/17 P	
Biarritz	9/13 P	12/14 P
Bordeaux	8/15 C	Munich -2/12 S
Bourges	4/15 N	Naples 5/18 N
Brest	5/11 N	Oslo 16/20 P
Caen	6/10 N	Palma de M. 10/17 P
Cherbourg	6/11 N	Prague 6/13 N
Clermont-F.	2/13 C	Rome 13/18 P
Dijon	5/15 C	Séville 9/19 N
Grenoble	9/16 P	Sofia 8/12 N
Lille	4/14 N	St-Pétersb. 1/15 S
Limoges	5/13 N	Stockholm 2/11 S
Lyon	6/15 C	Ténérife 15/20 S
Marseille	7/15 P	Varsovie 7/15 S
Nancy	1/15 N	Venise 11/13 P
Nantes	6/15 N	Vienne 8/11 N
Nice	9/15 P	
Paris	4/16 N	
Pau	7/15 P	
Perpignan	9/14 P	
Rennes	6/14 N	
St-Etienne	4/14 N	
Strasbourg	5/15 N	
Toulouse	8/14 P	
Tours	5/16 N	

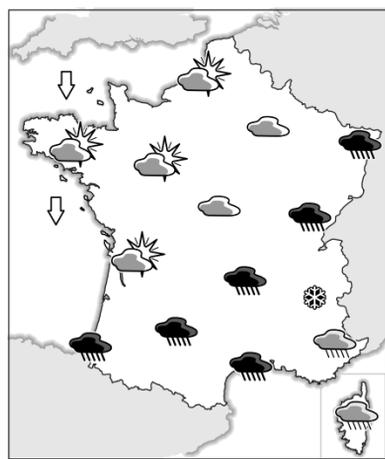
FRANCE OUTRE-MER	AMÉRIQUES	
Cayenne	Brasilia	18/22 P
Fort-de-Fr.	Buenos Aires	11/18 S
Nouméa	Caracas	24/27 P
Papeete	Chicago	5/15 P
Pointe-à-P.	Lima	20/26 S
St Denis Réu.	Los Angeles	14/21 S
	Mexico	10/25 S
	Montréal	7/16 S
	New York	5/15 S
	San Francisco	13/18 S
	Santiago Ch.	7/19 S
	Toronto	8/10 P
	Washington DC	7/15 P

AFRIQUE	
Alger	9/19 P
Dakar	16/21 S
Kinshasa	22/32 S
Le Caire	15/30 S
Nairobi	17/24 P
Pretoria	14/22 P
Rabat	11/15 P
Tunis	12/27 N

ASIE-OcéANIE	
Bangkok	26/34 S
Beyrouth	17/23 S
Bombay	26/34 S
Djakarta	25/29 P
Dubai	22/29 S
Hanoi	16/24 S
Hongkong	18/24 S
Jérusalem	9/22 S
New Delhi	20/38 S
Pékin	9/18 S
Séoul	6/13 P
Singapour	27/32 P
Sydney	19/25 S
Tokyo	10/15 P



- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort



PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL

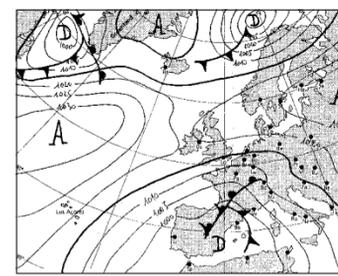
## 41€ ttc aller simple

### NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU

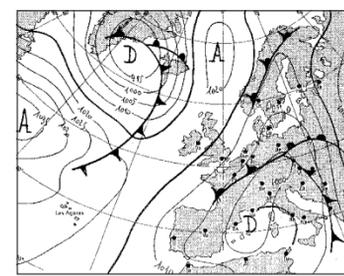
**Familles, Couples, Jeunes et Seniors**

Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**Samedi 13 avril**  
Les nuages seront encore nombreux de l'extrême-sud du pays aux Alpes et à la Corse, avec des pluies faibles.  
Sur le reste de la France, les nuages et les éclaircies alternent avec des températures restant fraîches pour la saison.



SITUATION LE 11 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL À 0 HEURE TU

## Des souvenirs de 200 millions d'années proposés à Bordeaux

parfois ovalisés. C'est seulement sur les lieux de fouilles que l'on peut parfois déterminer à quelle espèce ils appartiennent, si des ossements se trouvent à proximité. Leur valeur dépend de l'état de conservation, de la beauté de la coquille et des dimensions (les plus gros atteignent parfois 20 cm).

Une dent de 10 cm de long était celle d'un dinosaure carnivore, proche du tyranosaure qui vivait au Sahara à l'ère secondaire (180 à

230 €). Les empreintes de pas pétrifiées sont appréciées selon leur lisibilité (trace d'empreinte sur plaque, 120 à 150 €). Les contre-empreintes obtenues par un moulage naturel intéressent tout aussi (contre-empreinte sur plaque, 230 à 300 €).

Bien d'autres espèces disparues ont pu être identifiées, comme le crocodilelien, ancêtre du crocodile actuel dont une tête est proposée pour 300 à 450 €. Ces animaux de

l'ère tertiaire (de 1 à 60 millions d'années) avaient déjà la mâchoire caractéristique de leurs descendants. La dent de l'un d'entre eux, un mésozaure du Sahara, mesure 9 cm (120 à 150 €). Leurs empreintes sont également prélevées. Celles d'une espèce d'alligator des environs de Lodève (Hérault) sont estimées 150 à 230 € pour une plaque de 17 x 14 cm, 50 à 60 € pour un exemplaire de 8 x 8 cm.

Les ammonites sont des coquil-

lages fossiles à la forme enroulée, qui peuplaient les mers de l'ère secondaire. Il en existe des milliers de types différents, dont les plus courants se négocient entre 60 et 300 € : deux ammonites nacrées sur gangue, 8 et 10 cm, 230 à 300 €, exemplaire de la famille de l'oxytropidoceras, 120 à 150 € (14 cm), ammonite plate de 17 cm, 80-90 €, deux modèles de 11 cm, 50 à 60 €.

Nombre d'insectes se sont fossilisés dans l'ambre, à l'origine une

résine végétale, et on pourra choisir ici entre une araignée (180-230 €) et un coléoptère de la Baltique (150 à 180 €).

Très demandées parmi les minéraux, les météorites (fragments de météores tombés du ciel) offrent différents alliages, certains très rares, d'autres nombreux. Outre la composition, leurs prix varient selon les dimensions et la beauté de la patine. Dans la vente, une météorite de 10 cm de diamètre est annoncée de 230 à 300 €, une de 6 cm 120 à 150 € ; un fragment de 4 cm a été scié, ce qui permet d'en voir l'intérieur (80 à 90 €).

Catherine Bedel

★ Bordeaux, vendredi 19 avril, hôtel des ventes des Chartrons, 136, quai des Chartrons, 33300 Bordeaux ; tél. : 05-56-11-11-91. Exposition sur place le jeudi 18, de 9 à 13 heures et de 14 à 20 heures ; le matin de la vente, de 9 à 11 heures. Expert : François Bigot, 20 bis, rue Saint-Romain, 76000 Rouen ; tél. : 02-35-70-36-36.

### VENTES

Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

**FAÇONNÉS PAR LA NATURE**  
au cours des âges de la Terre, ou issus de la faune préhistorique, minéraux et fossiles sont régulièrement proposés dans des salons spécialisés ou dans des ventes publiques. La prochaine sur ce thème, qui a lieu à l'hôtel des Chartrons de Bordeaux, vendredi 19 avril, comprend différentes pièces significatives de ce marché.

Trois œufs de dinosaure de l'ère secondaire (de 60 à 200 millions d'années), provenant de Mongolie, sont datés entre 80 et 120 millions d'années, d'après les couches géologiques dont ils ont été extraits. Le plus beau, encore en partie dans sa gangue de pierre, mesure 15 cm de diamètre (460 à 600 €), deux autres, également dans leur gangue, 9 et 11 cm (230 à 300 €). La plupart de ces œufs sont ronds,

### Calendrier

- ANTIMITÉS-BROCANTES
- **Lisieux (Calvados)**, du vendredi 12 au dimanche 14 avril ; tél. : 02-31-86-43-38.
- **Agen (Lot-et-Garonne)**, du vendredi 12 avril au dimanche 14 avril ; tél. : 05-62-09-31-12.
- **La Teste-de-Bush (Gironde)**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 05-56-54-76-36.
- **Chinon (Indre-et-Loire)**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 02-54-81-68-00.
- **Avranches (Manche)**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 02-54-80-75-81.
- **Château-Gontier (Mayenne)**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 02-43-07-83-30.
- **Saint-Julien-en-Genois (Haute-Savoie)**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 04-74-69-79-04.
- **Paris boulevard Richard-Lenoir**, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 01-45-89-32-07.
- **Antibes (Alpes-Maritimes)**, jusqu'au lundi 15 avril ; tél. : 04-93-34-80-82.

### COLLECTIONS

- **Bogny (Ardennes)**, minéraux et fossiles, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 03-24-32-05-02.
- **Seyssinet-Pariset (Isère)**, vieux papiers et sciences généalogiques, samedi 13 et dimanche 14 avril ;

- tél. : 04-76-46-96-20.
- **Courpière (Puy-de-Dôme)**, minéraux et fossiles, samedi 13 et dimanche 14 avril ; tél. : 04-73-51-23-83.
- **Paris porte de Versailles**, maquettes et modèles réduits, du samedi 13 au dimanche 21 avril ; tél. : 01-49-09-64-14.
- **Honfleur (Calvados)**, cartes postales, dimanche 14 avril ; tél. : 02-32-56-44-20.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 088

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

### L'ART EN QUESTION

N° 269

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

## Une favorite d'exception

AN XIX<sup>e</sup> SIÈCLE, M<sup>me</sup> de Pompadour (1721-1764) passe pour la favorite romanesque du roi Louis XV et pour la reine du rococo, et sa véritable personnalité se fonde dans la légende.

L'exposition du château de Versailles, qui réunit pour la première fois presque tous les portraits de la marquise peints par Nattier, Boucher, Liotard, Carle Van Loo et Drouais, permet de dresser un autre portrait de cette femme sensible et raffinée, représentant si bien la France du XVIII<sup>e</sup> siècle. Des tableaux, dessins, sculptures, objets précieux et textiles lui ayant appartenu retracent, au fil de l'exposition, le goût vraiment personnel de la marquise.

Protectrice des arts dans « un moment de perfection de l'art français », la favorite de Versailles, où elle vécut et mourut, a joué pendant près de vingt ans un rôle tout en finesse, évoluant au gré des nouveautés, goûtant aussi bien à l'art rocaille qu'au néoclassicisme naissant, lorsqu'elle suscite la construction du Petit Trianon par



Jean-Baptiste Greuze (1725-1803), « La Simplicité ». Huile sur toile, 71,1 x 59,7 cm. Fort Worth, Kimbell Art Museum. Actuellement au château de Versailles pour l'exposition « Madame de Pompadour et les arts », jusqu'au 19 mai.

Gabriel ou qu'elle commande à ce dernier, en 1749, le ravissant Ermitage de Fontainebleau.

De la création de quelle manufacture M<sup>me</sup> de Pompadour fut-elle l'instigatrice ?  
● La manufacture nationale des

Gobelins ?  
● La manufacture royale de la Savonnerie ?

● La manufacture royale de Sévres ?  
**Réponse dans Le Monde du 19 avril.**

**Solution du jeu n° 268 paru dans Le Monde du 5 avril.**  
Le daguerréotype est obtenu grâce à l'action des sels d'argent sur une plaque de cuivre. A partir d'une plaque de verre on obtient un ambrotype, et avec une plaque de fer noirci un ferrotipe.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

### HORIZONTALEMENT

I. Dans trois mois, il sera en vacances. - II. En place mais bloquée. Un gramme pour un kilomètre. - III. Aventurier sans scrupule. Mit bas. - IV. Dans la gamme. Qui tendent à la perfection. - V. Un cadre pour être ou ne pas être. - VI. Fit entrer les informations dans les foyers. Belle assemblée. - VII. Peuple de la Somalie. Fait le singe en

Colombie. - VIII. Affaiblit. Trompette, craquette ou glapit. - IX. Refuge pour Lionel. Personnel. Mit sa musique sur les bandes. - X. Aurait bien aimé se faire voir par Narcisse. Temps de formation.

### VERTICALEMENT

1. Un ordre chez nos voisins. - 2. Devrait être à portée de main du cruciverbiste. Le copain de la

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 087

### Horizontalement

I. Echappatoire. - II. Moumoute. Nar. - III. Bleus. RMiste. - IV. Ai. Se. Ipécas. - V. Ubuvesque. - VI. Crêt. - VII. Giap. - VIII. Hi. Tôt. Père. - VIII. Pet. Réveil. - IX. Ici. Atone. SE. - X. Reconsidérés.

### Verticalement

1. Embauchoir. - 2. Colibri. Ce. - 3. Hue. Ue. Pic. - 4. Amusette. - 5. Poses. OTAN. - 6. Pu. Qat. Ts. - 7. Atrium. Roi. - 8. Tempe. Pend. - 9. Ie. Gavée. - 10. Inscrite. - 11. Rata. Arise. - 12. Erésipèles.

Les parutions de la correspondance d'un maître du roman policier (1894-1961), « La mort, c'est pour les poires » (Ed. Allia), établie à partir de plus d'un millier de lettres, d'« Histoires de détectives » (10-18) et de « Hollywood Story » (Ed. du Rocher) permettent de déceler de nouveaux indices biographiques

# Les confessions épistolaires de Dashiell Hammett

25 NOVEMBRE 1960. Lillian Hellman, dramaturge, se réveille de bonne heure et s'installe à sa machine. Elle tape : « En ce trentième anniversaire du commencement de ce qui a été, je souhaitais dire : Ce jour-là marqua le début d'un amour plus grand que tout ce que l'amour a pu offrir en d'autres temps et en d'autres lieux. Aucun poème ne saurait en donner la mesure. Je ne savais pas alors quel trésor je tenais, je ne pouvais pas savoir, et j'ai souvent gâché cette chance. Pour cela, j'ai des regrets. Quoi d'autre, sinon une force mystérieuse, a pu me donner, à moi pauvre pécheur, cette femme ? » Elle fait signer cette lettre par Dashiell Hammett, qui meurt quelques semaines plus tard, le 10 janvier 1961.

Elle n'oubliera pas de l'envoyer à Diane Johnson, lorsque cette dernière travaillera sur la biographie (Dashiell Hammett, Folio Gallimard, n° 2349) de celui qui, comme l'en vanta Raymond Chandler, avait « sorti le crime de son vase vénitien pour le flanquer dans le ruisseau ». Atteint, sans le savoir, d'un cancer du poumon et hébergé chez son ancienne maîtresse demeurée sa confidente privilégiée, Hammett avait trouvé ce texte plutôt drôle. Il l'avait paraphé et avait ajouté de sa main tremblante un post-scriptum : « Si ce qui précède semble inachevé, c'est sans doute que rien ne me vient à l'esprit immédiatement. »

Dash et Lillian s'étaient rencontrés le 25 novembre 1930 à Hollywood. Lui, grâce au succès de son roman *Le Faucon de Malte*, venait d'être engagé comme scénariste à la Paramount ; elle était employée comme lectrice au département scénarios de la Metro Goldwyn Mayer. Elle raconta : « Dash jouissait d'une faveur inusitée dans les salons, où l'on s'émerveillait de ce que cet ancien privé qui s'était colleté avec des

malandrins et en avait gardé de vilaines cicatrices aux jambes et une entaille à la tête pût aussi être un parfait gentleman. » Dans la préface de sa biographie de Hammett, Diane Johnson raconte que ce qu'elle n'avait pu inclure dans son livre du vivant de Lillian Hellman, c'était « l'histoire captivante du combat d'une maîtresse femme pour enfin s'emparer du fantôme insaisissable d'un homme dont elle n'était pas sûre lorsqu'il vivait. Cette histoire, naturellement, parle

*A propos de son impuissance à écrire, Dash se demande si le défaut des écrivains n'est pas de vouloir en « faire trop », et lâche cette formule : « Si Proust n'en termine pas bien vite avec Albertine, je crains qu'il ne perde un client. »*

d'amour, mais aussi de domination, de revanche, de haine et d'argent ». La publication de la correspondance d'Hammett (*La mort, c'est pour les poires*), établie à partir de plus d'un millier de lettres, permet d'abord de rééquilibrer « le mythe du Grand Amour que Lillian orchestra et utilisa après sa mort », comme l'écrit en préambule l'une des filles d'Hammett. Lillian Hellman avait besoin de réécrire la vie de son « héros » en se donnant le beau rôle.

A celle qu'il appelle « Lilchérie » ou « Mon ange » en 1931, Dashiell Hammett envoie des missives d'ordre intellectuel, l'informant qu'il a donné ses coordonnées à André Malraux (« Je pense qu'il te plaira – profond, doctrinaire, un peu cabot, un visage intéressant doté d'un regard d'aigle »), étrillant un André Gide qui avait eu le malheur de vanter *La Moisson rouge* en des termes qui lui avaient déplu (« J'aimerais bien que ce vieux pédé réserve pour lui et les types de son espèce sa verve lubrique »), glosant avec un sens aigu de l'autodérision sur sa « piètre opinion de l'écriture et des écrivains en général », son besoin de « récuser les dents du petit tribun politiciard et serreur de mains que je suis » : à propos de son impuissance à écrire, Dash se demande si le défaut des écrivains n'est pas de vouloir en « faire trop », et lâche cette formule : « Si Proust n'en termine pas bien vite avec Albertine, je crains qu'il ne perde un client. »

L'enthousiasme par contre, la liberté de ton, la sincérité, l'affection, on les trouve dans les lettres qu'il ne cessa d'écrire à sa femme, Jose (une infirmière rencontrée en 1920 lors d'un séjour en sanatorium) et à ses filles, Mary et Josephine. Les services de santé avaient déconseillé très vite à Jose et aux enfants de partager la maison d'un tuberculeux ; elles s'installèrent au nord de San Francisco, où Dash, bientôt absorbé par ses conquêtes féminines et ses nuits de beuverie, et cassé par ses dépresses éthyliques, allait les voir le week-end. Jose est sa « chère belle dame », sa « satanée vamp », et il ne cesse de lui donner des nouvelles, comme à ses filles, les « microbes », « petits animaux », « bécassines »... A l'aînée, Mary, qui deviendra la proie des psychiatres, il déconseille le rouge à lèvres, et lorsqu'elle lui demande la différence entre républicains et démocrates, communistes et fascistes, il

donne de longs cours d'histoire politique. Discret sur ses activités politiques, les persécutions que lui infligea la commission des activités antiaméricaines ou le FBI, Hammett fait allusion à sa passion pour les bouteilles de gin et à son passé de détective. Écrivain au rédacteur en chef de *Black Mask* à propos de sa nouvelle *Les Doigts glissants* (qui

fait partie de deux nouveaux volumes publiés chez 10-18), il évoque un cas d'empreintes digitales falsifiées, lorsqu'il travaillait pour l'agence Pinkerton lors du procès du comique Fatty Arbuckle, accusé du viol et du meurtre d'une starlette. Pour justifier une autre nouvelle (*La Mort du Docteur Estep*), il donne un cours de filature. Sur son travail il est légitimement têtu, défendant ses titres et sa ponctuation, refusant la censure des scènes de lit, râlant contre une correctrice qui a cru bon de réécrire le manuscrit de *La Clé de verre*.

Dashiell Hammett en savait long sur les tueurs à gages et les maniaques sexuels, les politiciens corrompus et les dames nymphomanes, les avocats véreux et les tenants de boîtes louches. Voulant s'engager comme soldat durant la

seconde guerre mondiale, il passe devant un psychiatre qui lui dit : « Après avoir lu vos livres, je ne vais pas vous demander si vous avez déjà eu une dépression nerveuse... Vous devez en savoir plus long que moi sur le sujet. » On le retrouve, à peine masqué, dans *Hollywood Story*, en type « grand et anguleux » traité de « minable » par un metteur en scène qu'il met KO sur une plage de Santa Monica.

Ce petit texte est suivi de *Souvenirs d'un détective privé*, une série d'aphorismes sarcastiques où l'on trouve cette confession d'un homme déjà désabusé, dupe de rien : « En 1917, à Washington D.C., j'ai rencontré une jeune femme qui ne m'a pas fait observer que mon métier devait être passionnant. »

Jean-Luc Douin



L'arrivée de Dashiell Hammett à Hollywood, vers 1940.

## Dernières publications

● *La mort, c'est pour les poires*, correspondance 1921-1960 (Selected Letters of Dashiell Hammett). Présentation et choix de Richard Layman, traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Natalie Beunat, Ed. Allia, 640 p., 25 €. ● *Histoires de détectives*, de Dashiell Hammett.

2 tomes traduits par Natalie Beunat, 10-18, « Domaine étranger » n°s 3402 et 3403, 352 p. et 336 p., 7,80 € chacun. ● *Hollywood Story*, de Dashiell Hammett. Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Frédéric Brument, préface de Jerome Charyn, Ed. du Rocher, 62 p., 42,64 €.

## Une mitrailleuse et une machine à écrire

DASHIELL HAMMETT, écrit Jean-Pierre Deloux, « c'est la fulgurante rencontre de la mitrailleuse et de la machine à écrire sur un champ opératoire qui n'est autre que la société américaine hantée par une modernité post-maldororienne (Dashiell Hammett, *Underworld USA*, Ed. du Rocher, 1994) ». Et la Hammett touch n'est pas seulement un procédé d'écriture, « c'est aussi et surtout une éthique ».

Pourquoi ce descendant de l'un des premiers bandits américains de grands chemins, cet ancien détective privé, ce tubard alcoolique et flamboyant qui apporte son soutien aux loyalistes espagnols, adopte les thèses marxistes, s'engage dans l'armée en 1942, fait de la prison pour outrage à magistrat en pleine chasse aux sorcières et voit ses livres retirés des bibliothèques du département d'Etat à la suite des suspicieuses enquêtes de Joseph McCarthy, a-t-il fait rêver toute une génération de romanciers et de cinéastes français ? « C'est l'ange tutélaire », explique

Jean-Bernard Pouy (inventeur du *Poulpe* et auteur de *Spinoza encule Hege!*). « Hammett est du côté de la brutalité symbolique et militante. C'est d'abord l'homme qui fascine. Plus que les autres, il ressemble à l'idéal des écrivains de l'école du néo-polar français : un type pour qui l'écriture est importante, mais pas nécessaire. Qui est capable de disparaître pour boire, vivre, aimer, militer. On nous a accusés d'être issus de Mai 68. Erreur ! La légende des auteurs qui sont passés du drapeau rouge au roman noir, c'est de la connerie. Hammett a montré l'exemple en étant d'abord un acteur de son temps, autant dans le privé que dans le public, et en plus il a écrit des bouquins. Sa modernité, on la retrouve chez les frères Coen, cinéastes dont le film *Miller's Crossing* est inspiré de *La Moisson rouge*. C'est d'ailleurs une honte qu'Hammett ne figure pas au générique ! »

« Comme Jack London, Dashiell Hammett incarne quelque chose de plus en plus rare : une vérité de l'écriture payée par sa vie », surenchérit

Didier Daeninckx (*Lumière noire*, *Passages d'enfer*), qui porte très haut *La Moisson rouge*, à cause de sa « générosité militante, la confusion en son propre combat (pour l'Espagne et toutes les émancipations) et les réalités d'une classe ouvrière victime de manipulations, la dénonciation des collusions entre pouvoirs et mafias ».

### ADAPTATION AU CINÉMA

Le cinéaste Alain Corneau rappelle que Hammett représente un âge classique, la marque d'une génération : « Hammett, le jazz, on a baigné là-dedans. C'est l'emblème du thriller à motivations politiques. » Adapter Hammett au cinéma ? « Impossible ! Trop enraciné dans la réalité américaine. Je m'y suis essayé une fois, en adaptant *Jim Thompson* (Série noire), parce que, avec Patrick Dewaere, je pensais que je pouvais tenter le coup. »

Francis Girod, lui, a adapté David Goodis (*Descente aux enfers*), « mais Goodis n'a influencé des cinéastes que par ses personna-

ges, ses intrigues, ses ambiances, alors qu'Hammett nous a fait rêver par son écriture, qui respirait le cinéma à chaque phrase. Ses romans offrent une matière scénaristique de premier ordre. En plus, c'est une personnalité mythologique. Un type intelligent, et en même temps un baroudeur, un homme d'action. L'intellectuel qui sort de sa chambre ! »

Lassé par une littérature sclérosée par ses conformismes et jeux de langage, défenseur de textes qui plongent « dans les marges, les ruelles sordides, les arrière-cuisines et non dans les salons », Michel Le Bris, apôtre des écrivains-voyageurs, a la nostalgie du roman noir dont Hammett est le symbole, « cette écriture hypertendue, "hard-boiled". Pour dire toute la violence, les rythmes, l'intensité de la ville. Cette sensation d'une énergie inépuisable, d'une ouverture immense au poème du monde, d'une écriture enfin libérée des ronds de jambe et des préciosités salonnardes ».

J.-L. D.

**médias**  
L'INFO SUR L'INFO

**N°1**

ANALYSE  
Les médias font-ils les élections ?

ENQUÊTE  
**COMMENT SORTENT LES AFFAIRES**

RETOUR SUR  
Le jour où j'ai interviewé Ben Laden

DÉCRYPTAGE  
La folie de la télé-confession

4€

PORTRAITS  
Les derniers lecteurs de « l'Huma »

**LE PREMIER MAGAZINE QUI DÉCRYPTE L'INFO**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**MUSIQUE** • Au Printemps de Bourges, quatre groupes, dont X Syndicate, sont venus clamer l'actualité du hard rock au cours de la deuxième journée de cette vingt-sixième édition du Festival

## Dans un monde de brutes, le salut vient des filles

**BOURGES**

de notre envoyé spécial

Au fur et à mesure de ses apports extérieurs, le hard rock a pris pour nom heavy metal, hard core, trash... et techno speed ces derniers temps. Le propos musical tient en quelques règles : jouer fort, plus ou moins vite selon les obédiences, guitares en avant et batterie mécanique, insérer des paroles entre deux « wreuaaaa » pour relancer l'enthousiasme du public venu prendre une bonne suee et effectuer des sauts de bas en haut. Le tout sans autres grandes conséquences que la mise en relation possible de deux crânes l'un contre l'autre et une perte d'audition aussi rapide qu'un solo de destroy metal.

Donc, globalement, un courant très électrique plutôt rigolo et défoulant, où les poses et éruptions participent d'un rien de théâtralisation. Au Palais d'Auron, quatre groupes sont venus clamer l'actualité du genre lors de la deuxième journée du Printemps de Bourges, mercredi 10 avril. Dont X Syndicate, quatre filles et un garçon, d'où se détache surtout la chanteuse : énergique et furieuse durant l'exécution des chansons, elle se préoccupe durant les pauses, avec un grand sourire, de savoir si tout le monde entend bien et passe une bonne soirée. Très gentille. On ne comprend pas grand-chose aux textes, la variété des thèmes - vitesse, accords - n'est pas le point fort du groupe, mais il y a dans cette échappée pas mal de fraîcheur et d'urgence. Dans un monde de brutes, les filles sont peut-être le salut.

En tout cas, dans les musiques du monde, les filles avaient, elles aussi, leur lieu et leur soirée. A La Hune, la grande salle de la Maison de la

culture de Bourges, Ejigayehu Shibabaw dite Gigi, Rokia Traoré et Susheela Raman ont embarqué aisément le public. La première est éthiopienne, chante en langue ahmarique, a vécu à San Fransico. Elle connaît les traditions de son pays, aime le hip hop, et Bill Laswell a supervisé la réalisation de son pre-

*Un courant très électrique plutôt rigolo et défoulant*

mier disque en lui ouvrant son carnet d'adresses de musiciens prestigieux. Quitte à noyer une personnalité vocale qui, sur scène, se révèle beaucoup plus envoûtante et mystérieuse. Le groupe qui l'accompagne n'échappe pas à ce travers, avec, en particulier, un guitariste totalement inutile et un bassiste d'une pesanteur paradoxale tant la voix de Gigi est fluide et volante. Les percussions, l'accordéon et un trompettiste qui dose les effets électroniques seraient bien suffisants.

La deuxième, Rokia Traoré, est malienne, de Bamako, venue s'installer à Amiens. Elle a d'abord posé son chant en bamanan de manière un peu fragile, s'accompagnant à la guitare, avant de prendre de l'assurance en choisissant avec soin des musiciens pour donner plus de corps à un univers aux apparences paisibles, mais prêt à amener les corps à se mouvoir. Deux joueurs de luth n'goni, deux choristes, des percussionnistes, un joueur de balafon



FRANÇOIS VERNIER

X Syndicate, quatre filles et un garçon, d'où se détache surtout la chanteuse. On ne comprend pas grand-chose aux textes, mais il y a dans cette échappée pas mal de fraîcheur et d'urgence.

sont avec elles. Rokia Traoré signifie clairement ce qu'elle souhaite par des gestes qui démontrent ses qualités de musicienne. Un tempo à ralentir ou à accélérer, un gonflement sonore un peu prématuré. Il y a chez elle un rapport intuitif d'une grande précision à la notion de contraste comme à la construction de ses chansons ou d'un concert. Lorsque le moment vient de s'élancer dans la danse avec le public, ce n'est ni trop tôt ni trop tard, mais bien au temps le plus juste. Elle triomphe à raison.

Ce qui rendra plus délicate la prise de scène de la troisième jeune fem-

me, Susheela Raman, née à Londres, anglaise d'origine tamoule. Un ostinato au violoncelle (Vincent Segal, membre du trio de M et coleader du duo BumCello, qui jouait à Bourges le 9 avril), la pose des doigts sur les tablas, et le chant qui prend, là aussi, le temps juste de se mettre en place dans ce rapport aux cycles et aux durées de la musique carnatique (Inde du Sud) qui est une part de l'inspiration de Susheela Raman. Une basse électrique, à nouveau pas vraiment en phase, des rythmes plus marqués par les modes britanniques déjà démodés,

viendront s'insérer dans cette expression. Parfois cela colle, à d'autres moments, le processus devient plus artificiel. Les bras de la chanteuse dessinent des formes arrondies. Le corps peut aussi être musique.

Sylvain Siclier

**26<sup>e</sup> PRINTEMPS DE BOURGES, mercredi 10 avril, avec X Syndicate, Gigi, Rokia Traoré, Susheela Raman...** Jusqu'au 14 avril. Programme complet et renseignements au 02-48-24-30-50. De 12 € à 26 €.

Inauguration le 18 juin d'un monument en l'honneur de 1 008 victimes

## Une cloche de bronze à la mémoire des fusillés du mont Valérien

**SUR LE MONT** Valérien, à l'ouest de Paris, une immense cloche de bronze semble sonner le glas du millier d'otages et de résistants exécutés à cet endroit par les nazis. Jusqu'ici, un monument de grès érigé en 1960 évoquait déjà la lutte contre le nazisme. Mais ce nouveau mémorial conçu par l'artiste Pascal Convert veut rendre un hommage plus explicite aux individus fusillés.

Le fort du mont Valérien servit en effet de lieu d'exécution aux troupes nazies de 1940 à 1944. Les condamnés, résistants ou otages, étaient enfermés dans une chapelle désaffectée où ils passaient leurs dernières heures. A la tombée du jour ou à l'aube, ils étaient fusillés dans une clairière proche. Les corps étaient ensuite dispersés dans les cimetières voisins.

Dès 1945, le général de Gaulle signa un décret prévoyant la création d'un monument commémoratif. Ce décret, mis en œuvre après le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958, aboutit à l'érection, le 18 juin 1960, d'un Mémorial de la France combattante tel qu'on le connaît aujourd'hui : un long mur de grès rose face à une esplanade vide, des hauts-reliefs de bronze, une croix de Lorraine et une flamme. Mais rien qui évoque directement les morts du mont Valérien. Afin que cet oubli soit réparé, Robert Badinter, ancien garde des sceaux, sénateur des Hauts-de-Seine, a déposé, en 1997,

un projet de loi demandant l'édification d'un monument où figurerait « le nom des résistants et otages » fusillés dans le fort. Ils ne sont, écrivait-il alors, « gravés nulle part dans les lieux où ils connurent l'ultime sacrifice. Les nombreux visiteurs qui viennent s'y recueillir ne sont ainsi pas en mesure de connaître les noms de ces héros qui restent anonymes. Et que dire des familles qui voient ainsi ignoré le nom de celles et ceux qui sont tombés en ces lieux pour la France ? » En 1998, suite à un arrêté du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, une commission a organisé un concours, remporté par le Français Pascal Convert en octobre 2001.

*Quelques noms sont célèbres : d'Estienne d'Orves, Péri, Manouchian.*

*L'immense majorité est inconnue*

Le 4 avril dernier, l'artiste a procédé à la mise en place de son œuvre. L'emplacement choisi se situe non à proximité de la clairière - que l'artiste a souhaité conserver intacte -, mais face à la

chapelle, dans laquelle se trouvent encore les cinq poteaux auxquels étaient attachées les victimes et leurs inscriptions sur les murs. La forme est celle d'une cloche de bronze à la patine très sombre, haute de 2,1 m et d'un diamètre de 2,7 m. Pesant près de 3 500 kg, elle est posée sur un simple anneau de béton au ras de l'herbe. Sur ses flancs sont inscrits en lettres de bronze doré, année par année, les noms de 1 008 fusillés, leur prénom et la date de leur assassinat - soit au total 3 500 mots. Ce seul travail, réalisé par la Fonderie Paccard, spécialisée dans la manufacture de cloches depuis 1796, a exigé dix jours de travail.

S'y succèdent des noms de toutes origines et de tous pays, de France, d'Espagne, d'Europe centrale ou d'Afrique du Nord - des noms chrétiens, juifs et musulmans. Quelques-uns sont célèbres : d'Estienne d'Orves, Péri, Manouchian. L'immense majorité est inconnue. Un groupe d'historiens a travaillé en 1998 et 1999 afin de constituer cette liste à partir des archives disponibles. Estimant qu'elle ne pourrait jamais être considérée comme complète, ils ont souhaité qu'on inscrive une dédicace « à tous ceux qui n'ont pas été identifiés » sur le monument. Ce dernier sera inauguré le 18 juin prochain par le président de la République.

Philippe Dagen

**OPÉRA** • L'échec cuisant d'« Idoménée », monté par le Hongrois Ivan Fischer, illustre les carences de la direction artistique de Hugues Gall

## L'Opéra de Paris en terrain de ringardise

**LE DIRECTEUR** général des Opéras de Paris, Hugues Gall, aura réussi ce triste prodige de montrer les deux plus piteuses productions d'Idoménée, de Wolfgang Amadeus Mozart, qu'on ait vues : celle de Jean-Pierre Miquel, en 1996, et celle confiée cette saison au chef hongrois Ivan Fischer, actuel directeur musical de l'Opéra de Lyon. La fin de ce spectacle a été accueillie, le 8 avril, par une bordée de huées, lesquelles ne faisaient que confirmer les rires nombreux, à chaque lever de rideau, sur un décor hallucinant de ringardise et de kitsch au premier degré. Mais la vraie gifle infligée par les spectateurs - d'autant plus cinglante qu'elle est rarissime -, ce fut l'arrêt spontané des applaudissements immédiatement après le premier baisser de rideau, lors des saluts, malgré les bravos adressés à Susan Graham et Christine Goerke qui, en dépit de ces contraintes, ont donné force et consistance à leur rôle.

Confier la mise en scène à des débutants (cinéaste, réalisatrice de télévision, actrice connue, chef d'orchestre) n'est pas, en soi et a priori, saugrenu. La tâche d'un vrai directeur artistique d'opéra est d'accompagner la préparation de ce travail, d'aider les débutants à développer leurs idées, de rectifier le tir s'il le faut, bref, d'assurer le rôle d'un patron qui n'est pas seulement celui des affaires générales d'une maison, fût-elle

aussi difficile à gouverner que l'est l'Opéra de Paris.

Il eût fallu à Hugues Gall le courage d'exiger le remplacement de la chorégraphe (hongroise elle aussi), signataire de ridicules pantomimes, de faire rectifier les éclairages (des poursuites laiteuses et approximatives) et de demander à un metteur en scène de secours la reprise du travail. Car une production aussi peu professionnelle que celle présentée par Ivan Fischer ne pouvait pas ne pas révéler les prémices de sa faillite artistique dès la présentation de son projet. Avait-on peur que Fischer chef d'orchestre claque la porte en cours de production ? Etait-il à ce point irremplaçable ?

**ERREUR DE CASTING**

La réponse est non : lors de la première, sa direction, vive mais inutilement compliquée, aura conduit à de nombreuses imprécisions d'attaques et d'ensemble, sans parler du mielieux des phrases de violon (premier pupitre peu homogène) dès que l'occasion se présentait et des problèmes de justesse de vents, peu en forme.

Comment accepter par ailleurs que Donald Litaker, dont le rôle du Grand Prêtre n'a qu'un récitatif à chanter, soit bien meilleur que Marius Brenciu, dans le rôle d'Idoménée, à l'origine tenu par Roland Wagenführer, qui a annulé avant la fin de l'année 2001 ?

**DÉPÊCHES**

■ **THÉÂTRE** : Le Théâtre national de Bretagne, à Rennes (Ille-et-Vilaine) va devenir un « centre européen de production théâtrale et chorégraphique ». Le TNB sera la première scène française à obtenir ce statut, qui entrera en vigueur après la signature d'une convention entre la ville de Rennes et l'Etat. Cette signature devrait avoir lieu fin avril, en présence de Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication. Le nouveau statut permettra au TNB d'accroître son rayonnement artistique, avec notamment la production annuelle de quatre créations, et de poursuivre le développement de son école supérieure d'art dramatique, chargée de former de jeunes comédiens.

■ **Un collectif s'est créé, à Toulouse, pour sauver le Théâtre du Jour.** Jusqu'à fin décembre 2001, ce théâtre, vieux d'une cinquantaine d'années, était loué par la Compagnie Pierre Debauche, dont le bail n'a pas été renouvelé par le propriétaire. Fin février, ce dernier a engagé des travaux de démolition dans le but de faire des appartements. Depuis, ces travaux ont été interrompus, et des discussions sont en cours entre l'Etat, le ministre de la culture et la ville de Toulouse, qui avait participé à la rénovation du Théâtre du Jour, en 1997, et qui allouait une subvention annuelle de 30 500 € à la Compagnie Pierre Debauche.

■ **Marcel Bozonnet, administrateur général de la Comédie-Française,** et Emmanuel Hoog, président de l'INA (Institut national de l'audiovisuel), ont signé un accord officialisant la création d'un catalogue d'enregistrements sonores et visuels de la Comédie-Française. Ce catalogue a pour ambition de « valoriser » auprès du plus grand nombre le patrimoine audiovisuel conservé en archives. Dans un premier temps sera effectué un travail commun de recherche, de collecte et d'identification. La deuxième étape sera consacrée à l'exploitation et à la diffusion du catalogue en France et à l'étranger.

**Renaud Machart**

**IDOMÉNÉE**, de Wolfgang Amadeus Mozart. Par Marius Brenciu (Idoménée), Susan Graham (Idamante), Mary Mills (Ilia), Christine Goerke (Elettra), Chœurs et Orchestre de l'Opéra national de Paris, Ivan Fischer (direction et mise en scène). Le 8 avril, durée : 3 h 15. Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Opéra. Les 11, 14, 17, 20, 23, 26 avril et 2 mai à 19 h 30. Tél. : 08-92-69-78-68. De 7 à 105 €.

Le Monde

LE GRAND DOSSIER

8 pages à explorer et à conserver

Samedi 13 avril dans Le Monde daté dimanche 14 - lundi 15 avril

# La France est-elle un pays d'exception ?



# Clubbing Du Globo au Studio 287, parcours nocturne



**PARIS** Le hip-hop y a vécu ses heures de gloire au milieu des années 1980, mais, depuis, le Globo vivait comme une boîte du samedi soir, spécialisée dans le Top 50, perdue entre l'Hippopotamus et le McDo de la porte Saint-Denis. Et puis, à la fin de l'été, on y a remis les pieds. C'était un samedi soir, pourtant. L'Américain Charles Webster y mixait une house profonde et sensuelle. Les murs étaient recouverts de draps pourpres ; le petit bar du fond, d'ordinaire fermé, y accueillait les clubbers et leurs conversations étranges. On s'y sentait bien, ailleurs.

Depuis, d'autres s'y sont installés, le samedi également, et, des soirées Velvet, organisées par Christian Copin, aux soirées Dancing Class Hero ou Rouge Paris, organisées par Vigo et Paul, le vieux club est en passe de devenir l'un des points de chute favoris des amateurs de fête et de musique. La première étape d'un nouveau parcours nocturne qui se terminerait en

dehors de Paris, à la porte de la Chapelle, dans l'immense Studio 287, grâce au retour des « after Kit Kat », cinq ans après leur départ de l'Enfer et quatorze ans après leurs débuts au Privilège, le sous-sol lesbien du défunt Palace. De quoi satisfaire ces envies d'excès qui accompagnent l'arrivée des beaux jours.

Mais avant de se lancer dans une telle aventure, rapide mode d'emploi du Globo nouvelle formule où les samedis se suivent et ne se ressemblent pas.

Pour une soirée club-kitsch-mélangeé, optez pour les soirées Velvet. Pionnières des nouveaux week-ends, elles réunissent une clientèle hétéroclite, fort sympathique et très fidèle qui se soucie peut-être moins du DJ que du décor, mais sait apprécier la bonne musique. Pour une soirée club-décadée-militante, choisissez plutôt le Dancing Class Hero. Cyril K, le DJ résident, y propose un savant mélange de funk, house, électro et autres bizarreries à la gloire de la danse et de ses partisans. Et pour une soirée définitivement club, filez aux Digidub menées par Dan Ghenacia. Avec ses confrères du monde entier, il distille cette house fine et ensorcelante qui a bâti sa réputation.

Ensuite, plus question de se lamenter sur la médiocrité des after parisiennes, ces 6 heures-midi qui rassemblent les acharnés de la nuit. Avec le retour des matinées Kit Kat au Studio 287, à Pantin (l'ancien restaurant de Jean-Luc Lahaye), la nuit franchit le périphérique et laisse

enfin éclater sa décadence, privée de lieu d'accueil depuis cinq ans. Créés par Aimée Morri au Privilège à la fin des années 1980, repris par Bruno Bekhit et Thierry Molina aujourd'hui, ces after entraînent depuis toujours une réputation sulfureuse, comme une survivance de l'esprit qui animait le Palace à la « grande époque ».

Ici, les travailleurs de la nuit croisent les just-qu'au-boutistes du clubbing qu'ils servaient il y a quelques heures encore. Travestis, midinettes, gays, lesbiennes, hétéros, imbibés ou sobres, tous réunis par l'excès. La cour des miracles a trouvé son refuge. A 10 heures, l'endroit est encore bondé, Warrio aux platines, surplombant le *dance floor* depuis la grande scène, encadré par des danseurs indiens harnachés de chaînes métalliques. De l'autre côté, près des tables géantes du carré VIP où se vautrent les « beautiful people », des joueurs de djembé accompagnent la house tribale qui résonne contre les murs de brique rouge. On se croirait vampires, protégés pour quelques heures encore d'une lumière fatale qui perce les tentures de ses rayons puissants. « *Kit Kat for ever* », clame le slogan. Et si c'était vrai ?

**Odile de Plas**

**Le Globo, 10, boulevard de Strasbourg, Paris-10<sup>e</sup>** (M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis). Soirées Velvet le 1<sup>er</sup> samedi du mois et exceptionnellement le 20 avril. Dancing Class Hero, le 13 avril avec Cyril K, Scratch Massive et Ariel Wizman. Digidub, le 27 avril avec Dan Ghenacia, Solar et M3 (San Francisco). Entrée 15 € avec une consommation. Gratuit entre minuit et 1 heure du matin. Studio 287, 33, avenue de la Porte-d'Aubervilliers, Afters Kit Kat, avec Warrio. Tous les dimanches. Entrée 16 € avec une consommation. Taxi déductible jusqu'à 10 €. Photo : une after Kit Kat au Studio 287. © D. R.

## Jazz

### PARIS Serge Forté Trio

Pianiste d'une grande attention à la part mélodique de la musique, Serge Forté avait rendu un bel hommage à Oscar Peterson, l'un de ses influences dans le jazz, comme peut l'être aussi Keith Jarrett. En trio, avec le contrebassiste Chris Jennings et le batteur Karl Jannuska, Forté a trouvé dans le grand répertoire de la chanson française (Brel, Trenet...) de nouvelles inspirations, qui viennent rejoindre son attrait pour Chopin et les musiques du Brésil. A L'Archipel, salle de cinéma et de concert, Forté aura le plaisir de jouer sur un piano Fazioli, une référence.

L'Archipel, 17, boulevard de Strasbourg,

Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. Tél. : 01-48-00-04-35. Le 11 avril, à 21 heures. De 15 € à 18 €.

## Photographie

**ARLES**

### Le cirque en majesté

Leur fascination pour le cirque a réuni leurs photographies : cent images dues à vingt artistes sont présentées à l'abbaye de Montmajour dans le cadre d'une exposition organisée par le Centre des monuments nationaux (Monum) et consacrée à cet art populaire. D'Eadweard Muybridge (1830-1904) à Jean-Pierre Khazem (1968), en passant par André Kertesz (1894-1985), Brassai (1899-1984), Izis (1911-1980), Robert Doisneau (1912-1994) ou encore Peter Lindberg (1944) et Sarah

Moon (1939)... tous, à un moment ou un autre, munis de leur « *boîte de Pandore* », selon la formule de Jacques Prévert, ont fixé sur la pellicule ce qui les a fait « rêver », s'« émouvoir » ou leur a fait « plaisir ». Le cirque dévoile leurs multiples regards.

**Abbaye de Montmajour, route de Fontvieille, Arles (Bouches-du-Rhône).** Tél. : 04-90-54-64-17. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, de 9 heures à 19 heures, tous les jours. 3,51 € et 5,49 €.

## Lectures

### MONTREUIL Transit 02 : Nuits Kafka

Pour cette deuxième édition de Transit, Gilberte Tsaï, directrice du Centre dramatique national de Montreuil, a donné carte blanche

à Jean-Christophe Bailly. L'écrivain a choisi pour ce « *moment de réflexion et d'ouverture* », vécu comme un entre-deux, un « *passage* ». Transit 02 propose trois soirées avec Franz Kafka sous la forme de « *lectures animées* » mises en espace par Jean-Christophe Bailly. Un trio à cordes mené par Ami Flammer (violon) punctue la lecture des fragments littéraires. Pour la première fois, un film inédit de Hanns Zischler, tiré de son livre *Kafka va au cinéma*, sera projeté en fin de soirée. Enfin, un débat réunira (le 13 à 15 heures) Jean Jourdeuil, Clotilde Mollet, Hervé Pierre et Gilberte Tsaï autour de la question de l'utilisation sur scène de textes non dramatiques.

**Centre dramatique national, 26, place Jean-Jaurès, Montreuil (Seine-Saint-Denis).** Tél. : 01-48-70-48-90. Les 11, 12, 13 à 20 h 30. 12 € et 17 €.

## Sélection disques jazz et soul par Sylvain Siclier

### KENNY GARRETT Happy People



Grande forme pour le saxophoniste Kenny Garrett. L'écriture des thèmes d'abord qui allie un caractère directement accrocheur (le titre *Happy People*) à des pistes pour que l'improvisation s'échappe des codes. Le groupe ensuite, avec le contrebassiste Charnett Moffett en tête, qui

entraîne le swing toujours en avant, le batteur Chris Dave, précis, contrôlé pour mieux faire surgir l'énergie au point le plus juste et Vernell Brown au piano dans la tradition des grands accompagnateurs (Kenny Barron, Hank Jones...). Le jazz est aussi une question d'entourage. Garrett soliste enfin, dont le disque pourrait sembler construit comme un concert, avec période d'échauffement au début, le temps de se trouver, et qui de titre en titre gagne en affirmation et en liberté. En pleine expressivité tirée du blues, Garrett taille dans la masse, virevolte et vibre. Miles Davis l'avait désigné

comme destiné à rejoindre les grands de l'instrument. Démonstration évidente.

1 CD Warner Bros.

### JONAS HELLBORG, SHAWN LANE, JEFF SIPE Personae

Enregistré en public en Allemagne, *Personae* relève clairement du jazz-rock dont il exacerbe l'aspect virtuose, la notion de rapidité et le rapport à la durée (*Rag B/B* frôle les 20 minutes). Dans des sonorités saturées, puissant vers l'aigu, le guitariste Shawn Lane conduit cette course-poursuite et oriente la musique du trio (Jonas Hellborg, à la basse, leader en retrait, Jeff Sipe à la batterie) vers sa part la plus prévisible. La débauche des notes et des plans pourrait devenir étouffante si le trio oubliait les mélodies et l'espace harmonique. Deux domaines où, par la diversité de ses approches (de la musique de chambre au metal rock), Hellborg fait passer sa personnalité musicale et tire l'ensemble hors de l'anecdote brouillonne.

1 CD Bardo. Distribué par Soco-disc.

### ROLAND BRIVAL Creole Gipsy

Comme Marvin Gaye, l'un des chanteurs les plus tourmentés de la soul music, le Martiniquais Roland Brival transforme les mots en caresses ; comme chez Leon Thomas, l'énoncé prend par endroits la forme de la quête instrumentale de Coltrane, virant vers un cri libérateur. Deux sources d'inspiration qui font de Roland Brival une voix exceptionnelle. L'album *Creole Gipsy* de ce romancier, plasticien et guitariste vient d'être réédité, vingt-deux ans après une publication confidentielle. Il faut en oublier des parties de synthétiseur anodines, des

chœurs pas tout à fait dans le ton et une réalisation en deçà de la spiritualité musicale de Brival, exprimée en anglais, en créole ou en français. Le saxophoniste Bib Minville, le pianiste Claude Sommier ou le batteur Jean-Claude Montredon emportent toutefois l'orchestre qui dérive entre soul et jazz. La soul music déclinée à l'envi ces derniers temps tient parfois du calcul et manque paradoxalement d'âme et de sincérité. Pas chez Roland Brival.

1 CD Isma'a Productions. Distribué par Discograph.

### LES MCCANN Pump it Up

En 1968, l'un des plus grands succès de la soul music, *Compared to What*, avait été enregistré par le pianiste et chanteur Les McCann lors d'un concert au Montreux Jazz Festival avec le saxophoniste Eddie Harriss, lui aussi musicien de jazz. McCann s'était ensuite tourné plus nettement vers la soul et le rhythm'n'blues, sans toutefois retrouver la même notoriété. Remis d'une crise cardiaque en 1995, Les McCann a repris tranquillement du service (trois disques où il est surtout pianiste ou en duo vocal) jusqu'à ce nouvel enregistrement, *Pump it Up*, où il retrouve une certaine puissance dans le chant. Entouré d'invités au diapason (le saxophoniste Maceo Parker, le pianiste Billy Preston, le bassiste Marcus Miller...), McCann avance sans fioritures, dans le simple plaisir de chansons bien menées, à l'ancienne et sans volonté d'en remonter aux « *petits jeunes* ». Sans être un styliste éblouissant, Les McCann en connaît tous les codes et se concentre sur une efficacité dansante. Idéal pour retrouver les fondamentaux.

1 CD Cream Records. Distribué par Sony Music.

**ARTS** • Par une exposition inattendue à Nantes, l'artiste modifie la compréhension de sa peinture

## Federle, l'abstraction géométrique à contrepied

**HELMUT FEDERLE**, né à Soieure (Suisse) en 1944, est l'un des principaux peintres de l'abstraction géométrique actuelle et l'un des plus intéressants, comme l'ont montré ses expositions au Musée de Grenoble en 1989 et au Jeu de paume en 1995. Quand le Musée des beaux-arts de Nantes a annoncé sa venue, chacun s'est attendu à des toiles relevant de l'abstraction géométrique. Déduction trop simple. Guy Tosatto lui ayant donné pleine liberté, Helmut Federle en a profité pour concevoir l'exposition la plus inattendue qui soit, autobiographique, hétérogène, contradictoire. La géométrie y tient sa place, mais elle est loin d'y dominer sans partage.

La dernière salle est explicite. Elle réunit quatre tableaux, un tapis et une photo. Trois compositions de rectangles monochromes emboîtés, en gris sombre et violet. La quatrième toile relève d'une sorte d'impressionnisme gestuel dans lequel de larges lignes traversent l'espace comme des rais de lumière. Le tapis est d'un parfait bon goût moderniste, à dominante grise et motifs noirs flottants. La photo est d'une parfaite banalité : des poissons rouges nagent dans un aquarium et une dorure encadre l'image. Ces travaux sont tous de Federle, même l'encadrement. Difficile de ne pas comprendre ce que cet accrochage plutôt mélancolique suggère : « *Ne croyez pas trop à la pureté de la géométrie, ne me prenez pas pour un rigoriste, je vais où mon désir me porte*. »

Adolescent, ses désirs portaient Federle vers le paysagisme montagnard – Suisse oblige. Il est ensuite passé à travers l'École de Paris façon Nicolas de Staël et matière polychrome gras. En 1964, il a découvert l'angle droit et les parallèles, Mondrian et Malevitch. A ce stade, le visiteur se rassure et croit qu'il va retrouver le Federle qu'il connaît. Du tout. Carnets et esquisses contiennent certes des études de carrés et de quadrillages, mais aussi des dessins de montagnes – encore la Suisse –, un Bambi, des

gouaches romantiques très réussies, des excursions du côté de l'expressionnisme américain, un cheval et des œuvres, telles que *La Mort*, que l'on soupçonne chargées de symbolisme et de religiosité. Les carnets sont exposés dans leur état d'origine, avec des couvertures parfois recouvertes de petites annonces échangistes.

**UN REGARD NOUVEAU**

La diversité extrême de ces travaux pourrait produire un effet désastreux. Elle se révèle plutôt fructueuse : plus question, après tant de surprises, de considérer d'un œil froid les géométries supposées froides de Federle. S'était-on aperçu aussi nettement jusqu'à maintenant de ce que ces constructions formelles ont d'agressif, de brutal parfois ? Quand il s'en tient au blanc et noir, Federle organise des collisions où des rectangles noirs viennent percuter une surface blanche, qu'ils trouvent, à moins qu'ils n'explorent sous le choix et s'écrasent en taches épaisses. Du reste, dans sa dernière série, *Pour les oiseaux*, vingt-six toiles presque carrées, l'écrasement est la règle. Les formes se déchirent, s'émettent, s'éboule. Il y a autant de peintures que de lettres dans l'alphabet.

Quand, après cette expérience, le regard revient vers les peintures les plus rigoureuses, le jaune se met à luire d'un éclat plus puissant, les lignes à découper l'espace d'une façon plus tranchante. Federle a réussi : il a mis à mal les lieux communs qui commençaient à s'accumuler à son propos, il a rendu plus sensible l'intensité de sa peinture, en prenant tous les risques.

**Ph. D.**

MUSÉE DES BEAUX-ARTS, 10, rue Georges-Clemenceau, Nantes (Loire-Atlantique). Tél. : 02-40-41-65-65. Du mercredi au lundi de 10 heures à 18 heures, le vendredi jusqu'à 20 heures. Entrée : 3,10 €. Jusqu'au 3 juin.

**MERCREDI 17 AVRIL**  
**JEUDI 18 AVRIL - 20 H**  
**SALLE PLEYEL**  
**JERZY SEMKOW** direction  
**RUSSELL BRAUN** baryton  
**LAURENT NAOURI** basse  
**LEONIDAS KAVAKOS** violon  
CHŒUR D'ORATORIO DE PARIS  
**JEAN SOURISSE** chef de chœur  
CHŒUR DE L'ARMÉE FRANÇAISE  
CAPITAINE PAUL DE PLUNVAL chef de chœur  
**NICCOLO PAGANINI**  
Concerto pour violon n° 2  
« La Campanella »  
**HECTOR BERLIOZ**  
Scène héroïque H. 21  
**FRANZ SCHUBERT**  
Symphonie n° 9 « La Grande »  
Avec le soutien de Monsieur Pierre Bergé  
  
de 14€ à 53€ - tarif jeunes : 8€  
**RÉSERVATIONS**  
**0 825 000 821** (0,15€/mn)  
**www.ticketclac.fr**

**cité de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

**Robert Levin,**  
direction et piano-forte  
**Orchestra of the Age of Enlightenment**  
Beethoven, Mendelssohn  
19 avril > 20h

**Christiane Libor,**  
soprano  
**Claar ter Horst,**  
piano  
Schumann, Schubert  
20 avril > 16h30  
21 avril > 15h

**www.cite-musique.fr/resa**  
**01 44 84 44 84**

**CONCERTS**

**ensemble**  
*en*  
contemporain  
**Mardi 16 avril - 20 h**  
salle des concerts

**Maurizio Pollini et les Solistes**

œuvres de  
Ludwig van Beethoven  
Arnold Schönberg  
Alban Berg  
Anton Webern  
György Kurtág  
Frédéric Chopin

**Maurizio Pollini**  
piano  
**Solistes de l'Ensemble Intercontemporain**  
**cité de la musique**  
01 44 84 44 84

**OPERA NATIONAL de PARIS**  
**Orchestre de l'Opéra**  
chef permanent : James Conlon

**Ivor Bolton**  
direction  
**Mozart**  
19 avril - 20h

**Palais Garnier**  
Informations-Réservations  
0 892 69 78 68\*  
**www.opera-de-paris.fr**

**Le Monde**  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
Deux grands dossiers...  
**1 Cohabitation : la confusion des pouvoirs.**  
**2 Laïcité : une passion française.**  
...et  
**3 Les Clés de l'info.**  
**Toute l'actualité du mois.**  
**Numéro d'avril - 16 pages - 2 €**

# Tom Zé, bricoleur fou des sons du Nordeste

A 65 ans, le chanteur brésilien continue d'inventer une musique très politisée, sans règle ni interdit.

Il est invité au festival Banlieues bleues

SEU ZÉ, dona Maria, M. et M<sup>me</sup> Tout-le-Monde, grand dénominateur commun de la religion catholique appliquée aux prénoms lusitaniens. Le Brésil, donc, regorge de Joseph et de Marie, et Tom Zé est une dérive à angles aigus d'Antonio José (nom de famille : Santana Martins), né en 1936 – « au Moyen Âge » – au fin fond de la baie du Reconcavo bahianais, à la frontière du désert intérieur du Nordeste, le sertao. Mélange anachronique de futurisme et d'archaïsmes, Tom Zé est sûrement l'un des chanteurs les plus politisés de la planète. On le pense fou, tant sa musique n'a ni règle ni interdit, ni dans la syntaxe, ni dans les cohabitations faussement chaotiques des instruments, parfois inventés, des styles (électronique urbaine, musique classique, accordéon paysan, rap, tango).

En cet avril où il ne faut pas se découvrir d'un fil, Tom Zé est en bras de chemise, dans le 93, en plein territoire de rap. A 65 ans, ce candidat ferrailleur (du verbe) vient de publier *Jogos de Armar*, jeux de construction, manifeste de musique assemblée « brique par brique ». Il est l'invité du festival de jazz Banlieues bleues, en attendant les Eurockéennes de Belfort, et anime des ateliers avec des jeunes. « J'essaie d'en extraire, provisoirement, l'adulte que la société a projeté en eux », explique-t-il.

Paru en 1998, l'album *Com defeito de fabricação* s'en prenait aux patrons du premier monde et à leurs laquais, pour qui les milliards d'humains des bidonvilles et des cités sont des « androïdes », travaillant pour pas cher, sans dons particuliers. Mais il y a ces « défauts de fabrication », un par chanson, qui font dérailler les robots humains, qui se mettent à danser (*Defeito 7*), à critiquer l'ONU (*Defeito 8*), à être curieux (*Defeito 2*) et à inventer une nouvelle musique (*Defeito 14*).

Quatre ans plus tard, le dollar, le FMI sont encore sur la sellette, placés dans un imaginaire peuplé de mots indigènes, de légendes messianiques, de symboles. Depuis son hôtel de la porte de Pantin, Tom Zé pourrait dire « L'Amérique se suicide » ; il dit « s'électrocute », (« si jeune ! »), revient sur sa musique « angulaire et intellectuelle », construite à la « grecque », avec thèse (le chanteur) et anti-thèse (le choeur féminin), ou encore sur la prostitution infantile telle qu'elle est décrite dans *O PIB da PIB* : « Quatorze ans, douze ans... L'enfant, la pauvre du Nordeste, qui collabore au produit intérieur brut/ Ce produit qui enterre brut/ Imagine un gringo/ Large comme ça/ Au-dessus d'une enfant pauvre/ Nordestine/ Suf-foque, maigrichonne, sèche/ Toute petite/ Ah, sainte mère ! »

Tom Zé est l'inventeur du HertZé, sorte d'échantillonneur brésilien, imaginé en 1978 à partir de l'échelle de Hertz et de magnétophones détournés. « Un jour, j'ai lu, dans un livre

## BIOGRAPHIE

### ► 1936

Naissance au Brésil, à Irarà (Bahia).

### ► 1968

Fonde le tropicalisme avec Caetano Veloso, Maria Bethânia, Gilberto Gil.

### ► 1991

David Byrne édite « The Best of Tom Zé » sur son label, Luaka Bop.

### ► 2002

« Jogos de Armar », chez Trama/BMG.

de John Cage : « Nous ne sommes plus à l'ère de la possession, mais à celle de l'usage. » Cette phrase me disait : tous les orchestres peuvent jouer pour moi, tous les magnétos. Tu peux récupérer, démonter, remonter tous les trucs de ton enfance. » Professeur Tournesol, mais pas sourd, Zé s'enferme dans le labo jusqu'à revenir avec une machine « qui aurait pu faire la gloire du Brésil, si quelqu'un s'y était intéressé à ce moment-là ».

## « UNE AUTRE COSMOLOGIE »

La vie à Irarà était rythmée par les cycles de sécheresse et de pluie, « deux ans avec, deux ans sans ». Coroneis (latifundistes) et lavradores (paysans) cohabitaient dans un même monde, avec sa dureté et ses injustices. M. Martins père, qui avait une boutique de tissu, expédie Antonio José au collège dans la capitale, Salvador de Bahia. Déboussolé, Tom Zé attend les vacances, « la vraie vie, derrière le comptoir du magasin paternel ».

C'est là, dit-il, qu'il a « appris une autre langue ». Fleurie, emplie de mots indigènes, et de réminiscences ibériques, « un portugais encore empreint du XVI<sup>e</sup> siècle et de culture maure, pratiqué par des mulâtres qui manquaient de protéines et du reste », emprisonnée par le sertao rude, éloigné. « Ce que j'entendais chez mon père était une autre métaphysique, une autre cos-

mologie. » Tom Zé a la culture du miracle, si typiquement brésilienne : il aurait pu mal tourner si, un beau soir, un ami n'avait chanté. « J'ai perdu conscience dans l'instant. « Si tu tues une fourmi noire, le monde s'obscurcit », dit-on chez nous. » Tom Zé file s'acheter une guitare à Feira de Santana, foire et fief des repentistas, les improvisateurs-chroniqueurs de la vie nordestine, héritiers de la culture occitane, dont il s'est considérablement inspiré.

En 1961, il rentre à l'université fédérale de Bahia. A l'initiative d'un recteur éclairé, ce pays « tropical, inculte, analphabète, pauvre », le Nordeste, avait été doté d'une école de musique, d'une école de théâtre. « Nous avions des cours avec des musiciens érudits, Hans Joaquim Koellreuter, Ernst Widme, Lindenberg Cardoso. » Salvador y gagne son effervescence. Caetano Veloso, sa sœur Maria Bethânia, Gilberto Gil, tous natifs du Reconcavo bahianais, y participent. Tom Zé se joint à la bande. « Ils faisaient du beau, ils aimaient la mélodie. J'étais la transgression, l'horreur, le laid. » Ensemble, ils inventent le tropicalisme, esthétique néo-anthropophage – du nom du mouvement artistique des années 1930, recommandant de tout ingurgiter afin de créer une culture absolument brésilienne. Lors du coup d'Etat militaire de 1964, Tom Zé est directeur du Centre populaire de culture – « fermé immédiatement ».



DENIS ROUVRE

En 1968, après avoir publié, toujours avec Tom Zé, le disque manifeste *Tropicalia ou Panis et circensis*, Gilberto Gil et Caetano Veloso s'exilent à Londres. Tom Zé, lui, s'installe à Sao Paulo, mégalopole à haute dose d'adrénaline. Puis il est « enterré vivant » par l'industrie discographique. « Ce qui m'a sauvé, c'est que je n'ai jamais senti la moindre aigreur. J'ai fait comme la semence sous la terre, profitant de la pourriture afin de pouvoir reverdir. » Le printemps de Tom Zé, entre-temps devenu un mythe pour l'intelligentsia brésilienne, s'appelle David Byrne. En 1989, l'ex-leader des Talking Heads avait acheté un disque intrigant, *Ensinando Samba*, d'un certain Tom Zé, qui l'avait ébloui. Tom Zé venait de décider de rentrer à Irarà, « pour tenir la station-service de mon cousin. Un matin, ma femme lit dans le journal : « David Byrne va téléphoner à Tom Zé ». C'était vrai, et le dissident américain vint sauver le Nordeste « d'un oubli de quatre siècles » au moins.

## Véronique Mortaigne

*Jogos de Armar*, 1 CD Trama, distribué par BMG. Concerts à l'Espace 1789, 2-4, rue Alexandre-Bachelet, Saint-Ouen (93). Tél. : 01-49-22-10-10 (Banlieues bleues). Les 11 et 12 avril, à 20 h 30. 16 € et 19 €.

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Les deux pères de Jospin

**SON ENTOURAGE** lui conseillaient d'afficher un peu plus nettement ses couleurs socialistes, et d'employer enfin quelques mots du vieux vocabulaire oublié de la gauche pour damer le pion à cette pétroleuse d'Arlette, qui ne cesse de monter dans les sondages. Lionel Jospin s'est livré à l'exercice demandé, mercredi soir sur France 2, mais il l'a fait en termes mesurés et sans enthousiasme excessif. Il n'était pas question pour lui, de toute façon, de parler de prolétariat ni de lutte des classes. La surprise est venue d'ailleurs. Deux personnages sont apparus, sans crier gare, dans le discours du candidat. Ce sont deux figures paternelles. Tout se passe comme si, sommé de se rattacher à une tradition, Lionel Jospin avait éprouvé le besoin d'évoquer François Mitterrand et son propre père.

En ce qui concerne Mitterrand, on avait surtout retenu le droit d'inventaire que s'était accordé Lionel Jospin sur l'héritage de l'ancien président. La distance avait été prise du vivant de Mitterrand et a fortement contribué à constituer la personnalité politique que Jospin s'est forgée. Rien n'avait été explicitement formulé, mais on comprenait que Jospin rejetait cer-

tains pratiques tortueuses et l'atmosphère délétère des dernières années de Mitterrand au pouvoir. Rien de tel, hier soir. Lionel Jospin rappelait les conquêtes sociales de la gauche depuis le Front populaire, et parlait des « forces socialistes rassemblées, après 1981, par un président de gauche, François Mitterrand ». Voilà bien longtemps qu'il n'avait plus prononcé un tel nom, en de tels termes. Il avait oublié, cette fois, l'inventaire.

Mais le plus étonnant était à venir. A une question sur l'insécurité, Lionel Jospin répondait qu'il connaissait bien les problèmes de la délinquance des mineurs à cause de la profession de son père qui mettait ce dernier « au contact des jeunes en difficulté, comme on disait à l'époque ». Après avoir été professeur de lettres, Robert Jospin a, en effet, été directeur d'une école spécialisée de l'éducation nationale. Militant socialiste, il a aussi été exclu pendant quelques années de la SFIO, à la Libération, parce que son pacifisme, pendant la guerre, l'avait amené au printemps 1944 à faire partie d'un conseil municipal nommé par Vichy. Avec son père en politique, comme avec son père réel, Lionel Jospin ne pouvait pas tout accepter en bloc.

## TÉLÉVISION

### Parfum des seventies

Combien de patronymes a-t-il eus ? Né en 1947, Steven Demetre Georgiou – son père, restaurateur à Londres, était grec, sa mère suédoise –, il débuta dans le show-biz sous le nom de Steve Adams. Mais le public connaît surtout Cat Stevens. Ceux qui savent que l'auteur de *My Lady d'Arbanville* s'est converti à la religion musulmane en 1977 savent aussi qu'il s'appelle désormais Ioussouf Islam, qu'il considère que la pop music est « sous l'emprise de Satan », et qu'il a recommencé à composer. Mais il n'a réalisé qu'un disque abécédaire pour enfants, il y a deux ans, intitulé *A comme Allah*.

Canal Jimmy offre l'occasion de retrouver ce curieux artiste, qui écrit des musiques pour Dalida, Gigliola Cinquetti et arrange des airs de Nana Mouskouri. Il triompha en 1966 avec une chanson toute simple – *I Love My Dog* –, qui illustrait son sens de la mélodie et du rythme. Ici, il est en concert public au BBC Theater de Londres, en 1971, devant un public sage comme une image (garçons cravatés, filles aux jupes bien en dessous du genou). Tout de blanc vêtu, cheveux longs et barbe lui donnant une allure diablement christique, avec sa seule guitare sèche et son piano, il chante les plus connues de ses chansons d'alors : *I Love My Dog*, mais aussi *Father and Son*, *Wild World*, *Bitter Blue* ou *Maybe You're Right and Maybe You're Wrong*. Quelques notes issues du passé de celui qui est, de temps à autre, l'invité de Saddam Hussein, à Bagdad. – Y.-M. L. Vendredi 12, Canal Jimmy, 22 h 30.

## VENDREDI 12 AVRIL

### ► Le temps de l'enfance (2/2)

20 h 45, France 5  
Ils ont huit ans, fréquentent la même classe de CE2 d'une école publique dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pendant cinq mois, Stéphane Moszkovicz les a filmés, à l'école et à la maison, avec leur entourage. Ils sont très accaparés par leurs devoirs et leurs activités extrascolaires ; leurs parents

ont le sentiment de tout faire dans la précipitation. Dans ce film sensible, Stéphane Moszkovicz livre des éléments de réflexion pour nourrir le questionnement de tous ceux qui ont une mission d'éducation : comment concilier autorité et affection ? Comment aider les enfants à grandir ?  
► **Les Naufragés de Monrovia**  
20 h 55, France 3  
Dans les années 1950, Monrovia, capitale du Liberia, était souvent

considérée comme « un petit coin d'Amérique » au cœur de l'Afrique. Après des décennies de conflit sanglant, c'est aujourd'hui une ville où aboutissent des milliers de réfugiés en détresse. Daniel Grandclément et Jérôme Roguez ont centré leur reportage sur des jeunes qui risquent leur vie pour récupérer les pauvres restes enfouis dans un porte-conteneur échoué dans le port de Monrovia en juillet 2001.

### ► Algérie (2/2)

21 h 45, Histoire  
Ce second volet du documentaire *Algérie*, de Jean-Charles Deniau, est intitulé : « Confrontés à la torture, ils n'oublieront jamais ». Il est centré sur le témoignage, quarante ans plus tard, de jeunes appelés de l'époque, parmi lesquels un déserteur.  
► **On tire et on pleure**  
22 h 15, Arte

Un documentaire très fort, qui prend une acuité particulière au moment où l'armée israélienne mène des actions critiquées dans les territoires palestiniens. A l'été 2000, après le retrait de l'armée israélienne du Liban et avant la deuxième Intifada, David Benchetrit construisait un film autour des réservistes et militaires de son pays qui refusent de combattre dans les territoires occupés... quel qu'en soit le prix.

## LES GENS DU MONDE

► **Yannis Kokkos**, décorateur et metteur en scène de théâtre et d'opéra, a mis en scène l'exposition « Voir les étoiles », qui a lieu dans la maison de **Victor Hugo** à Paris, place des Vosges, du 12 avril au 28 juillet. La Comédie-Française et la Bibliothèque nationale de France ont collaboré à cette exposition, qui met au jour l'apport de **Victor Hugo** au théâtre, et couvre deux siècles et soixante spectacles. **Yannis Kokkos** s'est efforcé de « restituer l'atmosphère et les courants idéologiques qui traversent le théâtre de Hugo, avec des couleurs omniprésentes, le rouge, le noir, le blanc et l'or, qui parlent de l'amour, de la haine, du sang et de la mort, avec la complétude de la pénombre ».

► La soprano française **Sylvie Valayre** est applaudie par la critique à Washington, où elle chante la scandaleuse Salomé, dans l'œuvre de **Richard Strauss**, sur un livret d'**Oscar Wilde**. Tandis que d'autres avaient renoncé à venir en Amérique après le 11 septembre, l'artiste a déclaré à l'AFP : « Moi, je me sentais solidaire. J'ai refusé de me laisser terroriser. » « Valayre joue une Salomé, adolescente gâtée, qui fait la moue. Longtemps elle chante doucement, délicatement même, (...) et il est d'autant plus frappant qu'elle en vienne à déployer des réserves insoupçonnées, et souvent enthousiasmantes, de puissance et de folie », a écrit le *Washington Post*.

► Veuve et muse du compositeur français **Darius Milhaud**, **Madeleine Milhaud**, qui a fêté le 22 mars ses 100 ans, a reçu mardi à Paris, au cinéma Le Balzac, la médaille de vermeil de la Ville de Paris, au cours d'une soirée consacrée à la musique de son mari. Le Quatuor Parisii a joué des extraits de certains des dix-huit quatuors de Milhaud, dont un enregistrement intégral vient de paraître chez Naïve. Le pianiste **Claude Helffer** a interprété *Trois printemps pour piano*, de Milhaud, dont on a pu entendre également la partition composée pour le film d'**André Malraux**, projeté à cette occasion, *L'Espoir*, avec notamment l'impressionnante séquence visuelle et musicale de la descente de la montagne.

► Le président de l'établissement public du château de Versailles, **Hubert Astier**, devrait se rendre prochainement au Cambodge pour parapher un accord de jumelage entre la ville de Versailles et Siem Reap, où se trouve le site archéologique des temples d'Angkor. Les deux villes ont en commun « un patrimoine historique et toute une vie organisée autour » et des liens de coopération déjà existants, puisque la ville de Versailles « offre chaque année depuis sept ans une bibliothèque à une école de Phnom-Penh et de sa banlieue », a précisé Marie-Annick Duchêne, adjointe au maire chargée de l'enseignement et des relations internationales.

## RADIO

### VENDREDI 12 AVRIL

► **Les vendredis de la philosophie**  
9 h 05, France-Culture  
Souad Kettani, entourée de nombreux invités, propose un « Portrait » : celui de Pierre-Joseph Proudhon.  
► **Papier à musique : « Les musiciens de la Pléiade »**  
10 h 30, France-Musiques  
Pronant un retour à la prosodie antique, les poètes de la Pléiade s'efforcèrent d'unir à nouveau poésie et musique, et inspirèrent une trentaine de compositeurs de l'époque... mais aussi bien d'autres après eux.  
► **Le monde change**  
13 h 10, RFI  
De nombreux pays d'Amérique latine connaissent un mouvement de réhabilitation de leur histoire précolombienne : cours de langue, radios indigènes, recherches sur les savoirs traditionnels, etc.  
« Le monde change » s'intéresse à cette renaissance amérindienne.  
► **L'invité de France-Info**  
18 h 15, France-Info  
Patrick Boyer reçoit aujourd'hui Arlette Laguiller, en direct, dans « L'invité de l'info ».  
► **Ecoutez... des anges passent**  
20 h 40 France-Inter  
Une émission qu'on prend plaisir à écouter, de Zoé Varier.

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 11 AVRIL

TF1

**14.45** Cœurs à prendre Téléfilm. T. Kotcheff. Avec R. Downey (Can., 1997) **16.30** Exclutif **17.05** Melrose Place Cherchez la fille. Série **17.55** 7 à la maison Série **18.55** Le Bigdil **20.00** Journal, Météo, Face à la Une : Noël Mamère.



**20.55** **LES CORDIER, JUGE ET FLIC** Dette mortelle. Série. Avec Pierre Mondy, Bruno Madinière, Antonella Laudì, Charlotte Valandrey, Arnaud Bedouet. 7153140 *Un commercial d'une société de crédit est retrouvé mort dans son bureau. Le commissaire soupçonne un client fortement endetté, mais ce dernier clame son innocence...*

**22.40** **SCREAM 2** Film. Wes Craven. Avec Neve Campbell, Courteney Cox, David Arquette, Jamie Kennedy, Jerry O'Connell. Horreur (Etats-Unis, 1997) **3408968** **0.55** Les Coulisses de l'économie.

**1.40** Exclutif **2.15** Le Droit de savoir Victimes, délinquants et juges : ils brisent la loi du silence. **3.20** Reportages Maman est routier **6.45/6.16** **3.45** Enquêtes à l'italienne Série **4.40** Musique **4.50** Mode in France (65 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

**15.50** Soleil vert ■■ Richard Fleischer. Avec Charlton Heston, Leigh Taylor-Young (Etats-Unis, 1973, v.m., 95 min) **CineCinemas 3** **16.05** Happy Texas ■■ Mark Illsley (Etats-Unis, 2000, v.m., 95 min) **Canal + Vert** **17.20** Fantôme à vendre ■■ René Clair (Grande-Bretagne, 1935, N., v.o., 85 min) **CineClassics** **18.25** Cyrano de Bergerac ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1989, 140 min) **CinéFaz** **19.10** Les Maraudeurs attaquent ■■ Samuel Fuller (Etats-Unis, 1962, 95 min). **TCM** **20.45** Les Affranchis ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1990, v.m., 150 min) **TCM** **21.00** L'Honneur des Winslow ■■ David Mamet (Etats-Unis, 1999, v.o., 105 min) **Cinéstar 2** **21.00** Le train sifflera trois fois ■■ Fred Zinnemann (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 90 min) **Paris Première** **21.20** La Cité des femmes ■■ Federico Fellini (Italie, 1979, 140 min) **Téva** **22.35** Contes cruels de la jeunesse ■■ Nagisa Oshima (Japon, 1960, v.o., 95 min) **Cinétoilette** **23.15** Casablanca ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1942, N., v.m., 105 min). **TCM** **1.00** La Ville conquise ■■ Anatole Litvak et Jean Negulesco (Etats-Unis, 1940, N., 90 min). **TCM**

FRANCE 2

**16.20** En quête de preuves Série **17.15** Qui est qui ? **17.55** JAG Série **18.45** On a tout essayé **19.35** Un gars, une fille Série **19.45** Campagne électorale présidentielle **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Jacques Chirac **20.55** Météo.



**21.05** **ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Françoise Joly. Au sommaire : X sans limite ; Miami : mineurs sous haute surveillance. 6345430 *En 2001, seize mille délinquants âgés de moins de 18 ans ont été arrêtés à Miami par la brigade des ados. Des méthodes musclées ont permis de réduire la délinquance juvénile.*

**23.15** **CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT** Les polars et la science. Invités : Alain Delon, John Grisham, Jérôme Charyn, Didier Daeninckx, Patrice Dard, Omar Charif, Philippe Carresse, Mario Vargas Llosa. 2117091

**0.45** Journal de la nuit, Météo **1.15** Nikita une jolie petite ville. Série **1.55** Y'a un début à tout Magazine **3.55** 24 heures d'info **4.20** Le Petit Documentaire 5317454 **4.50** Vingt ans... à Manille Documentaire (65 min) 2036247.

FRANCE 3

**17.35** C'est pas sorcier **18.05** ET 23.35 Campagne officielle pour l'élection présidentielle **18.20** 18.20 Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** **A L'ÉPREUVE DU FEU** Film. Edward Zwick. Avec Denzel Washington, Meg Ryan, Lou Diamond Phillips, Michael Moriarty. Politique (EU, 1996) **2288817** *Un officier tente de prouver qu'une femme-soldat, pilote d'hélicoptère, ne s'est pas comportée lâchement pendant la guerre du Golfe.*

**0.00** **PASSÉ SOUS SILENCE** Elian, l'enfant captif Documentaire. Marilyn Watelet, Simon Zaleski (2001). 66909 **0.50** Europeos To Be English or not to Be European ? 4691812.

**1.20** Espace francophone Spécial cinéma sénégalais 4612305 **1.50** Ombre et lumière Magazine. Invitée : Michèle Laroque **2.20** C'est mon choix... ce soir **2.45** Soir **3.05** Des racines et des ailes Magazine (120 min).

CANAL +

► **En clair jusqu'à 20.45** **18.40** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **0.19** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.40** Minutes en +.



**20.45** **DE QUELLE PLANÈTE VIENS-TU ?** Film. Mike Nichols. Avec Garry Shandling, Annette Bening, John Goodman, Greg Kinnear, Ben Kingsley. Comédie (Etats-Unis, 2000) **778966** *Un extraterrestre arrive sur terre avec comme projet de faire un enfant.*

**22.25** **LES MORSURES DE L'AUBE** Film. Antoine de Caunes. Avec Guillaume Canet, Gérard Lanvin, Asia Argento, Orazio Massaro, Jean-Marie Winling. Policier (France, 2000) **4028898**

**0.00** Golf Tournoi du Grand Chelem. Masters d'Augusta (Géorgie) (1<sup>er</sup> tour) 276386. **2.00** Hockey NHL 4528928 **4.00** Belle arnaqueuse Téléfilm. Steven Schachter. Avec William H. Macy (EU - All., 1998, 90 min).

FRANCE 5 / ARTE

**17.00** Fenêtre sur l'Irlande **17.30** 100 % question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Voyages, voyages Le Sénégal **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Un enfant d'ailleurs. [4/5].



**20.45** **COMEDIA - LE FOU ET SA FEMME CE SOIR DANS PANCOMEDIA** Pièce de Botho Strauss. Mise en scène par Mathias Hartmann. Avec Dörte Lysseswki, Tobias Moretti, Alexander May, Ernst Stötzner, Fritz Schediwy. 819343 *La clientèle d'un hôtel forme une fascinante peinture sociale...*

**22.45** **THEMA - GRETA GARBO** Une vie. Documentaire. Steve Cole (Grande-Bretagne - Etats-Unis, 2001). 104197850 *Au début des années 1940, Greta Garbo choisit de mettre un terme à sa carrière.*

**23.35** Thema - Marie Walewska Film. Clarence Brown. Avec Greta Garbo, Charles Boyer. Histoire (EU, 1937, N.) 9727633 **1.25** Les Amants de l'Adventure Documentaire. Michel Viotte (France, 1998, 80 min) 34029812.

M 6

**16.35** Madame est servie Série **17.05** Highlander Série **17.55** Le Flic de Shanghai Série **18.55** Le Sentinel Erreur de jeunesse. Série **19.45** ET 20.40 Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



**20.50** **LOFT STORY 2** Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 25263362 *Le « Loft » le retour ! Douze lofters, garçons et filles, âgés de 18 à 35 ans, ont été sélectionnés parmi les 500 personnes retenues après une première sélection faite parmi les 200 000 postulants qui avaient fait acte de candidature par téléphone.*

**23.15** **CONNEXION AVEC LE LOFT** Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 8484140

**0.09** Météo **0.10** E = M6 Spécial Maigrir : la vérité sur les régimes **2.00** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (300 min) 30219102.

RADIO

FRANCE-CULTURE

**20.30** Radiodrames. **21.00** Le Gai Savoir. Bertrand Méheust. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **23.00** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Enregistré le 19 mars, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris. Nikolaï Lugansky, piano : œuvres de Grieg, R. Schumann, Brahms, Chopin. **22.00** En attendant la nuit. Carlos Mena. **23.00** Jazz, suivez le thème. **0.00** Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Milhaud, Chostakovitch, Gershwin. 20.40 Dernier concert du Quatuor Brandis. Par le Quatuor Brandis : œuvres de Haydn, Schulhoff, Beethoven. **22.05** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Massenet, Roussel, Debussy, Elgar, Britten. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

MAGAZINES

**16.40** i présidentielle. Invités : Corinne Lepage ; Bruno Mégrét. i télévision **16.45** Les Lumières du music-hall. Catherine Sauvage. Paris Première **19.00** Explorer. Piranha. Des grenouilles fragiles. National Geographic **19.10** ET 20.10 L'Invité de PLS. Jean Saint Josse. LCI **22.10** Eco. Bruxelles-Nature, six mois plus tard. Internet : par ici la factuelle ! Essaimer à tous vents. Les plus de 50 ans au travail. RTBF 1 **22.30** Recto Verso. Invité : Christian Clavier. Paris Première **22.45** La Route. Invités : Smaïn et Monseigneur Di Falco. Canal Jimmy **23.05** Boléro. Invités : Gwendal Peizerat et Marina Anissina. Monte-Carlo TMC **0.25** Plaisir de France. Invités : Zizi Jeanmaire et Roland Petit. Match TV

DOCUMENTAIRES

**17.05** Histoire de France. L'affaire Dreyfus. Chaîne Histoire **19.00** Mitterrand vu par... Laurent Fabius. Histoire **19.15** Le Caravage. Mezzo **19.55** Les Derniers Gardiens de phare. Odyssee **20.00** Un monde, des mondes. [1/10]. L'Ecosse. Voyage **20.00** Au secours du panda. National Geographic

**20.35** 28 mars 1967, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. La Chaîne Histoire **20.45** La Conquête de Clichy. Didier Schuller en campagne. Planète **21.00** Les Aventures du National Geographic. Le canal National Geographic **22.00** Algérie. [1/2]. Confrontés à la torture, ils assument. Histoire **1.00** L'Australie en train. [6/6]. La Tasmanie. Voyage

SPORTS EN DIRECT

**16.00** Cyclisme. Tour du Pays basque (4<sup>e</sup> étape) : Alsasia - Villabona (154 km). Eurosport **17.30** Curling. Championnats du monde. Tournoi féminin. Allemagne - Etats-Unis. A Bismarck (Etats-Unis). Eurosport **20.00** Basket-ball. EuroLigue masculine (2<sup>e</sup> phase) : Panathinaïkos - AEK Athènes. Pathé Sport **22.00** Golf. Tournoi du Grand Chelem. Masters d'Augusta (Géorgie) (1<sup>er</sup> tour). Canal + vert **0.00** Shazam I Chorégraphie de Philippe Decouflé. Mezzo

MUSIQUE

**18.05** Richard Strauss. Romance pour clarinette et orchestre en mi bémol majeur. Avec Sabine Meyer (clarinette). Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Michael Helmraath. Mezzo **18.20** Brahms. Trio pour piano et cordes n°2. Avec Maxim Vengerov (violon), Boris Pergamenschikov (violoncelle). Elena Baschikirova (piano). Mezzo **19.50** Lochon. O miraculum. Par les Talens Lyriques, dir. Christophe Rousset. Mezzo **21.00** Le Chant de la guitare. Enregistré en 1976. Avec Andrés Segovia (guitare). Œuvres d'Albeniz, Granados, Scarlatti, Rameau, Sor, Ponce, Aguado, Bach, Chopin et Torroba. Mezzo **TÉLÉFILMS** **20.30** Un papa de rechange. Blair Treu **Canal J** **20.45** Prise d'otage sanglante. Jack Bender. RTL 9 **23.10** Jésus de Nazareth. Franco Zeffirelli. [4/4] **Festival** **SÉRIES** **19.10** Demain à la une. La mélodie du passé **Téva** **19.55** Le Caméléon. Alibi. Série Club **21.40** High Secret City. L'homme-grenouille. Série Club **22.30** L'Institut. La Méchante **TV 5** **0.00** Les Soprano. Cas de conscience (v.o.) **Canal Jimmy**

VENDREDI 12 AVRIL

TF1

**12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilleton **14.45** Mon amie Masha Téléfilm. Paul Ziller. Avec Michaël Ontkean (Can., 1999) **16.30** Exclutif **17.05** Melrose Place Frères ennemis. Série **17.55** 7 à la maison Silence et secret. Série **18.55** Le Bigdil Spécial Roi soleil **19.55** Météo, Journal, Météo, Face à la Une François Bayrou.



**20.50** **LES ENFANTS DE LA TÉLÉ** Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Invités : Benoît Poelvoorde, José Garcia, Thierry Lhermitte, Michel Boujenah, Alain Chabat, Gérard Darmon, Maveva Galanter, Stomy Bugsy. 90223837

**23.10** **SANS AUCUN DOUTE** Magazine présenté par Julien Courbet et M<sup>6</sup> Didier Bergès. 4328638

**1.30** Les Coups d'humour Invités : Mouss Diouf, Luq Hamett, les Aggios, Jeff, les Impossibles, Elliot, René, Yvonnick 7016077 **2.05** Exclutif Magazine **2.40** Reportages Le temps des bouillottes de crus 6924503.

**3.05** Histoires naturelles Pêches du brochet. La chasse aux cerfs ou drôle de brâme. Documentaire **4.10** Musique **4.20** Confessions intimes Magazine (90 min) 2316042.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

**14.50** Contes cruels de la jeunesse ■■ Nagisa Oshima (Japon, 1960, v.o., 95 min) **Cinétoilette** **15.10** Le Treizième Guerrier ■■ John McTiernan et Michael Crichton (EU, 1999, 100 min) **TPS Star** **16.15** Jody et le faon ■■ Clarence Brown (Etats-Unis, 1946, v.m., 135 min). **TCM** **16.25** L'île nue ■■ Kaneto Shindô (Japon, 1962, N., v.o., 95 min) **Cinétoilette** **18.30** Entretien avec un vampire ■■ Neil Jordan (Etats-Unis, 1994, v.m., 135 min) **TCM** **21.00** Rembrandt ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 85 min) **Cinétoilette** **21.00** Le Carrousel fantastique ■■ Ettore Giannini (Italie, 1954, 120 min) **CineClassics** **22.25** King Kong ■■ Merian C. Cooper et Ernest B. Schoedsack (EU, 1933, N., v.o., 100 min) **Cinétoilette** **23.00** Madame porte la culotte ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1949, N., v.m., 100 min). **TCM** **23.15** Le Treizième Guerrier ■■ John McTiernan et Michael Crichton (EU, 1999, v.o., 100 min) **Cinéstar 2** **0.05** Le Secret ■■ Robert Ennery (France, 1974, 100 min) **Cinétoilette** **0.35** La Marchande d'amour ■■ Mario Soldati (Italie, 1952, N., 100 min) **CineClassics** **0.50** Soleil vert ■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, v.m., 95 min) **CineCinemas 2** **1.45** Le facteur sonne toujours deux fois ■■ Tay Garnett (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 110 min) **Cinétoilette**

FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.40** ET 19.45 Campagne électorale présidentielle **14.10** Inspecteur Derrick Série **15.15** Un cas pour deux Dépôt de bilan. Série **16.20** En quête de preuves Court-circuit. Série **17.15** Qui est qui ? **17.55** JAG Dans le noir. Série **18.45** On a tout essayé **19.35** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Invité : Jean-Pierre Chevenement **20.55** Météo.



**21.05** **UNE SOIRÉE DE POLARS** **21.05** P.J Néonazis 6910218. Série. Avec Bruno Wolkowitch, Marc Betton, Charles Schneider. **22.05** Avocats et associés Bourreaux d'enfant ! 4081676 Série. Avec François-Eric Gendron, Victor Garrivier. **23.00** Lyon police spéciale L'affaire Paoli **16980**. Série. Avec Maya Borker, Antoine Duléry. **23.45** Bouche à oreille Magazine.

**23.55** **LES NUITS DE L'ÉTRANGE** La liste des passagers **0** 1520589. Maintenant il s'approche de l'escalier **0** 35077. Série. Avec Aidan Quinn, Kelly Rutherford, Paul Guilfoyle. *Dans La Liste des passagers, un enquêteur spécialisé dans les accidents aériens assiste à un crash. Il apprend, quelques heures après que sa défunte fille fait partie des victimes...* **0.55** Journal de la nuit, Météo.

**1.25** Histoires courtes Petite victoire. Gilles Cohen ; 1.35 Des monstres à l'état pur. Sylvie Meyer **1.45** Envoyé spécial Magazine **3.45** 24 heures d'info **4.10** Sauver Bruxelles **4.30** Campus, le magazine de l'écrit (30 min).

FRANCE 3

**13.55** C'est mon choix **15.00** Justice pour un innocent Téléfilm. Paul Krasny. Avec Robert Conrad, George Hamilton (EU, 1994) **16.35** TO3 **17.20** A toi l'actu@ **17.35** C'est pas sorcier **18.00** Un livre, un jour **18.05** Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** **THALASSA** Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : L'or rouge de Port Lincoln ; Les naufragés de Monrovia ; 7111164

**22.30** Météo **22.35** Soir **3** **23.00** Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 **34386**.

**23.35** **ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE** Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel. 6882812

**1.40** Ombre et lumière Invité : Jacques Lanzmann 1035023.

**2.10** Toute la musique qu'ils aiment Invité : Jean-Claude Simoën 9718435 **3.00** C'est mon choix... ce soir **3.25** Soir **3** **3.50** Culture et dépendances Pour en finir avec la bien-pensance (100 min).

CANAL +

**14.00** Tentative de meurtre Téléfilm. Nick Gomez. Avec Dana Delany (EU, 2001) **0** **15.20** Gladiator ■■ Film. Ridley Scott. Avec Russell Crowe. Aventures (EU, 2000) **0** **17.50** Star Hunter Vaisseau fantôme. Série ► *En clair jusqu'à 20.45* **18.40** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles Invitée : Arlette Laguiller **19.55** Les Guignols.



**20.45** **FOOTBALL** Championnat de France D1 (32<sup>e</sup> journée). Marseille - Paris-SG. **20.45** Coup d'envoi en direct du stade-Vélodrome à Marseille. 652386 *A l'issue de la 30<sup>e</sup> journée, le PSG était toujours en course pour une place en Ligue des champions, à défaut de rêver de titre.* **22.50** Encore + de cinéma Magazine.

**23.00** **RÉVÉLATIONS** ■■ Film. Michael Mann. Avec Al Pacino, Russell Crowe, Christopher Plummer, Diane Venora. Drame (EU, 1999) **88705299** *Un journaliste d'investigation dénonce les méfaits du tabac. Sur un sujet idiot, un brillant sens de la dramaturgie et de la mise en scène.* **1.35** Golf Tournoi du Grand Chelem. Masters d'Augusta (Géorgie, 2<sup>e</sup> tour) 7545232.

**3.35** Midnight + Les arts magiques : Les mégalithes 7511394 **4.30** Prédateurs Des agents très spéciaux. Documentaire 4034955 **4.55** Prédateurs [4/6]. L'art de survivre. Documentaire (25 min) 9206313.

FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Derniers paradis sur Terre **15.05** Les Trésors de l'humanité **16.00** Un amour à Pékin **17.00** Les Refrains de la mémoire Belles, belles, belles **17.30** 100 % question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** La Vie en feuilleton Un enfant d'ailleurs. [5/5]. Une nouvelle vie.



**20.40** **LES RITALIENS** Téléfilm. Philomène Esposito. Avec Salomé Lelouch, Ennio Fantaticchini, Veronica Pivetti, Julia Maraval, Roland Giraud (Fr. - Bel., 2000). 771725 *Les aventures d'une famille d'immigrés italiens, les Rinaldi, venus de Calabre, dans la France des années 1950 et 1960.*

**22.15** **LA VIE EN FACE ON TIRE ET ON PLEURE** Documentaire. David Benchetrit (France, 2000). 2853218 *Témoignages de cinq soldats et chefs militaires, objets de conscience israéliens, dans un pays où les héros de l'armée ont valeur biblique.* **23.10** Profils La Maison de la culture Gérard Mortier et des jeunes artistes dans la Ruhr. Documentaire. Dirk Gion 7780763.

**0.25** Cycle « Truffaut & Léaud » Baisers volés ■■ Film. François Truffaut. Avec Jean-Pierre Léaud. Drame (France, 1968) **0** **8818771** **1.55** L'Aventure humaine Les Monastères de l'Amdo. Voyage au Tibet oriental (55 min).

M 6

**13.35** Un amour sauvé de l'enfer Téléfilm. James David Pasternak. Avec Rob Lowe (EU, 1998) **0** **15.15** La Famille du bonheur Série **16.10** M6 Music **16.40** Madame est servie Série **17.10** Highlander Série **18.00** Le Flic de Shanghai Tout doit disparaître. Série **19.00** ET 20.40 Loft Story **19.50** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Duo pour trois. Série.



**20.50** **STARGATE SG-1** Ascension **0** 6628386. Le cinqui

PIERRE GEORGES

## La gifle et l'accolade

**BON, C'EST BIEN.** Nous n'avons pas tout à fait perdu notre journée de vigilance électorale, mercredi. La veille au soir, à Strasbourg, mais nous ne l'avons appris qu'après, François Bayrou s'en était allé, sur son beau cheval blanc – non, là, on doit se tromper d'époque –, affronter du sauvagisme de Strasbourg. Autrement dit descendre dans la fosse aux incivilités. Et là que se passa-t-il ? Un événement majeur. Figurez-vous que, pendant que le candidat discutait respect avec cette belle quoique turbulente jeunesse, un gamin tenta de lui faire les poches, à la recherche d'un portable, qui sait.

Ce que constatant, François Bayrou n'apprécia pas. Et dans un geste-réflexe, que fit-il ? Il se retourna, gifla, pas trop fort, le jeune garçon, et lui dit : « Tu me fais pas les poches, toi ! » Joli moment, saisi par la télévision et aussitôt justifié par le gifleur : « j'ai réagi en père de famille. »

L'affaire de la gifle de Strasbourg fit en tout cas immédiatement le tour de la France et, dans le cas, de Navarre. Si bien que le soir même, rentrant par chez nous après une journée de rude labeur et d'honnête électeur, et écoutant sur la radio de bord les auditeurs d'Europe 1 donner leurs opinions, nous pûmes constater que cette gifle, outre le fait de n'être pas perdue pour tout le monde, faisait débat. Avait-il eu raison, François Bayrou premier ? Oui, oui, disaient les uns, les uns surtout, pères et mères de famille, y compris des familles des autres. Non, non, protesta un enseignant, ne voyant pas pourquoi son ancien ministre aurait le droit de faire ce qu'il lui interdit de faire. Oui, oui, non, non ? Faisons un sondage sur les vertus pédagogiques et éducati-

ves de la gifle, et de la bonne baffe pas trop forte qui vaut mieux qu'un long cours d'instruction civique. On aura compris ici, à la façon de l'exprimer, que le chroniqueur, tenant de la ligne dure de la rédaction du Monde, serait plutôt du genre à répondre oui.

En tout cas, gageons que cette taloche ne sera pas perdue non plus pour Bayrou dans les sondages. Voici bien un centriste à poigne ! A propos d'un autre centriste justement, enfin de la droite de la droite, mercredi fut jour de quasi adoubement et de gloire. Car la télévision, encore elle, fut là pour nous montrer les multiples attentions prodiguées par Jacques Chirac à son hôte et vassal Jean-Pierre Raffarin. Et Raffarin par-ci et Raffarin par-là. Où il est Jean-Pierre ? Cela se passa en Poitou-Charentes et cela se termina par une geste, une scène, que disons-nous, une accolade, l'accolade de Poitiers. Un quasi-premier ministrable nous était né, le divin Raffarin. On imagine les bobines déconfitées du côté de Toulouse et de Neuilly-sur-Seine.

Et pour que notre bonheur soit complet, vint le moment où sur TF1, parut Christiane Taubira. Enfin ! Enfin, l'antenne ouverte à un autre discours, une autre façon de dire les choses. Enfin dix minutes, grand maximum, l'aumône faite aux petits candidats dans une sorte de bienfaisance à la sortie des cathédrales de l'Audimat. Christiane Taubira est radicale de gauche, parti dont nous n'avons pas une connaissance précise. Elle est députée de Guyane. Elle est noire. Et elle a refusé de se laisser enfermer par ses interlocuteurs, dans cette triple exception. Pour dire, à toute vitesse, à temps compté, des choses bien intéressantes.

## « En 1995, j'étais jeune, j'y croyais. Mais là, c'est fini ! »

**FABIENNE**, Stéphanie et Frantz ne voteront pas cette année. Ils ont pris cette décision chacun de leur côté, mais sont heureux d'être d'accord : « Ras le bol de leurs salades, point final. » Ils ont entre 27 et 33 ans, et habitent Paris depuis peu. Ils viennent de Besançon, qu'ils ont quitté pour trouver du travail. Ils se sont retrouvés à Paris, ont créé une petite bande avec d'autres Bisontins exilés et passent beaucoup de temps ensemble, dans les bars autour de la Bastille. Dès qu'on leur parle de politique, les visages se font sarcastiques ou hostiles, les injures fusent : corruption, incompetence, démagogie et, surtout, mensonge...

Les filles sont les plus véhémentes : « L'accumulation des affaires prouve que ce sont des vrais minables, qui cherchent le pouvoir pour leur propre avantage. En plus, il y a tout le reste, leurs rivalités mesquines, leurs reniements. » Stéphanie, employée dans une firme de relations publiques, n'a pas toujours été aussi pessimiste : « En 1995, j'étais jeune, j'y croyais. J'avais voté écolo au premier tour, et Jospin au second. Mais là, c'est fini. » Elle se dit fidèle aux idéaux de la gauche libérale, mais ne voit pas qui peut les incarner aujourd'hui : « En fait, je suis militante d'un parti qui n'existe pas. »

Fabienne est encore plus intraitable. Pour gagner sa vie, elle travaille dix à douze heures par jour, à dessiner des coques fantaisie pour téléphones portables : « Je ne me plains pas, j'ai de l'argent, mais les politiciens n'ont aucune idée de la dureté de la vie. Si je ne vote pas, c'est parce qu'aucun candidat ne mérite qu'on vote pour lui. » Alors, tous pourris ? « Tous décevants. Même ceux qui veulent nous aider ont tout faux. L'an dernier, j'ai payé 2 800 francs d'impôts et ensuite ils me les ont rendus ! J'aurais préféré qu'ils les gardent, ça m'a fait mal d'être traitée comme une assistée. »

Stéphanie recentre le débat sur la vie quotidienne : « Est-ce que les politiciens savent qu'une fille peut se faire agresser par des voyous



Pour Frantz, Stéphanie et leurs amis, ce ne sont pas Chirac ou Jospin qui vont changer les choses...

en plein jour, sous le nez des flics qui ne font rien parce qu'ils ont aussi peur que nous ? Est-ce qu'ils ont une idée de la galère épouvantable pour un provincial qui cherche un logement à Paris ? » Fabienne, comme toujours, a le dernier mot : « Tu n'as qu'à devenir la copine d'un politicien, il te trouvera un douze-pièces pour 2 000 francs par mois ! »

Frantz est moins moqueur, mais aussi déterminé : « Tout est joué. Le prochain président sera soit Jospin soit Chirac. Ils sont déjà au pouvoir depuis des années. Ce ne sont pas eux qui vont changer les choses. » Le parcours de Frantz est atypique : il y a quelques années, il a quitté l'en-



seignement à l'issue de sa formation de professeur d'éducation physique. Aujourd'hui, il est manutentionnaire intérimaire : « C'est dur, mais ça me convient en ce moment, c'est un chemin par lequel je dois passer. » Il explique que son désir d'abstention est le fruit de son expérience malheureuse. Comme prof stagiaire, il participa à une opération d'initiation aux activités sportives dans une cité difficile de Besançon : « On m'a lancé là-dedans sans budget, sans le moindre accès-soire sportif, mais malgré tout, avec les gamins, ça se passait super-bien. La municipalité m'a demandé de rédiger un rapport, j'y ai mis tout mon cœur, et je croyais que les choses allaient bouger. Par la suite, j'ai découvert que personne n'avait lu mon rapport, si ça se trouve il est allé à la poubelle direct. Quand on voit ça, on se dit à quoi bon voter ? » Mais Frantz ne met pas tous les politiciens dans le même sac. Il a un héros, pour qui il aurait peut-être voté s'il s'était présenté : « Claude Allègre. Lui, je l'admire, c'était un mec droit, un réformateur sincère, à la fois ambitieux et proche du terrain. Mais, bien sûr, tous les petits bureaucrates minables ont réussi à le mettre sur la touche et ses potes l'ont lâché. »

Dans la bande, une seule ira voter, une autre Fabienne, 34 ans, vendeuse dans un magasin de vêtements : « Au premier tour, je choisis Arlette. Je ne suis pas d'accord avec ses idées, mais, au moins, elle n'est pas véreuse comme les autres, et puis c'est un vote de rébellion. Au second tour, je voterai blanc. Ça ne fait pas si longtemps que les femmes ont le droit de vote, il faut montrer qu'on a envie de s'en servir, mais il faut aussi crier bien fort que rien de ce qu'on nous propose ne nous convient. » La première Fabienne l'interrompt : « Moi, j'ai voté blanc en 1995, mais ça ne sert à rien. Même si 90 % des gens votaient blanc, les candidats qui auraient eu quelques voix s'installeraient tranquillement au pouvoir. »

Yves Eudes

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Le grand exode pascal

**DANS LES GARES** parisiennes la grande cohue a commencé. Au fond des cours obscures on procède à la dernière révision des bicyclettes et des vélomoteurs. Rangées en file tout au long des trottoirs, les voitures attendent sagement que leur chargement de valises et de voitures d'enfant soit solidement arrimé. L'heure du grand exode pascal approche. Mais Paris, vidé du quart de ses habitants, ne deviendra cependant pas un

désert. La « relève » est assurée par de nombreux visiteurs provinciaux et étrangers. Quatre trains transportant l'avant-garde des touristes britanniques ont quitté hier Londres, et l'on a dû doubler entre Newhaven et Dieppe le service de bateaux. Deux cents avions supplémentaires transportant onze mille passagers vont établir entre la capitale anglaise et Paris un véritable pont aérien. La plupart des hôtels parisiens sont complets. Il s'en

échappe chaque matin des bataillons de collégiens et de collégiennes en uniforme que l'on retrouve, quelques heures plus tard, s'étirant en longues files devant les guichets de la tour Eiffel ou serrés en grappes compactes au sommet des tours de Notre-Dame. Autour de la Madeleine a commencé le carrousel des autocars de tourisme, carrosseries rutilantes et chromes astiqués.

(12 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



dossier à consulter sur le site commun au monde.fr et tf1.fr : [elections.lemonde.fr/presidentielle/actu/indecis/](http://elections.lemonde.fr/presidentielle/actu/indecis/)

■ **Photos de Gregor Podgorski.** Un portfolio humoristique sur le thème de la Pietà.  
■ **« La Révolte des haricots rouges »**, un court métrage en images de synthèse à découvrir sur [interactif.lemonde.fr](http://interactif.lemonde.fr)

CONTACTS

## ▶ RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

## ▶ ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 21  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

## ▶ INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

▶ TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

▶ DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

▶ COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

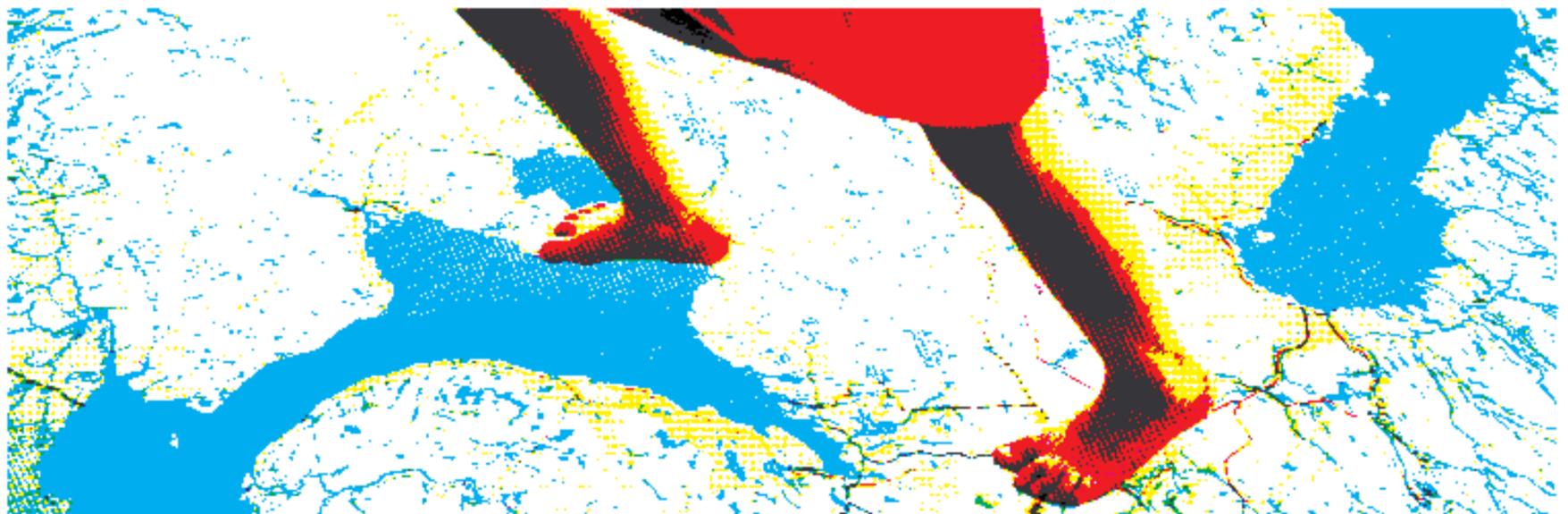
▶ LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 11 avril 2002 : 517 575 exemplaires.

1-3



## Avec HSBC Premier, où que vous alliez dans le monde, vous n'êtes jamais très loin de votre agence.

Devenir membre de HSBC Premier, c'est entrer dans le cercle des clients privilégiés du CCF, donc de HSBC. Un des plus importants groupes de services financiers et bancaires au monde. Avec HSBC Premier, vous êtes reconnu dans toutes les agences du CCF en France, et dans toutes les agences du Groupe HSBC dans le monde entier. En votre qualité de

client HSBC Premier, vous bénéficiez partout d'un accueil personnalisé ainsi que nombreux services à des conditions privilégiées. Pour en savoir plus sur HSBC Premier, appelez gratuitement nos conseillers au 0 800 888 888 ou contactez vous sur [www.ccf.fr](http://www.ccf.fr).

CCF

Votre banque, partout dans le monde



MARIE-CLAIRE BLAIS

page II

MARCEL BENABOU

page III



PHILOSOPHIE ANTIQUE

page V



DOSSIER PROCHE-ORIENT

pages VI et VII

ACTUALITÉ

Youssef M.D. et Paul Smail : duel « d'écrivains polymorphes » page VIII

# Les fractures d'Israël

**Y** aura-t-il un jour la paix au Proche-Orient ? Tout ce qui avait été patiemment construit pour aboutir aux accords d'Oslo semble aujourd'hui réduit à néant. Pis, à mesure que les jours passent, ce conflit se transforme dangereusement en une guerre interethnique. Palestiniens contre Israéliens. Juifs contre Arabes. Comment comprendre ? Comment ne pas désespérer ? A observer l'actuel face-à-face dialectique et idéologique, la tentation est grande d'aller voir ailleurs, du côté de ceux qui réfléchissent autrement. En se souvenant de ce qu'écrivait Bertrand Russell à la fin de *Science et Religion* : « Ceux à qui la liberté individuelle importe personnellement peuvent ne constituer qu'une minorité, mais c'est parmi eux que se trouvent les hommes les plus importants pour l'avenir (...). La vérité nouvelle est souvent gênante, surtout pour ceux qui détiennent le pouvoir ; néanmoins, parmi la longue histoire de la cruauté et du fanatisme, elle reste l'œuvre capitale de notre espèce intelligente, mais déraisonnable. »

Sur la frontière de Michel Warschawski est un de ces livres rares, aussi stimulants que dérangeants, aussi émouvants que provocateurs, qui, pour peu qu'on accepte d'en écouter le propos, aident à comprendre. C'est avant tout un

## ■ Franck Nouchi

témoignage, l'itinéraire d'un homme qui a décidé de vivre en marge et de se battre, fort de ses convictions, en se jouant des frontières. Un homme qui revendique fortement son appartenance au clan des Hébreux, un mot, écrit-il, qui « signifie passer au-delà, parfois aussi transgresser. En bon Hébreu, je me veux trois fois passeur : passeur de valeur de fraternité, de solidarité et de perspectives de coexistence, une coexistence basée sur le respect, l'égalité et la coopération ; passeur de frontière ; et aussi transgresseur des tabous qui nous poussent à nous recroqueviller dans une identité cocardière ». Attaché aux valeurs du judaïsme de la diaspora, Michel Warschawski fut, en 1989, condamné à trente mois de prison pour « prestation de services à des organisations palestiniennes illégales ». Plus que jamais aujourd'hui, il persiste : « Ce n'est qu'en retrouvant ses racines juives et en s'ouvrant à la dimension arabe de son identité et de son environnement que la société israélienne pourra enfin construire sa vie dans

Témoignage émouvant en même temps qu'analyse implacable, le livre de Michel Warschawski raconte la longue marche de l'auteur sur les différentes frontières d'Israël, géographiques et mentales, sociales et culturelles

la normalité et projeter l'avenir de ses enfants avec sérénité. »

Il y a quelques jours, de passage à Paris – on était au lendemain de l'attentat qui avait causé la mort de vingt et un Israéliens à Nétnya –, Michel Warschawski nous disait avant tout « flipper pour sa fille » restée à Jérusalem et qu'il n'arrive pas à convaincre de prendre des taxis plutôt que des bus. Il avait longuement parlé de son livre, qui est autant le récit autobiographique d'un homme né et élevé à Strasbourg – déjà la frontière –, qu'une analyse implacable de la société israélienne. Un père grand rabbin de Strasbourg, fils d'immigré ne parlant que le yiddish, et une mère issue d'une vieille famille rurale judéo-alsacienne. « Ayant des racines dans les deux communautés, j'y ai gagné le meilleur et entendu le pire, des deux côtés. Car le sentiment de supériorité des uns ne faisait que renforcer le mépris des autres, fiers de leur riche tradition talmudique face à un judaïsme prospère et dévot mais rustre et souvent inculte. » Des affrontements de ce type, Michel Warschawski en retrouvera plus tard d'innombrables, tout au long de sa « longue marche sur les différentes frontières où se côtoient l'Etat d'Israël et le monde arabo-musulman, Israéliens et Palestiniens, mais aussi juifs et Israéliens, religieux et laïcs, juifs d'Europe et juifs d'Orient ».

Témoin cette histoire survenue quelques jours après la signature des accords d'Oslo. Le quotidien *Hadashot* avait interrogé des personnalités israéliennes pour savoir ce que signifiait pour elles la paix prochaine avec les Palestiniens. Le journaliste Amnon Daneker, qui, écrit Michel Warschawski, représente « jusqu'à la caricature » l'Israélien occidental, libéral, laïque et bien évidemment pacifiste – « il hait les religieux et abhorre les juifs arabes » –, répond que

pour lui la paix, c'est la possibilité de pouvoir aller en voiture sans interruption jusqu'à Florence. Le lendemain, Warschawski rencontre son voisin, M. Shemesh, immigré d'Irak, profondément pratiquant et habituel électeur de la droite. Il est ému aux larmes : « Maintenant qu'il va y avoir la paix, tu crois que je vais pouvoir retourner à Bagdad, pas pour y vivre, mais au moins l'été en vacances ? » Cette histoire, écrit Michel Warschawski, offre un raccourci saisissant : pour les uns, l'ouverture des frontières consacrerait l'intégration définitive d'Israël à l'Occident, tournant ainsi le dos au monde arabe ; pour d'autres – de très nombreux Israéliens qu'on a l'habitude de classer à droite –, la paix, c'est la possibilité de se réconcilier avec le monde arabe dont ils sont issus, « de retrouver les liens avec cette culture et, surtout, de briser le mur qui les coupait de leur propre arabité, de leur identité meurtrie ».

Retour à Paris. Encore sa fille qui milite à l'Observatoire des barrières. Tous les matins, avec un groupe de femmes, elle se rend sur les barrages routiers pour observer ce qui se passe, en particulier le comportement des soldats israéliens. « A chaque fois, elle revient en larmes. Ça la rend malade de voir ces scènes d'humiliation. » Il ajoute : « L'opinion israélienne est consciente qu'à continuer ainsi on va droit dans le mur. Même les colons le savent. Il suffirait de s'inspirer des propositions de Clinton : retour aux frontières de 1967 ; reconnaissance du droit au retour ; démantèlement des colonies. Une fois ces trois principes posés, les Palestiniens sont prêts à négocier. Sans doute Rabin, juste avant d'être assassiné, avait-il pris conscience de tout cela. » La question du droit au retour vaudrait à l'évidence d'être plus largement débattue.

Lorsqu'on lui demande si, lorsqu'il rentre en Israël, il a l'impression de « rentrer à la maison », Michel Warschawski répond oui sans hésiter. En ajoutant toutefois : « Le tribalisme nous aspire tout le temps, c'est là le grand piège. » Dans son livre, il raconte cette journée au cours de laquelle, après avoir guidé un groupe de visiteurs à Yad Vashem, il fut arrêté par des agents du Shin Beit, les services de sécurité. On lui reprochait d'entretenir des liens avec les Palestiniens. Pendant un interrogatoire, le téléphone sonne. Il comprend que l'agent du Shin Beit parle à sa fille. Au bout de quelques minutes, ce dernier raccroche et demande à Warschawski s'il ne peut pas lui donner un coup de main : sa fille doit écrire un mémoire sur les commissions parlementaires !

Aujourd'hui, explique Michel



OLIVIER ROLLER POUR « LE MONDE »

Warschawski, la fracture principale de la société israélienne n'est pas là où on a l'habitude de la situer, entre colonialistes et pacifistes, entre modérés et extrémistes. « La fracture est sociale et culturelle (...). Un rideau de fer est en train de s'ériger entre deux blocs sociaux qui défendent des projets de sociétés antagonistes. » Il faut, écrit-il, faire le choix difficile de « ne pas choisir entre ces deux horizons mortifères et poursuivre un combat simultané contre ceux qui veulent faire d'Israël le poste avancé de la nouvelle croisade néolibérale au sein des peuples du Proche-Orient et ceux qui veulent l'enfermer dans un ghetto armé, dirigé par les rabbins d'un nouveau messianisme, où l'intégrisme et le nationalisme se renforceront mutuellement ». Les Israéliens, conclut-il, doivent se réapproprier leur identité diasporique, « tempérant leur nationalisme par une forte dose de cosmopolitisme », « remplaçant le repli sur soi par une ouverture systématique vers l'autre ».

Qu'on ne se méprenne pas : ce livre est écrit par un « frontalier » qui se reconnaît dans la description que Georges Steiner faisait de Trotski : « Il se révélait juif par son dévouement instinctif à l'internationalisme, par son mépris, à la fois personnel et idéologique des frontières. » Certaines affirmations de Warschawski n'iront pour le moins pas de soi, en particulier pour des juifs ashkénazes élevés dans le souvenir des pogroms et de la Shoah, pour lesquels Israël est avant tout le lieu de la force retrouvée du peuple juif.

Mais qu'on partage ou non les partis pris politiques de l'auteur, on retrouvera dans ses utopies et ses outrances des ébauches de

**SUR LA FRONTIÈRE** de Michel Warschawski. Stock, « Un ordre d'idées », 300 pages, 20 €.

ces « vérités gênantes » évoquées par Bertrand Russell. Des pistes de réflexion sans lesquelles toute cette histoire serait vouée à un perpétuel recommencement, à un conflit fratricide sans fin.

Sur la frontière s'achève ainsi : « "Ip'ha mistabra", "Il faut tout reprendre dans l'autre sens", lit-on dans le Talmud. » « "Ip'ha mistabra", dira le talmudiste du XXI<sup>e</sup> siècle. »

## STEPHEN VIZINCZEY Éloge des femmes mûres



« Spirituel, sensuel » Olivier Barrot, « Un livre, un jour »  
17<sup>e</sup> ÉDITION 90 000 EXEMPLAIRES

Anatolia/Éditions du Rocher

3 MILLIONS DE LECTEURS DANS LE MONDE

« Je me méfiais d'Éloge des femmes mûres, ne serait-ce que parce que ce roman est devenu un best-seller mondial. J'avais tort. L'érotisme, c'est cela, le vrai, qui se pratique dans la découverte et le respect de l'autre, qui enrichit la connaissance de soi »  
Maurice Nadeau, *La Quinzaine littéraire*

« Un chef-d'œuvre... un roman éblouissant...  
un bain de bonheur »  
Pierre Lepape, *Le Monde*

# Par des voix singulières

Oratorio ou requiem, les romans polyphoniques de la Québécoise Marie-Claire Blais distillent une musique suspendue à la fureur des temps

Elle a conservé l'allure timide et un peu gauche de la jeune prodige qui publia son premier roman à 20 ans en 1959 (elle en avait déjà écrit plusieurs depuis l'âge de 12 ans) et qui obtint le prix Médicis à 26 ans pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, son deuxième livre. L'écriture fut pourtant pour Marie-Claire Blais une conquête ardue. Née à Québec dans une famille de la classe moyenne où il était de règle que l'aînée travaille, elle doit interrompre assez vite ses études. Elle n'y perd pas le goût d'écrire et décide envers et contre tout d'entreprendre une carrière d'écrivain. « *J'ai commencé à publier quelques années après Françoise Sagan. C'est elle qui m'a donné le courage de le faire. Elle avait pourtant des*

■ **PORTRAIT**

« J'ai commencé à publier quelques années après Françoise Sagan. C'est elle qui m'a donné le courage de le faire. »

critiques sévères. On disait qu'elle était amoral. On n'aimait pas beaucoup à l'époque que les jeunes filles écrivent. » L'accueil réservé à son premier roman, *La Belle Bête*, est enthousiaste. Le livre paraît au Québec mais aussi en France chez Flammarion et au Canada anglais. Il lui vaut l'admiration du célèbre critique américain Edmund Wilson et une bourse de la Fondation John-Simon-Guggenheim qui lui permet de séjourner aux États-Unis. C'est là, à Cambridge, qu'elle rédige *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, où tous les thèmes de l'œuvre à venir sont déjà abordés. Seizième enfant d'une famille québécoise, Emmanuel, génie précoce,

tente d'échapper à l'abrutissement généralisé dans lequel est plongée toute sa famille : le père fruste et violent, la mère écrasée par la tâche d'élever une si nombreuse progéniture, les frères et sœurs voués à reproduire l'existence misérable de leurs parents. Quel espoir reste-t-il de « changer la vie » dans un tel contexte ? c'est tout le combat que mène le poète de 7 ans avec l'affectueuse complicité de sa grand-mère. Le roman de Marie-Claire Blais est à la fois l'aboutissement et un pastiche féroce du roman paysan, et, à ce titre, marque un tournant dans la littérature québécoise. Depuis, l'auteur n'a cessé de subvertir les genres littéraires pour se forger une écriture singulière qui tient autant de la poésie que du roman.

Dans ses *Notes américaines*, parues en 1993 et qu'un éditeur belge, Le Grand Miroir, vient de republier, Marie-Claire Blais évoque cette époque d'apprentissage aux États-Unis, et particulièrement cette année 1963, date de son premier séjour : « *Cette année-là, un grand président américain sera assassiné, avec la guerre du Vietnam qui approche, chacun de nous assistera à la télévision, comme dans les journaux, à une ère de massacres traversée parfois de quelques prises de conscience collectives qui changeront le monde.* » La communauté d'artistes à laquelle Marie-Claire Blais va rapidement se trouver intégrée est hantée par ces luttes contre la guerre, contre la peine de mort, contre le racisme, pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. C'est à leur contact qu'elle élabore cette écriture si singulière qui se veut attentive aux déchirements du monde. Une écriture qui non seulement bouleverse les frontières entre les genres littéraires mais qui emprunte à tous les arts. Parmi les artistes que fréquente Marie-Claire Blais, il y a bien sûr des écrivains comme Edmund Wilson, Mary MacCarthy et Marguerite Yourcenar mais aussi des

musiciens comme Gardner ou John Cage et tous les peintres de Cape Cod. « *Ces tableaux, écrit-elle, me feront croire en cette influence de la peinture sur l'écriture, en ce pouvoir d'un art qui en éclaire un autre en s'y ajoutant.* »

Dans les années 1970, Marie-Claire Blais publie beaucoup : poèmes, théâtre, pièces radiophoniques. La trilogie intitulée *Les Manuscrits de Pauline Archange* (Grasset 1968) retrace le parcours d'une jeune femme dans la société québécoise confite en dévotion. Dans la préface à l'édition américaine d'*A Cœur Joulé* (éd. Robert Laffont, 1974) Margaret Atwood souligne que lire Marie-Claire Blais « *c'est un peu écouter se quereller ensemble les voix multiples du Québec.* ». Cette évolution vers une écriture polyphonique qui abolit la notion même de personnage romanesque se fait de plus en plus nette dans *Le Sourde dans la ville* (Gallimard, 1980) et surtout dans la trilogie à laquelle elle travaille actuellement et dont *Dans la foudre et la lumière*, après *Soifs* (Seuil, 1996), constitue le deuxième volet. Depuis 1978, Marie-Claire Blais partage son temps entre Montréal et Key West, où elle s'est établie. A deux pas de la maison d'Henry James, dans le souvenir de Tennessee Williams et d'Elizabeth Bishop, elle retrouve là une communauté d'artistes venus de tous les horizons. « *C'est un lieu international où il y a beaucoup de théâtre, de musique, de poésie. C'est très enrichissant.* »

Avec *Dans la foudre et la lumière*, c'est la musique qui impose au roman sa structure et son rythme. Dans ce requiem à voix multiples on passe sans solution de continuité d'une conscience à l'autre, mais si certains personnages de *Soifs* réapparaissent, ils ont évolué : « *Parce que le temps a changé. Il change vite au niveau de la haine et de l'amour. On entre vite en guerre.* » Se juxtaposent ainsi les voix d'un poète qui meurt au terme d'un séjour à Venise, d'un dan-



FRANÇOISE MOULIERES POUR « LE MONDE »

seur qui accompagne de sa grâce ses amis mourants, d'un peintre « *voué aux offenses à la nature se multipliant dans le monde physique de l'univers qui ne contrôlait ni ses délirés ni ses sécheresses.* », d'un pianiste qui espère, par sa musique, parvenir à arrêter la dissolution des mondes, et surtout de beaucoup d'enfants : *une fillette de 7 ans qui meurt aux commandes de son avion, victime de la stupidité de ses parents avides de records, un gamin de 11 ans qui attend l'âge légal de 15 ans pour passer sur la chaise électrique, une fillette analphabète qui annonce l'apocalypse dans les rues de New York avec à la main une Bible qu'elle tient à l'envers.*

Pour reprendre la définition de

*Stendhal*, si « *un roman est un miroir qui se promène sur une grande route.* », celui que nous tend Marie-Claire Blais est brisé en mille éclats comme le monde fragmenté qu'il reflète. Mais il ne s'agit pas pour autant de prédire la fin des temps ou de délivrer quelque message que ce soit. Jusque dans ses manifestations physiques, l'univers est devenu un chaos menaçant où croyances et idéologies ne parviennent plus à déceler le moindre dessein, mais la conscience subsiste en chaque individu et la capacité de compatir aux destins les plus humbles. C'est la tâche à la fois modeste et démesurée à laquelle s'est vouée Marie-Claire Blais : non pas expliquer le monde

ou rendre compte de ses multiples contradictions, mais capter quelques éclats de lumière dans les recoins les plus inattendus, faire entendre une musique qui puisse, ne serait-ce qu'un court instant, suspendre la fureur des temps et donner quelque raison d'espérer.

Gérard Meudal

**DANS LA FOUURRE ET LA LUMIÈRE** de Marie-Claire Blais. Seuil, 260 p., 18,50 €.

**NOTES AMÉRICAINES** Parcours d'un écrivain de Marie-Claire Blais. Ed. Le Grand Miroir, 230 p., 15 €.

# Son nom de Venise

Tandis qu'Eric Audinet subvertit le récit de voyage, Jean-François Piquet médite sur Nantes

**LES DERNIERS JOURS DE VENISE** d'Eric Audinet. Ed. Farrago - Léo Scheer, 212 p., 17 €.

**NOMS DE NANTES** de Jacques-François Piquet. Postface de François Bon, Ed. Joca Seria, 92 p., 10 €.

Il n'y a qu'au paradis que la coïncidence entre la réalité et les noms qu'on lui donne a quelque chance d'être totale. Ici-bas, il en va autrement. D'où une série infinie de malentendus avec lesquels il faut bien composer. Eric Audinet ne s'alarme pas trop de ces failles ouvertes entre les mots et les choses. Loin de chercher à combler le fossé, il en fait le ressort même d'un récit passablement déjanté et pourtant rigoureusement original et tenu.

Venise est l'un de ces noms à la fois très banals et encore propres à nourrir notre imagination. Audinet n'a pas reculé devant le truisme ; il a simplement choisi de le subvertir. Gravement. Foin des clichés avec brumes, gondoliers et vapeurs méphitiques ! Aucun amoureux de la fameuse lagune ne s'y reconnaîtra... « *Les noms propres sont remplis de toutes les qualités, et peuvent ainsi contenir des livres entiers* », écrit l'auteur-narrateur, qui s'est emparé de celui de Venise comme pour mieux le vider de ses attributs.

Il raconte comme s'il y était l'équipée d'un peu sauvage et improbable d'Adrien, peintre en bâtiment, et de Monsieur B., peintre lui aussi, mais sur toile. A bord d'une vieille Volvo, les deux compères partent pour Venise, afin de livrer deux tableaux commandés au second par un certain Monsieur Othon. « *Là où nous allons, ne serons-nous jamais plus tout à fait les mêmes ?* » C'est bien toute la question. Or donc, pour parvenir à ce but - qui n'est lui-même qu'un mirage -, inutile de se fier aux

conventions géographiques. Les noms offrent cette liberté : Paris est au Texas, et Venise se trouve quelque part en Franche-Comté, avec l'Ognon qui coule à ses pieds. A partir de là, tout est permis, car l'aventure, qui est de mots et de phrases, donne à l'auteur une très large liberté : « *La langue est comme une forêt sombre. Vient un moment où l'on s'y égare, où toutes les pistes se ressemblent, toutes bonnes et toutes mauvaises.* »

Eric Audinet ne cache ni sa culture ni ses goûts. Ses héros sont positivistes comme Bouvard et Pécuchet ; abreuvés de romans noirs américains et de bandes dessinées pour adultes, ils se sont penchés sur Wittgenstein et baignés dans Alexandre Dumas ; les Dalton sont leurs frères ; Christophe Colomb leur modèle et les propres enfants du capitaine Grant leur progéniture... Dans cette liberté narrative sans limite, Eric Audinet trouve paradoxalement à exercer sa rigueur. On peut le suivre parfois avec une certaine fatigue, le prier secrètement de brider davantage sa monture, d'humilier sa fantaisie au lieu de la cajoler... Il n'empêche : à la légère ivresse qu'il procure, on mesure la qualité de son vin.

Il est tentant d'opposer les contraires. A Audinet l'échevelé, répond Jean-François Piquet le méditatif qui cherche à rassembler, à unir les « noms de Nantes », sa ville natale. Par la voie des mots, par courtes évocations, une substance précieuse prend peu à peu figure : la mémoire. François Bon, dans un très beau texte qui sert de postface au livre de Piquet, en appelle bien sûr à Julien Gracq. Les villes changeraient d'apparence et de réalité si on les séparait de certains livres qu'elles ont suscités et dont elles sont, en quelque manière, les coauteurs. Ainsi de Nantes et de l'ouvrage silencieux et justement mesuré de Jean-François Piquet.

Patrick Kéchichian

**UNE CAMPAGNE AU SOLEIL** de Christian Millau. Ed. de Fallois, 280 p., 18 €.

Une curiosité insatiable, une fougue, un franc-parler, un humour décapant, c'est tout cela Christian Millau. Un homme entier, éclectique et passionné qui, il y a douze ans, s'est retiré en Provence pour entamer sa « quatrième vie » : l'écriture. Sur les hauteurs de Saint-Tropez, dans une délicieuse demeure qui surplombe les plages de Ramatuelle, ce jeune homme de 74 ans, à l'allure de gentleman farmer, avoue qu'il aimerait bien que sa notoriété de critique gastronomique l'« oublie un peu ».

Une notoriété qui a fait écran à ses années de jeunesse si bien retracées dans *Au galop des hussards* (1), livre hommage à Roger Nimier grâce auquel Christian Millau, alors jeune journaliste, côtoya Céline, Morand, Chardonne, Cendrars, Giono... ; puis dans *Paris m'a dit* (2), tableau d'époque des années 1950 partagées entre les plaisirs retrouvés et l'inquiétude liée à la guerre froide. A le lire comme à l'écouter, une question vient vite à l'esprit : comment passe-t-on des salons littéraires aux prétoires, puis des procès de l'OAS aux cuisines de Raymond Oliver ? « *Le hasard et les circonstances, répond-il sans ambages, avant d'ajouter : je crois qu'il ne faut pas chercher un sens à la vie. C'est comme les portillons du métro. Quand ils se fermaient, on était ou non sur le quai. Si on y était, on pouvait rencontrer la femme de sa vie ou l'homme qui allait vous embaucher et transformer votre destin.* »

Etrangement, celui de Christian Millau débute sur un « faux ». Né le 30 décembre 1928 (et non le 1<sup>er</sup> janvier 1929 tel qu'il fut inscrit à l'état civil), ce fils de gestionnaire de biens et d'une pianiste d'origine russe a 20 ans lorsqu'il rencontre Roger Nimier. Après un bref passage au *Monde* - l'atmosphère de « cou-

# Christian Millau, l'esprit hussard

Pour son premier roman, l'ancien journaliste et critique gastronomique s'attaque à la vie politique locale telle qu'elle se pratique en Provence. Drôle et décapant

vent » ne lui convenant guère -, il prend contact, sur les conseils de son ami Gwenn-Aël Bolloré, avec *Opéra*, la revue que ce dernier vient de confier à l'auteur du *Hussard bleu* et à sa « bande ». D'emblée, le charme opère : « *Nimier avait un don pour créer une simplicité dans les rapports même si, par ailleurs, il n'était pas un être facile. (...) A son nom, toutes les portes s'ouvraient.* »

Même Léautaud, qui était un être bourru et désagréable, me disait avec respect : « Ah Nimier !... »

Après l'aventure d'*Opéra* qui s'achève en 1952, Millau suit son « mentor » à Carrefour, au *Bulletin de Paris*, à La Parisienne puis à Arts. Parallèlement, il pige pour d'autres titres, tel *L'Express*, où il découvre la liste des écrivains dont il ne convenait pas de parler. « *Deux ans après, dit-il en riant, ils publieront, entre autres, un entretien avec Céline... Cela me choqua car, à Opéra, notre seule liste était celle des coups de cœur, aussi bien pour Morand que pour Roger Vaillant ou Aragon. Contrairement aux Temps modernes, il n'y avait pas de « comité de censure ».* » Petit-fils d'un négociant russe disparu au goullag, Christian Millau, qui suivit le procès de David Rousset contre *Les Lettres françaises*, n'a pas de mots assez forts pour qualifier les « erreurs insensées » de Sartre et « l'aveuglement » d'Aragon.

La mort de Nimier (28 septembre 1962) met fin à sa « première vie », alors même que la deuxième a débuté depuis six mois à *Paris Presse*, où il suit les dernières soubresauts de la guerre d'Algérie, avant de bifurquer une fois encore. « *Après de nombreux coups sur la tête, je me suis cherché un lit de repos. La gastronomie, domaine de pur plaisir, était un peu cela. Enfin je le pensais...* »

Avant le désenchantement face à un milieu qui, sous des dehors raffinisés, cache un vrai « champ de bataille », Christian Millau et son



**Portrait**  
« Nimier avait un don pour créer une simplicité dans les rapports, même si, par ailleurs, il n'était pas un être facile. (...) A son nom, toutes les portes s'ouvraient »

associé Henri Gault, forts de la réussite de leur page hebdomadaire dans *Paris Presse*, lancent, au début des années 1970, leur guide gastronomique. Le succès est immédiat pour les duettistes mordants, créateurs de la formule « nouvelle cuisine ». « *« Cuisine créative » aurait été plus juste car nous assistions à une profonde transformation des habitudes alimentaires et des modes de consommations. Plus près de ses réalités que leurs aînés, les jeunes cuisiniers, tel Michel Guérard, ont commencé alors à se débarrasser des lourdeurs de la tradition qui avaient tué les saveurs.* »

Aujourd'hui, celles qui gardé le critique de ce milieu ont quelque peu le goût de la déception. Pour autant, Christian Millau préfère réserver ses piques à la vie politique locale telle qu'elle se pratique en Provence. C'est le cadre de son premier roman. Corruption, « tripatouillage » des listes électorales, chantage, désinformation, trafics d'influence... Rien ne manque dans cette *Campagne au soleil* qui prend pour décor l'île imaginaire de Port-Cigale. Fragile éden dont le maire, Max Farina, à l'affût d'un nouveau mandat, s'appête à vendre l'âme - et celles de ses habitants - à la mafia chinoise. L'affaire semble bouclée lorsqu'apparaît Frédéric Saint-Clair, enfant du pays, revenu moins pour briguer la mairie que pour sauver ce qui peut encore l'être. Autour de ces deux candidats et d'une kyrielle de personnages hauts en couleur, le romancier multiplie intrigues et coups de théâtre

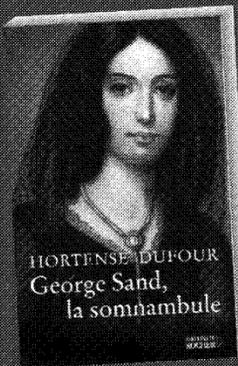
dans une farce décapante qui flirte joliment avec la caricature sans y sombrer.

Pour ses premiers pas dans la fiction, Christian Millau a choisi « *le seul parti qui vaille, celui du rire* » pour dénoncer l'absence de démocratie due au « pouvoir exorbitant de certains maires », voire la « terreur qu'ils font régner », ainsi que leur responsabilité dans le bétonnage de la région. Gageons que cette charge féroce ment drôle ne restera pas sans échos.

Christine Rousseau

(1) Prix de l'Académie française de la biographie, de Fallois, 1999, et Le Livre de poche n° 14935.  
(2) De Fallois 2000.

**HORTENSE DUFUR**  
**GEORGE SAND**  
**LA SOMNAMBULE**



ÉDITIONS DU ROCHER >

# Le roman de la Bien-Aimée

Quand l'oulipe Marcel Bénabou transgresse le tabou majeur de la littérature de recherche : le récit d'un premier amour

La littérature, jusqu'à présent, devait surtout à Marcel Bénabou l'un de ses titres les plus astucieux : *Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres*. Sous couvert d'un récit de procrastination – remettre à plus tard ce que l'on s'est promis de faire –, c'était un texte autobiographique très original sur le désir d'écrire et les obstacles qu'on peut s'ingénier à dresser devant lui. *Ecrire pour Tamara* n'est pas mal choisi non plus, surtout quand on devine que Tamara est le prénom de la Bien-Aimée, que ce livre va être son récit, et qu'elle mérite ces majuscules romantiques, comme le *Grand Meaulnes*. L'auteur enfreint ainsi le plus contraignant des tabous d'aujourd'hui, celui qui interdit de mêler le sentiment amoureux à la recherche littéraire. L'inspiration

## ■ PORTRAIT

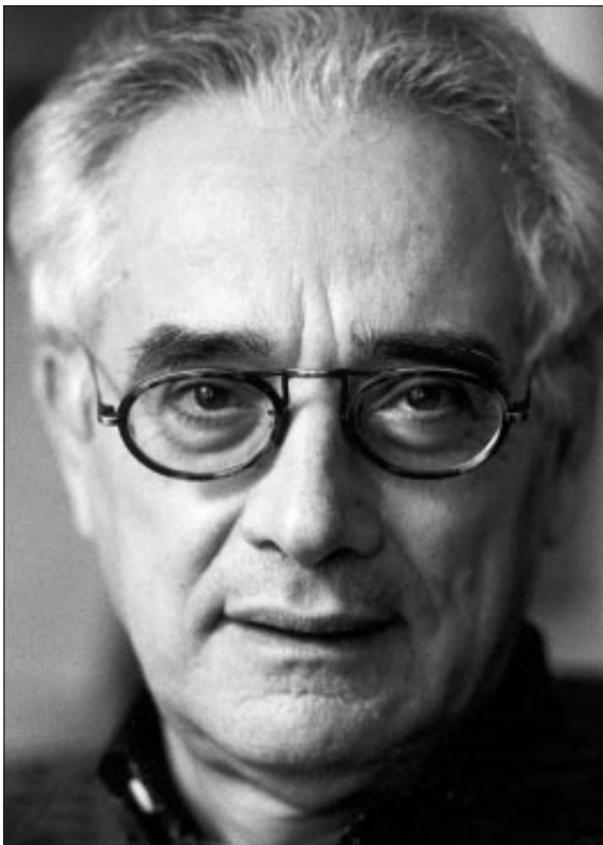
« Sans un idéal inaccessible, point de vocation authentique »

autobiographique de ce récit semble évidente, bien que rien ne la prouve textuellement, si ce n'est la quasi-homophonie du prénom Manuel, le narrateur, avec celui de l'auteur. Ce Manuel dont nous ne saurons pas le nom a en commun avec Marcel Bénabou d'être arrivé du Maroc en 1957, d'avoir fait son hypokhâgne à Louis-le-Grand et d'avoir intégré l'École normale supérieure en 1960.

Marcel Bénabou est devenu tôt un spécialiste : professeur d'histoire de l'Afrique romaine, domaine peu fréquenté dans lequel s'inscrivait sa thèse, qui fut suivie d'un bon nombre de travaux érudits. Dans le monde littéraire, son nom est apparu en 1970

quand il a été nommé « secrétaire définitivement provisoire » de l'Ouvroir de littérature potentielle, aux contraintes fertiles. Au bout de quelques années, surtout à partir du moment où ses amis devenaient célèbres, et surtout l'un, Georges Perec, l'inquiétude naquit. Le secrétaire de l'Oulipo serait-il stérile, se demandait-on dans les arrondissements concernés ? Puis le bruit courut qu'il avait chez lui des armoires normandes pleines de manuscrits refusés. Personne n'osait plus lui en parler.

Alors parut, en 1986, cet opuscule, *Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres*, au soulagement de tous, car indubitablement c'était un livre d'écrivain, et qui expliquait tout, avec un humour délicieux et une rare lucidité. « *J'arrive bien sûr un peu tard dans la cohorte de ceux qui font du livre le sujet de leurs livres, de l'écriture le thème de leurs écrits* », avouait d'emblée le scripteur érudit. Et de citer Chamfort : « *Il y a des gens qui mettent leurs livres dans leur bibliothèque, mais M... met sa bibliothèque dans ses livres*. » Et d'avouer aussi avoir longtemps cru que l'on naissait écrivain et que les livres apparaissaient ensuite à leur heure, après un insensible mûrissement, et sans effort particulier. Son souhait aurait été de publier d'un seul coup, mais le plus tard possible, ses Œuvres complètes. Le grand piège était le succès prématuré, preuve que l'on n'avait pas visé assez haut. « *Sans un idéal inaccessible, point de vocation authentique* », ce credo n'était pas seulement le sien. Avant d'aborder l'œuvre, il fallait en fabriquer la théorie, prétendant l'époque. Il était donc urgent d'attendre que des concepts s'ourdissent. S'étant promis, à l'âge où d'autres se faisaient le serment « être Chateaubriand ou rien », qu'il deviendrait soi-même ou rien, il décourrait avec déplaisir qu'il était lui-même et rien. Tirer au clair cette passion stérile pour la culture, héri-



PATRICE PRAXO/PUF

tée d'une enfance juive au Maroc et d'une éducation classique, l'entreprise ressemblait un peu à celle des Mots de Sartre. Mais elle était plus radicale, en un sens. C'était moins l'enfance qu'il fallait interpréter que le désir mallarméen qui avait gagné toute une génération, celui de produire le Livre, l'unique. En poussant les choses encore plus loin : « *Il y a ceux qui partent de la page blanche et ceux plus rares qui y arrivent*. » Le livre

tout entier raconterait donc, comme *A la recherche du temps perdu* mais en beaucoup plus concis, ce qui avait empêché d'écrire le livre que le lecteur, non sans jubilation, venait de lire : « *Un amour malheureux, et finalement peut-être impossible, avec une certaine idée de la littérature*. » Au jeu du qui perd gagne, quelle éclatante victoire ! Marcel Bénabou aurait pu s'arrêter là, rester l'auteur d'un seul livre.

D'autres suivirent, on ne peut dire hélas. *Jette ce livre avant qu'il soit trop tard* (Seghers, 1992) donnait à lire au lecteur la genèse d'un livre tout en l'exhortant à ne pas la suivre dans ses méandres. Beaucoup plus ambitieux, et même cathédralesque, *Jacob, Ménahem et Mimoun, une époque familiale* (Seuil, 1995) présentait les vestiges, avec tous les plans, d'une entreprise généalogique qui devait remonter jusqu'aux ancêtres des temps bibliques et qui, par contrainte de vérité, ne livrait pour finir que ce que l'auteur avait pu rassembler lui-même, dans sa mémoire, de l'histoire des familles Bénabou et alliées. Le témoignage, labyrinthique, avec ses multiples mises en abyme, valait finalement pour ce qu'il était : l'hommage d'un rejeton à ses grands-parents et grands-oncles, père et mère, à leur culture, à leur esprit d'entreprise, auquel l'entreprise littéraire de l'auteur pouvait se comparer.

Ces dettes payées à la littérature et à la famille, Marcel Bénabou pouvait enfin consacrer un livre à ce qui intéresse non seulement tous les écrivains, mais tous les gens de cœur. Leur premier amour. A vrai dire, Marcel Bénabou, du moins son alter ego narrateur, en a eu deux, inaltérables. La littérature et une jeune femme. Pas n'importe quelle littérature : celle qui se barge de consignes. La plus indiscutable avait été énoncée par Sartre contre Mauriac : pas de narrateur omniscient. « *Dieu n'est pas un artiste, M. Mauriac non plus*. » Quand on est né à l'époque où cet interdit majeur fut édicté, on se le tient pour dit. On n'oublie pas non plus une définition donnée par Roger Vailland : l'amour est ce qui se passe entre deux personnes qui s'aiment. Pour qu'une histoire d'amour touche profondément, le lecteur a besoin de savoir comment l'autre a vécu l'amour qui lui était porté. Surtout quand l'autre est mort. Hemingway,

pour *L'Adieu aux armes*, avait inventé le dialogue qui fait tout deviner et ressentir. C'était du grand art, et nous avons tous pleuré à la mort de Catherine. Erich Segal, en 1970, avait repris le procédé de façon émouillante ; on a moins pleuré, ou davantage, mais avec moins de bonne conscience littéraire.

Bénabou, aujourd'hui, n'hésite pas. Il récrit une *Love Story* ; on ne doute pas qu'il l'ait vécue, à Paris, à la fin des années 1950, au Quartier latin. Mais il ne va pas tomber dans les pièges du lacrymal sans contraintes strictes. La règle du récit mené du point de vue d'une subjectivité unique, celle du narrateur, il la suit à la lettre. Il y met beaucoup de subtilités, assurant avoir retrouvé des pages écrites durant ces années-là, des lettres, et donnant pour finir un « Cahier vert » (comme celui de Maurice de Guérin) où la jeune femme avait exprimé ses sentiments, tout en avouant que ce cahier, c'est lui-même qui, à l'époque, l'avait écrit, mais qu'il vient seulement de le retrouver. Séduits par cette succession de mises en abyme, nous le suivons avec une parfaite confiance. Tant d'artifices, qui cachent aussi bien qu'ils révèlent d'anciennes et durables émotions, méritent que nos yeux s'embuent à les lire. On est reconnaissant à l'auteur que sa Tamara survive grâce à cet amour de la littérature, moins malheureux qu'avant, et plus beau que jamais.

Michel Contat

ÉCRIRE SUR TAMARA de Marcel Bénabou. PUF, « Perspectives critiques », 288 p., 20 €.

POURQUOI JE N'AI ÉCRIT AUCUN DE MES LIVRES de Marcel Bénabou. (nouvelle édition) PUF, « Perspectives critiques », 124 p., 15 €.

## Une nuit de vérité

Deux hommes, un soir au large de Naples...

Une méditation sur le double signée Louise Lambrichs

ALOÏS OU LA NUIT DEVANT NOUS de Louise L. Lambrichs. Ed. de l'Olivier, 200 p., 16,50 €.

Pour lire avec bonheur *Aloïs ou la nuit devant nous*, il faut se laisser embarquer dans cette histoire, dont Louise L. Lambrichs elle-même, dans une postface, convient qu'elle est la plus étrange qu'elle ait inventée. Antoine Karkov, médecin parisien, veuf depuis cinq ans, décide de prendre sa retraite et de partir pour Naples, ou plutôt pour Ischia, où il a tant aimé se promener avec Louise, sa femme. Dans l'avion, il rencontre un compositeur russe, Anatole Pianowski, qui l'invite à venir, le soir même, au concert

qu'il donne à Naples, présentant ses « dernières œuvres ». Antoine s'y rend, Anatole ensuite l'invite à dîner, puis à une promenade nocturne en bateau. Une sorte de « dernier voyage », qui permet de se dire ce que généralement on cache. Un *Point de lendemain* dans lequel la mort aurait remplacé la volupté.

Un bateau dans la nuit au large de Naples ; un plongeur nocturne au cours duquel Antoine manque se noyer ; de la vodka ; un trouble étrange ; une promenade et un nouveau bain, dans les Fumarole ; des demi-confidences... Et, le matin venu, Antoine, seul sur le port de Sant'Angelo, décide de rentrer à Paris le soir même. Le roman prend fin dans l'avion du retour. Une fin qui est peut-être un commencement...

Ce ne serait qu'une curieuse et brève aventure, si tout ce récit – peut-être entièrement rêvé – n'était tout un jeu et une méditation sur le double, ou encore un jeu sur le roman lui-même, sur l'identité du romancier. Antoine/Anatole : voilà déjà une première similitude. Antoine, depuis un certain temps, est hanté par une personne qu'il n'a jamais rencontrée, un certain Aloïs Bergen, dont était amoureux, en vain, l'une de ses patientes, Héloïse (Aloïs/Héloïse), morte du sida. Toutes ces questions, on se les pose surtout une fois le livre refermé. Pendant la lecture, on se laisse aller à la sensation d'une nuit chaude, près de Naples, au cours de laquelle deux hommes cherchent la vérité de leur vie.

Josyane Savigneau

★ Signalons aussi le recueil de fragments, *Chemin faisant*, que Louise L. Lambrichs a composé à la mémoire de son père, Georges Lambrichs, qui dirigeait chez Gallimard la collection « Le Chemin » (éd. de la revue Inventaire/Invention [revue littéraire sur Internet dirigée par Patrick Cahuzac, [www.inventaire-invention.com](http://www.inventaire-invention.com)], 66 p., 4,5 €).

## Penser en rêvant

Ecrivain et psychanalyste, J.-B. Pontalis cherche à capter la fugacité de l'intime

EN MARGE DES JOURS de J.-B. Pontalis. Gallimard, 122 p., 11 €.

Bonneurs de la pensée, bonheur de penser, J.-B. Pontalis exprime la sereine jubilation de ces instants privilégiés de l'intelligence, vécus et captés *En marge des jours*. Parfum des heures au cours desquelles il laisse venir à lui « la pensée rêvante », qui lui est chère, et s'y adonne, non sans prendre des notes, composer des textes brefs qui se répondent et restituent, vivace, un émouvant paysage intérieur. Éclat de ces fragments en fin de compte plus révélateurs d'un homme, de sa vie et de son climat que bien des ouvrages délibérément autobiographiques. Ainsi reconstruons-nous, subtil et grave, passionné d'attention, l'écrivain qu'il est d'abord, le psychanalyste, l'éditeur, chez Gallimard, de la collection « L'Un et l'Autre » et de l'irremplaçable *Nouvelle revue de psychanalyse*, qu'il décida d'interrompre en plein succès.

Ces réflexions, on voudrait écrire ces émotions, sont chacune élues parmi une foison devinée de méditations. Saisies au gré du temps qui passe, elles happent chaque fois l'instant, la circonstance, l'humeur. Que de champs traversés ! J.-B. Pontalis souvent s'attarde sur l'écriture même, l'énigme originelle de la langue : « *Toute langue, à commencer par la maternelle, est une langue étrangère*. » Cependant la peinture, entre autres, le sollicite tout autant, il en dénoue quelques pièges. Quel bonheur de voir soulignée la « différence entre un imagier et un peintre ! Magritte... n'est souvent qu'un imagier. Ingénieur, farceur, il n'est pas vrai qu'il atteigne le surréel ». Piège encore, une certaine séméiologie qui détourne de la perception immédiate. Certes Pontalis peut « lire » un tableau, mais d'abord [il] le contemple et [se] laisse regarder par lui », se refusant « à n'être qu'un lecteur signes ». Langages...

Et celui des silences. Mutisme du déprimé dont « le monde est tombé comme lui dans le silence ». Silence de la neige ou celui, musical, de la présence offerte dans sa totalité, immédiate : « *Grand froid, givre sur la pelouse...* » et qu'accompagne la prudente, la modeste exactitude des mots, ceux qui font advenir la mémoire « au jour du vif aujourd'hui ». Silence lacunaire des lieux retrouvés, de Cabourg et de la grande villa, désormais désertée, des vacances d'autrefois, « *radiuses même sous la pluie* », ou de San Gimignano profanée par les touristes et que l'on fuit, accablé.

Fugacité de l'intime. Effervescences de l'instant. Projets. Celui d'un livre sur Henry et William James et la jalousie des frères et que l'on aimerait lire, la présence de leur sœur Alice incluse. Déceptions du succès, qu'il s'inquiète de ne pas savourer, étonné de ne pas s'y intégrer lors de la parution de *Fenêtres* (1). D'innombrables rencontres, diverses et même disparates, d'hommes et de femmes renommés ou non suggèrent aussitôt des questions, suscitent inquiétudes ou surprises, qui appellent à la vigilance de l'analyste, lequel demeure dans l'interrogation toujours. Il sait être toujours pris, en tant qu'analyste, pour un autre, le danger devenant de se croire cet autre. Avant tout il est ce médiateur qui amène parfois le monde extérieur à devenir « plus intensément que nous une parole vivante ».

Au fil des pages, la vie, sa substance, ses sagesses se reconstituent sans effort : « *Même les choses inertes, même les pierres respirent*. » S'animent les traces délectables d'une existence, souvent traces du présent en passe de devenir mémoire et saisi dans sa fuite.

Viviane Forrester

(1) Vient d'être réédité en poche, Folio, n° 3642.

## Livraisons

MADAME SARTORIS, de Elke Schmitter

Trop jolie pour être heureuse, la narratrice s'ennuie dans une petite ville de province entre un mari unijambiste, une fille adolescente et une belle-mère merveilleuse. Un amant, puis un autre ne changeront pas sa vie. Cette chronique douce-amère du désenchantement frappe par la tonalité de sa protagoniste : pas d'apitoiement sur soi, pas de rage contre les lâcheurs, les beaux-parleurs, les profiteurs, mais le goût de la passion, du risque, de l'absolu, jusqu'à l'inconscience, la chute et le châtiement. Elke Schmitter a déjà écrit des romans policiers et, pour ce premier roman, elle mène avec finesse et subtilité une intrigue aux fils presque invisibles (traduit de l'allemand par Anne Weber, Actes Sud, 152 p., 15 €). M. Si

LA VALSE DANS LE NOIR, de Robert Piccamiglio

L'auteur est un écrivain réaliste, il sait décrire la misère matérielle et morale, les êtres usés par un quotidien harassant et vide. Après deux romans, voici aujourd'hui des nouvelles sur les relations amoureuses. Le narrateur est toujours le même et, comme dans un roman, son portrait se précise au fil des aventures : un homme dominé par la pauvreté de son enfance, par le souvenir attendri de ses parents et par l'usure du travail en usine. Un séducteur cependant, mais trop blessé, trop fermé pour donner ou recevoir autre chose qu'un assouvissement sans joie et sans issue. Un jour, pourtant... : le recueil se termine sur une jolie note d'espoir (Albin Michel, 245 p., 14,90 €). J. Sn

NUIT D'OR ET DE NEIGE, de Michelle Tourneur

« *Impensable !* » Tel apparaît le projet d'Anna, la narratrice : faire passer un frisson musical à l'issue du symposium de la Commission des échanges et du commerce européens ; faire revivre, dans la Salle des Tritons (un joyau classé) un musicien prodigieux, un Européen convaincu, un voyageur hardi – Haendel. Anna, qui enseigne le droit, est moins « *ancrée dans ce temps* » qu'attentive aux vibrations d'artistes disparus, qu'elle capte avec une « *fragilité de synesthète* ». Delacroix, Poussin, Velasquez l'ont fascinée avant Haendel, le « *colosse* » du siècle des Lumières, qui entraîna « *l'aristocratie frivole dans le champ inconnu de l'oratorio sacré* ». Une grande force émotionnelle traverse le livre : la conviction communicative d'Anna, son désarroi devant l'imprévisible « *nuit des neiges* » qui l'éloigne finalement de la fête. Après *Lumières d'alcôve*, magnifique évocation d'une peinture passionnelle, ce roman confirme son talent, baroque et frémissant (Gallimard, 154 p., 12,90 €). M. Pn

LE PLUS GRAND RABBIN DU MONDE, de Denis Baldwin-Beneich

On parle parfois de l'école des romanciers juifs américains avec en tête deux immenses écrivains, Isaac Bashevis Singer et Philip Roth. Rien d'étonnant donc à ce qu'ils fassent des émules et que d'autres essayent d'écrire « *juif américain* ». Denis Baldwin Beneich s'y essaie sur plus de quatre cents pages, avec un certain succès de temps en temps, mais on s'ennuie assez vite. Un peu d'humour, que diable ! (Denoël, 408 p., 20,50 €). M. Si.

FRED VARGAS

PARS VITE ET REVIENS TARD

Prix des Libraires 2002

ÉDITIONS Viviane Hanry

L'Islam pour cible

Metnati Maaamar

Corrections Interrogations

<http://www.editionsles11.com>

Vous recherchez un livre épuisé ?

Librairie Le Tour du Monde

29, rue de Condé 75006 Paris

Ordinateurs en accès libre !

15 millions de livres

Internet : [www.chapitre.com](http://www.chapitre.com)

téléphone : 01 55 33 60 60

minitel : 3615 chapitre

chaPitre.com

LIBRAIRIE SUR INTERNET

## Histoire d'un duel

Dans un document inédit, un Allemand raconte comment il a vécu la montée du nazisme

**HISTOIRE D'UN ALLEMAND (Geschichte eines Deutschen)** de Sebastian Haffner. Traduit de l'allemand par Brigitte Hébert, Actes Sud, 366 p., 20,90 €.

Je suis, écrit-il, ce que les nazis appellent un "aryen". (...) Pourtant, j'ai toujours eu plus d'affinités instinctives avec la communauté juive d'Allemagne qu'avec les gens du Nord, les Allemands moyens au milieu desquels j'ai grandi... » Effaré par le climat politique et culturel qui régnait dans une Allemagne où « même le dégoût, on le ressentait plus faiblement, à travers le nuage d'une semitorpeur », Sebastian Haffner s'est exilé en 1938, alors qu'il était jeune magistrat stagiaire à Berlin. L'éditeur Warburg lui commanda alors un livre, le récit, de l'intérieur, du quotidien des Allemands pendant l'instauration du nazisme. En Angleterre, où il menait une vie précaire, Haffner écrivit cette *Histoire d'un Allemand*, dont la guerre empêcha la publication. En 1954, Haffner retourna en Allemagne, devint journaliste et historien. Il est mort en 1999, et ce manuscrit, qui était resté caché au fond de son bureau, ne fut publié qu'en 2000. Quelques historiens crurent y déceler une supercherie. On sait aujourd'hui avec certitude, après analyse scientifique, que ce document découvert par ses enfants est un inédit vieux de soixante ans.

Ces souvenirs, de 1914 à 1933, mêlent autobiographie et réflexions. En contant (« par le bout de ma lorgnette ») ce qu'il appelle « l'histoire d'un duel » entre le Reich allemand et un individu « anonyme et inconnu : moi », Sebastian Haffner entend faire œuvre de morale et disséquer les agressions (à huis clos) d'un Etat totalitariste contre des centaines

de milliers d'individus, dont certains sont allés au martyre. Fils d'un magistrat intègre, libéral convaincu que les conflits entre Européens appartenaient au passé, Haffner se sent devenir un « chauvin fanatique » avec la première guerre mondiale, à cause de l'atmosphère, de « l'étrange talent de mon peuple à provoquer des psychoses de masse ». *Histoire d'un Allemand* est l'analyse de la chute d'un pays qui, après l'assassinat de Rathenau, souffre d'un vide politique, et qui, sans parti, sans drapeau auquel se rallier, se renie, bascule dans l'irréel et l'épouvante, dans ces « carnavalesques danses macabres, ces saturnales extravagantes et sans fin où se dévaluaient toutes les valeurs, et non seulement l'argent ».

Des années 1920, celles des inflations, concupiscences, amours cyniques, des folies collectives (dont la manie du sport) aux tapages d'une jeunesse privée de valeurs, l'Allemagne passe sans sourcilier au règne de la terreur nazie. Sous prétexte de se protéger, chacun use de compromis avec le régime. Personne ne s'offusqua que l'on mette son téléphone sur écoute ou que l'on ouvre son courrier. « L'exposition publique de ce qui se passait dans les caves de la SA et dans les camps de concentration aurait pu provoquer une riposte désespérée », écrit Haffner, mais le rictus blême du nazi niant ses crimes, le secret, la menace visaient « à renforcer l'effet de la terreur par le danger qu'il y avait ne serait-ce qu'à en parler ». Il décrie le mécanisme de l'antisémitisme, dénonce la veulerie d'un peuple sans force d'âme, sans omettre ceux de ses compatriotes qui furent capables « de mobiliser des anticorps contre cette peste ».

Avec un sens de l'autocritique rare.

Jean-Luc Douin

**VOYAGE ET DESTIN (Schicksalsreise)** d'Alfred Döblin. Traduit de l'allemand par Pierre Gallissaires, éd. du Rocher/Anatolia, 422 p., 21 €.

Le 10 juin 1940, l'écrivain Alfred Döblin quitte Paris où il s'était installé depuis son exil, en 1933, après un bref passage par Zurich. Il a soixante-deux ans. Un mois plus tôt, il a fait partir sa femme Erna et leur fils cadet Stefan. Commence l'exode vers le Sud et la zone non occupée. D'origine juive, médecin de formation, l'auteur de *L'Assassinat d'une renouclure* et de *Berlin Alexanderplatz* a alors la nationalité française. A son arrivée en France, soutenu entre autres par le germaniste Robert Minder, il a obtenu un poste au ministère de l'information dirigé par Jean Giraudoux. Mais, une fois de plus, il doit tout abandonner, n'emportant qu'une grosse valise pleine de quelques effets personnels et surtout d'un volumineux manuscrit, celui de *Novembre 18* : voyage d'une guerre dans une autre.

Deux périples sont inscrits dans cette autobiographie : une fuite devant l'avancée allemande et un voyage intérieur. Les deux vont se rejoindre, avec des conséquences tragiques sur le destin de Döblin, comme homme et comme écrivain. L'écrivain quitte Paris en train, en pleine nuit : « N'y a-t-il pas une sordide et pitoyable injustice à être là et à filer, à rechercher sa propre sécurité personnelle ? Bon sang, qu'on en soit venu à devoir fuir, fuir et encore fuir ! » Son but est de retrouver sa femme et son fils réfugiés au Puy. Dans le chaos de la débâcle, ce voyage devient une odyssee. Döblin, qui « adorait

## Tragiques convictions

En 1940, Alfred Döblin, réfugié en France, est obligé de fuir à nouveau. Dans un livre autobiographique, il raconte cet exode qui se doubla d'un voyage intérieur, dont son plus jeune fils fut le témoin

observer les gens », dit son fils, nous livre un tableau de cette France sidérée par la brusque défaite des troupes françaises mais parfois admirative devant une armée allemande disciplinée, efficace – et équipée d'imperméables vraiment imperméables à la pluie !

Döblin se heurte en outre à sa propre situation de réfugié : il a, certes, un passeport français mais aussi un fort accent allemand. Est-ce un espion ? Lorsqu'enfin la famille est réunie, après bien des tribulations, c'est le départ pour les Etats-Unis via Marseille, Barcelone et Lisbonne.

### Extrait



« Il n'existe pas de volonté obscure, dépourvue de sens ou insensée, à l'origine du monde et le constituant. Aussi n'y a-t-il pas pour nous simplement du temps qui s'ajoute au temps, puis l'affaissement final, mais une histoire et un destin. L'esprit existe et la "cause originelle" n'est autre que l'incommensurable force créatrice, la force de l'amour. Un secret originel, qu'on ne peut que nommer mais ni pénétrer ni découvrir, a fait naître le monde à lui-même. C'est pourquoi nul néant n'engloutira un monde ainsi apparu et maintenu en vie. Que j'aie échappé au Moloch dévorateur, à l'anonymat, que je le sache... Dieu a dit : "Je suis Celui qui est" » (Epi-logue, p. 412).

Döblin s'attarde peu sur son séjour en Californie où il ne mène pas la vie aisée d'un Thomas Mann. « D'ailleurs, ils se détestaient, alors que mon père avait des liens très forts avec Heinrich Mann », dit Stefan Döblin. « Il me parlait parfois de ses souffrances – en français –, mes parents m'ont toujours parlé français. C'était un homme de gauche, dans la ligne de mire du maccarthysme naissant. C'était aussi un homme secret, introverti, mais avec une vie tumultueuse. Il avait une égérie, de vingt ans plus jeune

que lui, et je devais parfois faire le conciliateur entre mes parents. Ce n'est que bien plus tard que j'ai aussi appris que mon père avait un fils naturel qui, lui, avait fait la guerre dans la Wehrmacht ! » C'est loin de l'Europe que se concrétise ce qu'Alfred Döblin a senti mûrir en lui pendant tout son voyage en France : sa conversion au catholicisme. « J'eus alors la certitude d'apprendre – contre ma volonté – des choses très importantes et d'accéder à une compréhension supérieure à celle qui était habituellement la mienne. C'est cette compréhension que je veux retrouver. »

souvent occultée. Cette inquiétude le rend sensible à la figure d'un Jésus crucifié qu'il découvre dans la cathédrale de Mende, vision annoncée puis relayée par des signes qui sont pour lui autant d'injonctions à ouvrir les yeux. On ne peut se prononcer sur une illumination ou une conversion. Ce qui importe, c'est que Döblin en retire la conviction que ce monde ne peut être tout, que « la cause originelle » ne peut abandonner l'homme dans la souffrance. Or, paradoxalement, cette révélation gorgée d'espoir et de lumière va être pour lui cause de sombres souffrances, pires encore peut-être que celle de l'exode. Revenu en Europe, il apprend qu'un de ses quatre fils, Wolfgang, engagé dans les forces françaises, s'est donné la mort le 21 juin 1940 pour échapper aux Allemands. Ses fonctions d'officier français chargé de la dénazification en Allemagne valent à Döblin l'inimitié de ses anciens compatriotes, « qui le considèrent comme un traître », mais aussi comme « un renégat » qui a abdiqué toutes ses valeurs d'écrivain.

Lui qui, dans la logique de son parcours, voulait œuvrer pour la paix et la réconciliation, est « complètement rejeté ». Son état physique se détériore. Sa famille, disposant de peu de ressources, est obligée de le placer... dans un hôpital psychiatrique, le seul refuge que des amis ont pu trouver à une époque où tout manquait. Stefan garde un souvenir douloureux de cette époque et se souvient d'une des dernières phrases que lui a écrites son père : « Pourtant je sais encore faire rire les enfants. » Döblin meurt en 1957 et est enterré en France, dans un petit village des Vosges, près de cette ligne si bleue.

Pierre Deshusses

## Un an avec Hugo 1843

11 août – Pampelune

Je suis à Pampelune, et je ne saurais dire ce que j'y éprouve. Je n'avais jamais vu cette ville, et il me semble que j'en reconnais chaque rue, chaque maison, chaque porte. Toute l'Espagne que j'ai vue dans mon enfance m'apparaît ici. Comme le jour où j'ai entendu passer la première charrette à bœufs, trente ans s'effacent dans ma vie ; je redeviens l'enfant, le petit Français, *el niño, el chiquito frances*, comme on m'appelaient. Tout un monde qui sommeillait en moi s'éveille, revit et fourmille dans ma mémoire. Je le croyais presque effacé ; le voilà plus resplendissant que jamais. Ceci est bien la vraie Espagne. Je vois des places à arcades, des pavés à mosaïques de cailloux, des balcons à bannes, des maisons peintes à falbalas, qui me font battre le cœur. Il me semble que c'était hier. Oui,



je suis entré hier sous cette grande porte cochère qui donne sur un petit escalier ; j'ai acheté l'autre dimanche, en allant à la promenade avec mes jeunes camarades du séminaire des nobles, je ne sais quelles gimpettes poivrées (rosquillas) dans cette boutique au fronton de laquelle pendent des peaux de bouc à porter le vin ; j'ai joué à la balle le long de ce haut mur derrière une vieille église. Tout cela est pour moi certain, réel, distinct, palpable. Il y a des bas de murailles coloriés en marbre extravagant qui me ravissent l'âme. J'ai passé deux heures délicieuses tête-à-tête avec un vieux volet vert à petits panneaux qui s'ouvre en deux morceaux de façon à faire une fenêtre si on l'ouvre tout à fait. Ce volet était depuis trente ans sans que je m'en doutasse dans un coin de ma pensée. J'ai

dit : tiens ! Voilà mon vieux volet !

Quel mystère que le passé ! Et comme il est vrai que nous nous déposons nous-mêmes dans les objets qui nous entourent ! Nous les croyons inanimés ; ils vivent cependant ; ils vivent de la vie mystérieuse que nous leur avons donnée. A chaque phase de notre vie, nous dépouillons notre être tout entier, et nous l'oublions dans un coin de monde. Tout cet ensemble de choses indicibles qui a été nous-mêmes reste là dans l'ombre ne faisant qu'un avec les objets sur lesquels nous sommes empreints à notre insu. Un jour enfin, par aventure, nous revoyons ces objets ; ils surgissent devant nous brusquement ; et les voilà qui sur le champ, avec la toute-puissance de la réalité, nous restituent notre passé. C'est comme une lumière subite ; ils nous reconnaissent, ils se font reconnaître de

nous, ils nous rapportent, entier et éblouissant, le dépôt de nos souvenirs, et nous rendent un charmant fantôme de nous-mêmes, l'enfant qui jouait, le jeune homme qui aimait. J'ai donc quitté hier Saint-Sébastien.

Les montagnes produisent deux sortes de routes : celles qui serpentent à plat sur le sol comme les vipères ; celles qui serpentent en ondulant par soubresauts comme les boas. Passez-moi ces deux comparaisons qui rendent ma pensée sensible. La route de Saint-Sébastien à Tolosa est de la dernière espèce ; celle de Tolosa à Pampelune est de la première...

★ Extrait de « Voyage dans les Pyrénées », en juillet 1843, Lafont, « Bouquins », Voyages, p. 820-821.

## Science-fiction

par Jacques Baudou

### Place pour l'avenir

**CHRYSLIDE** de Robert Reed. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Laurence Lemaire, éd. Imaginaire sans frontières, « Visions futures », 276 p., 16 €.

Dans la préface qu'il a donnée à ce recueil, Gérard Klein, qui fut l'éditeur des romans de Robert Reed en France, dit de lui « qu'il a plus renouvelé la science-fiction qu'aucun autre auteur ces dix dernières années ». Cette assertion vaut aussi – l'échantillon de textes rassemblés ici le prouve à l'envi – pour ses nouvelles. Romancier rare, Robert Reed est par contre un nouvelliste prolifique, et l'on sent bien que la distance de la *short story* convient bien à la plasticité de son inspiration. Car ce qui est frappant dans les neuf textes du sommaire composé spécialement pour cette publication française, c'est justement leur grande diversité, même si le biologique y joue un rôle souvent prépondérant. En effet, on y passe sans transition de l'espace lointain et profond à la Terre d'un avenir proche marquée par les bouleversements dus aux manipulations génétiques. On y croise un homme partagé entre deux réalités ou un vieil astronome couvert de lauriers se remémorant un souvenir d'enfance pour finalement conclure : « Il y a toujours de la place pour l'avenir. » On y explore, de façon subtile, une civilisation humaine unisexue et parthéno-génétique. Et l'on y expose le résultat d'une intervention de chercheurs sur le « programme complexe » qu'est l'univers. Cette diversité thématique est déclinée avec une sûreté et une grâce d'écriture peu communes. A ceux qui voudraient en prendre la mesure, nous recommandons la lecture d'*Hybride*, le texte le plus émuant de ce recueil de très haute volée.

■ **PANDÉMONIUM**, de Johan Heliot

Il y a, chez les auteurs de la nouvelle vague française, des littératures de l'imaginaire, un penchant très net pour le steampunk. Johan Heliot y a succombé lui aussi avec *La Lune seule le sait*, et de façon plus convaincante encore dans ce roman qui met en scène la figure quasi mythique de Vidocq, alors qu'il dirige la brigade de sûreté. L'ex-bagnard n'est pas confronté ici à de simples malfaiteurs ordinaires, mais à un « peuple » extra-humain naufragé qu'une rébellion a scindé en deux. Et le récit ne tarde pas à quitter les rives de l'intrigue policière pour plonger dans le fantastique, avant d'aborder les terres de la science-fiction. Le tout se termine, en fanfare, par une dantesque bataille (éd. Orion – Le Béal, 182 p., 12 €).

■ **L'I. A. ET SON DOUBLE**, de Scott Westerfeld

Cela commence par une histoire d'amour que seul un auteur de S-F est en mesure d'écrire. Ça se poursuit par la recherche d'un artiste que l'on croyait disparu, menée par le Roméo du prologue, une I. A. devenue experte auprès d'une galerie d'art, parallèlement à une tueuse à gages missionnée par ce qu'elle croit être des dieux, mais dont le lecteur peut suspecter la véritable nature. Scott Westerfeld signe là un space-opéra baroque, alertement érotique, qui manie comme en se jouant les thèmes de l'intelligence artificielle, du virtuel, des manipulations qu'on ne peut plus qualifier seulement de biologiques, au fil d'une intrigue fort vivement troussée, avec un brillant travail formel (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Pierre-Paul Durastanti, Flammarion, « Imagine », 290 p., 17 €).

■ **DANS LE JARDIN D'IDEN**, de Kage Baker

Le thème du voyage dans le temps semble inépuisable, encore convient-il

de l'aborder avec une approche renouvelée. C'est ce qu'a parfaitement réussi Kage Baker en imaginant que les voyageurs du temps ne sont pas recrutés dans le futur, mais dans le passé, puis renvoyés à leur époque après un séjour dans le centre d'entraînement du docteur Zeus. C'est le cas d'une fillette espagnole nommée Mendoza, tirée des geôles de l'Inquisition, qui, après avoir reçu une longue formation couplée de chronaute et de botaniste, est envoyée en mission dans l'Angleterre de la Renaissance. Sa destination est le « jardin des merveilles » d'un gentilhomme du Kent, sir Walter Iden, où subsiste une haie tout entière d'un houx qui a presque disparu totalement au XXII<sup>e</sup> siècle et quelques autres raretés botaniques. Dès l'arrivée au jardin d'Iden de la petite délégation de voyageurs temporels, la science-fiction cède la place au roman historique, à la description d'une société anglaise déchirée par les persécutions religieuses ordonnées par la très catholique Marie Tudor, à une assez insolite histoire d'amour tragique (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Jacques Collin, Rivages, 298 p., 21 €).

■ **DANS LE CONFESSIOINNAL** et autres nouvelles, d'Amelia B. Edwards

D'Amelia B. Edwards, écrivain victorien à la vie agitée, on ne connaissait en France qu'une toute petite poignée de nouvelles, dont deux classiques du conte fantastique : « Le coche fantôme » et « Le train de 4 h 15 » (repris ici). Aussi le recueil composé par Jacques Finné (7 nouvelles, dont 6 inédites) permet-il de faire bien mieux connaissance avec l'œuvre de cet auteur méconnu. La plupart des textes réunis démontrent qu'elle fut une virtuose de l'histoire de fantômes dont elle ne limita pas l'aire au seul Royaume-Uni. Deux des nouvelles ne relèvent pas de cet exercice de style codé qu'est la *ghost story* et font preuve d'une inspiration originale : « Les souvenirs du professeur Henneberg » et « Les îles au trésor », curieuse robinsonnade dans un lieu maléfique (traduit de l'anglais par Jacques Finné, José Corti, « Domaine romantique », 246 p., 18 €).

**Le Monde**  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

Deux dossiers

1 Voltaire, l'insurgé.

2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2 €

# DOSSIER-ESSAIS

## PHILOSOPHIE

Chercher la sagesse ne détourne pas du monde. Des penseurs de l'Antiquité, dont on redécouvre l'actualité, n'ont cessé de le montrer.

Des modernes, comme Gérard Granel à qui ses amis rendent un vivant hommage, ont renouvelé la figure du penseur dans le siècle.

Point commun : considérer que la philosophie n'est pas seulement matière à réflexion, mais aussi aventure à vivre

### Pensée antique, posture pratique

Depuis des siècles, Grecs et Romains accompagnent les variations de la philosophie occidentale. L'intérêt éditorial qu'ils suscitent ne se dément pas, doublé, en cette époque de troubles et de conflits, d'une soif de sagesse

On revient aux Anciens. Personne sans doute ne les avait vraiment quittés. Grecs et Romains accompagnent en effet de siècle en siècle, comme une base continue, les variations de la philosophie occidentale. L'intérêt qu'ils suscitent se renouvelle pourtant. Editions, traductions, collections, études et colloques se multiplient. « On ouvre de nouveaux chantiers à peu près tous les jours en ce moment », souligne Jacques Brunschwig, l'un des meilleurs spécialistes mondiaux (1). Cette effervescence savante se double d'une faveur publique. Sénèque est un succès de librairie. Epicuriens, stoïciens, cyniques et autres chercheurs de sagesse redeviennent des personnages familiers. Ils ne sont plus simplement étudiés en classe, avec la part d'ennui suscitée par la contrainte. Les voilà lus simplement, en poche, dans le train ou le métro.

Pourquoi ? Ce n'est pas mystérieux. Ce regain d'attention, plus profond et durable qu'une mode, est lié à tout ce que l'époque possède d'inquiétant et de troublé. Plus le monde est violent, chaotique et disloqué, plus on s'intéresse à des pensées dont le but explicite fut de soigner l'âme en la pacifiant. L'après-11 septembre et le temps de longs conflits qui s'annoncent devraient amplifier encore cette soif de la sagesse pratique. Ce qui attire d'abord, chez ces modèles antiques, c'est la manière de se comporter. C'était déjà le cas à Rome ou à Athènes : en voyant vivre le sage, en étant sidéré ou séduit par son style, on désirait découvrir la doctrine capable d'inspirer une telle existence. Fasciné par la sérénité ou l'étrangeté d'un homme, on cherchait ensuite à connaître la théorie qu'il y avait

derrière, avant d'examiner la valeur des arguments et la cohérence du système.

En 1885, dans un livre publié chez Félix Alcan, F. Ogereau ne disait pas autre chose, en introduction à son *Essai sur le système philosophique des stoïciens*. Curieusement, on ne sait presque rien de ce professeur agrégé de l'âge d'or de la République, pas même son prénom (il n'est nommé partout que par son initiale, y compris dans les catalogues de l'époque). Une seule chose est sûre : son livre demeure l'une des meilleures introductions à la pensée de Zénon et de Chrysippe. Fondé sur les fragments rassemblés par Hans von Arnim, cet

ouvrage qui a plus d'un siècle constitue, selon Jean-Baptiste Gourinat, « le premier grand exposé du système stoïcien en français et aucune étude de la même ampleur ne l'a rendu obsolète ». C'est donc une heureuse initiative qu'a prise Encre Marine, petite maison courageuse, de rééditer cette somme oubliée (2). Heureuse initiative également, la naissance d'une nouvelle revue, sobrement intitulée *Philosophie antique* (3). André Laks et Michel Narcy, ses créateurs, deux chercheurs renommés, lui donnent pour objectif d'informer mais aussi d'innover, notamment par la publication d'études relatives aux renaissances et aux

usages multiples des philosophies de l'Antiquité, du Moyen Age jusqu'à nos jours. Le premier numéro illustre cette orientation avec un important dossier sur « les figures de Socrate », où la peinture classique et l'opéra (mais si, on a fait chanter Socrate sur scène !) voisinent avec les silhouettes du philosophe chez Epictète ou Dion Chrysostome.

On trouvera d'autres exemples de ces recherches nouvelles sur les interprétations des Anciens à travers les âges dans le recueil d'articles de Monique Canto-Sperber intitulé *Ethiques grecques* (4). A côté d'exposés sur la morale de Platon et sur celle d'Aristote, on peut

y apprendre comment l'Angleterre victorienne considérait la démocratie athénienne, ou comment les penseurs anglo-saxons d'aujourd'hui réinterprètent des notions aristotéliennes. Car la philosophie antique ne cesse de voyager, dans l'espace comme dans le temps. En suivant ses pérégrinations, dont certaines sont fort singulières, on s'aperçoit que le vieux rêve d'une vie philosophique est indéradicable. Il change de contenu, de langue, de contexte culturel ou d'horizon politique. Mais il persiste.

Pour s'en convaincre, on se reportera au travail surprenant que Patrice Vermeren, professeur à l'université Paris-VIII, vient de consacrer à la figure presque entièrement oubliée du philosophe Amédée Jacques (5). Ce dernier était en 1850, depuis une vingtaine d'années, professeur au lycée Louis-le-Grand. Pour son malheur, en 1847, cet enseignant éminent fonde avec quelques jeunes républicains une revue intitulée *La Liberté de penser*. Objectif : construire une « philosophie démocratique et populaire ». On y professe, par exemple, qu'« esprit philosophique et esprit de liberté sont deux mots synonymes », ou encore que « la philosophie, en ce qui concerne l'homme, n'est que le commentaire de la démocratie ». C'est assez pour se retrouver destitué de ses fonctions par l'Empire. Comment alors une aventure des plus curieuses. Amédée Jacques part en Amérique latine, dirige le Collège national de Buenos Aires, et meurt en 1865, rêvant toujours d'une démocratie des esprits. Moralité : les sages modernes ne peuvent faire d'impasse sur le politique.

Ce que confirme le rap. Vous avez bien lu : le rap. Richard Shusterman, dans *Vivre la philosophie*, montre comment le hip-hop new-yorkais ainsi que d'autres mouvements, notamment européens,

ressemblent par plus d'un trait, dans leurs objectifs comme dans leurs propos, aux écoles de sagesse de l'Antiquité (6). Comme si le désir d'une philosophie pratique, conçue comme art de vivre global, renaissait aujourd'hui dans la culture populaire de manière sauvage et spontanée. Au-delà de l'anecdote, l'intérêt de ce livre est de montrer comment le pragmatisme, qui s'inspire aux Etats-Unis de l'œuvre de John Dewey, constitue un retour à l'orientation fondamentalement pratique de la philosophie antique.

On notera toutefois qu'il ne s'agit là nullement d'un retour explicite aux Grecs, à leurs thématiques propres ou à leurs systèmes. La question est plutôt de comprendre comment esthétique et éthique sont liées, pour nous, aujourd'hui. Mais n'était-ce pas, à l'évidence, une préoccupation fondatrice de l'hellénisme ? Il se pourrait bien, en fin de compte, que même en croyant s'éloigner des Anciens, on s'en rapproche encore.

Roger-Pol Droit

(1) Dans un entretien avec Monique Canto-Sperber et Pierre Pellegrin qui ouvre le volume publié en hommage à Jacques Brunschwig, *Le Style de la pensée*, Les Belles Lettres, 576 p., 46 €.

(2) Préface et traduction des notes de J.-B. Gourinat, texte précédé d'une étude de Gilbert Romeyer-Dherbey, 382 p., 30 €.

(3) N° 1, 230 p., 18,30 €, Presses universitaires du Septentrion, BP 199, 59654 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

(4) PUF, « Quadrige », 542 p., 15 €.

(5) *Le Rêve démocratique de la philosophie. D'une rive à l'autre de l'Atlantique*, suivi d'*Essai de philosophie populaire*, d'Amédée Jacques, L'Harmattan, « La philosophie en commun », 326 p., 26 €.

(6) Les Belles Lettres - Klincksieck, « Collection d'esthétique », 196 p., 18,30 €.



### Pour Gérard Granel

De Jean-Pierre Cometti à Michel Deguy en passant par Jacques Derrida, un livre-hommage à un philosophe résolument singulier

**GRANEL : L'ÉCLAT, LE COMBAT, L'OUVERT**  
Textes réunis  
par Jean-Luc Nancy  
et Elisabeth Rigal.  
Belin, 480 p., 24,19 €.

Pour beaucoup, le philosophe Gérard Granel (1930-2000) restera avant tout un formidable « passeur ». Enseignant charismatique, il a bouleversé, de ses déclarations orageuses prononcées d'une voix de stentor, la vie intellectuelle de plusieurs dizaines de générations d'étudiants. Passionné de langues étrangères, il a contribué à faire mieux connaître en France l'œuvre d'auteurs classiques comme Hume ou Vico aussi bien que de modernes comme Husserl, Heidegger, Gramsci ou Wittgenstein (qu'il a traduit presque quotidiennement, avec une extraordinaire rigueur, pendant les vingt dernières années de sa vie). Editeur passionné, installé dans une ferme du Gers bien loin de la « rive gauche », il a fondé en 1980, avec quelques complices, une association sans but lucratif qui, sous le label « TER » (pour « Trans-Europe-Repress »), a publié, dans des conditions parfois héroïques, plusieurs dizaines d'essais philosophiques – dont un beau livre de Rainer Schürmann, ainsi qu'un grand nombre d'inédits (pas moins de douze volumes !) de Wittgenstein.

Mais Granel ne fut pas seulement enseignant, traducteur, éditeur. Il fut aussi un authentique penseur, audacieux, tourmenté, intransigent, solaire – bref, un penseur singulier, à tous les sens du terme. On ne s'en est pas assez rendu compte sur le moment, parce qu'il a eu la chance (ou la malchance) d'appartenir à la même génération que Foucault, Deleuze, Lyotard – encombrant voisinage. Mais l'histoire lui rendra justice – et, en un sens, commence à le faire avec ce volume collectif dirigé par Jean-Luc Nancy et Elisabeth Rigal.

**UN PENSEUR DE « LA VIE ORDINAIRE »**

On y retrouve, centrées sur les différentes facettes de sa pensée inquiète, toujours en éveil, les contributions d'une vingtaine de ses amis, parmi lesquels on mentionnera (s'il faut choisir) Jacques Taminiaux, Jean-Pierre Cometti, Michel Deguy, Jean-Toussaint Desanti et Jacques Derrida. Ce dernier (qui le connut au lycée Louis-le-Grand vers 1950) signe ici un témoignage aussi chargé d'émotion que celui que Sartre écrivit, il y a près d'un demi-siècle, à la mort de son alter ego, Merleau-Ponty. Et pour cause : à partir d'une certaine altitude, l'amitié entre philosophes, menacée par les différends et quelquefois par les rivalités,

n'est-elle pas toujours chose difficile ?

Enrichi de quatre inédits de Granel (dont un texte lumineux sur la phénoménologie du temps, d'Augustin à Heidegger), ainsi que d'une bibliographie exhaustive de son œuvre, ce volume n'a pourtant rien d'un hommage funèbre. Il fait avant tout éclater la joie de vivre d'un philosophe qui sut s'intéresser à la peinture autant qu'à la psychologie, à Marx autant qu'à Kant, et à l'avenir de l'université aussi bien qu'à celui de la démocratie. Surtout, il nous aide à comprendre que Granel, comme les trois auteurs – Marx, Heidegger, Wittgenstein – qui pour lui balisaient l'entrée dans la modernité, fut avant tout un penseur de la « vie ordinaire », à la fois amoureux de la vie et impatient de la comprendre. Sa grande affaire à lui fut d'essayer de dire, avec les mots de tous les jours, sans esquiver les questions difficiles ni céder au mirage de la fausse profondeur, ce que sont l'être et l'apparence, de décrire les mécanismes de la perception, de définir les structures les plus générales du discours, du raisonnement et de la vérité. Si l'on ne mesure pas l'importance de cette pensée, on risque de passer à côté d'un pan essentiel de l'histoire de la philosophie, en France, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Christian Delacampagne

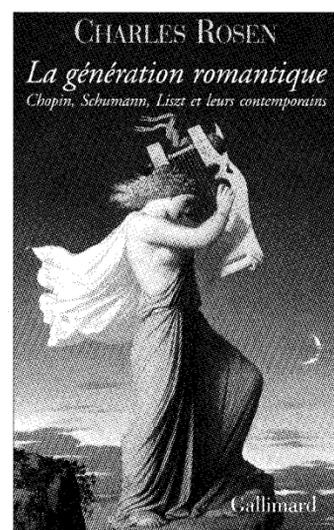
ET AUSSI...

Parmi les publications récentes relatives à la philosophie de l'Antiquité, on signalera en premier un ouvrage à la fois savant et passionnant de Richard Goulet, *Études sur les Vies de philosophes de l'Antiquité tardive* (Vrin, 426 p., 40 €). Ces dix-neuf études scrutent le genre de la biographie philosophique, son rôle, ses fonctions, son évolution depuis Diogène Laërce jusqu'à Eunape de Sardes, avec pour fil directeur la question de savoir ce qu'enseigne, de la pensée des philosophes, le récit de leur vie, tantôt convenu ou tantôt édifiant. Ce volume inaugure chez Vrin une nouvelle collection, « Textes et traditions », dirigée par Marie-Odile Goulet-Cazé, Richard Goulet et Philippe Hoffmann.

Parmi les traductions nouvelles, on retiendra le dialogue de Cicéron sur *La Nature des dieux*, traduit et commenté par Clara Auvray-Assayas, où le lettré romain compare les conceptions épiciuriennes et stoïciennes et les confronte aux diverses représentations du divin en son temps (Les Belles Lettres, « La roue à livres », 256 p., 20 €). On lira aussi, sous le titre *L'invention du plaisir*, les fragments cyrénaïques rassemblés par Michel Onfray qui permettent de découvrir la sagesse jusseuse d'Aristippe de Cyrène (Le Livre de poche, Biblio-essais, 286 p., 6,50 €). D'un style différent, la publication des *Traité 1 à 6* de Plotin sous la direction de Luc Brisson et Jean-François Pradeau (GF, 296 p., 8 €) inaugure la vaste entreprise, en neuf volumes, d'une traduction nouvelle des 54 traités qui ont fondé le néoplatonisme. On y retrouve la même ambition que dans les volumes de Platon publiés chez GF : fournir au plus grand nombre un outil de découverte et de travail à la fois exact et accessible.

R.-P. D.

**CHARLES ROSEN**



Au gré des exemples musicaux, qu'on retrouvera sur le CD joint à ce volume, Charles Rosen montre comment les compositeurs du romantisme naissant, réagissant aux nouveaux courants de pensée venus des sciences, des arts plastiques, de la littérature, de la philosophie, inventent une multitude de solutions personnelles, souvent uniques et contradictoires.

GALLIMARD

## PROCHE-ORIENT

La référence à l'histoire est indispensable. Hors d'elle, il est impossible de comprendre les enjeux et la réalité d'un conflit aux dimensions tragiques. Les

ouvrages de Georges Bensoussan sur le sionisme et d'Henry Laurens sur le mandat britannique seront, à cet égard, utiles. De même, un livre collectif sur le

« droit au retour ». A lire également : un roman d'Elias Khoury, et les plaidoiries de deux religieux arabes chrétiens, le Père Elias Chacour et Mgr Michel Sabbah

## La question cachée du sionisme

Avec probité, Georges Bensoussan montre combien la présence des Arabes en Palestine, tout en travaillant l'esprit de chacun, a fait l'objet d'un déni

**UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE ET POLITIQUE DU SIONISME (1860-1940)**  
de Georges Bensoussan.  
Fayard, 1 080 p., 47 €.

Ne tergiversons pas : voilà la meilleure étude parue depuis longtemps en France sur les sources du sionisme, la plus complète, et surtout la plus honnête. Loin des historiographies mythifiées ou parcelaires, parce que marquées du sceau de l'idéologie – pro ou antisioniste –, Georges Bensoussan ne prétend pas à la neutralité. Il ne supporte pas que le terme même de sioniste « claqué comme une insulte » par les temps qui courent. Mais, avec cette *Histoire intellectuelle et politique du sionisme*, l'historien témoigne d'une probité, d'une honnêteté indiscutable, rare chez quelqu'un qui ne cache pas « l'empathie nécessaire à la connaissance » d'un sujet d'études très controversé. Dire les faits, vus et vécus par les protagonistes du mouvement sioniste, les dire tous, sans parti pris, sans emphase mais sans tabou, en les inscrivant dans leur contexte sans occulter leurs aspects les plus dérangeants, séparer les éléments du débat de leur interprétation, bref, faire scrupuleusement un travail d'historien scrupuleux : c'était l'objectif de Georges Bensoussan ; il est atteint, et avec brio.

Sait-on qu'en 1903 Eliezer Ben Yéhouda, créateur de l'hébreu moderne, et le Mizrahi, ancêtre des religieux ultranationalistes du Bloc de la foi, se prononcèrent pour l'éta-

blissement d'un foyer juif... en Ouganda, dont les sionistes discutèrent un temps ? Sait-on que, dès 1891, Ahad Ha'Am, « sioniste culturel », fait le lit du slogan « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». « Nous avons l'habitude de croire », écrit-il après un séjour sur place, que la Palestine est une terre presque entièrement désolée, un désert non cultivé. (...) En réalité elle ne l'est pas : il est difficile de trouver un champ de terre arable non semé. » Sait-on qu'en 1919 la carte du « projet sioniste » envisage un Etat juif presque deux fois plus étendu que l'actuel « Grand Israël », incluant le Sud Liban, le Golan et la moitié de l'actuelle Jordanie ? Qu'à l'inverse, la partition proposée en 1937 par les Britanniques n'offre aux juifs que 30 % de la surface de ce qui constitue Israël dans ses frontières reconnues de 1967 ? Sait-on que l'idée du « transfert », de l'expulsion de la population locale, palestinienne, apparaît dès les écrits du fondateur du sionisme, Théodor Herzl ? Que le débat sur ce sujet est récurrent à l'intérieur du mouvement, et généralement masqué pour l'extérieur, durant le demi-siècle qui précède la création de l'Etat juif, en 1948 ? Qu'en 1937 déjà, le dirigeant Ménaïem Oussishkin parle d'« amener autant que possible volontairement les habitants de Palestine » à partir, « et seulement s'il n'y avait pas d'autre moyen nous serions obligés de procéder par expropriation » ?

On pourrait multiplier les exemples des faits étonnants et des débats qu'expose Georges Bensoussan, qui,

dès le départ, agitent tant la collectivité juive de Palestine – le *Yichouv* – que la diaspora sioniste. Des débats qui montrent combien la « question cachée » – celle de la présence des Arabes en Palestine – est, dès le premier jour, l'objet d'un « déni », d'un « silence relatif », alors qu'« elle travaille pourtant l'esprit de chacun ». Un déni ou une indifférence qui, par ces temps d'Intifada, prennent des proportions affolantes mais qui, pour l'auteur, ne remettent pas en cause la nature, qu'il perçoit comme profondément émancipatrice, du sionisme.

On peut discuter cette assertion, qui accompagne l'ouvrage tout au

long de ses pages extrêmement documentées. Sympathisant d'un sionisme progressiste et laïque, Georges Bensoussan ne cache pas l'estime que lui inspire le philosophe Martin Buber, fondateur de Brit Chalom, l'Union pour la paix, favorable, dans les années 1920, à un Etat binational. L'auteur excelle à démontrer comment le sionisme s'inscrit dans l'impulsion libératrice, nationale ou sociale, qui émerge dans toute l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Et comment son « terreau nourricier », à l'instar d'autres mouvements émancipateurs, l'a amené à vouloir créer, lui aussi, un « homme nouveau » – en l'espèce, un « nouveau juif », libéré

du « passé encombrant » (le mot est d'Israël Zangwill, en 1905) des persécutions, mais plus encore d'une diaspora honnie, « débarrassé d'une tradition juive vécue comme une entrave », expliquera le sioniste « nietzschéen » Hillel Zeitlin à la même époque. Il montre ainsi que le sionisme ne se résume pas à sa seule composante coloniale. Sinon, comment comprendre les débats qui l'ont agité, à des années-lumière de ceux que connaissent les colons d'Algérie, de Nouvelle-Zélande ou d'Afrique du Sud aux mêmes moments.

En retour, pour Bensoussan, « construire la nation juive en renforçant sa propre culture suppose d'igno-

rer celle des natifs ». Là est sans doute le handicap initial du sionisme. Mais, loin de voir dans cette attitude « un mépris de type colonial », il la rattache à une nécessité circonstancielle et aux peurs ancestrales. Pour le journaliste Yossef Haïm Brenner, qui finira assassiné en 1921 par des émeutiers à Jaffa, « l'Arabe s'est substitué au moujik ou au cosaque ». Ces peurs ancestrales – et leur instrumentalisation – perdurent jusqu'à ce jour en Israël, comme n'ont évidemment pas disparu les tendances coloniales du sionisme. Certains reprocheront à Georges Bensoussan d'ignorer la parole de l'autre, le Palestinien, et la manière dont les attitudes « politiques et intellectuelles » du sionisme se répercutent sur son existence ; mais là n'est pas le propos de l'auteur. Celui-ci n'ambitionne pas de représenter une histoire événementielle exhaustive.

Recenser sans exclusivité et sans parti pris, de l'intérieur, ce que fut la politique sioniste en Palestine à ses débuts était, en soi, une ambition suffisamment vaste. Pour qui cherche à comprendre comment, « de toutes les réponses juives à la modernité, le sionisme seul a survécu », à comprendre pourquoi Israël peut produire à la fois un Ariel Sharon et un Ami Ayalon, général lui aussi mais partisan d'un retrait inconditionnel des territoires occupés ; et pourquoi de plus en plus de jeunes Israéliens contestent la politique de l'actuel gouvernement au nom, précisément, d'un « patriotisme sioniste », le livre de Georges Bensoussan fournira des clefs indispensables.

Sylvain Cypel



Fondation de Tel-Aviv. Répartition des lots entre les soixante premiers acquéreurs (1909)

## Livraisons

■ **SHALOM, SALAM, dictionnaire pour une meilleure approche du conflit israélo-palestinien**, de Claude Faure

Le conflit israélo-palestinien se prête à tous les manichéismes. Le militantisme, l'émotion légitime gomme la complexité de l'affrontement ; l'indignation, le refus du doute chassent la singularité du conflit. A l'évidence, il y a dans cette bataille entre deux peuples qui se disputent la même terre des situations condamnables, révoltantes. Mais la recherche de la paix suppose d'aller au-delà, de fouiller l'histoire, de connaître la géographie, de traquer le passé des acteurs, bref de disposer de points de repère pour sortir des slogans. On n'approche, un peu, la réalité de ce conflit qu'en acceptant une humble démarche : en revenir aux faits et aux versions qu'en donnent les uns et les autres ; sonder la biographie des protagonistes ; savoir ce que recouvre le riche jargon diplomatique-politique local ; s'y retrouver dans l'armée des sigles désignant la multitude d'organisations et partis politiques régionaux, etc. Méthodique, à entrées multiples, facile d'accès, le dictionnaire de Claude Faure se propose d'offrir cette pédagogie du conflit israélo-palestinien, de A à Z, et sans a priori (Fayard, 432 p., 23 €). **Al. Fr.**

■ **DÉTRUIRE LA PALESTINE OU COMMENT TERMINER LA GUERRE DE 1948**, de Tanya Reinhart

Il faut peut-être être de nationalité israélienne, observer avec une grande rigueur l'évolution des actes et du discours officiels pour écrire cet ouvrage, qui démonte les mythes de la politique israélienne et la mystification afférente des opinions publiques israélienne et internationale, qu'il s'agisse des accords d'Oslo, du sommet de Camp David, ou de l'ensemble du processus de paix. Tanya Reinhart est une universitaire israélienne connue pour ses travaux de linguistique, mais aussi auteur d'une chronique bimensuelle dans le quotidien *Yediot Aharonot*. Son ouvrage démonte la supercherie dont ont été victimes les Palestiniens, avec parfois la complicité de leur propre Autorité. Il montre aussi que, derrière les contorsions sémantiques et cartographiques, l'objectif principal des gouvernements israéliens a été de céder le moins possible et de n'accepter qu'une autonomie palestinienne tronquée. Pour elle, la solution est simple : « Pour entamer de vraies négociations, Israël doit se retirer unilatéralement » des territoires palestiniens occupés. (éd. La Fabrique, 160 p., 14,50 €). **M. Na.**

■ **MÉMOIRES D'UN VILLAGE PALESTINIEN DISPARU**, de Mohammed Al-Assad

Publié en arabe en 1990 par l'un des grands poètes palestiniens actuels, ce livre, qui mêle souvenirs personnels, témoignage et récit allégorique, raconte l'expulsion des Palestiniens en 1948. Joseph Algazy apporte un contrepoint historique et un commentaire au livre (traduit de l'arabe par Sara Descamps-Wassif, Albin Michel, 168 p., 14,90 €). **P.K.**

## Pessimisme Heureux les artisans de paix radical

La double plaidoirie d'Elias Chacour, prêtre arabe, et de Michel Sabbah, patriarche palestinien

**L'ÉBRANLEMENT D'ISRAËL**  
Philosophie de l'histoire juive  
de Shmuel Trigano.  
Seuil, « L'histoire immédiate »,  
270 p., 19 €.

Lorsqu'un intellectuel comme le sociologue Shmuel Trigano pratique depuis si longtemps le pessimisme culturel, il lui est bien difficile d'éviter la radicalisation. Son dernier ouvrage, dans le contexte de la multiplication des agressions physiques et verbales contre les juifs en France, fournit une illustration supplémentaire du phénomène. Surtout quand il aboutit à stigmatiser comme « narcissiques » ou « cyniques » tous les dirigeants israéliens de Shimon Pérès à Yossi Beilin qui ont eu le malheur, à ses yeux, de croire à une solution négociée du conflit israélo-palestinien, ou à ironiser sur le procès fait à l'ex-président serbe Milosevic.

Pour Shmuel Trigano, l'actuelle réprobation contre Israël et le regain d'antisémitisme qui l'accompagne sont un symptôme extrême d'une incapacité à admettre la réalité collective que constitue le « peuple » juif-pierre d'achoppement selon lui de l'Etat-nation moderne. Le sociologue dénonce également la « dénégation de soi » d'une nébuleuse rassemblant les nouveaux historiens israéliens, le « camp de la paix » à travers le monde et plus généralement les juifs et les non-juifs qui développent une vision de l'existence juive uniquement tolérable sur un mode victimaire. On regrettera que la justesse de bien des pages, les fines analyses de l'obsolescence des formes de survie juive dans la modernité ou concernant la réassignation symbolique du juif à son statut de paria soient gâchées par les excès partisans d'une plume simplificatrice dès lors qu'elle s'aventure dans la géopolitique.

Nicolas Weill

**J'AI FOI EN NOUS**  
du Père Elias Chacour.  
Presses de la Renaissance,  
206 p., 17 €.

**PAIX SUR JÉRUSALEM**  
Propos d'un évêque palestinien  
de Mgr Michel Sabbah, avec  
la collaboration d'Yves Teissier  
d'Orfeuil.  
Ed. DDB, 300 p., 20 €.

Peut-on encore croire à la paix ? Pour deux prêtres arabes comme Elias Chacour et Michel Sabbah, la réponse ne fait pas l'ombre d'un doute. Curé melkite d'Ibillin en Galilée, arabe et citoyen israélien, le premier est de la race des prophètes qui, aujourd'hui, manquent à la terre trois fois sainte. Quant à Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, il est de la race des grands chefs des Eglises d'Orient qui, verbe fort, tempérament de feu, foi intrinsèque, conduisent des chrétiens depuis toujours malmenés.

Elias Chacour est originaire de Bar-Am, village de Galilée détruit à la veille de Noël 1951, comme 450 autres, par l'armée israélienne. Mais plus que la mémoire du drame, c'est celle de son père, homme à la foi lumineuse, qui oriente sa vocation : « N'utilisez jamais la violence qui a été utilisée contre vous ! », disait-il à ses enfants. Les juifs ont de la mémoire ? Nous aussi, témoigne le Père Chacour. C'est un peuple cultivé ? Le peuple palestinien est aussi le plus éduqué du monde arabe. Utilisent-ils la violence ? Nous aussi, confesse le prêtre, la violence terroriste, l'arme de pauvres devenus « esclaves de leur désespoir ». Sont-ils fatigués de la guerre ? Nous aussi.

Comment faire d'une telle rivalité mimétique, entre deux peuples devenus « frères de sang » (titre du premier livre d'Elias Chacour, en 1982), les artisans d'une paix dès mainte-

nant ? En éradiquant la haine, en revenant aux sources communes des confessions juive, chrétienne et musulmane, en vivant au quotidien l'expérience de la fraternité. L'école du Père Chacour à Ibillin accueille indifféremment des élèves juifs, chrétiens et musulmans. Et comme un autre homme qui, il y a deux mille ans, le précède en Galilée, Elias Chacour prêche le pardon des offenses et la réconciliation des cœurs, seules voies, pour lui, de la vraie paix.

Le curé d'Ibillin écrit comme on chante une mélodie. Avec une douceur et un lyrisme si étranges dans une terre de guerre. Le patriarche Michel Sabbah, lui, parle avec la force d'un meneur d'hommes. Lui aussi est originaire de Galilée, de Nazareth, ville de l'enfance de Jésus, où il est né en 1933. Tous les membres de sa famille sont aujourd'hui israéliens, mais, au moment de la partition du pays, il se trouvait au séminaire de Beit Jala, près de Bethléem, et il demeurera, jusqu'en 1967 en territoire jordanien.

Dès sa surprenante nomination par le pape, en 1987, comme patriarche latin de Jérusalem, les Israéliens ont appris à se méfier de ce patriarche « encombrant », à la silhouette aussi ronde que son verbe est acéré. Le Vatican et les gardiens franciscains des lieux saints (la « custodie ») se sont aussi parfois inquiétés des initiatives jugées unilatérales de ce premier évêque palestinien depuis le rétablissement du patriarcat latin, héritage des croisades, au XIX<sup>e</sup> siècle. Le discours de Mgr Sabbah – dont la devise d'évêque est « Dans la beauté de la paix » – est celui d'un homme aux convictions fortes, mais qui ne s'éloigne jamais de l'Évangile.

Le patriarche Sabbah a réconcilié les treize Eglises divisées de Terre sainte qui parlent désormais d'une voix commune. Il retient des familles palestiniennes tentées par l'exode

en Occident, jugé préférable à l'écartèlement actuel entre occupation israélienne et intégrisme musulman. Pasteur, il visite ses communautés au pays et à l'étranger, ranime les énergies, supplie ses frères palestiniens de rejeter le terrorisme, lutte pour éteindre les braises allumées, comme ce projet de mosquée près de la basilique de Nazareth, sa ville natale. Mais chaque jour qui passe, redonnant leur fierté à tous les chrétiens arabes, il plaide pour le respect du droit à la sécurité des Israéliens aussi bien que du droit à la justice et à un Etat pour ses compatriotes palestiniens.

Henri Tincq

**CATHERINE TRAUTMANN**  
sera  
**AUX CAHIERS DE COLETTE**  
le mardi 16 avril à 18 h.  
à l'occasion de la parution  
de son livre  
**Sans détour**  
(Éd. du Seuil)  
23-25, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>  
Tél. 01 42 72 95 06

**ÉCRIVAINS**  
les Editions  
Bénévent  
publient  
de nouveaux auteurs  
Pour vos envois de manuscrits :  
9 rue Boyer - B.P. 4049  
06301 Nice Cedex 4  
Tél: 04 93 26 30 12

**GAÏTO GAZDANOV**  
**LE RETOUR DU BOUDDHA**  
« L'exil : la pierre d'angle d'une œuvre étonnante à travers laquelle Gazdanov n'a cessé d'explorer l'essence de l'être humain. »  
Alexie Lorca  
Lire  
ÉDITIONS  
**Viviane Hamy**

# ESSAIS

## PROCHE-ORIENT

### La Palestine, du mandat au partage

Dans le deuxième volume de sa fresque historique, Henry Laurens raconte l'échec de la « mission sacrée de civilisation » que les Britanniques avaient reçue de la SDN en 1922

**LA QUESTION DE PALESTINE**  
Tome II, 1922-1947 :  
une mission sacrée  
de civilisation  
d'Henry Laurens.  
Fayard, 688 p., 32 €.

Le déchaînement de la violence au Proche-Orient ne laisse guère le temps de souffler, de s'arrêter un instant pour réfléchir aux causes du conflit israélo-palestinien. Et pourtant le retour sur l'histoire serait d'un grand secours, non pour départager les coupables des victimes, mais pour essayer de comprendre. Le livre d'Henry Laurens arrive donc à point nommé bien qu'il soit tout sauf un livre de circonstances. Il s'agit du deuxième tome d'une œuvre de longue haleine, l'histoire de *La Question de Palestine*, qui couvre la période du mandat britannique (1922-1947), depuis les lendemains de la première guerre mondiale jusqu'au vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur le partage. Le premier tome, paru en 1999, traitait de « l'invention de la Terre sainte 1799-1922 ».

Professeur à Langues-O, historien, arabisant, Henry Laurens propose ainsi un récit détaillé de la construction du « Foyer national pour le peuple juif » en Palestine, selon l'expression de la déclaration Balfour de 1917, et de la résistance des Arabes de Palestine moins à la présence juive en tant que telle, qu'à la dépossession que ce terme de « foyer national » impliquait inévitablement pour eux. Le mandat reçu par les Britanniques de la part de la Société des Nations entraînait l'illusion d'une « double obligation » – foyer pour les Juifs, respect des droits des Arabes. Il est très vite apparu que ces deux principes étaient inconciliables, sauf à négliger les droits nationaux des uns ou des autres au profit de leurs droits individuels. Ces vingt-cinq années du mandat britannique sont marquées par plusieurs tentatives, parfois sincères, souvent biaisées, toujours pathétiques, de trouver des formules de partage donnant satisfaction à tout le monde.



Policiers palestiniens en patrouille dans les rues de Jérusalem (22 octobre 1938)

C'était impossible. Car contrairement à ce que pensait un dirigeant anglais au XIX<sup>e</sup> siècle, la Palestine n'était pas « une terre sans peuple » ayant besoin d'un « peuple sans terre ». Henry Laurens montre bien que, dès les années 1920, les Arabes de Palestine formaient une société structurée, en expansion démographique, relativement prospère et dotée d'une conscience nationale que le mandat britannique, à une époque où le wilsonisme prônait l'autodétermination des peuples, puis l'immigration juive, accélérée par l'entreprise d'extermination nazie, n'ont fait que renforcer. « Cette combinaison de luttes religieuses et nationales, de colonisation et de décolonisation, de jeux hégémoniques des grandes puissances et de combats pour l'indépendance, écrit-il, a été le produit du mandat britannique et de la catastrophe européenne. » La Palestine historique concentre une « somme d'enjeux historiques (Terre sainte, question juive,

destruction des juifs d'Europe, impérialisme, colonisation, décolonisation, islam au XX<sup>e</sup> siècle) particulièrement impressionnante ». Ce noeud, tissé des contradictions et des drames du XX<sup>e</sup> siècle, n'est pas encore tranché et ne peut malheureusement pas l'être sans violence.

Le livre d'Henry Laurens ouvre de multiples pistes de réflexion sur l'intelligence tactique des sionistes, sur les différences encore aujourd'hui perceptibles entre le « sionisme politique militariste et impérialiste » et le « sionisme spirituel, pacifique, internationaliste », sur « l'incapacité historique des directions successives du mouvement national palestinien à saisir les occasions favorables », sur l'inanité de miser sur une vie commune et l'impossibilité de définir des plans de partage. En 1947, le ministre des affaires étrangères britannique, le travailliste Ernest Bevin, tire les conclusions du débat aux Nations unies : le plan soutenu par une majorité et pré-

voyant deux entités avec une union économique et l'internationalisation de Jérusalem est « injuste pour les Arabes et ne pourra que déboucher sur une violence généralisée » ; le plan de la minorité, qui mise sur un Etat fédéral avec Jérusalem comme capitale, gérée par deux municipalités, est « inapplicable parce qu'il suppose une entente préalable entre Juifs et Arabes ».

Bevin voyait juste. Le premier plan sera voté par une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale de l'ONU après de fortes pressions américaines et soviétiques qui feront changer d'avis plusieurs pays membres, dont la France, et il débouchera sur la guerre de 1948. Reste une leçon : il n'y a pas de solution sans respect des droits individuels et nationaux des Juifs et des Arabes. Les peuples concernés et la communauté internationale butent depuis des décennies sur cette gageure.

Daniel Vernet

### Un droit contesté

Au cœur du conflit, le problème des réfugiés palestiniens abordé sous l'angle historique, politique et juridique

**LE DROIT AU RETOUR**  
Le problème des réfugiés palestiniens  
Textes réunis et présentés  
par Farouk Mardam-Bey  
et Elias Sanbar.  
Sindbad/Actes Sud,  
402 p., 21,90 €.

Parler aujourd'hui du « droit au retour » des Palestiniens partis ou expulsés de leur terre au fil des guerres israélo-arabes pourrait paraître incongru à l'heure où la Palestine est en état de guerre, où la négociation entre l'Etat juif et les Palestiniens n'a jamais été aussi éloignée et où resurgit au sein de la société israélienne, comme le montrent certains sondages et déclarations, l'idée du « transfert » des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. L'incongruité n'est toutefois qu'apparente, car il faudra bien qu'un jour les deux parties reviennent à la table des négociations. Il faudra bien, surtout, que la question du « droit au retour » des réfugiés, inscrite dans les accords d'Oslo, à l'ordre du jour des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens, soit réglée.

L'ouvrage dirigé par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar, respectivement membre du comité de rédaction et rédacteur en chef de la *Revue d'études palestiniennes*, tente de cerner sans pathos, sur la base de faits et de documents, les différents aspects de cette question centrale, d'un triple point de vue historique, politique et juridique. Quatorze spécialistes ont signé ces textes. L'objectif est de « provoquer un débat sur la question la plus épineuse du conflit israélo-arabe », le « droit au retour », « moment clef de l'histoire commune » des Israéliens et des Palestiniens, étant perçu par « l'opinion israélienne et plus généralement juive comme une menace mortelle », alors

que les Palestiniens « le jugent inaliénable, tant dans ses implications matérielles que dans sa portée symbolique » ; ce droit leur a été reconnu, dès 1948, par la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU.

Qui sont les réfugiés ? Comment en sont-ils arrivés là ? Qu'est-ce que le concept de « transfert dans la doctrine du mouvement sioniste » ? Quid du « plan Dalet et [de] la guerre d'expulsion des Palestiniens » ou encore de « la loi [israélienne] sur les biens des absents » ? Comment les « nouveaux historiens » israéliens relisent-ils l'histoire officielle de leur pays ? Que disent les archives de l'agence de l'ONU d'assistance aux réfugiés palestiniens (l'Unrwa) ? Quelles projections ont été faites pour tenter de concrétiser le « droit au retour » ? Quelles sont les obligations d'Israël en vertu du droit international ? Avec d'autres, voici quelques-unes des questions soulevées par cet ouvrage.

La question du droit au retour des réfugiés palestiniens a été l'un des obstacles sur lesquels a butté le sommet israélo-palestinien très médiatisé de Camp David, en août 2000. L'erreur – sinon la faute – du président américain Bill Clinton, qui parraîna le sommet, est d'avoir voulu que cette rencontre soit forcément conclusive, alors qu'elle était la première à porter sur les questions les plus délicates et les plus difficiles à régler. Comme le rappelle Elias Sanbar, des progrès prometteurs ont été faits sur l'ensemble de ces questions lors des négociations bilatérales plus discrètes de Taba, en décembre de la même année. Mais ces discussions n'ont jamais pu déboucher sur un accord, le gouvernement israélien d'Ehoud Barak ayant décidé de ne pas les conduire à leur terme, à cause de l'imminence d'élections législatives anticipées en Israël.

Mouna Naïm

### Le livre de l'exode palestinien

Elias Khoury, romancier de Beyrouth, invente une mémoire polyphonique pour les centaines de milliers d'habitants qui ont dû fuir leur terre en 1948

**LA PORTE DU SOLEIL**  
(Bâb al-Ghams)  
d'Elias Khoury.  
Traduit de l'arabe (Liban)  
par Rania Samara,  
Actes Sud/Sindbad-Le Monde  
diplomatique, 630 p., 24,90 €.

Un héros du combat palestinien est dans le coma. Ce fantôme errant aux portes de la vie et de la mort a-t-il sa place dans le présent ou est-il déjà tombé dans l'oubli ? A l'instar du peuple qu'il représente, l'« homme aux yeux flottants » balance entre disparition et résistance, entre fierté et dérision.

Le coma est devenu une figure appréciée des romanciers, avec ce qu'elle permet de monologues, de reminiscences et de vrais-faux dialogues entre le malade et l'entourage. Elias Khoury, romancier né à Beyrouth en 1948, responsable des pages culturelles du quotidien *An-Nahar*, s'en empare à son tour, proposant une éblouissante succession d'histoires en boucle qui, toutes, ramènent vers ce demi-mort insaisissable.

Deux hommes, le malade et le narrateur, tous deux originaires de Galilée, mènent ce ballet qui reconstitue l'exode palestinien vers le Liban, convoquant récits et souvenirs. Younès, le premier, est un leader politique qui aimait rire. « J'avais toujours cru que les héros ne riaient pas. » « Tu étais un héros et tu te riais des héros [car] si une chose méritait qu'on meure pour elle, elle était tout autant digne qu'on vive pour elle », dit le narrateur, le docteur Khalil, qui se présente comme « médecin provisoire dans un hôpital provisoire dans un pays provisoire ».

Elias Khoury campe ces êtres dans leur origine, pris entre existence et non-existence : « Nous les gens de Ghabsiyeh », fait-il dire au docteur Khalil, dans cet hôpital presque abandonné du camp de Chatila. Mais tous ces réfugiés, qui ont fui leur terre en 1948, l'année de la *Naqba* (la Catastrophe), expulsés par les fondateurs d'Israël, ressemblent à l'homme « flottant », avec leurs vies qui ne comptent pas, leurs morts qui importent peu. Nommer les lieux, les personnes avant qu'ils ne sombrent dans l'oubli, qu'ils soient privés de la mémoire même, tel est le devoir du narrateur et de l'écrivain.

Interdite, la mémoire de la terre perdue se réfugie dans les cassettes vidéo tournées plus ou moins clandestinement dans les villages d'origine, inlassablement regardées au camp de réfugiés. Dans les années 1950-1960, Younès, comme bien d'autres exilés, repasse souvent la frontière israélo-libanaise en cachette pour retourner à son village où sont restés son épouse, Nahila, et ses enfants. Oum Hassam, la sage-femme du camp de Chatila, retourne en visite à Kweykat, son village de Galilée.

Dans sa maison s'est installée Fawzi, une femme qui l'accueille avec chaleur : « Je vous attends depuis longtemps. Soyez la bienvenue. » Un dialogue étonnant s'ensuit entre cette femme juive de Beyrouth, dévorée par le mal du pays, et Oum Hassam, exilée dans cette même ville, qui pleure son village de Galilée.

Dans le roman d'Elias Khoury, les femmes occupent une place singulière. « Je ne me suis pas battu pour l'histoire, je me suis battu pour la femme que j'ai aimée », affirme Younès. C'est pour Nahila, qu'il retrouve clandestinement au village, qu'il a organisé sa vie de fuyard et refusé de partir en Tunisie ou au loin avec les dirigeants de l'OLP. Complémentaire de Nahila, Chams, l'amante du narrateur, incarne la femme qui cherche sa libération politique et personnelle. Mariée à un mari violent, qui ne peut jouir qu'à travers des simulacres de torture, elle s'échappe pour devenir officier fédayin, en assumant l'opprobre.

#### IRONIE

A l'intérieur de ce camp de Chatila où tout se noie, chaque réfugié porte en lui des récits tragiques de mort, de torture, d'emprisonnement dont lui-même ou ses proches ont été victimes. L'auteur n'oublie pas les travers du mouvement de libération. Il glisse sans coups de patte à certains dirigeants palestiniens « séduits par la richesse ». Il ironise douloureusement sur le culte des martyrs, dont les photos étaient affichées sur les murs du camp : « Nous avions tous rêvé d'avoir notre photo encadrée d'une bande rouge vif et entourée de l'auréole des martyrs. (...) Tout ce que je sais, c'est qu'après le massacre [de Chatila, en 1982], j'ai commencé à

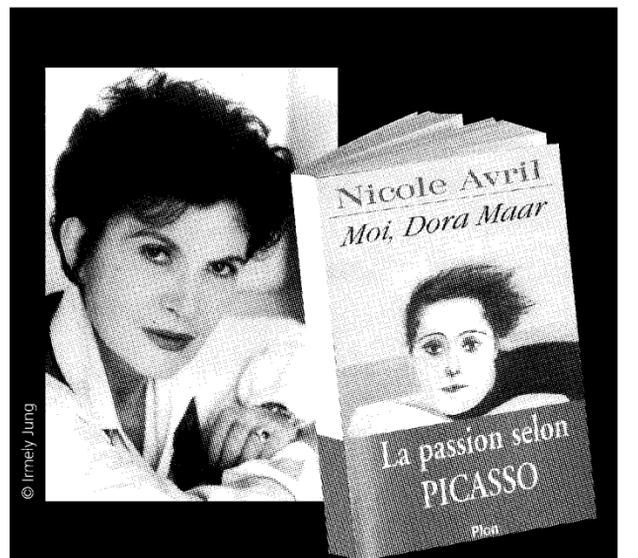
hair les affiches des martyrs. » Le narrateur se moque de la façon dont il a été « capable de gôber un nombre incalculable de slogans contradictoires ».

Pour convaincre, Elias Khoury n'hésite pas à manier la séduction, celle d'une écriture vive, émouvante, humoristique ; celle d'une construction où la luxuriance des récits entend faire reculer l'échéance de la mort ; celle du maniement de thèmes dans l'air du temps, tels le mélange des cultures ou l'impasse des combats militants. Dans la profusion de personnages secondaires, il frôle parfois le cliché, comme avec la comédienne française, femme occidentale forcément belle, forcément incapable de comprendre la situation, mais bonne à prendre en position horizontale.

Le charme du roman demeure pourtant. Au fil des 600 pages, l'auteur additionne les petites histoires qui constituent l'Histoire. Pour écrire ce roman, il a collecté des centaines de récits dans les camps de réfugiés du Liban, à Chatila, Ayn-el-Helweh ou Bourj el-Barajneh.

« J'étais frappé par le manque de documents historiques sur la Naqba. Les archives et les travaux universitaires sont faits par des Israéliens. C'est toujours le vainqueur qui écrit l'Histoire. Il reste aux vaincus à écrire les petites histoires », explique Elias Khoury, de passage à Paris pour la sortie de son roman. Mais les histoires minuscules restituent la véritable souffrance. La littérature peut aborder le caché, le non-dit, l'humain. » La Porte du soleil a été traduit en hébreu. Le cinéaste égyptien Youssif Nasrallah, disciple de Youssif Chahine, tourne en ce moment son adaptation à l'écran.

Catherine Bédarida



228 pages - 18,50 €

« L'histoire d'une passion incomparable »

Josyane Savigneau, Le Monde

« Une réussite majeure »

Pierre Billard, Le Point

« Un rythme juste pour dire les ravages d'une passion »

Fabienne Pascaud, Télérama

« Le livre de Nicole Avril est irrésistible »

Jean-François Josselin, Le Nouvel Observateur

« Nicole Avril a tout simplement la grâce »

Christian Sauvage, Journal du Dimanche

Plon

En avant-première sur  
[www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr)  
[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
les premiers extraits  
du nouveau roman de  
**PAUL AUSTRER**  
**LE LIVRE  
DES ILLUSIONS**  
Sortie en librairie le 7 mai  
**ACTES SUD**

# Duel d'« écrivains polymorphes »

Denoël accuse Claude Andrieux-Youcef M. D. d'avoir plagié Paul Smaïl, double de Jack-Alain Léger

**Y**oucef M. D. n'est plus un clandestin, seulement un « clandestin de l'écriture ». Il ne joue plus au sans-papiers, rôle complaisamment endossé pour la promotion de *Je rêve d'une autre vie* (éd. Au Diable Vauvert). Il a publié, sous le nom de Claude Andrieux, deux romans, chez Mutine et aux éditions de l'Aube (« Le Monde des livres » du 15 mars). Il est franco-marocain, connaît l'arabe et la littérature, ne parle pas verlan et n'a pas vécu dans une cité.

Après la révélation par *Le Monde* de son identité, Youcef a envoyé un texte d'explication dans lequel il précise sa situation de « ghost writer » et d'« écrivain polymorphe ». « Quel mal y a-t-il à ne pas vouloir avouer ma véritable identité ? Il est vrai qu'à chaque fois que j'écris un livre je le fais sous un nom différent. Soit. Où est le crime ? Jugez-moi donc sur ce que j'écris. Je vais être très franc, ma seule identité se trouve dans la littérature. (...) J'ose cela, moi l'écrivain fantôme. Moi qui ai déjà publié d'autres livres, je n'ai tué personne. Oui, j'ai eu une vie difficile. Oui, j'ai connu les trafics et le business. Et aujourd'hui, j'ai choisi de m'appeler Youcef M. D. (...) On m'accuse d'être un écrivain polymorphe. Oui, j'écris à la première personne. Et à chaque fois je vais jusqu'au bout

de mon personnage. Et ce personnage, c'est toujours moi dans sa/ma, notre blessure. Et oui, nous sommes plusieurs en un. Excusez-moi d'avoir une vision plurielle. Voyez-vous, je suis, en même temps, ce personnage et un autre : cela s'appelle un roman. Oui, en tant qu'écrivain, j'existe à travers mes livres et les personnages de mes romans. » Son prochain livre sera le récit à la première personne d'une Africaine excitée, signé d'un nom de femme.

## « SAMPLING LITTÉRAIRE »

Un écrivain qui crée un double romanesque pour raconter à la première personne la vie d'un être, ce n'est pas une première. En 1997, Balland publiait *Vivre me tue*, de Paul Smaïl, récit d'un être nourri de références littéraires. Un nom est rapidement apparu : Jack-Alain Léger. Celui-ci a laissé courir la rumeur. Paul Smaïl est bien Jack-Alain Léger, qui a construit ce double à côté de son œuvre propre. Smaïl-Léger a recréé un langage de banlieue, qui a même été repris par les dictionnaires.

La proximité n'a pas échappé à Jack-Alain Léger et à l'éditeur actuel de Paul Smaïl, les éditions Denoël. Son directeur, Olivier Rubinstein, estime que Youcef M. D. a « pillé sans vergogne » Paul Smaïl. Pour lui, il ne s'agit pas de

« pur plagiat » mais de « sampling littéraire » : « Mixant des scènes, des situations, des réflexions empruntées à Vivre me tue, Casa, la Casa ou Ali le Magnifique, et les ponctuant, comme tout bon sampling, de citations plus ou moins déformées. » « Il lui emprunte aussi, poursuit-il, sa graphie fantaisiste de certains mots et ses apartés sur l'art d'écrire qui sont sa marque, son originalité. » Youcef fait beaucoup de citations (« voleur de phrases », dit-il de lui-même).

Smaïl : « J'écris. J'écris comme les choses me viennent, en vrac, au fil de la plume et des souvenirs. Je ratüre peu. Le jour, après avoir dormi quelques heures, je mets au propre ce que j'ai noté la nuit sur mon bloc. Je le saisis. (...) Au-dessus de moi, ces ahans et ces cris de jouissance auxquels je me suis habitué au point de ne plus les entendre... Je tourne une nouvelle page du bloc, alors. Je reprends. » (*Vivre me tue*, Balland, p. 15-16).

Youcef : « Pour écrire, il faut que je me concentre. Que je fasse abstraction des grincements de lits, des gémissements simulés que j'entends. On dirait qu'ils sont dans ma chambre, dans mon lit ! (...) Je tente de me relire. De relire ce que j'ai écrit en arabe littéraire. De traduire dans un langage aussi proche que possible ce que je vis. Le langage de la rue. Il ne faut surtout pas que je tente de me la

jouer. C'est comme ça sort que j'écris. » (p. 105-6).

Youcef M. D. récuse ces accusations : « Cela me fait mal. Je n'ai pas besoin de plagier pour écrire ce qui est en moi. Je suis arabe et français. Je suis issu de ce mélange et je le regrette, c'est ce qui me pousse à écrire. J'ai lu les deux premiers livres de Paul Smaïl. Ils sont très beaux. Je n'ai pas lu Ali le Magnifique. Je n'ai copié personne, ça sort naturellement. C'est le langage de la rue, celui de la jeunesse actuelle. Je parle arabe, je le transpose. »

« Soit il y a plagiat, soit il n'y a pas plagiat. C'est une accusation grave, rétorque Marion Mazauric, directrice du Diable Vauvert. Je me suis battue pour que Vivre me tue paraisse en J'ai lu quand j'y travaillais. J'ai envoyé un exemplaire du livre de Youcef à Jack-Alain Léger. Je reçois des manuscrits qui sont écrits dans le style de Smaïl. Pour Youcef, c'est différent, même s'il y a des similitudes entre les deux écrivains, qui ont la même position par rapport au langage de la banlieue. »

Smaïl-Léger, Youcef-Andrieux, deux écrivains, masqués, polymorphes. Deux écrivains blessés, l'un parce qu'il se sent volé, l'autre parce qu'il est accusé. Les histoires de plagiat sont complexes et souvent douloureuses.

Alain Salles

# Fin de club pour Oprah

La célèbre présentatrice américaine tourne la page, au grand dam des éditeurs

**E**n annonçant qu'elle arrêterait son club de livres, la présentatrice de télévision Oprah Winfrey a cruellement déçu le monde de l'édition américain, qui craint désormais une baisse de ses ventes. « Il est devenu de plus en plus difficile de trouver chaque mois des livres que je me sens absolument tenues de partager », a déclaré celle qui faisait grimper les ventes d'un titre qu'elle choisissait d'environ 600 000 à 800 000 exemplaires.

En dehors de C-Span, la chaîne du Congrès qui consacre une émission aux livres, il n'existe aucun programme littéraire sur le petit écran américain, et l'initiative d'Oprah Winfrey en septembre 1996 fut remarquée autant pour son audace que pour son audience. Car le capital de sympathie de cette figure médiatique noire est tel que ses téléspectateurs – une moyenne de 26 millions par semaine – suit son talk-show de l'après-midi – ont acheté les livres recommandés. Elle a visé juste dès sa première sélection de *The Deep End of the Ocean*, de Jacqueline Mitchard, qui avec 2,75 millions d'exemplaires a rapporté gros à la maison d'édition Penguin Putnam. Dans le hit-parade des ventes attri-

buées à Oprah, on remarque *The Pilot's Wife*, d'Anita Shreve (2,8 millions d'exemplaires), *The Poisonwood Bible*, de Barbara Kingsolver (2,3 millions), *House of Sand and Fog*, d'Andre Dubus III (2,2 millions), *Where the Heart Is*, de Billie Letts (2 millions), *Here on Earth*, d'Alice Hoffman (1,95 million), *We Were the Mulvanays*, de Joyce Carol Oates (1,6 million)...

Oprah a remis au goût du jour des titres anciens de Toni Morrison. Et Jonathan Franzen regrette encore d'avoir snobé publiquement l'invitation à une émission aussi populaire, d'autant que la simple sélection de *The Corrections* sur la liste d'Oprah a valu près de 500 000 ventes supplémentaires à son éditeur, Farrar, Straus & Giroux, soit plus de 10 millions de dollars de recettes !

Si elle arrête sa sélection régulière, Oprah se réserve encore le droit d'un coup de cœur littéraire dans son talk-show. Et sa relève est déjà prête. L'émission matinale de NBC, le « Today Show », vient d'annoncer le lancement de son club de livres dès juin prochain. Un écrivain célèbre incitera les téléspectateurs à découvrir l'œuvre d'un auteur inconnu, qui sera invité le mois suivant.

Claudine Mulard  
(à Los Angeles)

## L'ÉDITION FRANÇAISE

**■ UNE PETITE ACQUISITION POUR FLAMMARION.** Delagrave, filiale du groupe Flammarion, vient de racheter les activités d'édition et de distribution directe de la société Lanore. Fondé en 1945, Lanore est spécialisé dans les ouvrages scolaires et professionnels pour l'hôtellerie, le tourisme et les professions paramédicales (150 titres au catalogue). Le chiffre d'affaires édition-distribution a atteint 1,35 million d'euros en 2001. Delagrave (5,5 millions d'euros) veut ainsi renforcer son activité dans le domaine de l'enseignement professionnel.

**■ PHÉBUS OU L'HISTOIRE DE FACTO.** Phébus lance une nouvelle collection consacrée à l'histoire, « De Facto », dirigée par Jean-Pierre Sicre. A partir de témoignages, enquêtes ou analyses historiques, elle veut « proposer un livre retour aux faits (...), seule façon d'approcher l'insaisissable vérité de toute histoire ». Les deux premiers titres sont : *Les Enfants du brouillard* : *L'affaire Mis et Thiennot*, de Jean-Claude Derey, et *La Résistance des cœurs (Berlin 1943 : la révolte des femmes allemandes mariées à des Juifs)*, de Nathan Stoltzfus.

**■ PRIX.** Le **prix Alain Bosquet** a été attribué à Claude Esteban pour *Morceaux de ciel, presque rien* (Gallimard). Le **prix Breizh** (6 100 €) a récompensé Jean-Luc Coatalem pour *Je suis dans les mers du Sud* (Grasset). Jérôme Prieur a reçu le **prix Céleste** pour *Proust Fantôme* (Le Promeneur).

## Bastia, une oasis de bulles

**E**ntre une explosion au Club Méditerranée d'Ajaccio, vendredi 5 avril, et un concert des « vedettes » de « Star Academy », samedi 6, le 9<sup>e</sup> Festival de BD de Bastia, qui a eu lieu du 4 au 7 avril, s'apparente à une oasis où tout serait calme, luxe et... bande dessinée. Ici, pas de séances de dédicaces survoltées ni d'auteurs harcelés par des hordes de fans. Un peu plus d'une trentaine de dessinateurs et scénaristes papotent avec le public, ravi de cet échange impromptu, osant parfois, avec une pudeur toute insulaire, demander un dessin ou une signature.

Le luxe, dans ce petit coin de Bastia saisi par la BD, est dans le mélange des auteurs et des genres, et dans sa volonté de démontrer que la BD est d'abord affaire d'auteurs et d'imaginaires particuliers. Au gré des quelques expositions – une demi-douzaine, toutes de très haut vol –, on croise des talents confirmés comme Edmond Baudoin, dont le pinceau et la plume racontent depuis trente ans la douceur violente des femmes et l'arrière-pays niçois nimbé dans les oliviers et les

pots-de-vin. Ou Jacques Ferrandez et sa fine vision du Moyen-Orient, ou encore Grégoire Solotareff, dont les livres de jeunesse (cent cinquante titres, de *Monsieur l'Ogre est un menteur à Trois sorcières*) ont la vivacité colorée des joues et des yeux d'enfant.

L'escouade de choc de la jeune BD (Emmanuel Guibert, David B., Marjane Satrapi, Yvan Alagbé, Nicolas de Crécy, Caroline Sury, Fabio Viscogliosi, Benoît Jacques, Sandrine Revel...) est là aussi, offrant des univers où l'autobiographie voisine avec le fantastique et la fable politique avec l'humour, parfois très sexualisé. Preuve de son ouverture, BD à Bastia a aussi invité cette année cinq auteurs néerlandais, sous la houlette du grand Joos Swarte. Des classiques comme Peter Van Dongen, et des auteurs aux dessins tourmentés dépourvus de bulles, comme Marcel Ruijters (*Dr Molotow*) ou Tobias Schalken et son étonnant *Balthazar*.

Yves-Marie Labé  
(à Bastia)

## AGENDA

**■ LES 13 ET 20 AVRIL. BIBLE.** A Paris, le Théâtre du Vieux-Colombier propose dans le cadre « Des poètes à la rencontre de la Bible » des lectures-spectacles consacrées à Pierre Alferi (à 16 h 30, 21, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris ; prix : 7 et 5,5 € ; location : 01-44-39-87-00).

**■ LE 14 AVRIL. SALVAYRE.** A Deauville, Lydie Salvayre participera à un café littéraire et Andréa Ferréol lira *La Compagnie des spectres*. (A 11 heures, villa Strassburger, avenue Strassburger ; à 17 heures, salle Elie de Brignac, rue Hocquart-

de-Turtot, 14800 Deauville ; renseignements : 02-31-14-02-02).

**■ LE 14 AVRIL. OCCITAN.** A Montoliou (Aude), la dixième édition d'« Escriitura » sera notamment consacrée au roman policier occitan (à 10 heures, rens. : 04-68-25-19-78).

**■ LE 15 AVRIL. DUBILLARD.** A Paris, l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) organise, en sa présence, un hommage à Roland Dubillard à l'occasion du dépôt de ses archives. Un montage de ses textes sera présenté sous le titre « *La Chatouille et le miroir* » (à 20 heures, 9, rue Bleue, 75009 Paris, réservation indispensable : 01-53-34-23-23).

**■ LES 15 ET 29 AVRIL. DURAS/ MITTERRAND.** A Paris, l'Agitakt pré-

sente les Entretiens Duras/Mitterrand, avec Yveline Hamon et Mourad Mansouri, (à 21 heures, 21, avenue du Maine, 75015 Paris ; prix : 10 € ; tél : 01-45-44-78-75).

**■ LE 17 AVRIL. CHAR-SERENI.** A Paris, l'Institut italien de la culture propose une lecture de textes de Vittorio Sereni et René Char, par François Marthouret et Bruno La Brasca (à 18 heures, 50, rue de Varenne, 75007 Paris, tél : 01-44-39-49-39).

**■ LE 18 AVRIL. JANVIER.** A Dijon, Ludovic Janvier lira sa poésie à la Maison de Rhénanie-Palatinat (à 20 heures, 29, rue Buffon, 21000 Dijon ; tél. : 03-80-68-80-20).

**DEVINOIX**  
3 COLLECTIONS SUR CD  
LITTÉRATURE  
SCIENCES  
HISTOIRE

JEAN-PIERRE LUMINET,  
MICHAEL LONSDALE,  
MICHEL WINOCK,  
OLIVIER WIEWIORKA,  
MICHEL CASSÉ...

Librairies et fnc  
points de vente et informations:  
www.devinoix.fr

**Comment peut-on rêver persan ?**  
par Sorour KASMAÏ, auteure de *Cimetière de verre* (*Actes Sud*) et Marjane SATRAPI, auteure de *Persépolis* (éd. de l'Association)

Mercredi 17 avril à 18h à LA LIBRAIRIE DES

**puf**

49, Bld St Michel  
PARIS 5<sup>e</sup> - tél. 01 44 41 81 20

**Anatolia, 10 ans**  
Un livre joyeux offert pour l'achat de 2 titres

**Le Livre du trois**  
Humour, malice et facéties

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER

**Echange et Diffusion des Savoirs**  
cycle de conférences  
**"FIGURES DE LA SCIENCE"**

JEUDI 18 avril à 18 h 45  
"Vive la différence !"  
par Michael Singleton, anthropologue

JEUDI 25 avril à 18 h 45  
"Les sciences arabes, leur circulation autour de la Méditerranée"  
par Ahmed Djebbar, mathématicien, historien des sciences

à l'Hôtel du département  
Marseille 4<sup>ème</sup>  
ENTREE LIBRE

Echange et Diffusion des Savoirs  
16 rue Beauvau 13001, Marseille  
04 96 11 24 50  
contact@des-savoirs.org

**CONSEIL GENERAL**  
BOUCHES-DU-RHÔNE

**Humour anglais dans le terroir français**

**Waugh part en campagne**

AUBERON WAUGH

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER

**Humour anglais dans le terroir français**

**Waugh part en campagne**

AUBERON WAUGH

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER